

L'élection du président polonais et la formation d'un gouvernement

Solidarité méfiant face aux « ouvertures » du général Jaruzelski

Un calice empoisonné

Malgré les hésitations affichées à la fin de la semaine dernière, le général Jaruzelski voulait, au plus profond de lui-même, être élu président de la Pologne. Il l'a finalement été, mais dans de telles conditions que c'est un calice empoisonné que viennent de lui verser les deux cent soixante-dix députés qui ont voté en sa faveur. Cette victoire ressemble étrangement à une gifle, surtout si l'on se souvient que tout avait été prévu pour la faciliter, et qu'elle était discrètement souhaitée par plusieurs témoins de Solidarité.

Après la débâcle subie par le Parti communiste aux élections législatives de juin dernier, la manœuvre du général Jaruzelski ressemble à un nouveau signal d'alarme aux oreilles d'un appareil certes aux abois, mais qui contrôle toujours police, armée et services en tous genres. Le poste de président, en effet, avait été tout spécialement taillé à la mesure du général pour placer hors d'atteinte de Solidarité des fonctions de sécurité jugées essentielles à Moscou, comme le contrôle de l'armée. Il devait, en même temps, se comporter sur la scène intérieure en « président d'entente nationale ».

Le général malade sera-t-il maintenant capable d'assumer ce nouveau rôle jusqu'à son terme logique : la mise en place, d'un système n'ayant plus rien à voir avec tout ce qui a fait la vie d'un officier formé en plein stalinisme ? Il fut ministre de la défense au moment de l'invasion de la Tchécoslovaquie, et n'hésita pas, en 1981, à agir contre son propre peuple, quitte à faire valoir que c'était le seul moyen d'éviter l'intervention directe de l'URSS.

Tous, dans l'opposition, sont loin d'être persuadés, même si beaucoup conviennent que le général Jaruzelski semble, dans une certaine mesure, avoir pris conscience des réalités de son pays. N'a-t-il pas admis récemment dans une conversation privée avec une haute personnalité de la Diète qu'il avait dû « valancer beaucoup de résistances au sein du Parti, mais aussi en lui-même » ?

Mais il a aussi montré, lors de sa récente rencontre avec les députés de Solidarité, quel long chemin il lui restait à parcourir avant de trouver un langage propre à toucher ceux qui furent à la fois ses ennemis et ses victimes. Il vient de réitérer son intention de constituer un gouvernement d'« entente nationale ». Telle qu'il l'a présentée jusqu'à présent (offrir à l'opposition les ministères économiques, au moment où cette économie fait eau de toutes parts), l'idée ne séduit nullement les dirigeants de Solidarité.

Mais, si le général Jaruzelski se rabat sur une solution plus modeste - constituer un gouvernement dirigé par un réformateur de son propre parti - la population aura-t-elle l'impression que quelque chose a vraiment changé ? Ce qui s'est passé mercredi à la Diète est sans doute un fait d'importance majeure. Mais, pour la masse de la population polonaise, la leçon pourrait être plus simple : le général Jaruzelski est toujours là, et Solidarité, qui pouvait lui faire mordre la poussière, ne l'a pas fait. Les deux parties seront également responsables de la suite des événements.

Elu président de la République polonaise avec une seule voix de majorité, en raison de l'opposition très mesurée des membres de Solidarité, le général Jaruzelski ne pouvait que tendre la main à ces derniers, mercredi 19 juillet, aussitôt après le vote de la Diète. « Il est très important de parvenir à une coopération de toutes nos forces », a-t-il déclaré. Mais Solidarité rechigne toujours à participer au gouvernement.

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

La scène se passe en plein milieu du Parlement, autour de la tribune où se sont agglutinés, dans le plus grand désordre et la plus grande liberté, députés, sénateurs, journalistes et officiers du service d'ordre qui ne songent même plus à intervenir. Ils attendent comme tout le monde le résultat. On compte, on recompte, quatre, cinq fois : « Il passe, à une voix près ».

« Non, il lui manque une voix ».

Enfin un élu communiste griffonne un bref calcul, le lit, ponce levé vers le balcon où le gouvernement attend, rongé d'angoisse. Le général Wojciech Jaruzelski a été élu président de la République populaire de Pologne.

Soulagement, bien sûr, dans les rangs du Parti, mais mêlé de consternation tant le résultat est pitoyable. Et douce jubilation dans les rangs de l'opposition. « On ne pouvait rêver mieux », confie une des têtes politiques du mouvement. « Une fois de plus c'est le doigt de Dieu », plaisante un autre. Comme le souhaitaient la plupart des dirigeants de l'opposition, le général Jaruzelski est élu, ce qui permet d'éviter le saut dans l'inconnu jugé par eux prématuré et dangereux, ainsi que les risques d'une réaction brutale d'un appareil aux abois. Mais en même temps, les dimensions du camp du général sont réduites au strict minimum.

JAN KRAUZE

(Lire la suite page 5.)

Un portrait du nouveau chef de l'Etat :
« Les métamorphoses d'un général »
par GABRIEL MERETIK - Page 4

Reprise en Sibirie, débrayages dans d'autres régions

Confusion en URSS sur le front des grèves

La situation était confuse, jeudi 20 juillet, dans le conflit social qui secoue l'Union soviétique. Certains signes d'apaisement étaient perceptibles dans le bassin houiller du Kouzbass, en Sibirie occidentale, où la reprise du travail s'amorçait lentement. En revanche, les négociations entre les autorités et les comités de grève se poursuivaient en Ukraine, et de nouveaux débrayages étaient officiellement annoncés dans d'autres régions du pays.

Après l'intervention de M. Mikhaïl Gorbatchev au Soviet suprême mercredi et les « promesses » faites par les autorités aux dizaines de milliers de mineurs en grève, le travail a repris petit à petit dans le bassin houiller du Kouzbass, en Sibirie occidentale. Ce mouvement se confirmait, semble-t-il, jeudi 20 juillet. Selon l'agence Tass, la « situation s'est normalisée » dans neuf centres miniers sur onze.

Sur les cent quatre-vingt mille ouvriers qui avaient débrayé, certains depuis le 11 juillet, vingt-quatre mille seraient retournés dans les puits. Une « large diffusion » dans la population du contenu de l'accord signé entre la commission gouvernementale et le comité régional de grève expliquerait cette « normalisation ». Mais à Prokopyevsk et Kiselevsk, de nombreuses entreprises sont toujours paralysées. La vague de mécontentement ouvrier ne paraît pas devoir s'apaiser rapidement. Les médias de Moscou restent par exemple beaucoup plus discrets et silencieux sur la situation dans le Donbass, en Ukraine, le second bassin affecté par le conflit. Les mineurs avaient refusé mercredi la proposition de leur comité de grève de mettre fin à leur mouvement de revendication qui touchait alors soixante-deux mines sur cent vingt.

Et jeudi matin 20 juillet on apprenait que trois nouveaux centres charbonniers étaient à leur tour perturbés : Vorkouta, dans le grand nord de l'Union soviétique, Rostov sur le Don, dans le sud de la Russie, et Dniepropetrovsk, en Ukraine. Les revendications des grévistes portent essentiellement sur les horaires de travail et les salaires.

Lire page 6 l'article
de BERNARD GUETTA
sur la situation en URSS

Condamnations à mort en Turquie

La peine de mort pour sept militants d'extrême gauche
PAGE 6

Des ingénieurs pour l'an 2000

Nouvelles filières
pour des hommes de terrain
PAGE 9

Action directe

Le juge Bruguière
lève l'interdiction
de communiquer
PAGE 8

1993-1996

l'année 1996

IV. - Drôle de guerre
drôle de crise
PAGE 2

Festival de Montpellier

Un opéra de Saint-Saëns
ressuscité
PAGE 20

Le Monde

LIVRES

- Marie ou la perfection féminine.
- La provocation du baroque.
- Le cardinal Villot, un grand commis de l'Eglise.
- L'histoire, par Jean-Pierre Rioux : Exportations de 1789.
- Littérature française : la candeur contre la barbarie ; le réalisme-fiction de Bernard Albot.
- Sciences : Le poème du cosmos ; la preuve par la manipulation.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : A propos de Roger Nimier.
- La chronique de Nicole Zand : Une, deux, trois littératures tchécoslovaques.

Pages 11 à 17

Le sommaire complet
se trouve page 28

Le sud de la France en proie au manque d'eau et aux incendies de forêts

Des régions à feu et à sec

La sécheresse qui sévit depuis de longs mois sur plusieurs régions du sud de la France aura de graves répercussions sur la production agricole. Quant aux incendies de forêts ils font rage au nord de Nîmes et près de Lacanau, en Gironde (lire page 28).

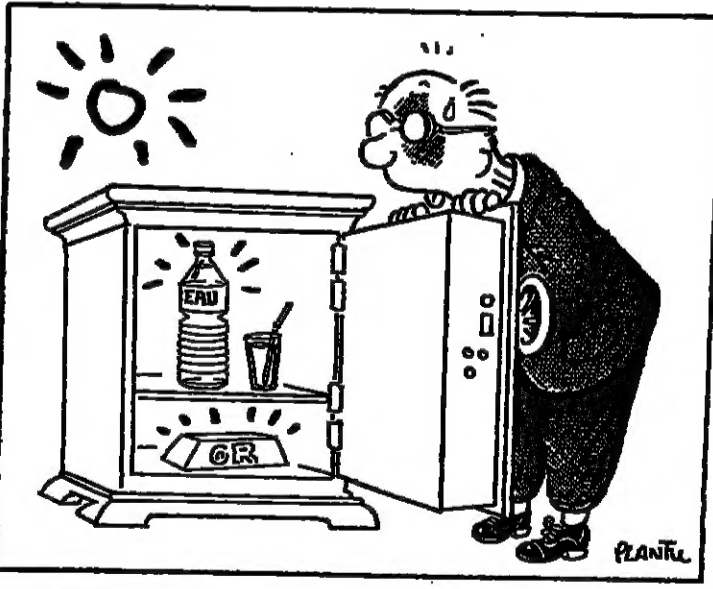
Sur le front de la sécheresse, l'Hexagone reste coupé en deux par une diagonale courante, grosso modo, de Cherbourg à Nice. Au nord de cette ligne, c'est la France verte. La situation y est normale, et les récoltes seront satisfaisantes. Mais au sud s'étend la France jaune, celle qui souffre de la soif.

A l'extrême sud, on trouve même un croissant rouge, qui couvre une douzaine de départements en Languedoc-Roussillon

et en Midi-Pyrénées. La situation y est de plus en plus préoccupante. Telle est la carte qui a été dressée, mercredi 19 juillet, par les représentants de plusieurs ministères et ceux de six agences de bassins hydrographiques, au cours de la séance que tient tous les quinze jours à Paris la mission interministérielle de l'eau.

Depuis le dernier bulletin publié par cet organisme le 5 juillet (le Monde du 6 juillet), l'image du territoire s'est contrastée. Des pluies parfois abondantes (140 millimètres d'eau sur le Morvan, 80 millimètres sur les Vosges) ont normalisé l'hygrométrie dans le nord de l'Hexagone.

MARC AMBROISE-RENDU.
Lire la suite ainsi qu'un entretien
avec le président de la FNSEA
page 24



Du PER de M. Balladur au PEP de M. Bérégovoy

Les épargnants entre deux plans

« Simplicité, liberté, justice, ont été mes principales préoccupations », a déclaré M. Pierre Bérégovoy en présentant, mercredi 19 juillet, le plan d'épargne populaire (PEP), qui remplacera à partir du mois de janvier le plan d'épargne retraite (PER), institué par M. Balladur. L'ancien ministre de l'économie et des finances estime que le PEP ne pourra pas apporter « une contribution sérieuse » au problème des retraites.

La nouvelle formule d'épargne présentée, mercredi 19 juillet, par M. Pierre Bérégovoy au conseil des ministres ne bouleversera pas les rapports des Français avec l'argent : préférence pour la consommation et les économies

immédiatement disponibles ; méfiance à l'égard des placements longs ; insuffisante prise de conscience des problèmes posés par le financement des retraites dans une dizaine d'années.

Le plan d'épargne populaire (PEP), sur lequel mise le gouvernement pour développer une épargne longue en France, apparaît trop ambigu dans ses intentions pour élever sensiblement un taux d'épargne qui, depuis 1983, n'a cessé de baisser, et se retrouve maintenant à son niveau le plus bas depuis vingt-cinq ans. Très insuffisant pour répondre aux besoins d'investissements du pays et préparer l'avenir.

L'ambiguïté n'est pas toujours un mal en économie, quand elle permet d'éviter des conflits graves. Mais, en la matière, elle a poussé le gouvernement à viser deux cibles à la fois, trop diffé-

rentes et trop éloignées pour que le risque de les rater toutes les deux ne soit pas important : aider les couches les plus défavorisées de la population à se constituer un petit capital ; inciter les couches aisées de la population à bloquer sur de longues années des sommes importantes pour venir en aide, à partir de l'an 2000, aux régimes de retraite par répartition.

Le premier souci est d'abord de justice sociale, parce qu'il vise à réduire les inégalités de patrimoine. La seconde préoccupation est essentiellement économique : un financement complémentaire des retraites par la capitalisation permettrait à la France - si la formule emportait massivement l'adhésion - de disposer d'une épargne longue, abondante.

ALAIN VERHOLLES.
(Lire la suite page 25.)

AUTOPOTRAIT EN ÉRECTION

Guillaume Fabert

roman



« C'est un vrai manuel ! »
Bernard Pivot

Régine Deforges

M 0147 - 0721 0 - 4,50 F



3790147004500 07210

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 425 F CFA ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 4.000 L. ; Luxembourg, 30 fr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Royaume-Uni, 336 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

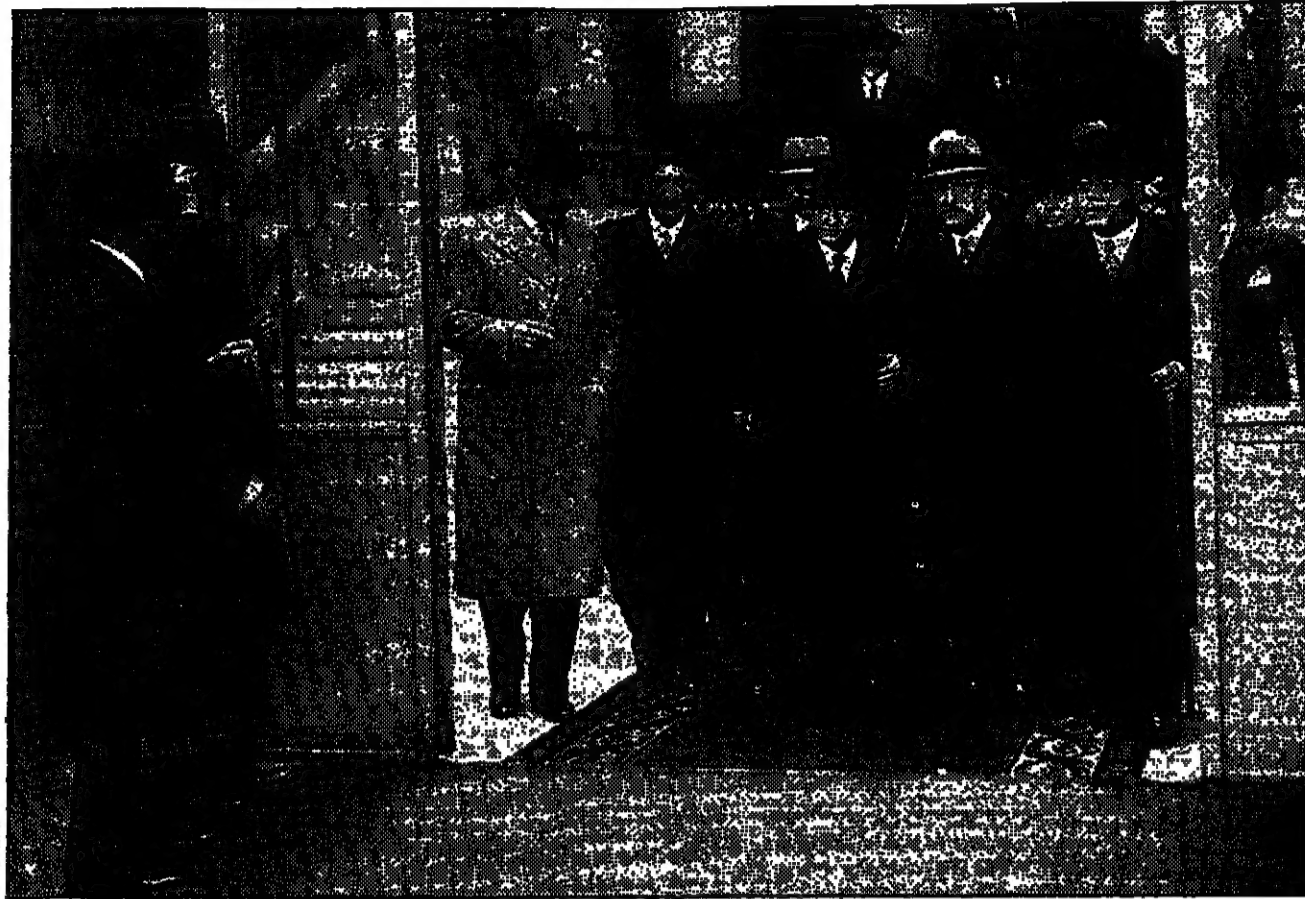
IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNÉE TERRIBLE

De septembre 1939 à mai 1940, c'est la « drôle de guerre ». Des mois d'inaction et de déprime sur la fameuse ligne Maginot, tandis que la Wehrmacht occupe la Pologne et que l'armée rouge envahit la Finlande, dont elle annexe une bonne partie... au grand dam d'une opinion publique impuissante. Et en parallèle la crise politique : le président du conseil, Daladier, victime de son irrésolution, démissionne et cède la place à Paul Reynaud.

«APPelé à Paris par le nouveau président du conseil, je rédigeai, à sa demande, une déclaration nette et brève qu'il adopta telle quelle pour la lire au Parlement. Puis, tandis que, déjà, les intrigues bruisaient dans les couloirs, je fus au Palais-Bourbon assister d'une tribune à la séance de présentation. Celle-ci fut affreuse. Après la déclaration du gouvernement lue par son chef devant une Chambre sceptique et morne, on n'entendit guère dans le débat que les porte-



Le président du conseil Édouard Daladier (au centre), entouré de membres de son cabinet, à la sortie de l'Élysée, après avoir remis sa démission au président de la République Albert Lebrun, le 20 mars 1940.

condamnation à des peines de prison, le 3 avril 1940, de 44 parlementaires communistes. Mais son anticommunisme ne l'engageait pas à rompre totalement les ponts avec Moscou, à la différence de l'anticommunisme virulent de la quasi-totalité des hommes de droite, renforcés par bon nombre de socialistes et de syndicalistes qui entendaient flagrante le ruseau léniniste greffé en 1920. Après avoir protesté contre le procès qui s'inscrivait contre lui à la hâte — « Messieurs, tout de même, respectez les proportions. ce n'est pas un Charlot ! » — Daladier demandait « un vote net, clair et ferme ». L'ordre du jour favorable au gouvernement fut bien adopté par 239 voix contre une, mais 300 députés (dont les socialistes, le radical Pierre Cot et la moitié de la droite) s'abstenirent. Après quarante-huit heures de réflexion, le « Taureau du Vaucluse » démissionnait.

AU grand dam des partisans d'une paix blanche (le député Paul Thellier avait déclaré dans le débat : « L'idée de la paix, qu'on la veuille ou non, elle est dans le débat, elle est dans cette Assemblée comme un poison... »), c'est Paul Reynaud qui fut pressenti. A soixante-deux ans, cet homme intelligent passait pour un politicien brillant. Sa clairvoyance lui avait permis, à lui, homme de la droite modérée, de militer pour la dévaluation au milieu des années 30 et de prêcher la résistance lors de la crise de Munich; ses amis vantaient l'homme du « miracle français », qui avait redressé la situation monétaire à l'automne 1938 (tout en publiant de dire que, depuis l'hiver 1939, il ne maîtrisait plus les tendances inflationnistes). Ses adversaires l'accusaient d'arbitraire et le surnommaient, va sa petite taille, le « Napoléon de poche », lui reprochaient de fréquenter, plus que le pays profond, les finiers mondains organisés par sa maîtresse, Hélène de Portes, et le surnommaient d'être plus brillant qu'efficace.

L'accueil à la Chambre, en tout cas, fut froid. Il eut beau affirmer qu'il était un ardent partisan d'une « action audacieuse et énergique », qu'il entendait réduire à l'impuissance les ennemis de l'intérieur, et notamment les communistes (« Je les écraserai », affirmait-il) bon nombre de députés ou demeurèrent sceptiques (70 radicaux mal remis de l'éviction de Daladier allaient s'abstenir) ou combattirent l'entrée de socialistes au gouvernement (la droite musclée dénonça le « cocktail de Marseillaise et d'Internationale »). Au bout du compte, son investiture ne fut acquise qu'à une voix de majorité, et encore ne l'obtint-il que par son nouveau ministre des colonies : Georges Mandel fit les concrets pendant une suspension de séance et put obtenir des revirements écrits de 6, peut-être 8 députés.

Reynaud, à l'évidence, n'était pas l'homme du consensus. Et, comme il devait multiplier les dossiers parlementaires et donc les ministères (le Canard enchaîné pouvait persifler : « Pour la première réunion plénière du cabinet restreint, M. Paul Reynaud a joué le Vélodrome d'Hiver »), l'opinion, mal préparée à une crise ministérielle de ce style, trouva ces intrigues parlementaires hors de saison. Reynaud avait à pérorer qu'il était à même d'insuffler une autre politique. Mais il ne pouvait modifier les données de la guerre périphérique, et ne parvint pas à maîtriser un gouvernement dans lequel Daladier demeurait ministre de la guerre. Le 9 mai au soir, Reynaud présentait sa démission, qu'il reprit le lendemain pour cause d'attaque de la Wehrmacht.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Français et Britanniques pendant la drôle de guerre, Paris, Éditions du CNRS, 1979, 831 p.
► François Bédaride, la Stratégie secrète de la drôle de guerre, Paris, Presses de la FNSP et Éditions du CNRS, 1979, 567 p. Neuf et précis.

Demain : L'équipe de Narvik

► RECTIFICATIF. — La photo du jeudi 20 juillet provenait de la collection André Zaïca/Bibliothèque historique de la ville de Paris.

Mars 1940

IV - A drôle de guerre, drôle de crise

parole des groupes ou des hommes qui s'estimaient lésés dans la combinaison [...] ». On aura reconnu le style impérial de Charles de Gaulle, qui souligne ce que pouvait avoir de paradoxal, en mars 1940, la crise gouvernementale, en particulier tant d'autres, qui voyait Paul Reynaud succéder à Édouard Daladier.

Daladier avait déçu. Il payait les pots cassés de ce qu'on appelle — et les inventeurs putatifs de la formule sont légion — la « drôle de guerre » : des mois d'inaction entre la déclaration de guerre de septembre 1939 et l'invasion allemande de mai 1940. La réputation — exécrable — de cette période n'est plus à faire. Elle eut pourtant une logique interne résultant en fait d'un traumatisme, d'un constat et d'un pari.

Le traumatisme, c'était, on s'en doute, les quatre années de la Grande Guerre. Dorénavant, pour épargner au maximum le sang des Français, la stratégie serait défensive (Daladier exaltait l'« héroïsme de la défense ») et les opérations devaient se dérouler en dehors du territoire national. On attendait l'attaque derrière la ligne Maginot et, si les Allemands refaisaient le coup du plan Schlieffen en envahissant à nouveau la Belgique, il était attendu que la bataille serait alors menée dans la Flandre belge, et non dans la Flandre française.

Le constat, c'était celui de l'infériorité des Franco-Britanniques dans certains secteurs vitaux, notamment l'aviation : la moitié des crédits votés en septembre 1939 lui seront alloués et, de fait, la production connaîtra une progression sensible. Il fallait également attendre que les Anglais, dont seulement quatre divisions étaient équipées, mettent sur pied les cinquante-cinq divisions promises. Le facteur temps semblait donc capital : on espérait tenir, en dépit de la succession d'alertes du côté de la frontière germano-belge, jusqu'au milieu de l'année 1941.

Enfin, on faisait le pari de gagner la guerre économiquement, par le blocus du Reich, qui devait pousser les Allemands à renverser le régime. Il fallait surtout le priver de ses approvisionnements en matières stratégiques, et donc aller combattre au loin : c'est ce qu'on a nommé la « guerre périphérique ». Les stratégies françaises visaient deux gisements stratégiques : le minerai de fer (suédois) et le pétrole (roumain et surtout soviétique). On projetait même d'aller bombarder Bakou à partir des aéroports du Levant. On a bien lu Bakou, et on vit même le général Berget, futur ministre de Vichy, imaginer, pendant la guerre finno-soviétique, un scénario stupéfiant : les troupes débarquaient en Finlande et en mer Noire pour raid, prendre... Moscou. Ce Kriegspiel picrocholé est symptomatique des dérives dans lesquelles Daladier perdit petit à petit tout le crédit — et nous

savons qu'il était grand — dont il bénéficiait en septembre 1939.

Car il devenait paradoxal de chercher à rouler des mécaniques à des milliers de kilomètres de là, tout en confondant défensive et inertie sur le front principal, l'est de la France. Lorsque Churchill, lord de l'Amirauté, parla de mouiller des mines dans le Rhin pour gêner les communications allemandes, le président de la République en personne s'insurgea contre une mesure qui exposait la France à des représailles.

Car, sur le front, il ne se passa pour ainsi dire rien, si ce n'est une offensive « à objectifs limités » que Gamelin déclencha dans la nuit du 6 au 7 septembre pour aider — comme il s'y était engagé — les 700 000 malheureux Polonais qui, avec leurs 220 blindés et 350 avions, étaient censés pouvoir tenir jusqu'au printemps 1940. Or, dès le 4 septembre, la Wehrmacht enfouissait les lignes; le 8, elle était devant Varsovie; le 17, l'armée rouge achevait une agression. Les Français ne l'avaient aidée en rien : la drôle d'offensive menée du côté de la Sarre était arrêtée dès le 12 septembre; le 16 octobre, les forces françaises se repliaient derrière la ligne Maginot; il en avait coûté 196 morts aux Allemands.

Après quoi, rien pendant des semaines et des mois. Citons par exemple le communiqué n° 250, daté du 6 janvier 1940 :

« Au cours de la journée, nos patrouilles ont rencontré l'ennemi sur divers points du front et ramené quelques prisonniers » ; ou celui du 26 février : « Journée calme dans l'ensemble... » Le 14 février, la presse célébra avec pompe l'arrivée « du millionnaire permissionnaire ». Seul se trouva au centre d'une polémique bien de chez nous le vin chaud, largement distribué sur les instances de l'infatigable Barthe, député de l'Hérault : était-il ou non bromuré ? On comprend l'impact que put avoir, sur ces soldats qui avaient l'impression d'être retenus loin de chez eux pour rien, Ferdinand, un obscur folliculaire d'un groupuscule d'extrême droite, le Grand Occident, recruté par Goebbels pour être l'un des speakers de Radio-Stuttgart; non seulement il fournissait des indications exactes sur ce qui se passait sur le front (confortant le mythe de la « cinquième colonne » allemande), mais ses slogans, répétés à l'envi — « L'Angleterre entend combattre jusqu'au dernier Français... » — « L'Angleterre fournit des machines, alors que les Français fournissent des poitrines », — pouvaient faire mouche.

Certains chefs d'unité imposèrent des incursions en territoire adverse sous la forme de corps francs. Mais on s'efforça plutôt de mener des travaux d'utilité publique, parfois inattendus, comme la plantation, sous le patronage de quelques dames bien nées, de rosiers en contrebas de fortins de la ligne Maginot. On distribua, et Daladier y veilla en personne, des

milliers de ballons de football. Autre palliatif qui fit les gros titres de la presse, le théâtre aux armées, et au tout premier rang le music-hall : Joséphine Baker, la perle noire, se tailla un succès attendu, comme Maurice Chevalier, omniprésent tout au long de ces années noires, chantant pour tous les régimes et dans toutes les circonstances; cet hiver-là, il fit un tabac légèrement démagogique et anti-parlementaire avec son « Et tout ça, ça fait d'excellents Français... d'excellents soldats... ».

Les théâtres d'opérations extérieurs, eux aussi, étaient décevants. On avait bien songé à créer, avec la neutralité bienveillante de la Turquie, un front balkanique à mi-chemin entre le Reich et l'URSS du côté de Salonique — autre rappel de la Grande Guerre, — mais, comme la « grande armée » Weygand (qui commandait les forces françaises du Levant) comportait tout au plus trois divisions et que les Britanniques tenaient à ménager l'Italie, il en fut de moins en moins question.

A l'est, les choses avaient bougé. Après la campagne de Pologne, les Soviétiques avaient consolidé leurs frontières du nord-ouest, en forçant les États d'Estonie, de Lettonie et de Lituanie à signer des pactes d'assistance mutuelle. En novembre, ils décidèrent d'élargir leur sphère d'influence à la Finlande; et, comme les Finlandais s'y refusèrent, ils les envahirent le 30 novembre; plus mobiles, ces derniers avaient d'abord remporté des succès, mais dès la fin janvier ils étaient en difficulté sur la ligne Mannerheim.

L'opinion française s'enflamma, et on criait couramment : « Des avions pour la Finlande ! », comme jadis : « Des avions pour l'Espagne ! » ; c'était la droite extrême et les anticommunistes — pourtant partisans des offres de paix blanche — qui criaient le plus fort, mais même Léon Blum se prononça pour soutenir la Finlande. Les Français espéraient convaincre les Britanniques de monter une véritable opération : c'était le plan « Petsamo », du nom d'un port finlandais libre de glaces dont les Soviétiques s'étaient emparés; en débarquant là, on contrôlerait une zone stratégique, de surcroît riche en nickel, et on en profiterait pour couper la route d'approvisionnement du Reich en fer suédois. Ce projet d'envergure exigeait de se frotter, dans des conditions climatiques difficiles, à l'armée rouge, en prenant le risque de voir l'URSS s'engager totalement contre les Alliés.

Les Britanniques, beaucoup plus intéressés à l'époque par les mines de fer suédoises, trouvaient l'expédition inopportune. Les Finlandais, qui avaient

perdu Viborg et qui risquaient de voir tomber Helsinki, sceptiques sur les secours réels qui pourraient leur parvenir (ils réclamaient un corps expéditionnaire de 50 000 hommes et une centaine de bombardiers), n'entendaient pas que leur pays devienne le champ de bataille de tous les belligérants; le 1^{er} mars, les préliminaires de paix débutèrent; le 13, le traité de Moscou était conclu. Sans doute la perspective de secours franco-britanniques avait-elle freiné les Soviétiques, qui renoncèrent à annexer totalement la Finlande. Reste que, pour l'opinion française et encore plus pour la classe politique, ce fut une déception majeure, que cette dernière fit payer à Daladier.

Si l'on se fie à la presse, l'opinion avait pris de façon très majoritaire fait et cause pour la vaillante Finlande : les reportages abondaient et l'arrivée d'infirmières françaises sur le front de Carelie fut célébrée comme un événement national. Il est vrai que ladite presse n'avait pas grand-chose à se mettre sous la dent; elle rapportait avec gratitude que les princesses Elisabeth et Margaret triotaient pour nos soldats, faisait des reportages sur les puissances amies (l'armée hollandaise était présentée comme « une des mieux entraînées du monde »). Au total, on percevait une certaine lassitude de l'opinion publique. Gamelin n'a pas tort d'écrire rétrospectivement : « Au fond, l'opinion ne savait pas exactement ce qu'elle voulait, mais elle voulait autre chose, et surtout que l'on fit quelque chose... ».

La chute de Daladier s'explique par une conjonction d'intrigues de couloirs et de frustrations contradictoires. Depuis le début décembre, il était de plus en plus contesté; Jules Jeanneney avait noté dans son journal, dès le 21 octobre 1939 : « On le sent sans boussole, ballotté entre ceux qu'il consulte, montrant à courts intervalles des dispositions d'esprit opposées, concluant souvent dans le sens du dernier entendu... surtout s'il a parlé de l'intérêt ministériel. C'est de cela qu'est faite, pour une part, sa nature tactique, à la fois craintive et brutale. Il sent l'embarras de son irrésolution... » Le 19 mars, lors d'une réunion de la Chambre des députés en comité secret, on lui reprocha de ne pas mener la guerre avec suffisamment d'énergie. Contre l'Allemagne, disent les uns avec Blum; contre l'URSS, s'écrient les autres, qui trouvent — et ils sont les plus nombreux — le bolchevisme encore plus pernicieux que le nazisme. Flamin expresse bien cet état d'esprit : « En fait, vous ne voulez pas rompre avec la Russie des soviets... ».

Pourtant, Daladier avait mené une lutte vigoureuse contre le PCF; il avait approuvé les Chambres quand elles avaient décidé de déchoir de leur mandat les députés et les sénateurs qui n'avaient pas démissionné du parti avant le 26 octobre 1939, et approuvé la

COTE-D'IVOIRE : après trois mois de réflexion

Le Vatican accepte le don de la basilique de Yamoussoukro

ABIDJAN
correspondance

Après trois mois de silence, le Vatican vient d'annoncer que le pape acceptait le principe du don de la plus grande basilique d'Afrique, celle de Yamoussoukro. Un communiqué du pape Jean-Paul II, daté du 18 juillet, a été publié. Le pape, qui se trouve à Rome, a rendu public, mardi 18 juillet, l'acceptation par le Vatican du don de la basilique Notre-Dame-de-la-Paix, édifiée sur l'initiative du président ivoirien à Yamoussoukro, son village natal, déclaré capitale du pays en 1983.

M. Houphouët-Boigny s'était rendu à Rome le 14 avril pour offrir officiellement au pape un somptueux sanctuaire estimé à 40 milliards de francs CFA (800 millions de francs français). La réponse tardive du Vatican (plus de trois mois de réflexion) prouve que ce don a laissé perplexes Jean-Paul II à un moment où les chrétiens se montrent préoccupés par le sort des plus démunis.

Le Saint-Siège souhaite vivement qu'il soit possible de verser des sommes complémentaires en faveur de la jeunesse et des malades. Ainsi, en bon diplo-

mate, le pape ne fait-il le porte-parole d'une partie de l'Eglise ivoirienne qui aurait préféré que le chef de l'Etat - qui a engagé sa fortune personnelle dans la construction de la basilique - consacrer sa générosité aux déshérités du pays. Réplique de la basilique Saint-Pierre de Rome, Notre-Dame-de-la-Paix est considérée comme un « monument d'orgueil » et un « caprice de vieillards » par ses détracteurs, qui estiment qu'en ces temps de crises les 40 milliards de francs CFA auraient été mieux employés ailleurs. L'entretien onéreux de la basilique (estimé à 8 millions de francs par an) aurait justifié la réserve du Vatican avant d'accepter le don. Le président ivoirien aurait offert la maintenance du sanctuaire grâce au revenu d'intérêts sur un placement d'argent déposé en Suisse, une formule déjà adoptée pour la cathédrale d'Abidjan. Chef d'un Etat qui compte 2 millions de chrétiens pour 10 millions d'habitants, M. Houphouët-Boigny espère que Jean-Paul II consacra sa basilique en janvier prochain à l'occasion de sa visite au Mali.

ROBERT MINANGUY.

CHINE

L'arrestation du principal dirigeant de la contestation étudiante est confirmée

Le principal dirigeant de la contestation étudiante, Wang Dan, vingt-quatre ans, a bien été arrêté par la police chinoise (le Monde du 12 juillet). C'est ce qui a été confirmé, jeudi 20 juillet, des hauts responsables du Parti communiste de l'université de Pékin (Beida). Numéro un sur la liste des vingt et un dirigeants étudiants recherchés par toutes les polices du pays, il était considéré par le régime comme son « ennemi public » le plus dangereux.

En revanche, selon le Daily Telegraph de Londres, un dissident chinois, qui avait obtenu l'asile politique en Grande-Bretagne après le massacre de la place Tiananmen en juin dernier, est rentré à Pékin, mardi 18 juillet. M. Xu Haoping, un ancien employé de l'agence Chine nouvelle à Hongkong, âgé de vingt-six ans, a été accompagné à l'avion par des membres de l'ambassade de Chine en Grande-Bretagne. Selon le porte-parole du ministère britannique de l'Intérieur, M. Xu a affirmé quitter le pays volontairement. Mais, selon des sources de Hongkong, citées par le Daily Telegraph, le jeune homme aurait pris sa décision après que des menaces voilées contre sa mère, qui se trouve en Chine, eurent été publiées dans un journal chinois de Londres.

C'est la première fois qu'un dissident rentre « volontairement » en Chine depuis les massacres de la place Tiananmen. Ce retour est d'autant plus surprenant qu'il intervient alors que des fonctionnaires chinois continuent de demander asile à l'étranger - deux encore en Australie, un au Canada - et que la répression s'étend en Chine.

A cet égard, une dizaine de milliers de cassettes vidéo ont été passées en volants, compresseurs et 30 000 livres et magazines saisis à Shanghai dans le cadre d'une campagne en cours visant à éradiquer les « influences malsaines » soupçonnées d'être responsables du « printemps de Pékin », a annoncé, mercredi, la presse officielle.

De son côté, M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, a indiqué mercredi que la France honorerait les engagements financiers qu'elle a contractés à l'égard de la Chine avant « ces événements tragiques et condamnables ». Il a toutefois précisé qu'il n'y avait eu « aucun décaissement de l'Etat, aucun versement, aucune négociation d'Etat » depuis les événements. « Le reste, y compris d'éventuels contrats supplémentaires dans le cadre de ce protocole, est subordonné à l'évolution de la situation en Chine », a-t-il ajouté. (AFP).

CAMBODGE : la préparation de la conférence internationale

Phnom-Penh reste hostile à la présence des Khmers rouges dans un gouvernement de coalition

La France a adressé, mardi 18 juillet, la dernière version du mémorandum concernant l'organisation de la conférence internationale de Paris sur le Cambodge, qui doit débiter le 30 juillet, aux divers participants, a indiqué le ministère français des affaires étrangères. Le porte-parole du Quai d'Orsay n'a voulu donner aucun détail sur le contenu de ce mémorandum, indiquant qu'il s'agissait d'un document interne et que ses principaux points seraient annoncés dès qu'il serait parvenu à ses différents destinataires.

Le premier ministre cambodgien, M. Hun Sen, s'est envolé, mercredi,

pour Paris, où il doit rencontrer le 24 juillet le prince Sihanouk, puis, le lendemain, les trois composantes de la résistance cambodgienne lors d'une table ronde. L'agence officielle cambodgienne a déclaré que M. Hun Sen n'est prêt à aucune concession majeure envers la résistance. Il refuse toujours les propositions du prince Sihanouk visant à instaurer un gouvernement de coalition avec les trois groupes de guérilla : les sihanoukistes, les pro-occidentaux du Front national de libération du peuple khmer de M. Son San et les khmers rouges, dont la présence au gouvernement ferait, à son avis, renaitre la guerre civile.

De son côté, le vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, M. Tran Quang Co, a déclaré à l'AFP que le Vietnam « soutenait la décision » de Phnom-Penh de neutralisation du Cambodge. « Cette décision ne nous inquiète pas », a-t-il précisé. Interrogé sur l'avenir du traité d'amitié khméro-vietnamien signé en 1979, il a souligné que cet aspect du problème sera « discuté avec les autorités de Phnom-Penh ». « Nous verrons de manière bilatérale, a-t-il dit, quelles sont les clauses du traité qui demeureront valables et celles qui devront être supprimées de l'accord. » (AFP, AP).

SOMALIE : les émeutes de Mogadiscio

L'armée se livre à une sanglante répression

Les États-Unis ont déconseillé, mercredi 19 juillet, à leurs ressortissants de se rendre en Somalie, après les sanglants affrontements entre civils et militaires qui ont eu lieu, le 14 juillet, à Mogadiscio. Dans un communiqué, le département d'Etat parle d'« émeutes à caractère religieux » et rappelle que le couvre-feu surveillé par la police et la milice du parti, est toujours en vigueur dans la capitale somalienne.

Les rebelles du Mouvement national somalien (MNS) invitent la communauté internationale à « prendre des mesures pour sauvegarder la vie des civils dans de nombreux endroits de la République somalienne ». Ils affirment que « la terreur et la

destruction déclenchées par les troupes contre des civils désarmés se poursuivent sans relâche ».

De son côté, le président de l'association d'assistance aux réfugiés somaliens, M. Galery Gourret Hussein, dénonce, dans une lettre au Monde, la « guerre sanglante » que mène depuis de nombreuses années le régime du général Siad Barre, qui, selon lui, « est arrivé au bout de sa logique, à savoir la ruine du pays ». D'après lui, « l'armée régulière, stationnée dans le Nord, est complètement déclinée par le MNS, et les soldats gouvernementaux se rendent par centaines », tandis que la rébellion gagne le Sud.

NAIROBI
de notre correspondant

Tandis que l'ambassadeur de Somalie à Londres affirmait, mercredi 19 juillet sur les ondes de la BBC, que la situation était redevenue « normale » à Mogadiscio, des témoignages de voyageurs de passage dans la région laissent à penser qu'il n'en est rien.

« Dans les rues, j'ai vu de mes yeux des cadavres d'enfants de huit à dix ans criblés de balles, la tête détachée du corps. Dans certains quartiers de la ville, la puanteur est insupportable », a raconté l'un d'eux. Ce sont les hommes de la garde présidentielle, les fameux « bérés rouges », qui mènent ce bal sordide, semant la terreur parmi les habitants. La plupart des morts du 14 juillet ont été jetés dans des charniers par les « bérés rouges ». Certaines familles ont réussi plus tard à retrouver les cadavres et à les ramener chez elles. C'est au moment où l'on commençait la toilette des défunts que les « bérés rouges » sont arrivés et ont fouillé tout le monde devant les portes des maisons.

Selon d'autres témoins, le chef de la police de Mogadiscio aurait été tué par un groupe de civils « après s'être amusé à camarder la foule ».

MOZAMBIQUE : la visite de M. De Klerk à Maputo

Le futur chef de l'Etat sud-africain appelle les rebelles à « cesser la violence »

MAPUTO
correspondance

L'homme qui, selon toute probabilité, deviendra chef de l'Etat sud-africain après les élections générales du 6 septembre, le ministre de l'éducation, M. Frederik De Klerk, a effectué mercredi 19 juillet, à Mozambique, sa première sortie officielle sur la scène africaine. Relativement néophyte en matière de politique étrangère, il avait sollicité cette rencontre qui, venue après sa tournée européenne du mois dernier, avait apparemment pour but principal de renforcer sa stature à la fois sur le plan intérieur et à l'étranger. A la surprise des officiels mozambicains et sud-africains, son entrevue avec le président Joaquim Chissano a duré trois heures.

Comme lors de chaque sommet entre les deux pays, la partie sud-africaine a réitéré que Pretoria n'avait plus aucun lien avec la résistance nationale du Mozambique (Renamo), mouvement de guérilla qui sème la terreur depuis une douzaine d'années et dont le régime de Maputo ne peut venir à bout. Mais cette fois, M. De Klerk a en la satisfaction d'entendre M. Chissano déclarer qu'il « acceptait les avances » qui lui étaient faites. M. Chissano avait déjà tenu des propos similaires, lundi, en déclarant lors d'une conférence de presse qu'il était « prêt à croire que les forces armées sud-africaines, en tant que telles, ne soutiennent pas les rebelles ».

Reste que la Renamo continue de recevoir de l'aide en provenance de personnes ou de groupes résidant en Afrique du Sud. M. De Klerk et le ministre sud-africain des affaires étrangères, « P. Botha », qui l'accompagnait, l'ont tacitement admis. « Nous prendrons les actions qu'exigent nos engagements », a déclaré M. Botha en se référant à l'accord de Nkomati de mars 1984 par lequel Pretoria s'engageait à stopper tout soutien à la Renamo. Mais M. De Klerk a clairement laissé entendre qu'il serait très difficile de tarir les sources d'approvisionnement des rebelles.

M. De Klerk est, en tout cas, allé plus loin que ne l'avait jamais fait le président Botha en appelant la Renamo à « cesser la violence », c'est-à-dire à déposer les armes, et à participer à « une évolution pacifique » du Mozambique.

Il a aussi affirmé que l'Afrique du Sud était prête à jouer « un rôle constructif » dans le processus de

jeu jusqu'à épuisement de ses munitions ». Sorti de force de son véhicule blindé, le chef de la police aurait été lynché, et son cadavre découpé en morceaux.

Les opérations de « répression » - confirmées de source diplomatique à Nairobi - seraient orchestrées par le général Masia, un des fils du président Siad Barre, et son adjoint le colonel Adig, qui dirigeait la 77^e division militaire. Selon ces mêmes voyageurs, le bilan des émeutes de vendredi dernier pourrait atteindre « deux cents à trois cents morts », chiffre largement supérieur aux estimations gouvernementales - vingt-quatre morts d'après le ministère de l'Intérieur, - mais tout de même nettement inférieur aux « mille cinq cents, voire trois mille morts » annoncés, de Londres, par les opposants du MNS.

Bien implantés dans le nord du pays, en particulier parmi l'éthnie Isaaq, les guérilleros du MNS semblent ne pas avoir joué de rôle direct dans la crise. On parle beaucoup en revanche d'une nouvelle organisation d'opposants, le Congrès de la Somalie unifiée (CSU), qui serait principalement animée par des intellectuels somaliens de la tribu des Awiyah. Plusieurs réunions du CSU auraient déjà eu lieu à Londres et à Rome.

L'événement de Mogadiscio, Mgr Salvatore Colombo, assésien

paix. Il a toutefois refusé de préciser s'il avait fait des propositions en ce sens à M. Chissano. A vrai dire, si, comme elle l'assure, l'Afrique du Sud n'apporte aucune aide à la Renamo, on voit mal quel moyen de pression elle pourrait avoir sur le mouvement rebelle pour l'inciter à cesser le combat et à négocier avec Maputo.

Quoi qu'il en soit, tout en réaffirmant qu'il n'est pas question de « négocier » avec les « bandits », Maputo semble maintenant bien décidé à explorer les possibilités d'un dialogue, au moins indirect. M. Chissano a ainsi révéillé, lundi, qu'une délégation d'hommes d'Eglise mozambicains (catholiques et protestants) avait eu un contact, cette année au Kenya, avec la Renamo, afin de sonder les rebelles pour le compte du gouvernement de Maputo.

Médiation
Kenya

Ces religieux se trouvent de nouveau dans la capitale kenyane, où ils attendent - en vain pour l'instant - l'arrivée d'une délégation de la Renamo pour une deuxième rencontre. Le gouvernement de Maputo semble prendre la chose au sérieux, puisqu'il a dépêché à Nairobi une délégation de hauts fonctionnaires pour clarifier, si besoin est, la position mozambicaine au gouvernement kenyan et au groupe d'hommes d'Eglise. Leur congé est, cependant, de n'avoir aucun contact avec la Renamo. Par ailleurs, le président kenyan, M. Daniel Arap Moi, était attendu ce jeudi à Maputo, ce qui accroit la thèse selon laquelle il pourrait jouer les intermédiaires. (Indélin.)

● TUNISSE : l'ancien président Bourguiba opéré. - L'ancien président Habib Bourguiba, qui aura quatre-vingt-six ans le 3 août, a subi, mercredi 19 juillet, une opération de la prostate (ses dernières éditions du 20 juillet). Le ministère de la santé publique a précisé qu'elle s'était déroulée « dans d'excellentes conditions » et que l'état du patient était jugé « satisfaisant » par les médecins traitants. L'intervention, qui s'est déroulée dans un hôpital de Tunis, a été pratiquée par le professeur Daniel Bourton, chef du service d'urologie à l'hôpital Amal-Paris de Paris, assisté du professeur Marcel Chauvin, chef du département d'anesthésie-réanimation dans ce même établissement. (Corresp.)

TCHAD

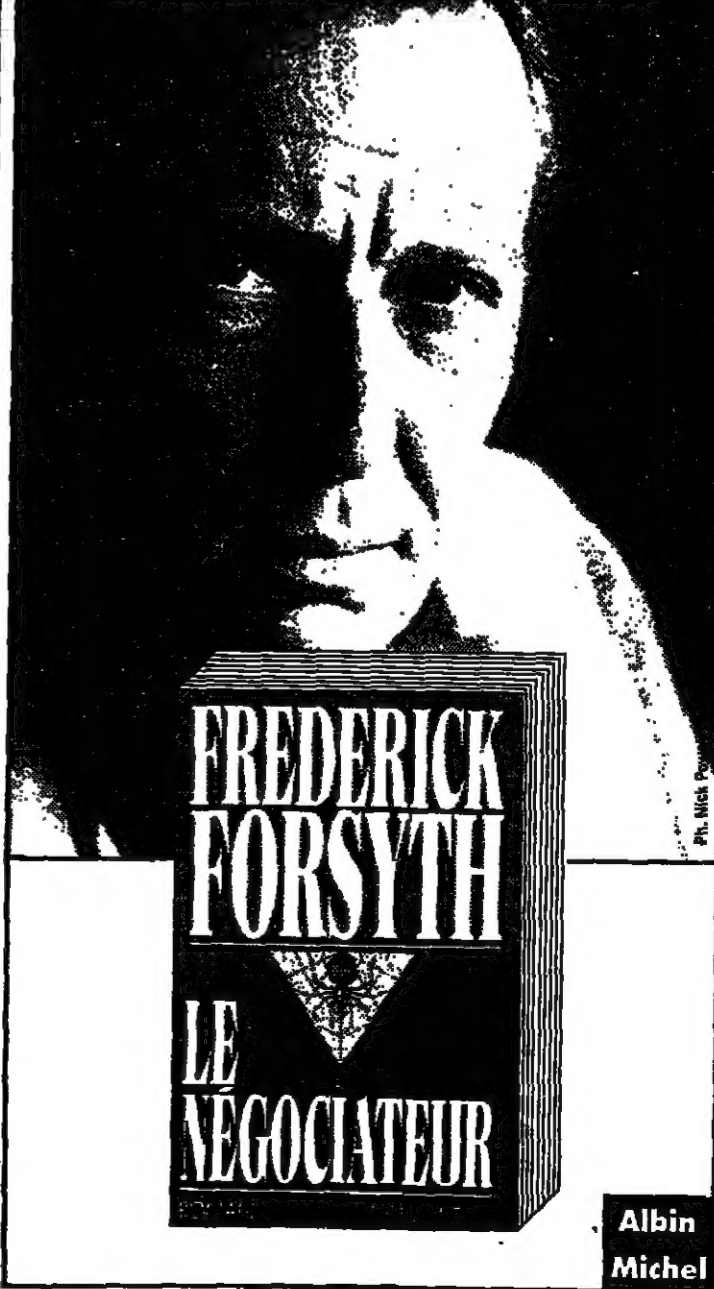
Nouvelle tentative de réconciliation entre M. Hissène Habré et le colonel Kadhafi

Le président tchadien Hissène Habré et le colonel Mouammar Kadhafi devaient se rencontrer, jeudi 20 juillet, au Mali, en présence de quatre de leurs pairs africains pour tenter de régler le conflit entre leurs deux pays, a annoncé Radio-Bamako. Les présidents nigérien, algérien et gabonais, MM. Ibrahim Babangida, Chadli Bendjedid et Omar Bongo devaient assister à ce mini-sommet convoqué par le général Moussa Traoré, chef de l'Etat malien et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

En dépit du cessez-le-feu conclu en 1987 et de la reprise de leurs relations diplomatiques en octobre dernier, les tensions entre Tripoli et N'Djaména restent tendues. Des pourparlers de paix organisés au Gabon en juin n'ont pas abouti, et M. Habré a accusé, à plusieurs reprises, ces dernières semaines, la Libye de se préparer à une nouvelle attaque contre le territoire tchadien.

Dans un entretien accordé récemment à l'agence Reuters, il avait qualifié de « dialogue de sourds » les pourparlers engagés avec Tripoli. La Libye réclame à N'Djaména la libération de plus de 1 500 prisonniers de guerre et le départ des 1 800 soldats français stationnés sur son territoire, alors que le Tchad insiste sur la récupération de la bande frontalière d'Aouzou. - (Reuters.)

LE GRAND RETOUR DE FREDERICK FORSYTH. LE NEGOCIATEUR



Albin Michel

Europe

POLOGNE : l'élection de Wojciech Jaruzelski

Les métamorphoses d'un général

par GABRIEL MERETIK
journaliste

Jeunesse ? Virtuose du Part du Ketzan, qui selon Milosz permettait aux hommes, dans la Pologne antique, de se protéger en pratiquant double langage et tromperie ? Authentique communiste « internationaliste » ? Agent de Moscou ou vrai patriote ? Depuis plus de sept ans, depuis la fin du mois de décembre 1981 où il a lancé l'armée à l'assaut de son pays, le général Jaruzelski n'a cessé de susciter, chez les Polonais, les jugements les plus définitifs.

Ce n'est que le 5 avril dernier, à l'issue des négociations de la « table ronde », quand il est devenu clair que le général souhaitait se faire élire au poste suprême de l'Etat polonais, que ses compatriotes découvrent que, derrière l'« officier soviétique en uniforme polonais » (comme il avait été dépeint en décembre 1981), se cachait en fait un épigone du maréchal Pilsudski (1).

Wojciech Jaruzelski est né le 6 juillet 1923, à Kurów, dans la région de Lublin (aujourd'hui dans la Pologne, mais avant la guerre dans sa partie centrale). Sa famille est de petite noblesse dont les titres remontent au quinzième siècle. Son père, Władysław, était riche propriétaire. Militaire de l'Union des agriculteurs et d'organisations catholiques, il avait été volontaire, en 1920, pendant la guerre polono-soviétique. Son grand-père, présumé aussi Wojciech, s'était également battu contre les Russes.

A l'âge de dix ans, le jeune Wojciech est envoyé à l'école, à Varsovie, chez les Frères marianistes, instructeur chez les scouts, il a laissé, dans le journal de son groupe, en avril 1939, un texte dans lequel il écrit que « chaque scout doit avoir pour objectif et pour devise le service de Dieu et de la patrie » et il appelle ses camarades à assumer « l'héritage héroïque des scouts morts en 1920, en défendant le pays contre l'envahisseur rouge ».

« Petit Jésus »

An début de la guerre, en septembre 1939, ses parents s'enfuient avec lui et sa sœur cadette en Lituanie, alors indépendante. Puis, comme des centaines de milliers de Polonais, les Jaruzelski sont portés en Sibirie. Leurs conditions de vie sont terribles. Son père n'y résiste pas et meurt, en 1942, d'épuisement. Wojciech, lui, travaille comme bûcheron. C'est vraisemblablement à cette époque, en raison de la neige, aveuglant de blancheur, qu'il est atteint d'une conjonctivite qui l'obligea, des années plus tard, à porter des lunettes noires. En 1943, Wojciech Jaruzelski rejoint l'armée polonaise que les communistes polonais ont commencé à former en Union soviétique. Une première année, liée au gouvernement polonais en exil à Londres, avait quitté l'URSS, l'année précédente, pour passer en Iran (l'armée Anders). Il est probable que si Jaruzelski avait pu rejoindre plus tôt l'armée polonaise, il se serait enrôlé sous les ordres du général Anders. C'est en tout cas ce qu'il a affirmé à plusieurs reprises.

Le jeune Jaruzelski se retrouve à Riazan, au sud-est de Moscou, où vient d'être créée l'école d'officiers de l'armée polonaise. Certains se sont demandé, plus tard, comment Jaruzelski, dont l'origine correspondait mal aux critères en vigueur à l'époque dans les milieux communistes, avait pu être reçu à cette école. Mais cette année souffrait d'un manque cruel d'officiers (10 000 officiers polonais, faits prisonniers par l'armée rouge en 1939, avaient « disparu », fusillés par le plébein des 1940 par le NKVD, notamment à Katyn). De surcroît, Jaruzelski était volontaire. L'un de ses condisciples s'appelle Florian Siwicki, trente-huit ans. Plus tard, il sera chef de l'état-major de l'armée polonaise, membre du WRON, puis prendra la succession de Jaruzelski au ministère de la défense.

Jaruzelski sort de l'école de Riazan en décembre 1943, avec le grade d'aspirant dans l'infanterie. Quelques mois plus tard, il sera chef des services de reconnaissance de son régiment, avec lequel il fera toute la guerre, participant successivement à la libération de Varsovie, puis aux batailles de Pomeranie et de la Baltique.

Après la guerre, il décide de rester dans l'armée. Et, à ce titre, il prend part à l'anéantissement des maquis anticomunistes, essentiellement de l'UPA, l'armée nationale ukrainienne, jusqu'en 1947. « Quitter l'armée à ce moment », dira-t-il dans une interview à une journa-

liste yougoslave, Zrinka Novak, *édité*

liste yougoslave, Zrinka Novak, *édité*

C'est également en 1947, qu'il adhère au Parti polonais ouvrier, dont le premier secrétaire est alors Władysław Gomułka, et qui fusionnera l'année suivante avec le Parti socialiste polonais pour former le Parti ouvrier unifié polonais.

Jaruzelski termine l'école supérieure d'infanterie et commence à y donner des cours. Jusqu'en 1956, il est l'un des responsables de l'enseignement militaire. Ses collègues le surnommaient « Petit Jésus » ou encore « le premier de la classe », tant il était studieux, appliqué et bien élevé. Un de ses condisciples se souvient qu'il effaçait toujours très méticuleusement le tableau noir.

Promu général en 1956 (à trente-six ans, il est le plus jeune officier de ce grade), il est nommé, l'année suivante, à la tête d'une division mécanisée, à Szczecin, dans le nord-ouest de la Pologne. Il y a laissé le souvenir d'un homme ouvert, aimant sortir, fréquentant les artistes, lisant beaucoup, passionné de cheval et appréciant les jolies femmes. C'est d'ailleurs à cette époque qu'il fait la connaissance de celle qui deviendra sa femme, Barbara, alors danseuse dans un ensemble folklorique. Aujourd'hui, elle enseigne la langue allemande à l'université de Varsovie et jouit de la considération unanime des milieux universitaires.

En 1960, alors que Jaruzelski devait se rendre à Moscou pour étudier à l'académie Vorouchilov, on lui propose de prendre la tête de la direction politique de l'armée. Il y restera jusqu'en 1965, quand il est nommé chef de l'état-major général, c'est-à-dire numéro deux de l'armée polonaise. Entre-temps, en 1964, il a fait son entrée au comité central du parti.

Quand le ministre de la défense, Marian Spychalski, est limogé (après les « événements » de mars 1968) Jaruzelski est appelé à lui succéder. Il ne semble pas s'être engagé directement dans le conflit politique qui avait éclaté un peu plus tôt à la tête du parti. Sous la direction du général Moczar, ministre de l'Intérieur, un groupe de dirigeants nationalistes avait tenté d'évincer Gomułka et ses principaux amis — dont le maréchal Spychalski — à la faveur d'une vaste campagne antisémite qui avait touché essentiellement les milieux universitaires et artistiques, mais aussi la presse et même l'armée (14 généraux et 200 colonels avaient été limogés, tous n'étant pas juifs, loin de là). Si l'on a souvent vu, à l'époque, Jaruzelski en compagnie de Moczar ou de Strzelecki, autre leader nationaliste, il ne s'est jamais prononcé publiquement en faveur des thèses des « partisans », non donné aux nationalistes.

Souvent hésitant, on le dit indécis. Et prêt, finalement, à rallier le plus fort. En 1968, ce fut Gomułka qui l'emporta. Jaruzelski le suivit. Deux ans plus tard, après la sanglante répression de la Baltique, ce fut Gomułka. Et Jaruzelski l'appuya. Le rôle qu'il fut amené à jouer, en tant que ministre de la défense, lors de l'écrasement des manifestations de Gdansk, en décembre 1970, reste assez flou. Car c'est bien l'armée qui a tiré, faisant plusieurs dizaines de morts et des centaines de blessés. Mais le général a toujours affirmé qu'il n'avait fait qu'obéir aux ordres du pouvoir politique (il n'était alors que membre suppléant du bureau politique).

« Plus » pour l'armée

Contrairement à son prédécesseur Spychalski, Jaruzelski fut très rapidement devenu populaire au sein de l'appareil militaire. Il est vrai qu'il se battait pour donner à l'armée des moyens sans cesse accrus. Au point qu'une fois, lors d'une réunion du conseil des ministres, alors qu'il demandait de nouveaux crédits pour la défense, il se fit brutalement trancher dans la boue par le vieux Gomułka, qui lui cria : « Ça suffit ! Vous avez déjà assez de crédits. Vous n'avez rien de plus ». Jaruzelski sut, pendant les treize années qu'il passa à la tête de l'armée, obtenir « plus ». Aujourd'hui, l'armée polonaise, composée de milliers de militaires de carrière, bénéficie de privilèges considérables. Des salaires plusieurs fois supérieurs à la moyenne nationale, un réseau de magasins spéciaux, des maisons de vacances plus que confortables, des hôpitaux particuliers. Le passage de Wojciech Jaruzelski au ministère de la défense y fut pour beaucoup.

Quand, pendant l'été 1980, une vague de grèves commença à déferler sur la Pologne, le général est tout aussi surpris que les autres membres

du bureau politique. Face à une crise économique dont nul n'avait prévu l'ampleur, les dirigeants polonais s'étaient résolus, tout comme en décembre 1970 ou encore en 1976, à une importante hausse des prix. Huit jours plus tard, le gouvernement fait marche arrière puis, de façon inattendue, rétablit le train de hausses, tout en relevant les salaires des plus bas. Cette fois le mouvement de protestation s'étend à tout le pays. Malgré l'ampleur du mécontentement, Gierek, comme chaque année, avait tenu à se rendre en Crimée, pour y rencontrer Brejnev. Le 14 août, les travailleurs des chantiers navals de Gdansk se mettent, à leur tour, en grève. Le 15, Gierek rentre précipitamment. Le bureau politique décide de négocier avec les grévistes. Et, comme il faut bien trouver un coupable, un nouveau premier ministre est désigné : Józef Piłsudski, un économiste qui prend la place d'Edward Babiński, nommé six mois plus tôt, mais considéré sans doute comme plus politique. Ce même jour, et alors que les négociations se poursuivent avec les grévistes, un état-major de crise est constitué par le parti et le gouvernement. Dirigé par Piłsudski, il comprend deux membres du bureau politique et deux ministres-clés : Jaruzelski, pour la défense, et Milewski, pour l'Intérieur. Ce jour-là, pour la première fois, on évoque l'idée d'instaurer l'état de guerre en Pologne.

Pression soviétique

La signature des accords de Szczecin (le 30 août), puis de Gdansk (le 31), le limogement de Gierek, pour « raisons de santé » (le 6 septembre) et son remplacement par Stanisław Kania (chargé au secrétariat du parti de suivre les affaires de la police, de l'armée et de l'Eglise) semblent indiquer que la crise est surmontée. Il n'en est rien. Et alors que la presse soviétique commence à dénoncer en des termes de plus en plus violents « les menées des adversaires du socialisme en Pologne », le 22 octobre, le ministre de la défense, Wojciech Jaruzelski, demande à l'état-major de préparer, de toute urgence, le plan de l'instauration de l'état de guerre sur le territoire polonais. Deux jours plus tard, Kania et son premier ministre, Piłsudski, sont convoqués à Moscou par Brejnev. Visiblement, ils ne réussissent pas à convaincre les dirigeants du Kremlin de leur capacité à surmonter la crise et à écraser les « contre-révolutionnaires » qui, pour Moscou et ses principaux alliés de Berlin-Est ou de Prague, menacent le socialisme.

Début décembre, en effet, les préparatifs d'une intervention militaire du pacte de Varsovie sont terminés. Quinze divisions soviétiques, deux divisions tchécoslovaques et une division est-allemande doivent envahir la Pologne. Quand il apprend les détails de ce projet, Jaruzelski est, au dire de ses proches, littéralement effondré. Finalement, après deux jours de dépression, il réussit à arracher aux militaires soviétiques une seule concession : quatre divisions polonaises prendront part à cette opération. Mais le général n'a pas obtenu de ses interlocuteurs soviétiques qu'ils renoncent à lancer contre la Pologne une division est-allemande.

Pour des raisons qui restent encore mystérieuses, le Kremlin renoncera, au dernier moment, à une intervention militaire, bien qu'il ait obtenu, le 5 décembre, le feu vert de tous ses alliés, lors d'une réunion au sommet qui s'est tenue à Moscou en l'absence des Polonais. La formidable opération d'indimidation lancée, de Washington, par Zbigniew Brzezinski, alors conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité, avec le soutien du président nouvellement élu, Reagan, et l'appui de tous les alliés des Etats-Unis — mais aussi du pape, qui menace, en cas d'intervention, de rendre aussitôt en Pologne — y fut sans doute pour beaucoup. Mais elle n'explique pas tout. Hélas, la disparition des principaux dirigeants soviétiques de l'époque (Brejnev, Andropov, Soudoulov, Tcherniakov, Oustinov et Grumyko) rendra particulièrement difficile la tâche des historiens.

Quoi qu'il en soit, dès le mois de février, Jaruzelski est décidé à passer à l'action. Nommé premier ministre le 10 février, il fait organiser, dès le 16, un Kryszyżel auquel participent quarante-cinq officiers supérieurs des ministères de la défense et de l'Intérieur. L'état de guerre, le 17 février, est déclaré. Le 20 février, Jaruzelski approuve le projet. Le 3 mars, il le présente au

Kremlin. Cette fois encore, les dirigeants soviétiques donnent l'impression de douter de la volonté du parti polonais d'écraser Solidarité. Pendant un mois, sous couvert de manœuvres militaires, l'Union soviétique exerce une pression sans précédent sur Kania et Jaruzelski, qui, convoqués le 3 avril au Kremlin, devront une fois de plus s'engager à agir en employant tous les moyens nécessaires.

Tandis que les affrontements entre le pouvoir et Solidarité se multiplient, la crise qui secoue le Parti ouvrier unifié polonais (POUP) ne cesse de s'aggraver. En juillet, lors



du neuvième congrès extraordinaire du parti, où, pour la première fois, les élections se font à bulletins secrets, Jaruzelski, lors de la désignation du bureau politique, obtient le plus de voix. Kania, de plus en plus attaqué par les durs du parti, réussit à se maintenir mais il est déjà condamné. Car le premier secrétaire du parti polonais, qui est au courant des plans des militaires, s'y oppose farouchement. Le 13 septembre, le général convoque une réunion du comité de la défense nationale, à laquelle il invite Kania. Le tout nouveau ministre de l'Intérieur, le général Kiszczak y brosse un tableau apocalyptique des préparatifs de Solidarité en vue de s'emparer du pouvoir. Le ministre de la défense, le général Siwicki, de son côté, affirme que seule l'instauration de l'état de guerre peut sauver le régime.

A la surprise de participants à cette réunion, Kania rejette cette solution. Le 18 octobre, il est écarté au profit du général Jaruzelski, qui, concurrençant, ce jour-là, plus de pouvoir qu'aucun autre dirigeant du monde communiste : premier secrétaire, premier ministre et ministre de la défense.

La CIA au courant

Dès cet instant, l'issue de la crise ne fait plus de doute. Tout en donnant l'impression de vouloir négocier avec Solidarité (le 4 novembre, il rencontre Walesa et le cardinal Glemp) et de chercher des solutions législatives (il demande à la Diète des pouvoirs spéciaux), le général Jaruzelski archive les ultimes préparatifs de l'état de guerre. Pourtant, début novembre, tout est remis en question. Le colonel Ryszard Kuklinski, qui, à l'état-major, était chargé depuis le début, de coordonner les plans de l'état de guerre, fait défection. Très vite, les Soviétiques informent Varsovie que l'homme est passé à Washington. Le coup est très dur. Kuklinski connaissait absolument tous les détails de l'opération. Homme de confiance de Jaruzelski, chargé des liaisons avec le maréchal Koudikov (commandant des forces du pacte de Varsovie), le colonel était en fait un agent de la CIA, et ce depuis son passage au Vietnam, dans les années 60. La première réaction de Jaruzelski est de tout annuler avant que les Américains ne dévoilent les projets des militaires polonais. C'est le général Kiszczak, longtemps patron des services d'espionnage et de contre-espionnage militaires, qui l'en dissuade, en lui recommandant d'attendre la réaction de Washington. Mauvais fonctionnement de l'administration ? Rivalités au sein de l'état-major de la Maison Blanche ? Ou absence d'intérêt de la part des « Californiens » qui envahiraient Reagan ? Toujours est-il que les Américains n'ont rien dit. Ni rien fait pour empêcher Jaruzelski de passer à l'action.

Le 9 décembre, Jaruzelski fait adopter par le bureau politique le principe d'une « solution de force » contre Solidarité, sans en dévoiler cependant tous les détails. La date a été fixée un peu plus tôt. Ce devait être, dès le début, pendant un week-end. Et nécessairement avant le 15 décembre, date à laquelle les soldats du contingent, maintenus sous les drapeaux trois mois de plus que

d'ordinaire, devaient être impérieusement renvoyés dans leurs foyers. Grâce à la complicité de Honecker, qui avait accepté d'inviter le chancelier Schmidt à une rencontre au sommet les 12 et 13 décembre, l'instauration de l'état de guerre avait été fixée à cette date. Par un concours de circonstances, Solidarité avait convoqué, pour les 11 et 12 décembre, sa commission nationale à Gdansk. Cette réunion, au cours de laquelle les dirigeants du syndicat allaient se prononcer en faveur d'un référendum sur la nature du pouvoir en Pologne et menacer d'une grève générale au cas où le gouvernement exigerait les pleins pouvoirs, allait fournir incidemment des arguments à la propagande officielle pour dénoncer le caractère insurrectionnel des activités de Solidarité.

Après avoir fait reporter sine die la visite que devait effectuer en Pologne M. Pierre Mauroy, le général donne l'ultime feu vert à l'opération « Wzrost » (croissance), le samedi 13 à 13 h 20. Et ce n'est qu'à ce moment qu'il en informa les deux principaux représentants du parti, Bardzikowski et Olkowsk.

D'un point de vue purement technique, le coup des militaires polonais fut une réussite. L'intervention de plus de 5 000 personnes (dirigeants de Solidarité mais aussi intellectuels de renom), la présence massive de l'armée dans les rues, l'interdiction de toutes les communications, la militarisation de milliers d'entreprises et l'utilisation brutale des unités anti-émeutes plongent le pays dans une sorte d'état de choc. De surcroît, la position plus que modérée du primat de Pologne, le cardinal Glemp, qui multiplie les appels à la non-violence, contribue à renforcer la conviction des militaires du WRON (le Conseil militaire de salut national, non que s'était donné la junte polonaise) que la partie était gagnée.

Tout comme les réactions de l'étranger. Car, de Bonn à Washington en passant par Londres et Paris (« Bien entendu, nous n'allons rien faire... ») (2), ce n'est qu'un « oui » de soulagement. Il ne s'agit que d'une affaire purement intérieure, polono-polonaise, et les Soviétiques n'y étaient pour rien.

Le 14 décembre, en réunissant son « direction » composée de quatre militaires et de cinq civils, Jaruzelski peut croire qu'il a réussi. Avec, pense-t-il, la bénédiction de l'Occident, l'approbation de l'Eglise et la compréhension d'une partie de la population.

Très vite, il se rendra compte de son erreur. Sous la pression de l'opinion publique, notamment des syndicats, puis à la suite des révélations sur le rôle des Soviétiques (quand la Maison Blanche fera enfin le rapprochement entre les rapports du colonel Kuklinski et l'instauration de l'état de guerre), les gouvernements occidentaux seront amenés à durcir le ton avec Varsovie. Des sanctions économiques américaines aux énormes manifestations de solidarité avec les Polonais, la réprobation deviendra très vite générale. Les neuf mineurs tués par les forces de l'ordre lors de la « pacification » de la mine Wujek, le 16 décembre, contribueront à rajouter le rouge du sang au noir des lunettes du général Jaruzelski.

Guerre gagnée, paix perdue

A l'intérieur du pays, une fois passé le choc de la terreur, le résultat n'est guère plus encourageant. Certes, grâce aux interventions brutales des forces de l'ordre, les grandes entreprises (mines, chantiers navals, aciéries) ont été « pacifiées ». Les grèves ont pratiquement cessé. Mais la production stagne. Les ouvriers, désabusés, font semblant de travailler. De surcroît, plusieurs dizaines de dirigeants de Solidarité ont échappé à la rafle du 13 décembre. Dans la clandestinité, ils commencent à s'organiser. Les premiers tracts, puis les premiers journaux de Solidarité font leur apparition. Bientôt le syndicat honni disposera même d'émetteurs-radio. Avec ses milliers de commissaires militaires, nommés à la tête des entreprises, le pouvoir commence à exiger des salariés qu'ils signent une déclaration de loyauté. Ceux qui résistent (des dizaines de milliers) sont licenciés. La purée est féroce dans la presse, dans l'administration, mais aussi dans les grandes usines. Les artistes ripostent par un boycott de la télévision.

Jaruzelski doit se rendre à l'évidence. Il a gagné « sa » guerre. Il a perdu la paix.

Dès le mois de février, à l'annonce d'une nouvelle hausse des prix, de violentes manifestations éclatent un

peu partout en Pologne. La répression, les arrestations, par milliers, semblent inopérantes. Le 31 août, pour le deuxième anniversaire des accords de Gdansk, les forces de l'ordre ouvrent le feu sur les manifestants. On dénombre des morts et des dizaines de blessés par balles.

Malgré une répression massive, le WRON doit tirer les conclusions de son échec. Et le général Jaruzelski annonce à la Diète qu'il demande la suspension de l'état de guerre. Les camps d'internement sont « en principe » fermés. Les détenus sont libérés. Dès le 12 novembre, Lech Walesa peut rentrer à Gdansk. L'état de guerre ne sera supprimé que le 22 juillet 1983. Et les derniers prisonniers politiques libérés le 11 septembre 1986.

Entre-temps, Jean-Paul II a effectué un pèlerinage en Pologne (en juin 1983), et Walesa a reçu le prix Nobel de la paix. Dès lors, et tandis que les changements s'accroissent au Kremlin, Jaruzelski s'efforce de modifier son image, essentiellement à l'étranger. Il quitte d'abord son poste de ministre de la défense, en 1983, puis la tête du gouvernement, en 1985, préférant se faire « élire » président du Conseil d'Etat, c'est-à-dire chef de l'Etat. Et c'est à ce titre, à la surprise générale, qu'il est reçu, fin 1985, à l'Elysée, par le président Mitterrand, qui tient toutes les fois à lui exprimer la déception de la France devant l'absence de démocratie et la répression qui continue de frapper les partisans de Solidarité.

Dès cet instant, et après un nouveau pèlerinage du pape en Pologne, tous les hommes politiques qui commencent à s'y rendre insistent pour rencontrer le leader du syndicat qui reste interdit et qui, pour le régime, n'est plus qu'un simple particulier.

L'échec du référendum sur les réformes économiques (fin 1987), puis les grèves qui éclatent en 1988, conduisent le général à mandater son ministre de l'Intérieur, le général Kiszczak, à entamer des négociations avec Solidarité dès le mois d'août. En septembre, il remplace le premier ministre, Mesner, par Rakowski qui, pourtant, n'a cessé d'affirmer que jamais Solidarité ne serait légalisée.

La visite de Walesa, accompagné de deux de ses plus proches conseillers, Geremek et Wielowiejski, à Paris, à l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme, va marquer un tournant. De « simple particulier », le Prix Nobel de paix (c'est à ce titre qu'il est invité) redevient aux yeux du pouvoir polonais un interlocuteur valable. Et le 6 février les Polonais assistent, à la télévision, à l'ouverture des débats de la « table ronde ». A partir de ce moment, ni l'annonce d'élections « partiellement libres » ni même la rencontre entre le général Jaruzelski et Lech Walesa n'étonneront plus.

Les résultats des élections des 4 et 18 juin, en revanche, surprendront par l'ampleur de la victoire de Solidarité, qui réussit à faire élire 99 des 100 sénateurs et à obtenir les 161 sièges de députés réservés à l'opposition. Dès lors tous les calculs des stratégies du pouvoir sont remis en question. Le parti et ses alliés ne disposent plus de la majorité des deux tiers qui leur aurait permis, à la Diète, d'annuler le pouvoir législatif du Sénat. Et surtout le général n'était plus assuré d'avoir la majorité à l'Assemblée (Diète et Sénat réunis), chargée d'élire le président de la République. D'où sa première réaction, son refus de se présenter et sa proposition visant à faire du général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, mais aussi principal organisateur de la « table ronde », le candidat du pouvoir.

Paradoxalement, c'est l'Occident qui a sauvé le général. Les visites de Mitterrand et de Bush, ainsi que le voyage du général Jaruzelski à Bruxelles et à Londres, peut-être même le sommet des Sept à Paris, ont convaincu les Polonais, et notamment l'opposition, qu'il existait une sorte de consensus à l'étranger. Et que seul le général Jaruzelski apparaissait comme capable d'assurer une transition vers la démocratie. Huit ans après la nuit de l'état de guerre, Wojciech Jaruzelski aurait-il enfin été compris ?

(1) Pilsudski après avoir contribué à la restauration de l'Etat polonais, de 1918 à 1922, il prit le pouvoir, en 1926, à la faveur d'un coup d'Etat militaire, et gouverna le pays jusqu'à sa mort, en 1935.

(2) Déclaration de M. Claude Cheysson alors ministre des relations extérieures.

* Gabriel Meretik est l'auteur de *La Nuit du général*, à paraître à la rentrée chez Pierre Belfond.

Europe

à la présidence de la République

Solidarité méfiant

(Suite de la première page.)
Celle situation devrait inciter à composer, à respecter les engagements pris lors des accords de la table ronde entre le pouvoir et Solidarité.

Pour l'heure, on s'amuse de bon cœur. Ce jeu de mots a déjà fait le tour des rangs de l'opposition : « Il a été élu d'une seule voix ». C'était l'expression consacrée à l'issue des votes unanimes qui étaient nappés le pain quotidien de cette Diète. Et c'est naturellement aussi qu'avait été élu le précédent détenteur du titre, Bierut. Tout était tellement plus simple, en 1947.

Aujourd'hui, il faut entrer dans le détail. Le général Jaruzelski a obtenu, d'un cheveu, la majorité absolue des suffrages valides : 270 voix pour, 233 voix contre et 34 abstentions qui, en l'occurrence, n'étaient qu'une variante du vote contre et avaient un effet identique. La majorité absolue était, en fait, de 268,5, ce qui a donné lieu, après le scrutin, à une polémique d'un genre inédit, les députés de la coalition au pouvoir affirmant que le général Jaruzelski avait deux voix de majorité, l'opposition maintenant qu'il n'en avait qu'une, point de vue qui finit par l'emporter à l'issue d'un vote corrigé du protocole de la séance. Ce débat, aussi technique que passionné, fut diffusé comme le reste par la télévision polonaise et ne fit que souligner cruellement la faiblesse d'un pouvoir naguère quasi absolu, mais aujourd'hui réduit à revendiquer des demi-voix.

Le coup de pouce de l'opposition

Il reste que le général Jaruzelski a « gagné », mais cette victoire est presque aussi cuisante qu'une défaite. Après tout, la composition de ce Parlement avait été arrangée pour lui assurer une confortable majorité, le Parti et ses alliés ayant reçu d'office 65 % des sièges. Pourtant, le candidat unique n'a surmonté que parce que plusieurs représentants de l'opposition lui ont lancé des bouées de secours — en déposant délibérément un bulletin nul, comme l'a fait par exemple M. Wielowieyski, une figure majeure de l'opposition, et aussi parce que quelques autres ont refusé de prendre part à un vote « insuffisamment démocratique ». C'était abaisser le seuil de la majorité absolue et donc aider, de facto, le candidat unique. La veille, les députés de Solidarité avaient pourtant clairement exprimé leur position de principe qui fut réaffirmée avant le vote au nom du groupe de l'opposition par le professeur Geremek : « Nous ne pouvons oublier l'espoir né en août 1980 et sa destruction en décembre 1981 (par le général Jaruzelski). Nous restons fidèles à nous-mêmes (...). L'élection actuelle n'a pas de caractère véritablement démocratique. La décision de fait est dans les mains de la coalition qui dispose de la majorité (...), et nous pensons que cette coalition a le sens de ses responsabilités ».

C'était rappeler qu'on ne pouvait demander aux représentants de Solidarité de voter pour Jaruzelski, mais aussi appeler le camp majoritaire à faire preuve de cohésion et de logique. Certains élus de l'opposition ont visiblement estimé qu'il fallait aller au-

delà et donner le petit coup de pouce nécessaire, fût-ce de quoi le général Jaruzelski passait à la trappe.

Il était, de fait, très probable qu'un certain nombre de députés des petits partis, soumis depuis des décennies à la volonté des communistes, allaient « se révolter » dès lors que le vote serait public. En d'autres temps, seul un vote secret aurait pu leur donner ce genre de courage. Cette fois, une vingtaine d'entre eux, en particulier parmi les membres du Parti paysan, avaient prévenu leur grand « portemanteau » — auquel ils doivent pourtant presque tout, — qu'ils n'oseraient pas voter pour le général Jaruzelski... par crainte des réactions de leurs électeurs. C'est le signe que quelque chose s'est définitivement brisé dans le système.

Une longue et confuse bataille s'était donc livrée en commission, puis en séance, pour que le vote

soit aussi secret que possible. Le pouvoir avait imaginé une formule par laquelle seuls les présidents de groupe auraient pu prendre connaissance du vote de chacun. Mais, sous les coups de boutoir des censeurs de Solidarité et la vigilance procédurière de certains de ses membres, cette position s'est avérée intenable. On a donc voté par bulletins nominatifs en sachant que la nature de ce vote serait accessible au public, sinon immédiatement du moins à terme (le parti a tout de même réussi à éviter que les élus ne se prononcent un à un sous les caméras de la télévision).

Quelques députés de Solidarité n'en ont pas moins ostensiblement montré leur bulletin de vote aux photographes, tels Jacek Kuron, toujours provocateur, qui devait ajouter plus tard : « J'ai voté contre, mais j'étale pour » ; ou bien un élu peu connu qui s'est

écrit en votant : « Je suis pour Lech Walesa ».

Depuis Gdansk, le leader de Solidarité a immédiatement envoyé un télégramme de félicitations au général Jaruzelski, battant de vitesse le président Bush.

Il a également rendu publique une déclaration où il confirme la détermination de son mouvement à « œuvrer avec le président nouvellement élu pour une transformation graduelle des réalités politiques, sociales et économiques du pays ». Il rappelle que même si « l'élection (du général Jaruzelski) ne correspond pas au souhait de nombre de ses compatriotes, elle est la conséquence logique des accords passés avec le pouvoir lors de la table ronde du début du printemps et qu'elle est aussi conforme aux nécessités politiques intérieures et extérieures ».

Cela dit, si Solidarité est décidée à « jouer le jeu », ce n'est pas à n'importe quelle condition. Les porte-parole l'ont souligné à l'envi à l'issue du vote : l'opposition attend du général Jaruzelski qu'il mette en place la transition vers un système « réellement démocratique », consacré dans quatre ans par des élections législatives réellement libres, et étant entendu que la prochaine élection présidentielle devra se faire au suffrage universel.

Le professeur Stelmachowski, président du Sénat, qui est allé, les fonctions, annoncer son élection au général Jaruzelski, a été on ne peut plus clair en rappelant immédiatement à l'heureux élu : « Nous comprenons que le processus de démocratisation du pays sera mené à son terme ». Et M. Geremek avait indiqué par avance que l'attitude ultérieure de Solidarité dépendrait de la manière dont le nouveau prési-

dent s'acquitterait de ses engagements.

Lesdits engagements ont été jusqu'à présent plutôt vagues, mais le général Jaruzelski a paru mercredi déterminé à assumer le rôle de transition qu'on attend de lui. Après avoir « accepté » la fonction de président de la République et prêté serment devant la Diète, il a annoncé son intention de « tout faire pour que la démocratisation soit le levier du développement de la Pologne ». « Je voudrais obtenir la confiance de ceux qui sont opposés à moi, de ceux qui éprouvent de l'animosité à mon égard », a-t-il ajouté avant de remarquer que « personne n'avait tapissé de roses le chemin de sa vie ». En un mot l'homme qui trut naguère que la défense de l'ordre et du socialisme passait par l'écrasement de Solidarité et la mise au pas du pays souhaite à présent être « un président d'entente nationale ».

JAN KRAUZE.

Extraits du message du Président de l'Anglo American Corporation, Monsieur Gavin Relly

L'ANGLO AMERICAN CONTRIBUE A REDESSINER LA CARTE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DU SUD

- ◆ La discrimination raciale n'est pas seulement indéfendable moralement, elle met aussi un frein à la prospérité de tous les Sud-Africains.
- ◆ Nous continuons à réclamer l'abolition de toutes les lois qui dénie à l'individu le style de vie auquel il a les moyens d'accéder, et nous nous attachons à mettre en pratique notre idéal de non-discrimination.
- ◆ Nous entendons donner à chaque emploi un caractère évolutif rationnel et non racial, puisque basé sur le seul mérite.
- ◆ Nous finançons l'éducation des Sud-Africains noirs à tous les niveaux et encourageons la non-discrimination dans l'enseignement.
- ◆ Nous privilégions délibérément les petites entreprises en leur accordant notre clientèle, de façon à favoriser la répartition de la richesse sur une base non raciale.
- ◆ Notre actionnariat inclut à présent les deux-tiers de nos effectifs habilités, soit 133 000 travailleurs.
- ◆ Nos résultats records de FF6 607,6 millions et nos investissements de FF20,0 milliards consacrés au développement minier et industriel fournissent les moyens d'accélérer cette 'révolution silencieuse' — dans l'intérêt de nos actionnaires, de nos travailleurs et de leurs familles, soit 1,5 million de Sud-Africains.

Anglo American Corporation of South Africa Limited
Enregistrée en République d'Afrique du Sud. No d'immatriculation 01/05309/06
Pour obtenir le texte intégral de l'allocation du Président, prière de s'adresser au Bureau de Londres: 40 Holborn Viaduct, London EC1P 1AJ



Journal de l'immigration polonaise

« Naradowiec » disparaît

Le journal en langue polonaise *Naradowiec*, imprimé à Lens, dans le Pas-de-Calais, depuis 1924, a cessé sa parution le lundi 17 juillet. *Naradowiec*, qui avait été créé en 1909 en Westphalie et s'était installé par la suite en France, avait connu un développement assez important, atteignant les 157 000 exemplaires, diffusés dans le Nord-Pas-de-Calais, mais aussi en Belgique, en Allemagne et en Grande-Bretagne.

Les difficultés financières sont apparues il y a quelques années ; *Naradowiec* a déposé son bilan le 2 décembre 1988. Mis en redressement judiciaire, il n'a pas réussi à surmonter les obstacles. Le tribunal de Béthune a donc décidé que le dernier numéro devrait paraître le 17 juillet. Cette suppression entraîne trente-cinq licenciements. — (Intérim.)

Europe

URSS : les conflits sociaux

Le travail semble reprendre lentement dans les mines de Sibirie occidentale

Moscou
de notre correspondant

Ce mineur d'Ukraine se voulait rassurant. Le matin même, lors de son intervention au Soviet suprême qu'il avait retransmise les radios des deux bassins en grève, M. Gorbatchev s'était brièvement alarmé de tentatives des groupes informels d'induire sur le cours du mouvement. Rien à craindre de ce côté-là, répondait le gréviste devant les caméras de télévision.

Rien à craindre, expliquait-il, casque sur la tête, puisque, lui, c'est nous qui avons pris le pouvoir. « Nous » de majesté, « nous », la classe ouvrière mythifiée par ce régime depuis 1917, réduite au silence depuis à peu près la même date et qui soudain se fait entendre, en Sibirie occidentale et en Ukraine. Derrière ce mineur, une multitude d'autres grévistes, debout, assis, en tenue de travail ou torse nu sous le soleil, écoutaient les orateurs qui se succédaient au micro.

On entendait dénoncer les magasins spéciaux de la nomenclature et le vide des cantines ouvrières. Il y avait les leaders et la base, les visages tendus, cette atmosphère à la fois lourde et bon enfant de tous les grands mouvements sociaux, ces images auxquelles l'URSS s'habitue désormais et qui ne s'associent plus à l'arrivée immédiate des chars ni au bain de sang.

Début de reprise ? Fausses reprises ? Difficile à dire. Les signes sont contradictoires, ces journaux qui autrefois auraient tous diffusé le même commentaire autorisé se divisent dans leur appréciation de la situation, et les grévistes eux-mêmes le sont aussi — confiants ou méfiants.

Il y a ceux qui ne veulent pas désarmer avant la victoire et ceux pour qui on peut redescendre dans les puits et laisser le gouvernement travailler — comme il s'y engage — à la solution des revendications structurelles. Au dernier pointage, selon Tass, 9 villes en grève sur 11 auraient repris le travail, 24 000 grévistes de moins sur les 180 000 du Kouzbass, le bassin de Sibirie occidentale, mais 70 mines arrêtées dans le Donbass, en Ukraine.

En Sibirie, le travail a repris à Prokopyevsk, Novokouznetsk, Oskinniki et Myski, mais il n'y a repris que partiellement et les comités de grève de bien d'autres villes refusent de suivre le comité de grève régional qui a signé un accord avec M. Slyunkov, le dirigeant du parti dépeché sur place par M. Gorbatchev. Tout se passe sur un très vaste territoire, extrêmement pauvre, aux liaisons et aux transmissions difficiles. Avant de se décider, les grévistes veulent donc avoir tous vu M. Slyunkov, exigent sa venue.

On peut en déduire que la vraie reprise n'est plus qu'une question d'un jour et demi ou deux. On peut aussi se dire que, plus le mouvement dure, plus les possibilités d'extension à d'autres branches sont fortes. On sait en effet maintenant que de nombreuses entreprises non minières se sont jointes à la grève en Sibirie (160 selon le quotidien des syndicats) et la tendance a été assez marquée pour que l'accord signé par M. Slyunkov porte également sur les « revendications avancées par les travailleurs d'autres industries ».

Situation tendue

Conséquence de cette totale incertitude, la très prudente Pravda écrivait, jeudi 20 juillet, que la situation restait « très tendue dans la plupart des régions » et décrivait (sans hostilité) un responsable du comité de grève de Kemerovo appelant au téléphone un directeur d'entreprise. « Cessez immédiatement le travail, dissil-il mercredi, ou toute la tribune de la place sera convertie d'offices vous dénonçant comme briseur de grève ». Et le même matin, la plus audacieuse Komusmolkaïa Pravda écrivait tout tranquillement que la place de Kemerovo avait commencé à se vider, que le comité appelait à la reprise et que, ce jeudi matin, « la majorité des puits et des entreprises » auraient suivi ce mot d'ordre.

Visiblement, la presse soviétique manque encore de spécialistes des conflits sociaux, et la confusion est telle que la presse centrale n'a pas encore été capable de publier — alors que se serait l'intérêt des lecteurs — le texte de l'accord conclu par M. Slyunkov. Ici ou là, on en trouve quelques morceaux qui nous donnent l'idée d'un texte important. Le préambule indiquerait ainsi que l'aggravation de la situation sociale dans le Kouzbass est « la conséquence du dilatoire et de l'arbitraire des ministères et des départements, du laxisme des organes locaux du

part et des Soviets, de la détérioration de l'approvisionnement (...).

Si l'on comprend bien « les mines, les puits et d'autres entreprises du Kouzbass bénéficient désormais d'une complète indépendance économique et juridique » et l'ensemble du bassin devrait — comme les Républiques baltes — passer dès le 1^{er} janvier prochain à l'autonomie économique régionale. Si c'est vraiment cela, si d'autres revendications (sur l'augmentation des retraites, par exemple) sont réellement transmises à Moscou sans délai, si les mesures d'amélioration des « infrastructures sociales » et d'augmentation des livraisons de biens de consommation (viande, beurre, mais aussi « chaussures de cuir ») paraissent vraiment crédibles, peut-être alors que le mouvement de reprise va effectivement se généraliser.

Une des villes les plus sales du monde

Mais ce n'est qu'une éventualité, car à Kemerovo par exemple 20 % de la population vit dans des logements insalubres ou, sans logement du tout. Avec Novokouznetsk, l'agglomération vient en tête, affirmant les Nouvelles de Moscou, des dix villes les plus sales du monde, et l'espérance de vie des habitants du Kouzbass est de dix ans inférieure à la moyenne soviétique. De petites grèves en petits débrayages, la tension monte dans la région depuis le début de l'année et, à en croire l'hebdomadaire de la perestroïka, lorsque, au début de la grève, sont soudain apparus, sur les étagères de Prokopyevsk, café, bonbons et chocolat (« des choses dont on avait oublié l'existence depuis longtemps »), les grévistes ont refusé de les laisser mettre en vente.

Nous ne voulons pas d'autisme, nous le déclarons. Nous exigeons l'accélération de la perestroïka. Partout, jusque dans ce discours de mercredi où M. Gorbatchev parlait de situation « grave » et agitait la menace de mesures d'exception, la presse et les autorités font tout pour présenter le mouvement comme une révolte ouvrière contre les entraves mises aux réformes.

Jamais une seule réserve n'est faite sur la légitimité des revendications. On les justifie au contraire, exemples à l'appui, des exemples servent à dénoncer les méfaits de la centralisation économique. D'un journal à l'autre, d'une déclaration à l'autre, on tombe aussi à bras raccourcis sur tous ceux des cadres locaux qui n'ont pas su devancer l'explosion et ne savent aujourd'hui pas y répondre.

Une énorme machine de récupération est en branle, et, si M. Gorbatchev craint naturellement que le mouvement ne débouche sur une grève générale, il craint tout autant de ne pas parvenir à canaliser en sa faveur l'énorme force motrice d'un mouvement ouvrier remuant — et de toute manière indéfectiblement appelé à renaitre.

Revendication principale des grévistes selon les Nouvelles de Moscou ? Le « droit pour les collectifs de travailleurs de déterminer la forme de propriété des moyens de production » (étatique, coopérative, bail ou tout autre forme entrant dans le cadre du socialisme).

BERNARD GUETTA.

Nouvelles violences en Abkhazie.

— En dépit du couvre-feu instauré mardi 18 juillet en Abkhazie, les violences se poursuivent et la situation est « complexe et tendue », a indiqué mercredi le ministère soviétique de l'intérieur, cité par l'agence Tass. La presse moscovite a commenté mercredi à publier de plus amples informations sur les affrontements, en faisant état d'attaques contre des postes de police, de prises d'otages et d'échanges de coups de feu. L'hebdomadaire les Nouvelles de Moscou a notamment précisé que sur les seize morts comptabilisés depuis samedi figuraient neuf Géorgiens, cinq Abkhazes, et deux personnes non identifiées. Le bilan est passé mercredi à dix-huit morts. — (AFP, API).

■ ESPAGNE : L'ETA serait responsable de l'attentat de Madrid. — Le colonel Jose Maria Martinez Nieto et le commandant Ignacio Varago, de l'armée de terre espagnole, ont été tués en plein centre de Madrid, mercredi 19 juillet (nos dernières éditions). Leur chauffeur, le capitaine Fernando Viches Herran, n'est pas décédé des suites de ses blessures, comme l'avait tout d'abord annoncé la police, mais reste toutefois dans un état grave. L'attentat n'a pas encore été revendiqué mais la culpabilité de l'ETA ne fait aucun doute pour les enquêteurs. — (AFP, API).

TURQUIE

Sept militants d'extrême gauche ont été condamnés à mort

Le tribunal militaire d'Ankara a prononcé mercredi 19 juillet sept peines de mort et trente-huit condamnations à la prison à vie, à l'issue de l'un des plus importants procès intentés, depuis le coup d'Etat de septembre 1980, aux militants du groupe d'extrême gauche Dev-Yol (La Voie révolutionnaire).

Dans ce procès, ouvert le 18 octobre 1982, dans un pays alors en état de siège, 723 membres de Dev-Yol ont été accusés d'avoir « tenté de renverser par la lutte populaire l'ordre constitutionnel, pour le remplacer par un Etat marxiste-léniniste ».

Le procureur militaire, qui avait requis 186 peines de mort à l'encontre du groupe, a obtenu 574 peines de mort, 374 peines de prison à vie, en mai 1983, un total de 259 peines de mort. Les avocats de la défense ont protesté contre les conditions de ce procès, affirmant que quatre des défunts étaient morts en prison à la

suite de mauvais traitements, entre 1980 et 1982. Ils protestaient aussi contre la prise en compte par le tribunal d'aveux « arrachés par la torture ». Ils contestaient enfin le verdict, déclarant qu'« un jugement sous l'influence du coup d'Etat du 12 septembre n'a aucune valeur ».

Les accusés de ce seul groupe de Dev-Yol avaient été déclarés responsables de quelque 414 actions terroristes, au cours desquelles 74 personnes avaient trouvé la mort à la fin des années 70. Ces attentats, avec des actions de l'extrême droite, firent plus de 5 000 morts, entraînant l'intervention de l'armée, le 12 septembre 1980.

Sur 285 condamnations à mort prononcées depuis le coup d'Etat, 50 ont été exécutées, selon la Ligue des droits de l'homme turque. 26 militants politiques ont notamment été pendus — 17 d'extrême gauche et 9 d'extrême droite — et 21 condamnés de droit commun. — (AFP).

ITALIE

Le PCI forme un « gouvernement de l'ombre »

Le Parti communiste italien a annoncé mercredi 19 juillet, à Rome, la constitution d'un « gouvernement de l'ombre », composé d'un président, de dix-huit ministres et de trois membres chargés de secteurs particuliers.

Préidé par M. Achille Occhetto, secrétaire général du PCI, le gouvernement parallèle, formé alors que l'Italie traverse depuis deux mois une des plus longues crises politiques de l'après-guerre, comporte des membres du Parti communiste et de la Gauche indépendante, petite formation de gauche siégeant au Parlement italien.

Parmi les « ministres », on relève notamment les noms du cinéaste Ettore Scola, chargé de la culture, et de Giorgio Napolitano, théoricien du Parti communiste, nommé aux affaires étrangères. Un coordinateur assurera la liaison entre les « ministres » ainsi que les rapports avec les autres partis politiques et les syndicats italiens. — (AFP).

CHYPRE

Tension sur la ligne de démarcation

Cent trente-six personnes dont un évêque chypriote-grec, ont été arrêtés, mercredi soir 19 juillet, dans la partie nord de Nicosie par les forces chypriotes-turques. Plusieurs autres personnes ont été blessées, selon M. Pat Nash, porte-parole de l'ONU à Chypre.

Une manifestation avait été organisée par quelque cinq cents femmes pour protester contre l'invasion, il y a quinze ans, de la partie nord de l'île par l'armée turque. Les femmes étaient parvenues à franchir la ligne de démarcation surveillée par les forces de l'ONU.

Le responsable de la police de la « République de Chypre du Nord » avait déclaré qu'il n'était pas opposé à la tenue d'une telle manifestation. Selon M. Pat Nash, « la situation est très tendue et les Nations unies sont en train de négocier la libération des personnes arrêtées ». — (AFP).

Amériques

NICARAGUA : le dixième anniversaire de la révolution sandiniste

Morose célébration

MANAGUA
de notre correspondant
en Amérique centrale

La révolution sandiniste a célébré, mercredi 19 juillet, son dixième anniversaire, sous le signe de la morosité et en l'absence de personnalités étrangères de haut niveau. La cérémonie a duré moins de deux heures, en présence d'une foule nombreuse — environ cent mille personnes — qui n'a cependant pas manifesté l'enthousiasme des années précédentes.

La crise économique a eu raison de l'ardeur des militants sandinistes, et le président de la République a tenu compte dans son discours. Le commandant Daniel Ortega s'est en effet départi de ses distorsions habituelles contre les Etats-Unis et contre l'opposition « au service de l'impérialisme yankee » et a réitéré son intention d'ouvrir le dialogue dans les plus brefs délais avec l'opposition pour créer les conditions favorables à des élections démocratiques, le 25 février. Il s'est notamment engagé à discuter la possibilité de modifier la loi électorale.

En ironisant à plusieurs reprises sur « l'Union nationale d'opposition » (UNO), M. Ortega a laissé voir pour la première fois qu'il prenait au sérieux cette coalition de quatorze partis qui regroupe les conservateurs, les libéraux, les démocrates-chrétiens, les sociaux-démocrates et les communistes.

Dans son discours, le président Ortega a aussi rappelé que « le peuple en armes » était une force avec laquelle il fallait compter. « L'héroïsme du million de Nicaraguais qui, les armes à la main, ont défendu le pays contre l'agression des Etats-Unis, a-t-il dit, nous a permis de défendre notre dignité ». Il a cependant reconnu que le revenu par habitant avait baissé dans des proportions dramatiques au cours des dernières années. Le rétablissement de la situation et « la stabilité de l'Amérique centrale », a-t-il ajouté, « passent

par l'ouverture d'un dialogue avec les Etats-Unis ». Washington a cependant refusé de négocier avec Managua, estimant que le retour à des relations normales entre les deux capitales passait d'abord par l'ouverture d'un dialogue entre les sandinistes et l'opposition.

« Avenir lumineux »

Malgré le temps radieux et la musique, la fête était triste sur l'immense terre-plein situé entre le lac de Managua et les ruines de la capitale, jamais reconstruite depuis le séisme de 1972. La foule était très peu attentive au discours livré sans conviction par M. Ortega qui a signé des chèques contestables sur les réalisations de la révolution » et les dégâts de la guerre.

Le contraste était saisissant avec les immenses parades au lendemain de la victoire avec le FSLN.

Au milieu de la foule, plusieurs milliers de « internationalistes » agitaient les drapeaux de leurs pays d'origine et manifestaient plus d'enthousiasme que les Nicaraguais eux-mêmes. Les comités de solidarité européens — espagnol, allemand, suédois, néerlandais, basque, catalan et quelques Français — ainsi que des Canadiens et des Américains étaient venus en force pour célébrer cette révolution à laquelle ils croient encore.

Sur le tribunal, en revanche, l'absence de personnalités étrangères soulignait le désillusion de la plupart des gouvernements à l'égard de la révolution sandiniste. Seuls quatre pays — Vietnam, Corée du Nord, République dominicaine et Ouganda — avaient envoyé des délégations de haut niveau. On est loin de la grande époque des premières années de la révolution sandiniste, lorsque MM. Fidel Castro et Carlos Andrés Perez honoraient le Nicaragua de leur présence.

BERTRAND DE LA GRANGE.

Proche-Orient

LIBAN : une nuit infernale

Des « armes nouvelles » ont été utilisées au cours des duels d'artillerie

BEYROUTH
de notre correspondant

Une fois de plus les habitants de Beyrouth ont vécu une nuit infernale. Tous les quartiers du secteur chrétien, ceux de Beyrouth-Ouest, mais aussi plusieurs localités du Nord, de la montagne et de la Bekaa ont été arrosés de milliers d'obus. Il faut remonter à plus de deux mois en arrière pour repérer pareil déchaînement.

Elément aggravant, les « armes nouvelles », dont on parle tant à Beyrouth ces jours-ci — pas les fusées Frog mais divers canons et autres lanceurs de projectiles, — sont manifestement entrées en action, à la cadence du tir, aux chuintements, affilements et autres bruits, les Beyrouthins, qui ont l'oreille fine dans ce domaine, ont reconnu des engins destructeurs ignorés d'eux jusque-là. Plus que jamais, chacun le sait parfaitement, le Liban et, en particulier, sa capitale, sont une poudrière, remplie à ras bord au cours des derniers mois.

Scénario classique

Depuis deux semaines, le scénario des bombardements est classique : un navire « briseur de blocus » s'approche du littoral du réduit chrétien, l'artillerie des Syriens et pro-Syriens entre en action contre lui, celles de l'armée et des forces libanaises dans le camp chrétien se déchaînent aussitôt — alors qu'apparaît la réponse n'était ni systématique, ni immédiate, ni de cette ampleur — contre les sources de tir, c'est-à-dire la quasi-totalité de Beyrouth-Ouest et de multiples régions du pourtour du réduit. Et c'est l'embrasement. Mercredi soir, deux navires ont brisé le blocus. Le bilan de la nuit de folie — une de plus — que vient de vivre Beyrouth

est de trois morts et quarante-cinq blessés.

Depuis l'entrée en scène du triumvirat arabe, Damas, directement ou par l'intermédiaire de ses alliés, utilise quatre leviers pour agir sur la situation : le blocus maritime par bombardement, le blocus aérien par vedettes, les bombardements terrestres, les voies de passage inter-secteurs.

Entre-temps, le triumvirat arabe semble s'enliser dans les sables mouvants libanais. Le président, sortant du Parlement, M. Husseini Haddad, qui est allé au nord reconnaître le patriarcat maronite, esting pour sa part qu'on se trouve à la veille de réaliser une percée sur la voie de la « réconciliation ». En tout cas, la situation semble être suffisamment grave pour que le roi Fakhreddine ait décidé d'ajourner la visite officielle qu'il devait faire aux « Etats-Unis vers la fin de juillet, en se prévalant publiquement de la « crise libanaise ».

LUCIEN GEORGE.

■ Deux Palestiniens tués par les soldats israéliens et un troisième abattu pour « collaboration ». — Deux Palestiniens ont été tués et dix-huit autres blessés par balles, mercredi 19 juillet, dans les territoires occupés, lors d'affrontements entre manifestants et soldats israéliens. D'autre part, un Palestinien, Rizk B'rat, soixante ans, a été tué mercredi à Tishon, près de Ramallah en Cisjordanie, d'une balle-tête dans la nuque par des inconnus masqués qui l'ont publiquement accusé d'être un collaborateur « des élites israéliennes ». Depuis le début de la soulèvement palestinien, en décembre 1987, dans les territoires occupés, plus de soixante-dix Palestiniens ont été tués pour cause de « collaboration », selon un rapport de l'armée israélienne publié lundi dernier. — (AFP).

L'assassinat de trois dirigeants kurdes

Le PDKI accuse l'Iran d'avoir attiré Abdel Rahman Ghassemlou dans un piège

L'ancien secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran (PDKI), Abdel Rahman Ghassemlou, assassiné jeudi dernier à Vienne, devait être inhumé, jeudi 20 juillet, à Paris, au cimetière du Père-Lachaise.

Abdel Rahman Ghassemlou, qui dirigeait la principale formation autonome kurde d'Iran jusqu'à son assassinat à Vienne, était un homme partagé. Kurde et iranien, il a fait ses études à Paris et à Prague, pour ensuite diviser son temps entre l'Europe, où il a notamment suivi une carrière universitaire à la Sorbonne, et les montagnes du Kurdistan, où il présidait aux destinées du PDKI. Conduisant, depuis 1979, la lutte armée contre le régime islamique de Téhéran, il n'en affichait pas moins — malgré toutes les rebuffades des Iraniens — sa disposition à négocier avec l'Iran de Khomeini, répétant à l'envi qu'une solution militaire était impossible au Kurdistan.

Il a été victime de ce perpétuel dilemme, reflet de la destinée du peuple kurde, divisé entre quatre pays (Iran, Irak, Syrie, Turquie), et ne s'étant jamais décidé à unir ses forces tout en alternant (excepté en Syrie) ou en menant de front combats et vaines négociations avec les pouvoirs centraux en place. Quoi qu'il en soit, pour le PDKI, la cause est entendue : c'est le régime de Téhéran qui l'a tué dans l'appartement même où il négociait, avec des émissaires iraniens (Le Monde du 15 juillet) et au moment où son parti revendiquait un certain nombre d'opérations contre les forces islamiques.

Selon M. Abdallah Hassanzadeh, membre du bureau politique du PDKI, Téhéran n'a fait que tendre un piège à Ghassemlou en lui proposant, en décembre dernier, des négociations. Deux séries de pourparlers ont eu lieu, fin décembre, puis en janvier 1989, dont la direction du PDKI a été tenue informée, contrairement à ceux de juillet, que l'ex-dirigeant menait à Vienne sans en avoir informé son bureau politique. Même la représentation autrichienne de son mouvement ignorait que Ghassemlou allait rencontrer les 12 et 13 juillet.

Entre piège, selon M. Hassanzadeh : la façon dont les Iraniens ont fait croire à leurs interlocuteurs que les discussions avaient abouti à un accord progressif, car, au soir du 12 juillet, l'un des trois négociateurs kurdes, M. Fazel Rasool, a confié à sa femme que les parties étaient sur le point de conclure un protocole d'accord (le lendemain, il s'était tout trois assassinés, lors d'une deuxième rencontre). Or, sans parler du refus constant de Téhéran d'envisager l'autonomie pour l'Irak, quelconque des provinces kurdes, les précédents contacts de décembre et janvier n'avaient permis qu'un échange de vider. Un revirement que le PDKI trouve particulièrement étrange.

Un « négociateur » a disparu

Autre élément avancé par M. Hassanzadeh lors d'une conférence de presse, mercredi 19 juillet, pour étayer la « piste iranienne » : l'un des trois négociateurs kurdes présents dans l'appartement où se sont déroulées « négociations » et fusillé a disparu alors qu'un autre a été légèrement blessé et que le troisième se trouve maintenant dans les locaux de l'ambassade d'Iran à Vienne (les trois Kurdes ayant, eux, été littéralement « exécutés » de deux balles dans la tête). Selon M. Hassanzadeh, la mission diplomatique iranienne aurait refusé que la police autrichienne puisse l'entendre.

Pour ce qui est de l'avenir du mouvement autonomiste, la direction du PDKI (dont le quartier général se trouve en Irak) assure qu'elle suivra la voie tracée par Abdel Rahman Ghassemlou, qui assurait la direction du parti depuis 1973. Même dans la négociation qui, selon elle, a coûté la vie à Ghassemlou ? M. Hassanzadeh a simplement dit que le PDKI ne cessait toujours pas à la possibilité d'une solution militaire et continuait à « rechercher un règlement négocié et politique au problème kurde ». Mais, quant à « s'assurer l'avenir de la même table » que des représentants du gouvernement iranien, les dirigeants kurdes n'y paraissent pas prêts « pour le moment », comme l'a indiqué M. Hassanzadeh.

YVES HELLER.

شكرام النجل

Politique

Le Monde • Vendredi 21 juillet 1989 7

Au Parlement européen

MM. Le Pen et Schönhuber forment un « groupe technique » sans la participation des néo-fascistes italiens

BRUXELLES
de notre envoyé spécial

M. Jean-Marie Le Pen, président sortant du groupe des Droites européennes (seize membres), n'est pas parvenu, mercredi 19 juillet, à Bruxelles, au terme d'une longue série de discussions avec ses homologues députés allemands et italiens, à tout les députés européens d'extrême droite. Les élus néo-fascistes du Mouvement social italien (MSI), avec lesquels M. Le Pen est allié à Strasbourg depuis 1984, et les six élus des Républiques allemandes, qui ont rejoint au Parlement européen, dimanche, totalement allégeant les voix aux autres, le président du Front national, ont finalement fait savoir qu'ils feraient équipe avec les Allemands.

M. Le Pen présidera donc un groupe, qualifié de « technique », par son entourage — dont l'un des

vice-présidents a été accordé à M. Schönhuber, chef de file des Républicains de RFA, dont l'un des titres de gloire politique est d'avoir été lieutenant de la Waffen-SS pendant la dernière guerre. M. Schönhuber a promis à ses compatriotes d'éviter toute dérive nazie à l'intérieur de son parti. Une autre vice-présidence a été octroyée au représentant du parti nationaliste belge Vlasnik Block, M. Karol Dillen.

Enfin, M. Giancarlo Fini et ses élus du MSI, qui s'inscrivent parmi les non-inscrits pendant que le « groupe technique des Droites européennes », fort de dix-sept membres (dix Français, six Allemands et un Belge), commencent la satisfaction, au début de la semaine prochaine, de proposer le discours inaugural de la nouvelle législature européenne par la voix du cinéaste Claude Autant-Lara, doyen d'âge, élu sur la liste Europe et Patrie de M. Le Pen.

Considérant qu'il s'agit d'une « provocation délibérée du Front

national pour occuper momentanément la tribune », un élu travailliste de Grande-Bretagne, M. Glyn Ford, ancien président de la commission d'enquête sur la montée du racisme et du fascisme, créée en 1984, ne désespère pas de convaincre les députés européens de tous les autres groupes de quitter l'hémicycle au moment de cette allocution.

Il s'est confirmé, en outre, qu'il y aura deux groupes communistes dont aucun ne portera cette étiquette. Les communistes italiens et espagnols travailleront ensemble en compagnie d'un Grec et d'un Danois à l'intérieur d'une formation de vingt-huit membres, tandis que les communistes français et portugais constitueront l'avant-dernier groupe du Parlement par leurs effectifs (quatorze députés). Le groupe le moins nombreux sera celui des treize élus Arc-en-ciel (régionalistes et alternatifs), dont diverses susceptibilités italiennes, espagnoles ou

belges ont empêché de siéger en compagnie des trente députés verts.

Quant à M. Valéry Giscard d'Estaing, élu président du groupe libéral — avec trente-cinq voix sur quarante-neuf, les élus espagnols et portugais ayant peu apprécié la procédure obligeant à une candidature unique — il a fait savoir *verbis et orbi*, avant même qu'on lui pose la question, qu'il ne briguera pas la présidence du Parlement européen, assurée en principe à M. Enrique Barón, le candidat des socialistes espagnols, comme convenu entre le groupe socialiste et le groupe démocrate-chrétien (le Monde du 20 juillet).

Les libéraux, qui ne veulent pas entendre parler de cet arrangement, paraissent toutefois décidés à opposer un candidat à M. Barón, pour l'honneur et la suspense. On pointe une candidate luxembourgeoise, M^{me} Colette Fiezsch, ancien ministre.

OLIVIER BIFFAUD.

Le Bicentenaire de la Révolution

M. Juppé (RPR) réplique aux critiques

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, invité d'Europe 1, jeudi 20 juillet, a démenti que l'opposition et la municipalité parisiennes aient boycotté la célébration du Bicentenaire de la Révolution dans la capitale. Il a même affirmé : « C'est plutôt la télévision qui a boycotté la présence de M. Chirac au défilé militaire sur les Champs-Élysées », ajoutant : « La Ville de Paris a célébré l'événement le 17 juin à la tour Eiffel, elle a construit un monument aux droits de l'homme sur le Champ-de-Mars et coproduit avec l'Etat et la Mairie du Bicentenaire de nombreuses manifestations ».

M. Juppé a alors demandé : « A-t-on réinventé en France le crime de lèse-majesté ? Est-il obligatoire de venir baliser la route du président de la République dès qu'il apparaît ? Doit-on obligatoirement participer au culte qui encadre le chef de l'Etat ? On est en train de ramener dans une méditerranéisme du plus haut comique ».

A propos des résultats du sondage de Sept, le secrétaire général du RPR a estimé que celui-ci « n'avait

rien apporté de nouveau » et que seul en avait été retenu « l'effet médian ». Il a souligné que le projet d'une conférence Nord-Sud « n'avait pas été retenu, que l'objectif de 0,7 % du produit national brut à consacrer au développement n'avait pas été réaffirmé et que, pour la dette, c'était la thèse américaine, favorable aux pays moyens, qui avait emporté, alors que rien n'est fait pour les pays africains misérables ».

M. Juppé a également parié, déclaré que « l'opposition manque d'esprit d'équipe et de souci de solidarité ». En ce qui concerne la réforme de la suite du Conseil constitutionnel, il s'est dit favorable à « tout ce qui va dans le sens d'une protection accrue des citoyens », mais il a posé deux conditions : ne pas rallonger encore les procédures judiciaires et changer le mode de désignation des membres du Conseil pour que son président ne soit plus nommé par le chef de l'Etat, car « il faut déprésidentialiser cette instance ». Il a enfin noté que, dans sa Lettre à tous les Français, M. Mitterrand « avait proposé trois réformes de la Constitution qu'il n'a pas faites, alors qu'il en annonce une quatrième ».

Au conseil des ministres

Mouvement préfectoral

Au cours de la réunion du conseil des ministres, mercredi 19 juillet, le mouvement préfectoral suivant a été décidé :

PICARDIE :
M. Philippe Loiseau

M. Philippe Loiseau, préfet de la région Limousin, préfet de la Haute-Vienne, est nommé préfet de la région Picardie, préfet de la Somme.

[Né le 2 décembre 1930 à Gailion (Eure), licencié en droit et licencié de l'Ecole nationale de la France d'outre-mer, M. Loiseau, après avoir été administrateur adjoint de la FOM en service au Soudan français en 1955, fut intégré en 1958 et nommé directeur de cabinet de préfet du Finistère en 1961. Directeur de cabinet du préfet de l'Aube-Calais en 1967, il devient secrétaire général de la Région pour les affaires économiques en 1968, puis chef de mission auprès du préfet de Haute-Normandie en 1971. Il est nommé secrétaire général de Seine-et-Marne en 1975, puis préfet de la Haute-Corse en 1979, préfet de l'Ain en 1981, enfin, commissaire de la République de Meurthe-et-Moselle en octobre 1984 et préfet de la région Limousin et du département de la Haute-Vienne le 29 octobre 1986.]

PAYS DE LA LOIRE :
M. Alain Ohrel

M. Alain Ohrel, préfet de la région Picardie, préfet de la Somme, est nommé préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique.

[Né le 12 mars 1935 au Havre (Seine-Maritime), ancien élève de l'ENEA, M. Ohrel fut nommé administrateur civil au ministère de l'Intérieur en juin 1962. Il occupa successivement les fonctions de chef de cabinet du préfet des Côtes-du-Nord, puis du préfet de la Haute-Vienne. Nommé sous-préfet en novembre 1963, il fut le chef de cabinet du ministre de l'Intérieur Roger Frey d'octobre 1965 à mai 1966. Sous-préfet de Droux (1966), puis de Libourne (1970), il a été successivement préfet de la Mayenne (mai 1979) et de la Charente (juin 1981), avant d'être nommé haut-commissaire de la République en Polynésie (décembre 1982) puis préfet de Maine-et-Loire (mars 1986), enfin préfet de la région Picardie et du département de la Somme en juin 1986.]

PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR :
M. Claude Bussière

M. Claude Bussière, préfet de la région Lorraine, préfet de la Moselle, est nommé préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet des Bouches-du-Rhône.

[Né le 4 novembre 1928 à Clamecy (Nièvre), M. Claude Bussière, licencié en droit, est successivement chef de cabinet des préfets de l'Orne (1952) et de l'Eure-et-Loir (1956) et sous-préfet au cabinet du préfet de police (1958) avant d'être nommé secrétaire général de la Haute-Saône en 1960. Sous-préfet de Lure (Haute-Saône) en 1962, puis de Toul (Meurthe-et-Moselle) la même année, il devient chargé de mission puis directeur adjoint du cabinet du préfet de police en 1963. Sous-préfet de Reims (Marne) en 1972, il est nommé préfet délégué pour la police dans les Bouches-du-Rhône (1974), puis directeur du cabinet du préfet de police de Paris et préfet du Val-d'Oise en 1979. Il a été nommé ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, en tant que directeur adjoint au cabinet, en juillet 1981. Conseiller de la République de la région Haute-Corse en août 1984, il avait été nommé préfet de la région Lorraine et du département de la Moselle le 15 octobre 1986.]

RHÔNE-ALPES :
M. Jacques Monestier

M. Jacques Monestier, préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique, est nommé préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône.

[Né le 10 octobre 1927 à Castro (Tarn), M. Jacques Monestier est entré dans la carrière administrative en août 1956. En 1959, il est sous-préfet de Saint-Claude (Jura). Après avoir occupé divers postes dans la Vienne, il est nommé, en 1969, sous-préfet d'Argentan, puis il est en 1970 chargé de mission auprès de la direction centrale de la sécurité publique. En 1973, après avoir été sous-préfet de Nogent-sur-Meuse, il est nommé secrétaire général de la Seine-Maritime. Nommé préfet des Ardennes en 1976, de Morbihan en 1979, de la Charente-Maritime en 1981, il a été promu commissaire de la République de la région Poitou-Charente en 1984, avant de devenir, en 1986, préfet de la région des Pays de la Loire et préfet de la Loire-Atlantique.]

ESSONNE :
M. Jean-Louis Dufaigneux

M. Jean-Louis Dufaigneux, préfet du Gard, est nommé préfet de l'Essonne.

[Né le 2 avril 1938 à Laon (Aisne), M. Jean-Louis Dufaigneux est licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Après avoir occupé les fonctions de chef de cabinet des préfets de l'Ain et des Côtes-du-Nord, de directeur de cabinet du préfet des Côtes-du-Nord, il est nommé sous-préfet de Reims (Marne) en 1967, secrétaire général de la Guyane en 1968, secrétaire général des Pyrénées-Orientales en 1972, sous-préfet d'Arles en 1976 et secrétaire général de la préfecture du Morbihan en 1979. Il devient ensuite préfet de l'Eure en 1982, directeur de la sécurité publique en juin 1983, préfet de la Savoie en mars 1985, enfin préfet du Gard le 30 septembre 1987.]

VAL-D'OISE :
M. Jean-Louis Destandau

M. Jean-Louis Destandau, préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Ile-de-France, est nommé préfet du Val-d'Oise.

[Né le 30 novembre 1938 à Paris, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, licencié en droit, Jean-Louis Destandau a été administrateur, puis directeur d'études dans un bureau d'études d'urbanisme et d'aménagement du territoire. Adhérent du PS en 1979, il est appelé la même année par M. Pierre Joxe, élu président du conseil régional de Bourgogne, à diriger son cabinet. Nommé, en octobre 1982, préfet des Landes puis préfet d'Eure-et-Loir en juillet 1985, il était directeur de cabinet du préfet de la région Ile-de-France depuis le 17 janvier 1989.]

D'autre part, M. Dominique Bellion, sous-préfet hors cadre, directeur adjoint du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, est nommé préfet, directeur de cabinet du préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris.

[Né le 15 août 1948 à Saint-Flour (Cantal), M. Dominique Bellion est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Bordeaux et ancien élève de l'ENEA. Nommé directeur de cabinet du directeur général des collectivités locales en juillet 1981, il a successivement été chef de cabinet de M^{me} Arice, ministre délégué du temps libre, de la jeunesse et des sports (1982 à 1984), chef puis directeur de cabinet de M. Calvez, ministre délégué de la jeunesse et des sports (1984 à 1986), avant d'être nommé délégué interministériel pour les candidatures françaises aux Jeux olympiques de 1992. Il était depuis le 26 janvier 1987 le directeur adjoint du cabinet du préfet de la région Ile-de-France, préfet de Paris, M. Olivier Philip.]

Le communiqué

L'éducation nationale et de l'agriculture.

3) Accompagner les évolutions de l'apprentissage.

40 millions de francs seront consacrés au financement d'actions d'innovation intéressant : la formation des formateurs ; la mise au point d'outils pédagogiques ; l'accès à l'apprentissage ; le développement des échanges européens.

La mise en place d'un réseau national de l'apprentissage, placé auprès du comité de coordination des programmes régionaux d'apprentissage et de formation professionnelle continue, permettra de suivre l'extension de ce plan et de poursuivre la réflexion sur la rénovation de l'apprentissage.

SITUATION DES CHERCHEURS

(le Monde du 13 juillet)

Le ministre de la recherche et de la technologie a présenté au conseil des ministres une communication sur l'emploi scientifique et l'amélioration de la situation des personnels de recherche.

L'un des objectifs retenus est de doubler en quinze ans le nombre des chercheurs et ingénieurs de recherche dans l'industrie, ce qui représente une croissance de 5 % par an.

A cette fin, le dispositif d'incitation à l'embauche par les PME mis en place par l'ANVAR sera renforcé. Le nombre des conventions qui favorisent le recrutement par les entreprises de boursiers de thèse sera porté de 550 à 1 000 d'ici à 1993. Les soutiens à la formation par la recherche des techniciens supérieurs seront développés.

● M. Mitterrand : « Nous avons eu raison ». — Au cours d'une réception offerte à quelque trois cent-cinquante personnes ayant participé à la préparation et au déroulement des festivités du bicentenaire et du sommet de l'Arche, mercredi 19 juillet, à l'Elysée, le président de la République, M. François Mitterrand a déclaré : « Votre travail a permis à la France d'être au centre d'un grand intérêt mondial. On s'est donné ici et là que nous faisions ce que nous avons fait, et l'on s'est aperçu que l'on touchait à une sorte de mémoire collective extrêmement présente, ce qui prouve que nous avons eu raison de nous lancer dans cette entreprise ».

M. Mitterrand a tout particulièrement félicité la gendarmerie et la police pour leur « gentillesse » et leur « dévouement ».



Quand ces trois célèbres initiales entrent à la Bourse de Paris, trois autres s'y associent.



BNP La banque chef de file pour l'introduction en bourse de Yves Saint Laurent

L'affaire des « Versets sataniques »

Salman Rushdie souhaite une « réconciliation » avec l'Iran

Selon M. Kevin Boyle, président du comité international de soutien à Salman Rushdie, l'écrivain britannique « condamné à mort » par l'imam Khomeiny estime qu'une réconciliation est possible avec les autorités iraniennes. Depuis cinq mois que Rushdie vit caché, sous la protection de la police, il a reçu plusieurs centaines de lettres de solidarité. La majorité d'entre elles provenaient d'Inde et d'Union soviétique. Salman Rushdie souhaite que ces témoignages de soutien « conduisent à une compréhension mutuelle conforme à la tradition islamique, et finalement à une réconciliation ».

M. Boyle a également rendu publique une pétition, signée par plus de douze mille écrivains et intellectuels de soixante-sept pays, réclamant la levée des menaces de mort contre Salman Rushdie. Cette pétition appelle les gouvernements du monde entier à « maintenir la pression diplomatique la plus intense » sur les autorités iraniennes.

En France le livre est en vente depuis le mercredi 19 juillet : les grands libraires sont débordés par la demande.

Le parcours de l'amateur

A Paris, acheter les Versets sataniques relève du parcours du combattant. Il est difficile de savoir à l'avance si l'on trouvera ce roman chez son libraire de quartier et pas dans une grande surface, ou inversement. Les « raisons de sécurité » invoquées pour justifier le refus de vendre le sont aussi bien par des « petits » libraires que par des « grands ». Il en va de même pour les « motifs éthiques » conduisant à assurer, quel que soit le danger, la diffusion des Versets sataniques.

Parmi les « grands », seule la FNAC, ainsi qu'elle s'y était engagée, l'a mis en rayon. Au Forum des Hautes, une heure après l'ouverture, mercredi matin, les quelques centaines d'exemplaires disponibles étaient vendus. Devant cet engouement, la FNAC a dû repasser immédiatement commande aux éditions Bourgois, et dès mercredi soir, le livre était de nouveau en rayon. Chez Virgin Megastore, sur les Champs-

Elysées, où le disque de Véronique Sanson Allah avait disparu des présentoirs, on se dit « prêt à vendre les Versets sataniques, si le ministre de l'Intérieur se porte garant de la sécurité du magasin ».

Lorsqu'on a compris qu'il vaut mieux ne pas chercher dans les grands magasins — Printemps, Galeries Lafayette, Auchan, Carrefour, — il reste à se livrer au hasard des rencontres de librairies. On le trouve ou pas. En tout cas, on marche. Chez Joseph Gibert, on apprend que « le directeur hésite encore ». Si l'on pousse jusqu'à Gibert Jeune, place Saint-Michel, on comprend que les Versets sataniques n'y entreront jamais. « Je conçois qu'une librairie de quartier vende ce livre, dit un vendeur au rayon de littérature étrangère. Pour elle, ce peut être une opération promotionnelle. Mais pour nous, vendre cent ou deux cents Rushdie ne

représente rien. Une goutte d'eau dans notre chiffre d'affaires. Pourquoi voudriez-vous que nous fassions courir des risques à nos clients et à notre personnel ? »

Les Parisiens curieux de lire ce roman dont l'auteur risque sa vie doivent savoir qu'ils peuvent aller directement vers quelques lieux secrets, où ils sont certains de l'avoir : les librairies où l'on défend la littérature et les livres de qualité. A l'Escalier, rue Racine, il y a bien un gros livre de calligraphie chinoise pour faire écran à la petite pile des Rushdie, mais elle est là. A la Procure, rue de Mézières (9^e), à la Librairie Gallimard du boulevard Raspail ou au Divan et à La Hune, le roman de Rushdie se trouve à sa place normale, sur un présentoir de romans étrangers, entre Misery de Stephen King (Albin Michel) et Fictions d'Anthony Burgess (Grasset).

Des organisations musulmanes réclament la saisie du livre

Après la sortie en France des Versets sataniques, une riposte s'est faite au sein des organisations musulmanes à Paris. Elle est en particulier menée par le Comité de coordination des musulmans en France, né laborieusement en mars dernier des premiers développements de l'affaire Rushdie, qui a toujours déclaré vouloir agir contre le livre par des moyens légaux.

Ce comité regroupe la Fédération nationale des musulmans de France (qui revendique 150 associations environ), l'Union des organisations islamiques, l'Association des étudiants islamiques, les Mourides d'Europe, les groupes Foi et Paix ou Intégrité, etc. Le soutien de la Mosquée de Paris, plus soucieux de modération, a toujours été écopé. Le comité se dit particulièrement choqué par l'engagement personnel de M. Jack Lang, ministre

de la culture, en faveur de la diffusion de ce livre : « Si le devoir du gouvernement est d'encourager la liberté d'expression, les musulmans étaient au moins en droit d'attendre de lui plus de neutralité », dit M. Abdallah Ben Mansour, secrétaire général de l'UOIF, qui par avance « décline toute responsabilité » dans d'éventuels incidents. Cette phrase est à rapprocher de celle de M. Abul Farid Gabteni, président de la Voix de l'Islam, organisateur de la manifestation intégriste du boulevard Magenta du 26 février : « Si le livre est exposé dans les vitrines, cela entraîne des réactions incontrôlables ».

Le comité de coordination des musulmans soumettra d'abord la version française des Versets sataniques à un collège d'experts (MM. Arkoun, Berque, Hamidul-

lah, etc.), dont le rapport risque d'être sans surprise puisqu'on connaît déjà l'opposition de ces spécialistes de l'Islam au livre de Rushdie. Le deuxième volet de l'action entreprise pourrait prendre la forme d'une veillée de prières, à une date qui reste à fixer et dans un lieu qui pourrait être la Mosquée de Paris. La troisième riposte sera d'ordre judiciaire : une assignation a été portée, jeudi 20 juillet, au juge des référés devant le tribunal de première instance de Paris, en vue de la saisie du livre. Celle-ci pourrait être plaidée vendredi 21 ou lundi 24.

DÉFENSE

La France aidera le Venezuela à moderniser ses avions Mirage

Le Venezuela a annoncé qu'il maintenait une commande ferme de sept Mirage-50 et un contrat de modernisation de onze Mirage-3 et 5. Cette décision est intervenue à la suite du rejet par la Chambre des députés d'une motion contre l'acquisition de ces nouveaux appareils, pour 300 millions de dollars (l'équivalent de 2 milliards de francs).

Dans ses attendus, rendus publics mardi 18 juillet, le Parlement estime que la motion « ne correspond pas à ce qu'a été réellement la négociation des Mirage-50 ». Avec ce rapport, l'affaire est définitivement close, a déclaré le président de la commission de défense de la Chambre des députés, M. Donald Ramirez. — (AFP.)

[Par rapport au Mirage-3, le Mirage-50 est une version plus puissante.]

Dans les Landes

Tir expérimental réussi d'un missile préstratégique Hadès

Depuis son centre des Landes, à Biscarrosse, la délégation générale pour l'armement a procédé, mercredi soir 19 juillet, au tir d'essai d'un missile nucléaire préstratégique Hadès, sans sa charge. Ce tir a été réussi.

Le missile Hadès remplacera le Pluton actuel après 1992. Il est monté en deux exemplaires sur un semi-remorque banalisé, qui sert de rampe de lancement, et il sera armé d'une charge thermonucléaire.

Comparable au missile américain en projet dérivé du Lance ou au missile soviétique SS-23, le Hadès, d'une portée de 480 kilomètres, équipera trois régiments français d'artillerie nucléaire. Ce tir est le troisième depuis les Landes, après deux essais en novembre 1988 et en février dernier.

JUSTICE

La grève de la faim des membres d'Action directe

M. Jean-Louis Bruguière lève l'interdiction de communiquer imposée aux quatre détenus

Le juge d'instruction Jean-Louis Bruguière a décidé, le 19 juillet, de lever l'interdiction absolue de communiquer qu'il avait ordonnée à l'égard des quatre « chefs historiques » d'Action directe Jean-Marc Rouillan, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron, qui menaient une grève de la faim depuis le 20 avril.

Interrompant ses vacances, le juge d'instruction a rencontré le procureur de la République de Paris, M. Pierre Beaud, à qui il a ensuite adressé une lettre où il indique : « Prenant connaissance aujourd'hui de l'évolution de la situation depuis mon départ en vacances le 12 juillet et des réquisitions du parquet concernant la seule levée de l'interdiction absolue de communiquer entre coaccusés, j'ai décidé de ne pas m'opposer à cette mesure ».

Dans une déclaration à l'AFP, le juge d'instruction, après avoir dénoncé une campagne de presse « irresponsable », qu'il juge dangereuse pour sa sécurité, a précisé qu'il s'était opposé au regroupement des quatre « dirigeants » d'Action directe, « sollicité début juillet par l'administration pénitentiaire tant pour des raisons juridiques que d'opportunité dans l'intérêt des informations en cours, mais je n'ai

pu m'opposer à une requête qui n'avait pas encore été formulée », c'est-à-dire l'interdiction de communiquer.

Alors que le ministère de la justice, on s'en souvient, a demandé au juge d'instruction de lever l'interdiction de communiquer à l'égard des quatre « chefs historiques » d'Action directe Jean-Marc Rouillan, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron, qui menaient une grève de la faim depuis le 20 avril, le juge d'instruction a décidé, le 19 juillet, de lever l'interdiction absolue de communiquer qu'il avait ordonnée à l'égard des quatre « chefs historiques » d'Action directe Jean-Marc Rouillan, Georges Cipriani, Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron, qui menaient une grève de la faim depuis le 20 avril.

Les avocats d'Action directe devaient se rendre au ministère de la justice le 20 juillet pour discuter des nouvelles conditions de la détention de leurs clients. Ceux-ci pourraient désormais obtenir d'être enfermés dans les mêmes établisse-

ments pénitentiaires, non pas dans la même cellule, mais dans des cellules proches ou contiguës et d'effectuer ensemble leur promenade. Les avocats devaient également annoncer dans la journée si leurs clients, qui réclamaient le statut de détenu politique (non prévu par la loi), se satisfaisaient de ces mesures et décidaient de mettre un terme à leur mouvement.

M. Robert Pandraud, ancien ministre de la sécurité, avait estimé, le 19 juillet, avant que soit connue la décision du juge Bruguière, que « céder au chantage » des détenus d'Action directe « serait d'autant plus grave que ce sont des criminels très dangereux prêts à d'autres chantages, afin d'organiser, depuis la prison, de nouveaux actes terroristes ».

M^{me} Christine Audran, la fille du général Audran assassiné par un commando d'Action directe, interrogée sur la Cinq, a estimé de son côté que, par cette grève de la faim, s'exerce « une forme de chantage envers la justice, à laquelle on ne devrait pas céder ». « S'ils ont choisi de se donner la mort, s-elle poursuit, c'est leur libre choix. La peine de mort n'existe plus. S'ils se la donnent eux-mêmes, eh bien, tant mieux ».

Une victoire extorquée

Les quatre grévistes de la faim d'Action directe ont gagné. Sans pratiquement aucun relais extérieur — sinon quelques groupuscules qui n'inquiètent plus personne, — détenus depuis plus de deux ans, affaiblis par un premier jeûne volontaire de quatre mois, en 1988, dans un état « critique » après une nouvelle grève de la faim entamée depuis plus de trois mois, isolés, incapables désormais de s'opposer aux pressions forcées, ils ont d'abord convaincu la garde des sceaux pour qu'il y ait une levée de la loi interdisant la grève de la faim, puis le ministre de la justice, qui a finalement accepté de lever l'interdiction de communiquer.

Ensuite, ils ont fait plier un juge d'instruction. M. Jean-Louis Bruguière, contraint de revenir précipitamment de vacances, qui a dû s'expliquer avec les plus hauts magistrats de Paris et concéder ce qu'il avait, jusqu'ici, refusé.

La partie pourtant n'était pas jouée d'avance. Pour le ministère de la justice, la levée de l'isolement des détenus politiques rappelle de bien mauvais souvenirs. En plein examen de la loi d'amnistie par l'Assemblée nationale, alors qu'il venait de prendre ses fonctions, le garde des sceaux avait pris la décision de lever d'office les mesures d'isolement. Il l'avait fait sans en avertir ni l'Elysée, ni Matignon, et en prenant à contre-

pié les ordres donnés par certains juges d'instruction, dont M. Jean-Louis Bruguière. Cette initiative avait failli coûter son poste à M. Pierre Arpaillange et M. Michel Rocard, très embarrassé, avait été, lui, obligé de rapporter cette décision, en précisant : « Le premier ministre est intervenu avec le ministre de la justice pour l'isolement pour continuer à s'imposer pour l'instant à l'égard de ceux des détenus qui sont poursuivis pour des crimes de sang ».

Depuis, le climat avait changé : Corcos, Basquies, Guadeloupens, ont été, sauf crimes de sang et petit à petit, remis en liberté, la loi d'amnistie parachevant le travail de juges d'instruction moins enclins à maintenir en détention que dans un passé récent. Dans le dernier carré des terroristes détenus, les quatre « chefs » d'Action directe, déjà condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une peine de sûreté de dix-huit ans pour l'assassinat de Georges Besse, ils attendent d'être jugés pour d'autres affaires, tout aussi graves. On aurait pu, comme ce fut le cas sous Alain Chénou, assouplir discrètement leurs conditions de détention, dès lors que l'instruction de ces dossiers est pratiquement terminée et qu'ils ne sont pas privés de communiquer au cours des longues audiences où ils ont comparu ensemble. C'est le sens des réquisitions prises, sur l'insistance du ministère de la justice, par le parquet de Paris.

Mais c'était compter sans le juge Bruguière qui jusqu'à mercredi faisait la sourde oreille. Dans une dialectique fort adroite, les grévistes de la faim d'Action directe ont réussi à le faire passer pour le seul responsable de leur mort annoncée. Le pègre a bien marché. Sous la pression, dévoué par un ministère qui paraît d'une attitude « à la limite de l'arbitraire », M. Bruguière a fini par céder. « J'ai fait ce que la situation actuelle me paraissait dicter », déclarait-il à l'Europe, « sans cacher son amertume ».

L'épisode n'est glorieux pour personne. Ni pour le juge d'instruction, dont l'intransigence obstinée n'a pas concouru à l'apaisement et a été sévèrement critiquée par nombre de ses collègues. Ni pour le ministère de la justice, qui s'est en fin de compte, dû céder à un chantage.

Les « raisons humanitaires » invoquées pièce Vendôme, — (« la faim les a tués sans rien faire ») — sont des arguments difficiles à faire admettre par l'opinion. L'exemple donné aura un inévitable retentissement dans les prisons : les membres d'Action directe ne sont ni les seuls détenus isolés ni les seuls grévistes de la faim. L'exemple que leurs revendications ont été, au moins partiellement, satisfaites, sera à n'en pas douter retenu par d'autres prisonniers plus obscurs mais dont on peut mal pourquoi ils ne seraient pas aussi déterminés.

AGATHE LOGEART.

Extradé de Suisse vers les Etats-Unis

Adnan Kashoggi devra faire face à des chefs d'accusation limités

C'est avec son accord que l'homme d'affaires saoudien Adnan Kashoggi, arrêté le 18 avril dernier dans un hôtel de Berne, a finalement été extradé mercredi 19 juillet vers les Etats-Unis (le Monde du 20 juillet). Après s'être opposé dans un premier temps, il avait accepté l'extradition quelques jours plus tôt, ce qui a permis à la Suisse de donner suite à la demande américaine, conformément à la législation helvétique sur l'entraide internationale en matière pénale, a indiqué le département fédéral de justice et de police.

BERNE
de notre correspondant

Dès sa sortie, mercredi matin, de la prison du district de Berne, Kashoggi a été conduit à l'aéroport de Zurich-Kloten. A bord d'un avion de la Swissair, il a quitté la Suisse à destination de New-York. Accompagné d'un de ses avocats helvétiques et voyageant à ses frais en première classe, il a été mis en prison en charge les billes des deux fonctionnaires de police qui l'escortaient, a précisé M. Pierre Schmid, vice-directeur de l'office fédéral de la police. Ce dernier a également tenu à faire savoir que les Etats-Unis s'étaient déclarés prêts à payer les « frais de pension » du financier saoudien pour les

quatre-vingt-trois jours de détention extraditionnelle qu'il aura passés à Berne. A raison de 90 francs par jour la note s'élève à 8 370 francs suisses (environ 33 000 FF) au total. Traduisant le soulagement de Berne, M. Schmid a encore ajouté que « pour la Suisse le dossier Kashoggi est maintenant refermé ».

En tout cas, l'épisode helvétique de cette affaire s'est plus ou moins déroulé comme Berne le souhaitait et suivant un scénario soigneusement mis au point par les avocats de l'intéressé. En vertu du mandat d'arrêt délivré le 24 mars dernier par un magistrat américain, Adnan Kashoggi avait été arrêté le 18 avril dans un palace de Berne. La police américaine lui reproche d'avoir servi de prête-nom pour l'achat de quatre immeubles à Manhattan et d'une collection de tableaux au profit de Ferdinand Marcos, et de son épouse Imelda.

Une intervention de Ryad

En raison de ses moyens, il apparaît d'emblée que le milliardaire saoudien n'était pas un prisonnier ordinaire. Dès son arrestation, le vœu suprême des autorités suisses pour s'enquérir de son sort. Dans une note adressée à Berne, son pays d'origine s'était montré disposé à offrir des garanties dans le cas d'une

remise en liberté. Placé en détention provisoire aux fins d'extradition dans une prison de Berne, Kashoggi avait obtenu l'installation d'un téléviseur dans sa cellule et se faisait régulièrement apporter ses repas du palace qu'il avait dû quitter précipitamment. De plus, il recevait tout aussi régulièrement sa fille Nabila, de même qu'un professeur d'une clinique privée de Berne.

Les avocats de Kashoggi ont tout lieu de se montrer satisfaits des conditions de son retour aux Etats-Unis. En effet, Berne a notifié à la justice américaine que l'extradition avait uniquement été accordée pour des infractions également punissables en droit suisse. En l'occurrence, il s'agit des inculpations de « falsification d'écritures » et de « falsification de documents », délits qui auraient été commis aux Etats-Unis en relation avec les époux Marcos. Conformément au traité d'extradition entre les deux pays, seuls ces faits pourraient être jugés aux Etats-Unis. En revanche, l'extradition a été refusée pour les inculpations de « falsification de documents » et de « falsification de signatures », délits qui n'existent pas en droit suisse.

Dès son arrivée aux Etats-Unis, Adnan Kashoggi a été présenté à un juge du tribunal de New-York qui s'est opposé à une demande de mise en liberté sous caution formulée par les avocats du milliardaire saoudien et l'a fait écrouer.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

MÉDECINE

Selon les résultats définitifs d'une étude américaine

L'efficacité de l'aspirine contre l'infarctus est confirmée

Tout homme en bonne santé de plus de cinquante ans peut, grâce à l'aspirine, réduire de moitié ses risques d'infarctus du myocarde. Ces résultats sont aujourd'hui confirmés avec la publication dans le *New England Journal of medicine* daté du 20 juillet 1989 des conclusions définitives de la fameuse étude sur les effets de l'aspirine dans la prévention des maladies cardiovasculaires (le Monde du 29 janvier 1988).

Une fois n'est pas coutume, ce sont des médecins qui ont participé en tant que patients à cette gigantesque étude portant sur plus de 22 000 personnes, entreprise en 1982, dont les résultats intermédiaires avaient été dévoilés en janvier 1983 tant ils paraissaient frappants. Mais, comme dans toute étude scientifique, il fallait attendre les résultats définitifs. C'est aujourd'hui chose faite. Sur les 11 000 patients qui ont reçu de

l'aspirine (à la dose modérée de 325 mg un jour sur deux), dix ont décédé d'un infarctus du myocarde et 129 ont eu un infarctus non mortel. Dans l'autre groupe de médecins qui recevaient un produit placebo, on déplorait 239 infarctus, dont 26 décès.

A cette dose, les risques de l'aspirine sont minimes. Mais il ne s'agit pas tout autant, a souligné le docteur Charles H. Hennekens (Harvard Medical School), un des responsables de l'étude, de prendre sans aucun contrôle médical et sans examen préalable, ce traitement dont les effets secondaires peuvent, dans certains cas, être sévères.

ESPACE

● Conquête spatiale : George Bush entre l'argent et le rêve. — A la veille du discours que devait prononcer, à l'occasion du vingtième anniversaire du premier pas sur Lune, en faveur de la construction par les Etats-Unis d'une base lunaire habitée et de l'envoi d'astronautes sur Mars. Mercredi 19 juillet, M. Martin Fitzwater, porte-parole de la présidence, invitait tournois à la présidence en reconnaissant que M. Bush n'avait toujours pas pris de décision ferme. Contraintes financières obligent, cet ambitieux programme exigeait plus du doublement d'un budget actuellement de quelques treize milliards de dollars par an. — (AFP.)

Société

ÉDUCATION

Vers une formation plus proche du terrain et de la production

Des ingénieurs pour l'an 2000

M. Bernard Decamps, président du Haut Comité éducation-économie, vient de remettre à M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, un rapport sur l'avenir des formations d'ingénieurs. Il propose la création d'un nouveau système destiné à former chaque année plusieurs milliers d'ingénieurs d'un profil original en France, plus proches du terrain et de la production.

«Depuis un an, les formations d'ingénieurs étaient l'objet d'un bras armé de combat, et l'on ne compte plus les groupes de réflexion qui se sont efforcés de répondre à des questions décisives pour l'avenir industriel de la France : faut-il former davantage d'ingénieurs et combien ? Quel devrait être leur niveau et leur profil ? Où et comment les former ?

«Les propositions ont fusé. Ambitions comme celles des directeurs d'institut universitaire de technologie (IUT), qui souhaitent prolonger d'un ou deux ans leurs formations de techniciens supérieurs. Ambitions comme celles de Daniel Bloch, ancien président du Haut Comité éducation-économie, qui recommandait la création d'un nouveau diplôme et de nouvelles écoles d'« ingénieurs techniciens », formés en quatre ans après le baccalauréat.

«Ou volontaristes comme celles de Robert Chapuis, secrétaire d'État à l'enseignement technique, qui plaide en faveur d'une filière technologique complète à l'université et envisage de créer, dès la rentrée prochaine, à titre expérimental, quelques DEUG (1^{er} cycle) technologiques. Sans oublier les travaux menés par la Commission des titres d'ingénieur, par la commission enseignement supérieur du Conseil national du patronat français (CNPF) : par l'Union des ingénieurs et cadres de la CFDT ou encore par le Comité national pour le développement des grandes écoles (Le Monde du 5 janvier).

«C'est pour y voir clair dans ce foisonnement d'initiatives que M. Jospin avait décidé, au début de l'année, de créer un groupe de travail réunissant tous les acteurs :

écoles d'ingénieurs, universités et IUT, patronat et syndicats, organismes consulaires, commission des titres d'ingénieur et ministères concernés. Une bonne quarantaine de personnes au total, réunies autour de M. Bernard Decamps, président du Haut Comité éducation-économie. Le rapport découlait de ce travail de réflexion collective. Il n'est donc pas le fruit d'une réflexion solitaire. Il apparaît bien comme la synthèse des attentes et des projets de tous les partenaires.

Trois constats font l'unanimité. D'abord, la France manque d'ingénieurs. Les échelons européens ont favorisé la prise de conscience du retard français. Les cent soixante-dix-huit écoles d'ingénieurs de l'Hexagone forment un peu plus de quatre mille ingénieurs par an contre plus de vingt mille en République fédérale d'Allemagne. Toutes les études prospectives insistent sur les effets de ce déficit technique et d'ingénieurs devant à peu près doubler en France d'ici vingt ans si l'on veut affronter les défis technologiques de demain et être à la hauteur de la compétition mondiale.

Deuxième constat : le manque de plus en plus criant, dans les entreprises françaises, de bons cadres techniques, d'ingénieurs de terrain, peut-être moins agiles dans l'abstraction mathématique mais plus concrets, plus pragmatiques. La formation des jeunes ingénieurs est de très bon niveau, mais chacun constate qu'ils dérivent de plus en plus vers la recherche, la conception, voire le management, au détriment de la production.

Enfin, les responsables économiques sont très inquiets de l'avenir des quelques sept cent mille techniciens supérieurs en activité, dont 60 % ont moins de trente-cinq ans. Formés depuis vingt ans dans les instituts universitaires de technologie et les sections de techniciens supérieurs, très appréciés des entreprises, ces jeunes techniciens découvrent avec amertume et frustration qu'ils ont guère de perspectives de carrière au-delà de trente-cinq ans. L'écart avec le niveau ingénieur est trop grand, et quelques centaines à peine parviennent chaque année à décrocher le diplôme d'ingénieur par la formation continue. Il y a là, de l'avis général, un danger de tensions sociales.

C'est en tenant compte de ces trois paramètres que le rapport Decamps formule des propositions novatrices. Il tranche d'abord une question qui excitationnait le débat depuis des mois : faut-il définir un niveau de formation intermédiaire entre les techniciens (bac + 2) et les ingénieurs (bac + 5) ? Très vite, le groupe de travail a écarté cette hypothèse. A ses yeux, un diplôme intermédiaire risquerait de déstabiliser le système efficace des formations courtes (IUT et BTS). En outre, la tentation aurait été inévitable, pour des formations en trois ou quatre ans, de se rapprocher des que possible du titre d'ingénieur.

Un scénario novateur

Le scénario retenu est différent et novateur. Il consiste à conserver les deux paliers de formation actuels (ingénieurs et techniciens) et de poursuivre leur développement à un rythme modéré. En contrepartie, on ouvrirait très largement une nouvelle voie d'accès au diplôme d'ingénieur, favorisant ainsi la naissance d'une « nouvelle race » d'ingénieurs, dont le diplôme serait, comme aujourd'hui, habilité par la Commission des titres d'ingénieur, mais sur un profil original.

Le public serait, en priorité, celui des techniciens supérieurs en activité et qui aspireraient à plus de responsabilité. C'est pourquoi le rapport recommande que 80 % de la nouvelle formation se fasse par la voie de la formation continue et 20 % seulement dans des filières universitaires ouvertes aux bacheliers ou aux étudiants. L'objectif est de parer aux besoins les plus urgents, et si le groupe de travail envisage de réduire progressivement la part de la formation continue, il estime qu'elle devrait de toute façon rester prédominante.

Deuxième originalité : le cursus de ces nouveaux ingénieurs serait radicalement différent de celui des formations actuelles. Pour les étudiants en formation initiale, qui pourraient choisir cette filière ingénieur immédiatement après le bac

ou la rejoindre après un premier cycle, le principe d'une formation en alternance est posé : la durée de formation resterait de cinq ans, comme aujourd'hui dans les écoles, mais le temps passé en entreprise, par périodes suffisamment longues, serait d'au moins deux ans.

En formation continue, ce nouveau diplôme d'ingénieur serait ouvert à des techniciens supérieurs ayant au moins cinq ans d'expérience professionnelle. Mais, contrairement à ce qui se passe actuellement, cette expérience serait prise en compte par un système de « validation des acquis » et après une phase de remise à niveau qui pourrait être effectuée de façon individuelle (cours du soir, télé-enseignement, etc.). Cela permettrait de réduire de moitié environ, selon le rapport Decamps, la durée d'enseignement académique, aujourd'hui très lourde (au moins 2 000 heures de formation, c'est-à-dire deux ans d'études). Enfin, en formation initiale comme en formation continue, le cursus s'achèverait par la réalisation d'un mémoire évalué par un jury composé d'universitaires et d'industriels.

Dernière innovation : les contenus de formation seraient beaucoup plus concrets et plus diversifiés que dans les grandes écoles. L'objectif est de trouver une voie moyenne entre les généralistes actuels et des profils trop pointus. Le groupe de travail propose de dégager quelques grands domaines (chimie, matériaux, informatique, biologie, mécanique, génie civil, par exemple) et de former pour chacun d'eux des « ouvriers de la technique », ayant une bonne culture scientifique de base.

Dix mille formations par an

Restent deux questions délicates. Qui prendra en charge ces nouvelles formations et comment seront-elles financées ? Sur le premier point, le rapport Decamps recommande de rassembler des compétences complémentaires et de trouver des formes de partenariat entre les principaux acteurs : les IUT, qui savent accueillir et former des bacheliers ; des universités ou des écoles qui ont l'habitude des formations longues et de la recherche ; enfin, des partenaires industriels (grandes entreprises ou fédérations industrielles). Il se prononce contre un émiettement des nouvelles formations afin de lancer d'emblée une filière visible et crédible. Pour la même raison, il fixe un objectif très ambitieux : former rapidement par cette nouvelle voie environ dix mille ingénieurs par an.

Quant au financement, il est clair que le système proposé serait beaucoup moins coûteux que les formations d'ingénieurs classiques : la durée des études de type académique est sensiblement moins longue, et les industriels, qui sont les premiers intéressés, seraient des partenaires à part entière, éventuellement épaules par les régions et les collectivités locales.

C'est maintenant au ministre de l'éducation nationale, et plus largement au gouvernement, de trancher. Mais il lui sera difficile de ne pas tenir compte de propositions qui font l'objet d'un consensus allant des grandes écoles aux syndicats de salariés, en passant par la Commission des titres et le patronat. Plusieurs grandes entreprises ou branches industrielles, comme l'Union des industries mécaniques et métallurgiques (UIMM), sont même prêtes à se lancer dès le printemps 1990 dans la voie de la formation continue, quitte à attendre septembre 1990 pour mettre en place les premières formations initiales.

S'il est retenu, le scénario tracé par le rapport Decamps a toutes les chances de bouleverser le monde très fermé des ingénieurs français : ne seront-ils pas obligés de céder une partie de leur monopole à des cadres techniques moins prestigieux mais plus pragmatiques ? Cela aurait indéniablement, dans l'entreprise, un petit air d'abolition des privilèges.

GÉRARD COURTOIS.

« M. André Henry, inspecteur général de l'administration, — M. André Henry, ancien secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale et ancien ministre socialiste du temps libre (1981-1983), a été nommé inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale, mercredi 19 juillet, au conseil des ministres. Depuis 1983, M. Henry a été successivement délégué général à l'économie sociale et président du conseil d'administration de la Caisse nationale de l'énergie (1984-1987). Début 1989, le ministre de l'éducation nationale lui a confié une mission sur « les rapports entre les parents d'élèves et l'école ».

GÉRARD VALLÉS.

FAITS DIVERS

Auteurs présumés d'une série de meurtres et de viols

Quatre parachutistes de la base de Toulouse-Francalaz arrêtés par la gendarmerie

Quatre appelés de la base aéroportée de Toulouse-Francalaz ont été placés en garde à vue, mercredi 19 juillet, dans le cadre de l'enquête sur le meurtre de trois jeunes femmes aux abords de l'enceinte militaire. Deux d'entre eux avaient été arrêtés dans un village de l'Isère, Saint-Romain-de-Jalionas, après un quatrième meurtre, mardi 13 juillet celui d'un garde-chasse, à l'issue d'une cavalcade ponctuée d'agressions et d'incendies de voitures volées.

TOULOUSE
de notre correspondant

La base aérienne de Toulouse-Francalaz semble, mercredi 19 juillet, ébranlée par le ciel, d'où tombe une chaleur suffocante. Aujourd'hui, moins qu'hier, nul n'est autorisé à franchir les hautes grilles qui protègent le site. L'armée, d'ailleurs, ne se fait pas de souci, et la consigne est respectée. Pas de commentaires donc, pas d'informations, sur l'arrestation, dans la journée, de quatre appelés de la base pour une série de viols et de meurtres.

Seul l'état-major de la 11^e division parachutiste a sacrifié au communiqué. Quatre lignes pour dire que l'armée « apportera toute l'aide nécessaire à la justice afin que la lumière soit faite sur cette délicate affaire ». Il n'empêche : le sonnetement des militaires a transpiré. Les deux principaux accusés, Philippe Siauve, vingt ans, et Thierry El Borgi, dix-neuf ans, ne sont pas des engagés. Tout juste de jeunes appelés, sur le point d'achever leur période militaire. D'ordinaires bidasses, employés au pliage des parachutes au sein de cette base opérationnelle mobile aéroportée (BOMAP), qui compte sept cents hommes à Francalaz.

Philippe Siauve et Thierry El Borgi avaient quitté la caserne peu

après le défilé du 14 juillet et ne l'avaient pas réintégré à l'issue de leur permission. Ils étaient partis en marche vers la région lyonnaise, au lendemain de la découverte à quelques dizaines de mètres de l'enceinte militaire d'une 205 blanche qui finissait de se consumer. A l'intérieur, sur la banquette arrière, les gendarmes avaient trouvé deux corps calcinés, ceux de deux jeunes femmes qui n'ont jamais pu être identifiées. Les deux appelés avouèrent, après leur arrestation, avoir volé la voiture dans les rues de Toulouse en compagnie d'un troisième soldat, puis embarqué deux auto stoppeuses avant de les étrangler vers 5 heures du matin près de la base et d'incendier le véhicule.

« Des jeunes ordinaires »

Quelques semaines plus tôt, dans la nuit du 30 au 31 mai, l'Opel Corsa d'une jeune kinésithérapeute de Carcassonne avait également brûlé à quelques centaines de mètres de la caserne, dans une fondrière. Le corps de sa propriétaire, Isabelle Rabou, vingt-trois ans, n'avait été retrouvé qu'au mois de juin dans un champ. La jeune femme avait été kidnappée, puis violée à deux reprises avant d'être étranglée à l'aide d'une ceinture laissée sur place. Là aussi, les deux appelés ont avoué, selon le procureur de la République de Toulouse, M. Christian Terral. Ils cherchaient, ont-ils dit, à voler un véhicule lorsqu'ils croisaient la kinésithérapeute qui descendait de voiture. Là aussi, ils étaient trois.

Après avoir quitté la caserne le 14 juillet, Philippe Siauve, originaire de Saint-Romain-de-Jalionas, dans l'Isère, et son camarade lyonnais semblent donc être retournés vers leur région. Ils ont réapparu dans l'Air mardi 18 juillet vers 5 heures du matin pour s'attaquer à une jeune femme après avoir volé une voiture, selon le même scénario, mais la victime a réussi à s'enfuir.

La cavale des appelés va les conduire dans le village même de Philippe Siauve, à Saint-Romain-de-Jalionas, une commune de l'Isère à une trentaine de kilomètres de Lyon.

Le garde-chasse de Saint-Romain, M. Marcel Douzet, soixante-deux ans, était en train d'effectuer sa tournée dans les bois de la commune lorsqu'il a surpris les deux militaires. Les gendarmes pensent que ceux-ci s'appuyaient au même moment à brûler leur dernier véhicule d'emprunt. Chaque soldat était armé d'un fusil de chasse, dont l'un semble appartenir au père de Philippe Siauve. Marcel Douzet a été frappé, puis tué d'une décharge de fusil. Son corps a été découvert caché par un amas de branches.

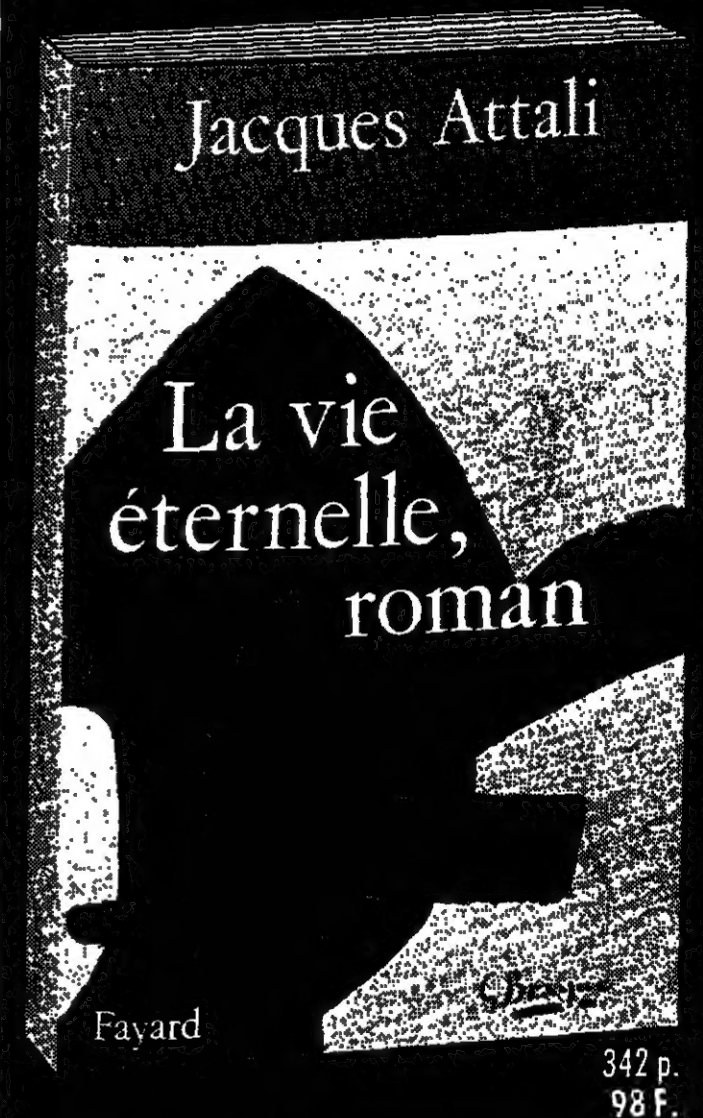
Les meurtres ont été arrêtés dans une maison abandonnée de la commune. Lors d'une battue organisée par la gendarmerie, les pompiers et la population, plusieurs témoins avaient affirmé avoir aperçu deux jeunes en train de s'enfuir. Après leur interpellation, ceux-ci ont avoué rapidement le meurtre du garde-chasse. Mais les gendarmes de la compagnie de Bourgoin-Jallieu, qui avaient reçu un avis de recherche de leurs collègues de Toulouse, ont rapidement, eux aussi, fait le lien avec le meurtre des trois jeunes femmes près de la base de Francalaz. Philippe Siauve et Thierry El Borgi sont passés à ce que le procureur a appelé des « avec frigidité » et révélé le nom de deux complices, Thierry Jacou et Franck Fournier, qui ont également reconnu leur participation aux meurtres.

Au total, cinq appelés ont été entendus et l'un d'eux, Jean-Paul Schuler, devrait être poursuivi pour non-déclaration de crimes. Les deux « déserteurs », dont les enquêteurs estiment que « rien ne les distinguait, dans la rue, de jeunes ordinaires », devaient être présentés, jeudi 20 juillet, au parquet de Bourgoin-Jallieu.

JACQUES ATTALI, ROMANCIER

Jacques Attali aurait pu se laisser aller au seul plaisir de raconter. Il s'en est gardé, soignant le style, travaillant le rythme, l'harmonie, le phrasé, les dialogues. Il a réussi tout cela avec, pour river leur clou, en passant, à ses critiques, une histoire difficilement racontable, sous peine de la banaliser, de priver le lecteur de la joie des découvertes et des égarements sur de fausses pistes soigneusement balisées par l'auteur.

Josyane Savigneau, Le Monde



Avec « La vie éternelle », Jacques Attali nous offre la plus bouleversante des histoires d'amour.

L'Arche

Tout son livre prodrome que si le propre des hommes est de laisser des traces après eux, plus souvent par leurs violences que par leurs bienfaits, les seules promesses à durer sont faites de mots et d'art. Le romancier et ses personnages ont pris le relais du faiseur de Golem.

Christine Anothly, Le Parisien

C'est plus qu'un chef-d'œuvre, c'est quelque chose d'inoubliable... C'est un bouquin tellement exceptionnel que je me suis promis de le clamer à tout Paris

San Antonio

FAYARD

Sports

CYCLISME : le Tour de France

Fignon monte en puissance

Attaquant sur les pentes de l'Alpe-d'Huez, à 4 kilomètres de l'arrivée, Laurent Fignon a distancé Greg LeMond de 1 min 19 s ; il s'est emparé du maillot jaune et possédait avec 26 s d'avance, mercredi 19 juillet, au terme de la dix-septième étape du Tour de France, rescapé par Gert Theunisse. Auteur d'une longue échappée déclinée dès la descente du Galibier, le grimpeur néerlandais avait franchi en tête la Croix-de-Fer.

L'ALPE-D'HUEZ
de notre envoyé spécial

Les mauvaises langues prétendent que les directeurs sportifs sont uniquement des passeurs de musettes. N'en croyez rien. S'ils ne peuvent pédaler à la place de leurs coureurs, et cela vaut d'ailleurs mieux, ils ne sauraient être assimilés à la mou-

che du coche. Du moins pas tous. Sans Raphaël Géminiani, Jacques Anquetin n'aurait pas réalisé le double Dauphiné-Bordeaux-Paris à vingt-quatre heures d'intervalle et, de toute évidence, le timide Roger Walkowiak n'aurait jamais connu la gloire, en l'absence de ce maître à courir qu'était Sauveur Ducasseaux.

Cyrille Guimard, le cerveau de l'équipe Super U, a fait gagner naguère le Tour de France à un homme qui n'en avait pas envie, le Belge Lucien Van Impe, auquel il demanda de perdre le maillot jaune pour mieux le reprendre ensuite. Un fameux coup de poker. Cette fois, Guimard a fait attaquer Fignon, qui s'en croyait incapable. Et qui a réussi.

Dans la montée de l'Alpe-d'Huez, quand LeMond commença de se désemparer, Guimard se porta à la hauteur de son leader pour lui conseiller de démarrer, car le détail ne lui avait pas échappé : « Impossible,

répondit Fignon, je ne suis pas bien » : « Greg, non plus », enchaîna le directeur sportif. Dans la seconde qui suivit, Laurent Magnifique se dressa sur les pédales et l'Américain resta planté. Et c'est ainsi qu'il perdit le maillot jaune.

Cette séquence, qui se répètera peut-être déterminante, suffirait à illustrer le tempérament de Laurent Fignon. Le routier parisien a connu des moments difficiles, à l'image de ses adversaires directs — des Pyrénées aux Alpes, personne n'a évité la défaillance — mais il possède sur eux l'avantage que procure l'énergie et la volonté.

S'il doit remporter le Tour de France, il l'imposera grâce à une prodigieuse faculté de se surpasser. Comme Louison Bobet autrefois.

La grande étape alpestre a confirmé, à besoin était, la supériorité des athlètes du vélo sur les escadrons de poche. Fignon est un solide poids moyen, et Theunisse,

vainqueur à l'Alpe-d'Huez — où il avait effectué le meilleur temps d'ascension l'an dernier, — mesure 1,85 mètre. Sur un terrain hérissé de trois obstacles majeurs, dont le Galibier et la Croix-de-Fer, ils ont jonglé avec les modèles réduits. Bref, Motet, Millar et Herrera n'ont pas pesé lourd.

Ce résultat significatif démontre définitivement l'idée reçue selon laquelle la montagne appartient en priorité aux petits gabarits. Les grimpeurs d'élite ne sont pas forcément ceux qui accusent moins de 60 kilogrammes sur la balance. Ce sont les hommes en forme qui offrent le meilleur rapport poids-puissance, indépendamment d'un certain nombre de propriétés physiologiques plus complexes, telles que le rythme cardiaque ou la fibre musculaire. Exemples : Poulidor, Merckx, Zoetemelk, Hinault, Fignon, sans oublier, bien entendu, Theunisse le longifé.

JACQUES AUGENDRE.

LES CLASSEMENTS

Dix-septième étape
Briancçon-Alpe-d'Huez

1^{er} Gert-Jan Theunisse (P.-B., FDM), les 165 km en 5 h 10 min 39 s, moyenne : 31,668 km/h ; 2. Pedro Delgado (Esp.) à 1 min 9 s ; 3. Laurent Fignon (Fr.) à 1 min 9 s ; 4. Abelardo Rosado (Col.) à 2 min 8 s ; 5. Greg LeMond (E.-U.) à 2 min 28 s.

Classement général. — 1^{er} Laurent Fignon (Fr., Super U) en 77 h 35 min 11 s ; 2. Greg LeMond (E.-U.) à 26 s ; 3. Pedro Delgado (Esp.) à 1 min 35 s ; 4. Gert-Jan Theunisse (P.-B.) à 5 min 12 s ; 5. Charly Mottet (Fr.) à 5 min 22 s.

TOUR FÉMININ

Sixième étape
Briancçon

Saint-Jean-de-Maurienne
1^{re} Joanne Longo (Fr.) les 84 km en 2 h 37 min 35 s, moyenne : 30,840 km/h ; 2. Maria Camis (It.) à 1 min 33 s ; 3. Susan Elias (E.-U.) à 2 min 52 s ; 4. Luisa Seghezzi (It.) à 2 min 52 s ; 5. Monique Knol (P.-B.) à 2 min 52 s.

Classement général. — 1. Joanne Longo (Fr.) en 13 h 19 min 40 s ; 2. Maria Camis (It.) à 7 min 4 s ; 3. Inga Thompson (E.-U.) à 10 min 32 s ; 4. Cécile Odin (Fr.) à 11 min 42 s ; 5. Susan Elias (E.-U.) à 11 min 53 s.

● AUTOMOBILISME : Alborato chez Larousse jusqu'en fin de saison de F1. — Le pilote italien Michele Alboreto a signé, mercredi 19 juillet, un contrat avec l'écurie française de formule 1 Larousse pour disputer les huit derniers Grands Prix de la saison.

ENVIRONNEMENT

● Fuite à la centrale de Cattenom. — La fuite constatée le week-end dernier dans l'enceinte de confinement du réacteur nucléaire de Cattenom (Meuse), qui a entraîné, lundi 17 juillet, l'arrêt volontaire de la tranchée 1, a été localisée et repérée dès le lendemain, indiquant mercredi 19 juillet la direction de la centrale. Jugée « sans conséquence pour l'hygiène publique et l'environnement » par le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI), la fuite provenait de la tige d'une vanne, située dans le circuit primaire du réacteur. Le redémarrage de la tranchée 1, prévu au plus tôt pour vendredi 21 juillet, se fera vraisemblablement au cours du week-end.

Communication

Conflit au sommet de la tour Eiffel

Les émetteurs des radios FM ont-ils des effets dangereux ?

Un certain nombre de techniciens de Télédiffusion de France travaillant sur la tour Eiffel se plaignent de l'augmentation du nombre d'émetteurs FM et des effets nocifs qu'ils provoquent sur leur organisme. Un conflit qui relance la polémique sur les dangers des radiations véhiculées par les ondes hertziennes.

Liaisons radio et télévisées, radars, télégraphes, et jusqu'aux simples lignes électriques : tous ces équipements de notre vie quotidienne dissipent dans notre environnement des ondes électromagnétiques. Nous baignons en permanence dans un océan hertzien, sans le savoir. Ces radiations non ionisantes, auxquelles appartiennent notamment les fréquences radio (entre 300 kHz et 300 MHz) sont-elles pour autant dépourvues de danger pour ceux qui les reçoivent ? Tout dépend de leur puissance et de la durée pendant laquelle l'organisme est exposé.

Dans l'état actuel des connaissances, on distingue deux types de risques liés au rayonnement non ionisant. Les effets thermiques, d'autant plus importants que la fréquence est basse, sont relativement bien connus. Dus à la conversion de l'énergie électromagnétique en chaleur dans les tissus, ils entraînent une élévation de la température du corps (ou de certains organes) pour des valeurs de densité de puissance supérieures à 10 mW/cm². Les effets athermiques, qui se traduisent chez l'homme par des résultats diffus (céphalées, nausées, insomnie, vertiges), se révèlent en revanche nettement plus difficiles à cerner. D'où la circonspection des spécialistes à établir des valeurs limites d'exposition, dans un domaine où le facteur psychologique et subjectif ne peut être exclu.

« Les effets athermiques, si tant est qu'ils existent, sont beaucoup plus subtils que les effets thermiques, car ils interviennent pour des puissances réduites, inférieures à 10 mW/cm² », souligne-on à l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS). Ces symptômes ne se manifestant a priori que pour « des expositions de très longue durée », on considère cependant, en ce qui concerne les risques professionnels, que des valeurs inférieures

à 1 mW/cm² comporte une marge de sécurité suffisante pour qu'une exposition continue aux radiofréquences soit possible pendant toute la journée de travail. Et l'on admet des valeurs plus élevées (de 1 à 10 mW/cm²) pour des expositions intermittentes ou occasionnelles — des précautions particulières pouvant être recommandées dans le cas des femmes enceintes.

Après la mise en service le 1^{er} juin 1989 de neuf nouveaux émetteurs de 10 kW chacun au sommet de la tour Eiffel (ce qui porte sa puissance totale à 190 kW dans la bande FM), TDF a effectué, en collaboration avec l'INRS, des mesures de champ électromagnétique. Les résultats ont montré qu'il régnait à l'intérieur de la station de travail (isolée des antennes par une cage de Faraday) des densités de puissance largement inférieures au mW/cm². Sur la plate-forme supérieure, où des valeurs proches de 10 mW/cm² ont été relevées en certains points, et où le matériel nécessitant une maintenance quotidienne a été réduit au strict minimum, la direction recommande à ses techniciens de limiter le temps d'exposition à trente minutes toutes les deux heures.

Apparemment, les précautions prises par TDF sont donc suffisantes pour protéger le personnel contre les risques liés aux radiofréquences. Le conflit qui oppose les techniciens de la tour à leur direction vient toutefois souligner, une fois encore, la faiblesse des normes existantes en matière. Alors que l'INRS estimait en 1978 nécessaire « que soit rapidement édictées en France des valeurs limites d'exposition, reprenant par exemple celles en vigueur aux États-Unis » 1 mW/cm² pour des expositions continues, aucune réglementation nationale n'a été établie à ce jour. Quant aux rares pays où existent des valeurs — limites applicables aux radiations non ionisantes (1), il s'agit, dans la plupart des cas, de simples recommandations ou de normes acceptées par consensus qui n'ont donc qu'une valeur indicative.

CATHERINE VINCENT.

(1) Parmi lesquels l'URSS, la Pologne, la Tchécoslovaquie, le Canada, le Royaume-Uni et la Suède.

M. Jean-Loup Dherse, nouveau PDG

Le groupe Média-Participations veut acquérir une dimension internationale

M. Jean-Loup Dherse, ingénieur conseil, ancien directeur général d'Europresse, a été nommé le 11 juillet président-directeur général et administrateur délégué de Média-Participations. Holding à capitaux belges, néerlandais et français (de l'ordre de 170 millions de francs), Média-Participations a été créée en 1983, à partir du groupe Ampère de M. Remy Montagne, avocat, ancien député et secrétaire d'Etat à l'action sociale dans le gouvernement de M. Raymond Barre.

Les actionnaires français de ce holding sont les associations Axa, la Société générale, la BDM, des particuliers et des associations. Média-Participations, qui aspire à devenir le troisième groupe de presse et d'édition catholique en France, après Bayard-Presse et Malesherbes-Publications, est présente dans le livre, la bande dessinée, la presse et l'audiovisuel. Ses activités sont surtout concentrées dans les secteurs de l'édition religieuse (Desclee, le Sermont-Fayard, etc.), l'édition générale (Gamma, Mame, Drogue-Ardant, etc.) et la bande dessinée (le Lombard, Fleuret et l'audiovisuel). La presse, avec *Tintin* et l'audiovisuel, avec la société de production Citel et les studios Belvision, demeurent des secteurs encore en friche. Mais la nomination de M. Jean-Loup Dherse, qui succède à M. Jean-Paul Pigasse (ancien directeur des rédactions de *l'Express*), avec lequel il avait élaboré la stratégie de groupe d'ici 1992, devrait modifier ce rapport.

Média-Participations va annoncer, fin août, la création d'un journal de grande diffusion destiné aux jeunes, confié au Lombard et à Dargaud, dont le groupe a pris le contrôle fin 1988 (*le Monde* du 8 décembre).

Mais surtout, la nomination de M. Jean-Loup Dherse, qui a acquis une dimension internationale — il a été vice-président chargé de l'énergie et de l'industrie à la Banque mondiale à Washington, de 1982 à 1985 ; administrateur exécutif de Rio Tinto Zinc, une des grandes entreprises minières mondiales ; directeur pour l'Amérique, l'Afrique et le Moyen-Orient du groupe Pochet, etc. — s'inscrit dans la volonté d'étendre davantage les activités du

groupe, déjà présent en France, aux Pays-Bas, au Luxembourg, et en Belgique, et au Canada, aux États-Unis, à l'Espagne et à la République fédérale d'Allemagne grâce aux filiales de Dargaud. « Une très grande partie de l'activité de Média-Participations est tournée vers les jeunes : ce marché correspond à une anticipation d'une Europe nouvelle », explique M. Dherse. Le groupe va donc se lancer dans des activités multinationales et européennes.

La stature internationale du nouveau président-directeur général de Média-Participations est cependant indissociable de son engagement chrétien. M. Dherse a, en effet, été secrétaire général adjoint du Synode mondial des évêques sur la vocation et la mission des laïcs, réuni à Rome en 1987. Membre de la communauté charismatique d'Emmanuel, il a ses entrées au Vatican. Cet engagement se situe dans la ligne de la mission que s'est assignée Média-Participations : fournir une « presse chrétienne » aux jeunes et leur redonner le sens des valeurs défendues par le pape Jean-Paul II grâce à ses livres et ses journaux. Une définition qui inquiète les auteurs des maisons d'édition de bandes dessinées dont le groupe a pris le contrôle, qui redoutent de voir celui-ci s'ériger un jour en censeur.

Y.-M. L.

● Une association pour les journalistes s'occupe du Moyen-Orient. — L'Association française des journalistes spécialisée sur le Moyen-Orient et le Maghreb (AJMO) a été fondée, le 26 juin, à Paris, en vue de « développer une meilleure information du public sur les questions touchant au Moyen-Orient et au Maghreb ». Le bureau de l'AJMO est composé d'Aïen Gresh (*le Monde diplomatique*), président, de Claude Lorieux (*le Figaro*) et Pierre Baylaud (FR 3), vice-présidents, d'Olivier de Lage (RFI), secrétaire général, de Françoise Germain-Robin (*l'Humanité*), ainsi que de Joëlle Hazard (FR 3), Kamel Djaidar (RFI). Un poste de membre sera attribué ultérieurement à un journaliste de l'AFF... L'AJMO, 33, rue du Louvre, 75001 Paris.

Maillots d'Orange

L'ALPE-D'HUEZ
de notre envoyé spécial

Un premier ministre de Belgique, un ancien ministre de l'intérieur français, des présidents de clubs sportifs, des dirigeants de clubs de football, des vedettes diverses aux domaines divers : au fil des ans, l'étape de l'Alpe-d'Huez est devenue au cyclisme ce qu'est une finale de Roland-Garros au tennis, même si, ce jour-là, la finale chez les champions du vélo n'est pas encore jouée. Il est bon d'y penser et de toutes les affaires pour cette journée privilégiée.

Cela se conçoit aisément : les dix-huit derniers kilomètres de cette étape-là, avec leurs vingt et un virages en épingle à cheveux, sont uniques en leur genre. Du pied de cette montagne, à la sortie de Bourg-d'Oisans, si haut que le regard s'élève d'est pour découvrir, à flanc de montagne, le fidèle multicolore et palpitant que forme la foule le long du trajet et qui permet de deviner ce chemin, qui sera de gloire pour les uns et de toutes les affaires pour les autres.

La gloire, mercredi 19 juillet, fut pour Gert Jan Theunisse, un Belge au visage de redoutable fibriste. Elle fut aussi pour Laurent Fignon, dans sa reconquête d'un maillot jaune dont Greg LeMond l'avait dépouillé à Orcières-Merlette, trois jours plus tôt. Le combat entre les deux fut palpitant et laissa la foule hélé-tante.

Quant aux hommes de peine de ce peloton, galériens d'élite du Galibier et ses 2 640 mètres, soumis, une fois passée la vallée de la Maurienne, à de nouveaux tourments dans l'ascension du col de la Croix-de-Fer, ils laisseront les choses aller et s'abandonneront bientôt à leur destin, non point de vaincus, mais simplement de sans-grade, en ce jour des altitudes. Tout comme le premier était hollandais, le dernier le

fut aussi. Il s'appelle Eddy Scher-rer. Il lui a fallu, pour achever sa journée, 32 minutes et 12 secondes de plus que son compatriote.

Voilà donc une journée particulièrement hollandaise. Car, de surcroît, le jour où le Tour de France y passe, la montée vers l'Alpe-d'Huez devient fief de la Maison d'Orange. Le drapeau des Pays-Bas y fleurit à chaque virage. La route est parsemée du nom des champions venus d'Amsterdam ou de La Haye. La cime, elle aussi, est hollandaise. Il est vrai que, sur ces pentes, les coureurs de Hollande ont souvent terminé en vainqueurs. En 1976, c'était Joop Zoetemelk, récidiviste en 1979. En 1977, puis en 1978, ce fut au tour de Henrie Kuipert de combler d'aise ses compatriotes. Il fut imité ensuite par Peter Winnen, un rouquin incisé, qui triompha en 1981, puis en 1983. Enfin, l'année dernière, avant Theunisse, ce fut Steven Rooks.

Huit victoires pour quinze arrivées à l'Alpe : on comprend que la Hollande se sente ici en pays conquis et que l'on ait déjà pu dire que l'Alpe-d'Huez est assurément le point culminant de ce plat pays.

Cela fait, en effet, quinze fois que le Tour de France s'en vient camper à l'Alpe-d'Huez. Il y fit sa première apparition en 1952. A sept années de la fin de la guerre, la station commençait seulement d'exister. La route en lacets se présentait déjà avec ses courbes et ses pourcentage. Mais elle n'était pas encore le billard que, depuis, les ponts et chaussées en ont fait.

C'est le grand Fausto Coppi, cet écheloir pédalant, qui s'y imposa avec une facilité propre à décourager tous ceux qui prétendaient pouvoir rivaliser avec lui, à commencer par le rugueux et énigmatique Jean Robic. D'autant plus que Fausto Coppi, après avoir goûté une journée de repos

en cette Alpe-d'Huez — dont les hôtes rustales modestes — paracheva le surlendemain sa conquête, au bout d'une cheville de haut vol qui le fit passer le premier succèsivement au col du Galibier, à Briançon, au Mont-Genevre, pour s'imposer à Sestrières, en Italie, avec son habitude avancée sur le second, et engranger tout ce qui lui était nécessaire pour se préparer à sa deuxième victoire sur la Tour, après celle de 1949.

Jardin des délices

En dépit de ce succès, le Tour de France allait ignorer l'Alpe-d'Huez pendant vingt-cinq ans, puisqu'il n'y revint qu'en 1976. Depuis cette année-là, il lui fut, en revanche, rarement infidèle. Le parcours qu'il propose pour y arriver depuis Briançon reste l'un des plus beaux itinéraires alpins. On y navigue face aux masses de la Meije pour, entre les aiguilles d'Arves et le mont Thor, parvenir au Galibier et plonger, de ses 2 640 mètres, jusqu'aux forêts de sapins qui embrassent la route du col du Télégraphe. De Saint-Jean-de-Maurienne, il faut s'élever de nouveau vers le col de la Croix-de-Fer, pour s'engouffrer alors dans la vallée qui mène à Bourg-d'Oisans et rebondir enfin vers l'Alpe-d'Huez.

Au fil des ans, de grands travaux ont modifié le paysage. En ces montagnes, jusqu'aux forêts de France a trouvé des sites tout à fait à son goût pour y implanter de nouvelles retenues et des lacs artificiels. Qu'importe, le Tour de France, lui, se retrouvera toujours en ces lieux comme en son jardin favori, c'est-à-dire celui où tous les délices lui sont permis, surtout lorsque le sien se joue sur un champ d'azur pareil à celui que l'on a connu au cours de cette mémorable journée.

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Faure (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 — Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 42-23-08-81

Reproduction interdite de tous articles,

sous réserve de l'accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 — Tapez LEMONDE

ou 36-15 — Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarifs FRANCE BELUX SUISSE AUTRES PAYS

3 mois 365 F 395 F 594 F 700 F

6 mois 720 F 762 F 972 F 1 400 F

9 mois 1 030 F 1 089 F 1 484 F 2 040 F

1 an 1 300 F 1 380 F 1 880 F 2 650 F

ÉTRANGER : par voie

aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOUVEZ CE BULLETIN

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Consignes d'adresse détaillées en

postscriptum : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ, joindre la dernière

bande de l'année courante.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

مخازن الكتب

Le Monde DES LIVRES

Marie ou la perfection féminine

La psychanalyse
et le culte de la Vierge.

par Julia Kristeva

SUPPOSEZ qu'après la Bible et Aristote vous avez nous en une totalité indissoluble le Sexe, le Pêché et la Mort. Problème : comment maintenir ce nœud tout en laissant l'espèce procréer avec quelque plaisir ? Réponse : en créant une Chimère à la place du féminin, qui concilie la Virginité (ainsi vous contrôlez la concupiscence sexuelle) : la Maternité (vous gardez la survie des populations et vous accordez à la femme le rôle essentiel d'assurer l'humanité du Fils de Dieu) et le Pouvoir (vous compensez le rôle passif de Marie comme réceptacle — certes glorieux mais peu dynamique — du Saint-Esprit, et vous lui donnez l'équivalent d'une puissance royale dans le domaine religieux, car *Mater Dolorosa* est Reine de l'Eglise).

Une telle dialectique apaise le désir féminin d'enfantement et de pouvoir, tout en maintenant sous tutelle les éventuels désirs des matriarches. L'humilité est requise, elle sera compensée. Le Verbe s'est fait chair et la chair aura droit de jouir en douceur, en douleur ou ravissement. *Pietà* ou extase des madones aux yeux fuyants qui évitent de vous regarder, tournés vers le secret de leur for intérieur qu'on devine comblé.

Certes, il s'agit là d'un modèle idéal, car la Vierge est unique de son sexe (« *Seule de tout son sexe elle plus au Seigneur* », constate Caelius Sédulius), et il n'est pas question que vous vous peniez pour elle. Quelques adolescentes enfamées (voir Lourdes) ou des foules en manque de projet (voir Fatima) l'ont « visionnée » mais sans aller jusqu'à revendiquer l'identité avec sa sainte apparition. Modèle tyrannique cependant, car vous êtes invitée à vous comparer à sa perfection pour constater votre infériorité. Et vous voilà sur la voie du martyre de la désolation, ou de la modestie.

Marina Warner, qui a écrit *Seule entre toutes les femmes* avec l'esprit critique d'une féministe mais surtout avec la dignité d'une ancienne catholique et l'objectivité inattaquable du chercheur, constate que cette histoire n'est pas nécessairement notre nature. Elle renvoie des à dos Jung, qui nous assujettit à la Vierge en détectant en elle l'archétype de la Grande Mère immémoriale, et les Pères de l'Eglise, qui l'érigent en dogme universel. L'auteur laisse cependant entendre que les subtiles constructions autour de Marie répondent non seulement au souci d'équilibrer la société et les familles en dominant les désirs, notamment ceux des femmes, mais que la Madone Unique répond à des exigences secrètes et toujours tenaces du deuxième sexe. « *Une déesse vous ne pouvez pas de déesse du tout* », écrit-elle, et voilà une fillette décochée à l'adresse de l'instinct universel masculin du protestantisme.

Une extraterrestre en quelque sorte

Le catholicisme, quant à lui, apparaît comme la plus rationnelle des mythologies. Des fantasmes hardis — la virginité de Marie dure avant et après l'accouchement — et pourtant tenaces : qui ne s'est pas révé enfant de parents vierges, apporté par Dieu sait quelle colombe ? Comble du sérieux, cet agencement invraisemblable incite au raffinement logique. Exemple ? Vous pensez peut-être qu'en tant que femme Marie était pécheresse ? Attention, un être de péché ne saurait (logiquement) engendrer le Christ Rédempteur, qui est sans péché. Il sera donc nécessaire de soustraire Marie au péché. Des philosophes s'y essaieront, et, dans *Sot* y réussira. Pour lui, Marie est sans péché au titre d'un « *argument de convenance* » : Dans *Sot* s'ins Marie à la place logique de la *Præredemptio*, une



Lecine de la Vierge à Karpethos (Grèce)

sorte de mesure préventive qui fait agir la Rédemption rétroactivement avant la naissance de Jésus et jusqu'à la naissance de Marie.

Nous voilà devant le dogme de l'Immaculée Conception. Qui date seulement de 1854, alors que des générations de peintres et de fidèles partageaient cette vision depuis des siècles. Quelle importance ? Capital. Car si Marie était conçue sans péché, elle ne serait pas si humaine qu'on l'imaginait, elle serait une extraterrestre en quelque sorte, et ne saurait conférer au Christ la nature humaine due précisément à sa provenance de Marie-femme pécheresse. Alors, l'Immaculée Conception serait-elle une erreur théologique ? En un sens, et pour certains (les protestants, les orthodoxes). Mais en un autre, la Vierge modèle de toutes les femmes se rapproche ainsi mieux encore de l'essence divine.

Marie est désormais plus divinisée que jamais, et l'Immaculée Conception, consacrée en pleine époque de suffragettes, est une

promotion qui ne déplaira pas à nos inconscients avides de gratification. En rehaussant de plus en plus le culte de la perfection féminine, l'Eglise se permet de mieux négliger le corps réel des femmes, comme en témoignent les impasses autour de l'avortement et de la contraception. Mais qui se plaindra de cette spiritualité renforcée, de cet élan insufflé à la sublimation ? Aux moments de crise (naissance, maladie, mort), les hommes et les femmes ont sans doute besoin d'un tel surplus d'idéalisation et de sublimité.

Quant à l'Assomption, il a fallu attendre 1950 pour qu'elle devienne un dogme. Marie monte au ciel corps et âme, sans cadavre ni tombe. Un pas de plus vers la divinisation. Mais meurt-elle ? Justement, « on » ne sait pas encore, « on » n'a pas tranché. Ne mourant pas, elle serait supérieure au Christ qui descendit aux enfers ? Discutable. Pourtant, une femme qui ne meurt pas serait une trouvaille analytique exceptionnelle, en écho à l'immortalité imaginaire des femmes, car quelle femme ne se vit pas quasi éternelle en se contemplant dans ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants, et quel homme n'espère compter sur une mère permanente support de toutes ses croix ? Il faudra attendre une apocalypse des valeurs pour laisser briller quelque consolation en proclamant l'immortalité de la Vierge : c'est peut-être pour demain.

Laissons une fois de plus en suspens la question, essentielle, de Marie mère des artistes, que le livre de Warner soulève mais ne traite pas. « *L'Unique de son sexe* » satisfait la paranoïa féminine, en même temps qu'elle sert d'exemple (intouchable mais si excitant) à tous les artistes.

Marie nous manquera de plus en plus, les fastes discrets de sa mystérieuse beauté appartenant déjà au musée. Mais qu'avons-nous à proposer aux désirs de naissances sans sexe, aux aspirations vers un pouvoir absolu, aux rêves d'immortalité que la Madone a si majestueusement bouclés ? La médecine, la psychiatrie, la psychanalyse. Sans comparaison, c'est plus sérieux. Mais cela laisse en souffrance les imaginations. Tant qu'on n'a pas trouvé de nouvelles logiques et de nouvelles images pour répondre à ces désirs-là, j'ai bien le sentiment que la Vierge aura la vie sauve. Marie a réussi son destin en devenant éternelle dans les œuvres d'art. Quand vous avez envie de pleurer, mettez un disque, les *Stabat Mater* de Palestrina, de Pergolèse... Vous devriez essayer. L'histoire et le mythe de Marie que Marina Warner retrace avec précision et passion restent d'actualité.

★ SEULE ENTRE TOUTES LES FEMMES, MYTHE ET CULTE DE LA VIERGE MARIE, de Marina Warner, traduit de l'anglais par Nicole Ménard. Rivages/Histoire, 420 p., 155 F.

La provocation du baroque

Camporesi explore l'anthropologie nouvelle
née au lendemain de la Renaissance.

par Georges Balandier

EN ce temps de foisonnement des œuvres post-modernistes, surgissent, par l'effet de l'érudition et de l'immense talent de Piero Camporesi, des essais savamment assemblés qui composent une « *anthropologie et une théologie baroques* ». Comme si nous étions incités à un déconcertant détour afin de considérer autrement, et d'ailleurs, notre modernité.

La provocation du baroque — celle qui l'a d'abord fait définir comme le « *paroxysme du bizarre* » — reparait, avec ses connotations d'étrangeté, d'excès, de mélange.

Le baroque caractérise une époque, du seizième siècle finissant au dix-huitième, et un lieu initiateur, l'Italie, et surtout Rome. Il naît au moment où un art se défait, celui de la Renaissance, en donnant naissance à de multiples transformations. Une période intermédiaire, de transition entre un classicisme en déclin et un néo-classicisme, qui se manifeste dans la seconde moitié du dix-huitième siècle. Un temps des mélanges par la coexistence d'œuvres qui font antithèse — style sévère de la Contre-Réforme, baroque d'Eglise et de cour, baroque bourgeois — et par l'antithèse qui se retrouve au sein d'une œuvre unique. Mais cette période est aussi, au-delà, celle des grands bouleversements dans le savoir et dans la connaissance du monde.

En ce sens, le baroque se saisit en tant que catégorie esthétique associée à d'autres formes qui expriment des visions contrastées du monde, de l'homme, de la vie. Il embrasse tous les arts, mais en étant lui-même pris dans un mouvement qui le dépasse. On a beaucoup écrit, à cet égard, y trouvant aussi bien une manifestation de la conscience inquiète qu'une « *floraison multiple et morbide du Moi* », qu'une liberté accordée à la sensibilité.

En fait, ce qui apparaît alors, c'est une anthropologie nouvelle, en formation et composite. C'est à l'exploration de celle-ci, encore indissociable d'une théologie, que se consacre Camporesi. Il la conduit en se faisant le détecteur de textes rares, surprenants, de thèmes en apparence mineurs et hétéroclites dont le traitement et la liaison donnent forme à une vision contradictoire de l'homme. Il est l'observateur de l'« *officine des sens* » et le voyageur qui fréquente les chemins de cet imaginaire passé et, pour une part, encore là.

L'atroce désir de savoir

Un parcours notamment effectué « *sous le vent de l'ivresse anatomique* » qui souffle de la Renaissance au Baroque. L'« *atroce désir de savoir* » se soucie peu de la science moderne naissante, à tout le moins il prend ses libertés à son égard tout en utilisant ses moyens. Il interroge avec passion le corps de l'homme. Il entreprend le « *plaisir frémissant* » de pénétrer dans les zones interdites et de se livrer à l'observation du « *second univers* ». La curiosité anatomique s'identifie à une découverte, voyage stupéfiant à l'occasion duquel apparaît la divine architecture. La pratique de l'anatomie — les dissections en public — se transforme en un spectacle rare et recherché. C'est l'accès aux secrets de la nature, à ce livre chiffré qu'est le corps humain, à une connaissance de l'homme interne qui se constitue en anthropologie et en théologie.

La passion n'est pas neuve, mais elle acquiert alors une force nouvelle qui affecte de manière irrésistible l'imaginaire de la société scientifique et artistique italienne. Une tension en résulte.

(Lire la suite page 15.)

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

A propos de Roger Nimier

L'insolence, parlons-en !

L'INSOLENCE est à la mode. Le mot. La chose, c'est une autre affaire. Parlons-en.

Ces temps-ci, quelques jeunes gens, peu encombrants par ailleurs — ils tiendraient dans un coupé Delahaye, à l'arrière, — s'adjugent le monopole de l'impertinence. Ils ont raison. De nos jours, il faut s'autoproclamer, sans attendre que d'autres vous reconnaissent. Le tout est de s'assurer au préalable une puissance de feu médiatique propre à asseoir la « *vérité* » souhaitée.

Ca tombe bien : tous dépendent plus ou moins d'un même groupe de presse aux petits soins avec la bourgeoisie bon genre, qui lit peu mais achète, et lance les modes chics. Carresser dans le sens du vif des patrons et un public qui n'ont guère d'insolent que leur luxe, on voit mal où est la témérité, mais bon !... comme on dit maintenant pour marquer qu'on est lassé d'avance d'avoir à justifier l'évidence.

Qu'ils se fabriquent donc les réputations de leur choix, ces petits foudres de la pensée modérée, puisqu'ils en ont les moyens, mais qu'ils n'annexent pas n'importe quel aîné mort ! Là-dessus, les témoins étrangers au club ont voix au chapitre. Le droit de l'argent s'arrête là où commence l'Histoire : en principe.

PRENEZ Nimier. A propos de plusieurs livres sur lui, il n'est question que de son insolence, d'où la relance du mot. Or il valait, il vaut, mieux que cette étiquette qui, comme toutes les étiquettes, dispense de se reporter aux écrits. Il se livrait à des blagues de préau, ce qui est différent. Je le

sais : j'en ai commis d'assez joyeuses avec lui. Pendant quelques heures, des notables de la bonne ville de Rouen nous ont pris pour les policiers fous à qui nous jouions. Nous avons composé un piano dont avait tâté César Franck, et pas mal de boîtes aux lettres... Il s'agissait seulement de rire un grand coup, d'ajouter sans risque un peu de piquant aux bien-séances. Tirer fierté de ces menteries à sa place relève de la pire célébration, tant reprochée à d'autres.

Un de ses amis les plus rigoureux, l'avocat Stephen Hecquet, s'exposait bien davantage. Lisez ou relisez ses articles réunis par Marc Dambré pour *La Table ronde* sous le titre de l'un d'eux, *La Tête dans le plat* ; en particulier, les textes inspirés par l'exécution du jeune Jacques Fesch pour le meurtre, à peine volontaire, d'un policier. Accuser le président des assises et le confrère de la partie civile d'avoir banqueté ensemble la veille du verdict, c'est chercher la poursuite, la radiation, avec autrement d'insolence que Nimier assicotant Claudel ou Jean-Louis Barrault. La distribue d'Hecquet tire panache du danger couru. Car il y a une justice dans le pamphlet : sans risque à la clef, sans un minimum de cohérence, l'attaque tombe à la nasarde, et passe mal les années.

AUJOURD'HUI, la tendance est à voir dans l'impertinence un synonyme d'inconséquence, à mesurer les galons d'insolence au nombre de trahisons. Nous devons cette comptabilité nouvelle aux vétérans de toutes les gauches successives depuis trente ans. Elle les arrange, bien sûr.

(Lire la suite page 13.)

Michel
TOURNIER

Le
médiannoché
amoureux
contes et nouvelles

Il était une fois un calife d'Ispahan qui
avait perdu son cuisinier...

GALLIMARD *nrf*

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

● EN POCHÉ

● Presses Pocket publie dans sa collection bilingue (n° 3088) le *Tour d'écorce*, le plus célèbre récit d'Henry James, dans une traduction de Monique Nemer. Sous le regard d'une jeune femme hallucinée, évoluent deux enfants hantés par les fantômes de serviteurs dépravés. La virtuosité de l'auteur à manier l'angoisse et le désespoir a fait dire à Oscar Wilde de ce conte qu'il était « délicieusement empoisonné ». Source de plaisir et outil de travail, cette collection bilingue offre un texte double (langue originale et traduction), un appareil de notes concernant le vocabulaire et la possibilité d'acheter une cassette enregistrée de plusieurs morceaux choisis. A lire aussi dans la collection bilingue du Livre de poche (conçue sur le même schéma que la précédente, mais sans les cassettes enregistrées), des nouvelles nord-américaines (de Mark Twain, Henry James, Jack London...) ou sud-américaines (fruits d'une collaboration entre J.-L. Borges et A. Bloy Casares). Les premières (n° 8713) sont traduites par M.-C. Lemaire-Curci, les dernières (n° 8720) par E. Jérome.

● La « Bibliothèque Lettres » propose dans des livres reliés sous jaquette (format de poche et prix de poche : 30 F) des classiques en version intégrale. Viennent de paraître : les *Contes fantastiques* d'Hoffmann (traduction de Loève-Weimars), le *Chevalier de Maison-Rouge* de Dumas, *Colomba* et *Carmen* de Mérimée, *l'Avare* et *Tartuffe* de Molière, *Pêcheur d'Islande* de Loti et *Nana* de Zola.

● L'Annuaire, de Mouloud Farsoun, aux éditions Points-Seuil (n° R 357) est un recueil d'études, de souvenirs, de récits divers sur la Kabylie, sur Camus ou la littérature algérienne. Analyses et contes d'un « honnête homme » assassiné en 1962.

● « Folio » publie *Une page d'amour*, volet peu connu de la saga des Rougon-Macquart de Zola. Selon Henri Mitterand, qui signe la préface, il s'agit d'un « roman magistral de la frustration, de ses symptômes, de ses débuts » (n° 2070).

● Les *Grandes Murailles*, de Lucien Bodard, reparaissent au Livre de poche (n° 6619). Porté par son enthousiasme, l'auteur nous entraîne en Chine entre l'impératrice Tsou Hsi, Mao et les gardes rouges dans une fresque puissante participant tout à la fois du grand reportage, du roman et de l'épopée.

● « Points-Seuil » publie la *Réa*, quatrième volet de la tétralogie politico-apocalyptique de Günter Grass (n° R 355). On y apprend « comment le narrateur, grâce à son érudite interlocutrice, découvre la post-histoire humano-raïque ». Traduit de l'allemand par Jean Amisier.

● La *Swail* réédite dans la collection « Points » le *Paradise de la morale* de Vladimir Jankélévitch : « La perte de l'innocence est le rançon que le rossignol doit payer pour prix de sa dignité » (n° 203).

● La *Passion* est le titre d'un recueil de neuf nouvelles de Djuna Barnes (Livre de poche-Biblio n° 3121). Neuf récits cruels pour des personnages désespérés, condamnés à vivre avec leur mal-être. Traduit de l'anglais par Monique Wittig.

● « Folio » réédite un recueil de dessins de Sempé paru en 1972 : *Face à face*. Tragique, dérisoire, très drôle. Sempé est excellent, comme toujours (n° 2055).

HISTOIRE

Les écoles du Haut Moyen-Age

Qu'en est-il des écoles et de l'enseignement pendant les cinq siècles « barbares » qui relient le fin de l'Empire romain au grand essor de l'Occident du onzième au treizième siècle ? Le livre de Pierre Riché permet de suivre l'œuvre modeste et patiente des lettrés dans les monastères ou à l'ombre des cathédrales, sans oublier les laïcs qui n'ont généralement pas accès à la culture latine écrite et qui pourtant reçoivent, en partie l'instruction que proposent les clercs.

Ces siècles sont décisifs dans la formation de l'Europe, puisqu'ils ont vu successivement l'installation et l'intégration dans la chrétienté des peuples barbares, l'unification territoriale de l'Empire carolingien, les débuts de la société féodale et la mise en place des royaumes nationaux qui gouverneront l'histoire du continent dans les siècles suivants.

Et si l'Occident n'a pas connu alors la brillante culture de l'Orient byzantin ou du monde musulman, du moins a-t-il, grâce aux écoles du Haut Moyen-Age, ici minutieusement étudiées, tant dans leur développement que dans leurs méthodes, transmis une part de leur héritage antique dans un affrontement finalement fécond entre culture profane et culture religieuse. La renaissance du douzième siècle, l'explosion des universités au treizième, ne se comprennent qu'au terme de ce long travail des écoles et des enseignants de siècles réputés obscurs.

Au sommet d'une œuvre consacrée à l'éducation et à la culture dans le Haut Moyen-Age, la grande synthèse de Pierre Riché, rééditée et mise à jour juste dix ans après sa

première édition française, est devenue un classique.

MICHEL SOT.

★ ECOLES ET ENSEIGNEMENT DANS LE HAUT MOYEN AGE, de Pierre Riché, Ed. Picard, 471 p., 250 F.

ROMANS

A la manière

du Japon ancien

Un temps éternel, sans début ni fin : c'est le Japon des millénaires qui murmure dans le deuxième roman d'un universitaire marseillais. Jacques Allier a conçu « un temps hors du temps » et « un lieu hors du monde » — un magnifique poème au cœur d'un jardin idéal — pour sa *Dame hors de saison*, le jeune Satsuko, épouse du seigneur Hatsuhira, esthète malade et fou.

Dans son Journal, Satsuko calligraphie des bribes de journaux immobiles où se fondent ses rêves et ses angoisses, les délices de son époux, les échos de fêtes fastueuses, le sentiment de la nature et de la mort, le rythme des saisons...

Jacques Allier renoue savamment avec la tradition des *nikki*, ces journaux poétiques japonais, essentiellement féminins, qui concourent leur apogée aux environs de l'an mil. Des méditations intimes de Satsuko aux petites scènes quotidiennes saisies sur le vif, ses pages sont comme des poèmes en prose, ponctués çà et là par des fragments de *Manyô-Shû* (1) ou du journal de Murasaki Shikibu (2).

Il faudrait pourtant se garder de considérer la *Dame hors de saison* comme un journal suave et compassé. Bientôt, le mouvement s'accroît, les fêtes dégénèrent et



les invités ne sont plus que des masques grimés et obscurs. Les millénaires se télescopent comme si l'univers moderne, mettant fin à la durée poétique, précipitait l'humanité dans un temps désormais chaotique.

FLORENCE NOVILLE.

★ LA DAME HORS DE SAISON, de Jacques Allier. Seuil, 390 p., 120 F.

(1) Première anthologie officielle de la poésie japonaise, publiée en 808 et rassemblant environ quatre mille cinq cents poèmes, sans doute écrits du quatrième au huitième siècle.

(2) Recueil de lettres japonaises (v. 978 - v. 1014), auteur du *Di du Genji*, chef-d'œuvre de la littérature romanesque.

Les imprécations

d'Yves Laplace

« Une suite de malheurs a ravagé la terre, jusqu'au troisième malheur par quoi je suis ici. Il y eut le malheur de ma naissance, semblable à la chute de l'étoile, puis le malheur de mon asphyxie, semblable à l'agonie des milliers sur la place de la grand-ville, enfin le malheur d'Antoine, non le malheur de sa mort, mais le malheur du meurtre d'Antoine, sous le regard de la bête montée de la terre. » Telle est l'histoire que raconte *Fils de perdition*. L'histoire de Sylvain, de son père Georges, de sa mère Suzanne et de son frère Antoine, qu'il a tué. Sylvain, fils de ténébreux et fils de lumière, enfant au souffle coupé dans un monde aux couleurs magiques.

Chacun à son tour prend la parole pour énoncer le récit incomplet de ce qui a eu lieu, et le décor petit à petit s'impose, comme dans les contes, ou les spectacles de marionnettes. Il y a le parc des Croquettes, et le parc Basulieu, l'hostilité, et la prison du Creux-des-Morts, il y a les caves hantées de rêves, les portes arrachées et les étoiles pourries. Quelque part, au milieu, le désastre engendré par Sylvain, qui est à lui-même « un abri dévasté », « une ardoise brisée par le milieu ».

Les imprécations d'Yves Laplace sont poignantes. Son livre est comme un chant qu'on lirait en balançant la tête, comme font aussi les enfants fous, inadaptés, ou défilés, les anormaux que l'Institut derrière le grillage dense et rouillé, où vit Sylvain.

G. Bri.

★ FILS DE PERDITION, d'Yves Laplace, Seuil, 254 p., 89 F.

Nos collaborateurs ont publié

— L'Algérie, sous la direction de Paul Balta, Nathan, 206 p., 255 F.

— L'invitation au mensonge, de Gilles Barbedette, Gallimard, 144 p., 86 F.

— Anthologie du mystère 89, de Jacques Baudou, Le Livre de poche, 483 p., 30 F.

— L'Année de la mode, de Laurence Benaim, La Manufacture, 248 p., 149 F.

— Seules les larmes seront comptées, d'Hector Bianciotti, Gallimard, 366 p., 95 F.

— L'Année des masques, de Philippe Boggio et Alain Rollet, Olivier Orban, 308 p., 98 F.

— La France des libertés, de Philippe Boucher et Elisabeth Szwarc, Nathan, 160 p., 120 F.

— Les Grands Criminels, d'Alphonse Boudard, Le Livre de poche, 366 p., 120 F.

— L'objet perdu de l'amour, de Michel Braudeau, Seuil, 535 p., 110 F.

— La Sentinelle du rêve, de René de Ceccatty, éd. Michel de Maule, 296 p., 98 F.

— La Grottesque, d'André Chastel, Le Promeneur, 93 p., illustrations, 140 F. André Chastel a également publié cette année les *Lettres de l'Artin*, aux éditions Scala (568 p., 159 F.), et *l'Illustration inconnue*, sur la Joconde, Gallimard, 141 p., illustrations, 290 F.

— Fédor de Cuba, de Jean-Pierre Clère, 494 p., 180 F.

— Emma Calvé, la diva du siècle, de Jean Cruciani, Albin Michel, 384 p., 120 F.

— Le Jugement dernier, de Philippe Degen, Gallimard, 218 p., 98 F.

— Les Milliards de l'orgueil, de Bruno Dethomas et José-Alain Fralon, Gallimard, 239 p., 90 F.

— L'Oubli de l'Inde, une amnésie philosophique, de Roger-Pol Droit, PUF, 264 p., 115 F.

— Présences de Schopenhauer, de Roger-Pol Droit, Grasset, 336 p., 118 F.

— L'Autre Futur, de Pierre Drouin, Fayard, 384 p., 120 F.

— La France en friche, d'Eric Fottorino, Lieu commun, 208 p., 90 F.

— Jean Guidoni, de Colette Godard, Seghers, 188 p., 70 F.

— Zingaro, de Colette Godard, éd. Fata Morgana, 56 p., 157 F.

— Profession photoreporter, de Michel Guérin, Gallimard, 256 p. (illustrations), 290 F.

— Silence aux pauvres, d'Henri Guillemin, Arléa, 124 p., 75 F.

— Parcours, d'Henri Guillemin, Seuil, 494 p., 139 F.

— L'Ours, de Danièle Heymann, phot. de Marianne Rosenstiehl, 60 p., 89 F.

— L'Année du cinéma 1988, de Danièle Heymann et Pierre Murat, Calmann-Lévy, 253 p., 189 F.

— La République bananière, de Jean-François Lacan et Sophie Colgnard, Belfond, 406 p., 125 F.

— Champollion, de Jean Lacouture, Grasset, 529 p., 135 F.

— Einstein et Sherlock Holmes, d'Alexis Lecaye, Payot, 314 p., 198 F.

— L'Année des lettres, sous la direction de Pierre Lepape, Le Découverteur, 234 p., 95 F.

— Gaston Defferre, de Georges Marion, Albin Michel, 372 p., 98 F.

— L'Année 1988 dans le monde, d'Edouard Masurel, préface d'André Fontaine, Gallimard, « Folio Actual », 238 p., 21,50 F.

— La Lumière du jour, de Nobille Mennecker, La Différence, 70 p., 49 F.

— Tristan Bernard, d'Olivier Merlin, Calmann-Lévy, 316 p., 130 F.

— La Chanson de Marie, de Louis Nucera, Grasset, 262 p., 85 F.

— Journal de l'année, sous la direction de Jean Panchais et Christophe Lavatol, Larousse/Le Monde, 176 p., 89 F.

— Ouverture en bémol, de Plantu, La Découverte/Le Monde, 176 p., 89 F.

— Mourir à Ouvea, d'Edwy Plenel et Alain Rollet, La Découverte, 276 p., 89 F.

— Le Golfe de Gascogne, de Bertrand Poirot-Delpech, Gallimard, 208 p., 75 F.

— Les Epreuves de l'art, de Danièle Sallenave, Actes Sud, 120 p., 98 F.

— Maman coq, de Claude Serre, Flammarion, 228 p., 79 F.

— Les Pensées de Tristan Bernard, d'Alfred Sauvy, La Cherche-Midi, 216 p., 65 F.

— Les Rendez-vous de Fausta, de Jean-Noël Schifano, Gallimard, 280 p., 85 F.

— Où sont les caméras ?, de Daniel Schneidermann, Belfond, 255 p., 95 F.

— Cédric à Matignon, de Pierre Servant, Belfond, 314 p., 119 F.

— Le Lys d'or, de Philippe Solers, Gallimard, 247 p., 85 F.

— Carnet de nuit, de Philippe Solers, Plon, 138 p., 85 F.

— Enckmann et Chastan ou le Trait d'union, de Jean-Pierre Rioux, Gallimard, « L'un et l'autre », 164 p., 83 F.

— L'Enfer et les Fleurs, d'André Velter, poèmes, Fata Morgana, 84 p., 75 F.

— Parcours, d'Henri Guillemin, Seuil, 494 p., 139 F.

— L'Ours, de Danièle Heymann, phot. de Marianne Rosenstiehl, 60 p., 89 F.

Amertumes

franco-allemandes

On trouve, dans un numéro récent du *Brennende* (1), l'équivalent quasi-allemand de notre *Livre Hebdo*, une série d'appréciations et de commentaires sur le dernier Salon du livre de Paris. Un article signé d'un éditeur de Munich, puis une caricature pleine page rendant l'attention parce qu'elle témoigne, l'un comme l'autre, d'un parti pris, d'une agressivité que l'on souhaiterait jeter très vite aux oubliettes.

Dans la gare de l'Est entièrement déserte, un cheminot débraillé et à moustache semble donner vaguement le départ d'un train pour Francfort, lequel se compose de trois wagons vides en forme de livres : sur le quel, un seul chariot, vide également. Seule la malveillance est claire dans ce dessin minimaliste, qui annonce la manière la plus française à la Foire du livre de Francfort en octobre prochain. Plus loin, l'article de l'éditeur déçu par le Salon du livre est sans ambiguïté : intitulé « Impressions du Salon du livre : les Allemands... », il s'agit d'une longue série de récriminations plus ou moins fondées : cherté des taxis et des restaurants, indifférence et mûrerie des Français, attitudes contre les « charmantes jeunes

filles » (en fait des libraires parisiennes spécialisées dans le livre allemand) (2) qui auraient tiré de substantiels bénéfices d'une opération entièrement manquée par ailleurs, etc. Après un ou deux dérapages (« samedi et dimanche, désert et billement dans la « salle boche », selon la plaisanterie d'un confrère... »), l'article du *Munichener* récalcitrant s'achève par un « Vive Francfort ! », et, en français dans le texte, un « Au revoir les amis ! ».

Une semaine plus tard, mise au point nuancée de Peter Weidhaas, directeur de la Foire de Francfort : « Les Allemands au Salon du livre, c'était non pas tout au fond à gauche, mais devant, immédiatement à gauche de l'entrée principale... », succès des manifestations littéraires, couverture de presse plus qu'abondante, « dans la construction de l'Europe, il faut savoir accepter les revers », etc. Il demeure que la réponse est livrée sous le titre : « En attendant la revanche » (ou la « match retour »).

Il se peut que l'accueil réservé par les éditeurs français à leurs confrères allemands n'ait pas toujours été parfait dans le détail, mais peut-on organiser le détail ? Faut-il pour autant laisser s'envenimer les choses ? Est-il nécessaire de rappeler que la présence française à Francfort (culturelle et commerciale) coûte au moins autant que la présence allemande à Paris ? Que le

● EN BREF

● Le prix Wheatland a été décerné au traducteur hongrois Arpad Goncz. Le lauréat a traduit quelques cent cinquante ouvrages, parmi lesquels *Abraham*, *Abraham de Faulkner*, *Am-dehors du volcan de Malakoa*, *Le Sédiment des amants* de Tolstoj. Né à Budapest en 1922, il avait été emprisonné de 1957 jusqu'à 1963 pour haute trahison.

● L'Association internationale des amis de GEORGES BERNANOS veut de se créer sous la présidence de Jean-Loup Bernanos, fils de l'écrivain. Elle se donne pour mission de diffuser l'œuvre de Bernanos et d'organiser colloques, conférences, rencontres, voyages et expositions. S'adresser au siège de l'association : 30, rue des Dames, 75017 Paris. Tél. : 43-87-37-51.

PRÉCISIONS. — Dans la mise des titres, noms et chiffres de notre coquette *Le Monde des Livres* du 23 juin on relevait plusieurs erreurs. Voici ce qu'il fallait lire : *Patience et longueur de temps*,

d'Edouard Bachelard, est publié chez Fayard ; l'auteur de *Petit Chronique des gens de nuit dans un port de l'Atlantique nord* (Maren-Sell) est Philippe Hadengue et *Mourir idiot* (Calmann-Lévy) a été écrit par Yves Gibon ; le livre de notre collaborateur Eric Fottorino, *La France en friche*, est sorti aux éditions Lieu commun ; ce même éditeur nous signale la bonne tenue de *Requiem pour un empire défilé*, de François Fejtó (15 000 exemplaires) ; et, parmi les oubliés d'une liste qui ne pouvait nullement prétendre à l'exhaustivité, citons *L'Affaire Seneac*, de Denis Langlois (Plon, 13 000) et le beau roman d'Ergenei Zamiatine, *L'Inondation* (Solis, 10 000).

Le dessin de Bernice Cleve accompagnant l'article sur Paul Léautaud (« Le Monde des Livres » du 30 juin) est l'illustration de la couverture du n° 4 des *Cahiers Paul-Léautaud*. D'autre part, le *Petit Ouvrage* consacré à Paul Léautaud a été réédité chez Arléa en 1987.

LA VIE LITTÉRAIRE

Salon du livre ne se mesure certes pas à la Foire de Francfort, mais pas plus que Francfort, la ville, ni sa mesure à Paris... Nous savons tous que le rapprochement culturel entre la France et la RFA est une affaire de longue haleine, qui exige des efforts, de la bonne volonté. Evitons alors de nous encombrer des vieux démons : la raison doit l'emporter, sur l'arrogance irresponsable des uns, mais aussi sur l'indifférence stupide des autres.

GERMANICUS (*)

(*) Pseudonyme d'un fonctionnaire.

(1) N° 44, du 2 juin 1989.

(2) Qui assure à longueur d'année, et de façon quasi biennale, la promotion de la littérature allemande en France.

René Char

et Wifredo Lam :

une rencontre

L'exposition « Contre la maison sèche », associant une texte de René Char et des œuvres du peintre cubain Wifredo Lam, est organisée jusqu'au 30 septembre au Musée Pétarique de Fontaine-de-Vaucluse. Cette exposition posthume (Lam est mort en 1982 et Char l'an dernier) est en quelque sorte la reprise du dialogue entre les deux artistes. La rencontre esthétique du poète et du peintre remonte à 1948 (« dans

l'arrière-boutique, deux toiles nouvelles, agressivement surgies du terre, dégageaient leur violence et lançant arme de forêts réconciliées avec des personnages imminents », écrit Char).

Comment le poète français attaché à sa terre, à sa roccaille de Provence, a-t-il pu se sentir proche de l'émigré cubain (fils d'une mulâtresse et d'un Chinois) ? C'est qu'au fond, malgré les différences, ils étaient des « aliés substantiels », comme le disait René Char de ceux qu'il admirait. Deux expériences particulières les ont marqués de façon profonde et similaire. Le surréalisme tout d'abord qui, même si Char s'en est éloigné par la suite, est fondamental dans la genèse de leurs œuvres. La guerre ensuite, où tous deux ont éprouvé la nécessité de l'action et de l'exigence morale.

Les deux hommes ont collaboré à plusieurs reprises, et c'est en 1975 que Lam réalisa les œuvres illustrant « Contre la maison sèche ».

S.H.

★ CONTRE LA MAISON SÈCHE (Musée Pétarique, rive gauche de la Sorgue, 84800 Fontaine-de-Vaucluse, tél. : 90-20-37-20 ou 90-20-38-42).

— Signalons également un ouvrage qui vient de paraître sur l'itinéraire poétique de Char : *René Char, traces*, de Philippe Castellin. Les Éditions Evidantes, 342 p., 160 F. (de nombreuses illustrations).

VIENT DE PARAÎTRE



L'Histoire de l'évolution des rues et des édifices de Paris depuis deux siècles.

200 pages
241 photos.
format 24 x 35 cm

Editions SEESAM / RCI - 37, avenue des Ternes 75017 PARIS

"Superbe ouvrage" Michel del Castillo prix Renaudot 1981

Bilingue édition

هكذا من الأجل

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

L'insolence, parlons-en !

(Suite de la page 11.)

LES jeunes droitiers de naissance qu'on pense ainsi courtiser doivent savoir que telle n'était pas l'opinion de Nimier. L'auteur des *Epées* mettait au contraire de la fierté, un point d'élegance, à se rester fidèle, presque autant que Hecquet, admiré à ce titre. C'est ce qu'a bien saisi Marc Dambre, dans sa biographie. Les soi-disant héritiers n'ont rien su voir d'autre, dans son travail immense, que sa longueur appliquée. Comme si le raccourci clignant avait été son propos ! Encore une marque de célébration à contre-temps ! Si Nimier écrivait bref, il ne pensait pas court ; nuance. En croyant l'imiter, on fait insulte à une profondeur que Dambre aide à percevoir en l'écluciant. Un même soin s'observe dans l'essai d'Olivier Frébourg, qui n'abuse pas du mimétisme propre aux essais ni de l'autoproclamation d'irrespect, et qui pointe bien les constances idéologiques de Nimier, maintenues sur plus de vingt années pourtant riches en occasions légitimes de se déjouer (1).

Nimier est monarchiste. Faire semblant d'espérer ce qui n'advient pas, c'est façon, pour lui, de détester ce qui est. Avec Maurras, il vomit la République, cette « gueuse ». Par chance, il n'a pas l'âge de se fourvoyer pendant l'Occupation avec les aînés comme Drieu, dont il va partager après coup les dégoûts initiaux et l'envie de chefs bien virils.

S'il prend la tête de leur réhabilitation, vers 1950, on vous dira que c'est au nom du talent, mais rien n'empêche d'y voir un réflexe d'orphelin de père, volant au secours d'oncles mal inspirés. Morand, Céline, Chardonne, Jouhandeau, Fraigneau, Aymé, n'avaient pas le monopole du génie littéraire. Ils avaient d'abord pour eux, et en commun, de s'être gourés dans les grandes largeurs.

MAURIAC, lui, avait mieux senti où serait l'honneur. La Providence a voulu qu'il en touche les dividendes comme de tous ses choix les moins calculés. C'est ce que la droite, sa famille d'origine, lui a le moins pardonné. Avoir choisi contre Franco, pour de Gaulle, bientôt pour les feignasses, lui le grand bourgeois bordelais plus nourri de Maurras que de Sangnier, et cela tout en collectionnant les médailles et en renouvelant son public, c'était trop d'insolence. Les hussards lui ont fait payer d'avoir évolué et réussi hors la tribu. Encore une fois, rienement et revirement n'étaient pas devenus, alors, des valeurs de droite.

La pertinence fort peu impertinente de Nimier se constate dans l'affaire dite des « 121 ». Dernière Sartre et Beauvoir, des intellectuels de gauche ont pétitionné, en 1980, pour que conscripts et rappelés puissent ne pas faire aux Algériens une guerre jugée injuste et sale. La droite répliqua aussitôt par un contre-manifeste. Non seulement elle condamne l'appel à l'insoumission, avec le droit pour elle, et la logique, le nationalisme ne pouvant être encouragé chez les autres et à ce point barbouillé chez soi ; mais elle réclame le châtiment des coupables et ne dit mot de la censure officielle qui s'abat sur eux. La voilà très à l'aise, tout d'un coup, dans le rôle de procureur qu'elle avait tant reproché aux résistants épurateurs, quinze ans plus tôt, envers les collabos. Aux yeux des signataires, le soulèvement de 1954 est l'affaire d'une poignée de fanatiques ambitieux, armés par l'étranger...

Le maréchal Juin signe, Michel de Saint-Pierre et Jules Romains suivent. Normal. Mais qui voit-on mêler sa voix au concert tricolore et censeur ? Nimier. La fait n'étonnera que ceux pour qui ses conduites seraient dictées par le sens du rebrousse-poil et du pied de nez. Ce jour-là, l'insolence était bel et bien en face, chez Clara Malraux renvoyant à son ex-mari l'anticolonialisme qui les avait naguère réunis, chez tous les

écrivains et comédiens proprement bâillonés, aux applaudissements de hussards changés en donneuses.

TOUT était en place pour une nouvelle affaire Dreyfus. Les mêmes frontières, qu'on dirait éternelles, se dessinaient. D'un côté ; les universalistes de progrès pour qui l'Occident gagne en acceptant de perdre au nom des principes ; de l'autre : les fiers-à-bras du pré carré pour qui l'Occident se perd en refusant de gagner sur le terrain. A traiter les fellouzes comme de vrais hommes, des égaux de Jouhandeau et de Paul Morand, on allait droit à une racée militaire de plus. C'est ce que ne pouvait supporter le mousquetaire Nimier, collectionneur de récits napoléoniens et de soldats de plomb. Olivier Frébourg a mieux souligné cette permanence que Marc Dambre, trop discret sur le contre-manifeste de 1980, comme s'il en était encombré.

Une parfaite logique conduisait le rebelle Nimier à chasser le rebelle : la même logique qui poussa le très apolitique Marcel Aymé... à signer pour Mussolini, en 1935, contre le Négus et ses « quelques tribus sauvages ». Les anarchistes de droite sont toujours plus prévisibles qu'ils ne l'espèrent.

Au vrai, le drama algérien dérangeait Nimier en l'obligeant à rallier son camp, lui qui ne s'en reconnaissait pas d'autre que celui de la jouissance débauchée. La politique n'avait qu'une fonction à ses yeux : le laisser libre de se distinguer de la France de la 4 CV et de la Sécu, et de tromper le tragique humain avec les rugissements de Léon Daudet ou d'une huit cylindres en ligne. Pourvu, pourvu ! La civilisation, quoi !

Sur le fond des choses, Jacques Laurent avait raison, dès 1956 — voir les *Années 50* — d'observer, avec Mauriac, à qui le faient, hormis les colonies et de Gaulle, tant de sensibilités communes, que le *Figaro* et l'*Express* défendaient les mêmes intérêts de classe. Depuis lors, les pourfendeurs du capital des années 70 sont devenus ses serveurs les plus pressés et empressés. La comédie continue.

LAISSONS à d'autres l'inconvenance — à ne pas conforter, elle ne plus, avec l'insolence — de décider vers où pencherait Nimier à l'heure des commémorations où les nouveaux chouans, forts de leur puissance financière et médiatique — toujours elle — éclipse la célébration des droits de l'homme.

Sa sympathie pour les perdants, si étroitement liée à l'honneur de perdre, et qui le porta au secours des collabos, je doute qu'elle le conduirait aujourd'hui vers un communisme auquel il vouait une exécution sans faille. D'autres extrémismes lui iraient mieux au teint. L'important serait que leur avenir soit barré. Son oncle le plus fascinant, Céline, n'était-ce pas déjà les défaits dépenaillés de 1945 qu'il envisageait quand il emboîtait le pas de l'ois aux Allemands victorieux de 1940 ? N'était-ce pas leur débacle qu'il guettait, non comme une revanche des idées, mais comme un aliment nouveau pour sa vieille manie du désastre ? Si l'auteur du *Hussard bleu* signe avec les nostalgiques de l'Empire, n'est-ce pas qu'il les sait déjà vaincus ?

Nimier n'était pas insolent, mais désolé et pince sans rire. On peut l'être à plusieurs et pour des raisons contraires. C'est ainsi, je crois, que nous fûmes amis.

* LA TÊTE DANS LE PLAT, de Stephen Hecquet, La Table ronde, 322 p., 140 F.

* LES ANNÉES 50, de Jacques Laurent, La Manufacture, 236 p., 110 F.

(1) Roger Nimier, hussard du demi-siècle, de Marc Dambre, et Roger Nimier, trafiquant l'insolence, d'Olivier Frébourg, (« Le Monde des Livres » du 12 mai.)

● RELIGIONS

Un grand commis de l'Eglise

Une biographie du cardinal Villot, qui fut le secrétaire d'Etat de trois papes.

LE cardinal Jean Villot fut, du 2 mai 1969 au 9 mars 1979, date de sa mort, secrétaire d'Etat du Saint-Siège sous trois papes : Paul VI, qui le retira au printemps 1967 du siège de Lyon pour l'appeler au Vatican comme préfet de la Congrégation pour le clergé, puis en fit, deux ans plus tard, son premier collaborateur ; Jean-Paul I^{er}, qui le confirma ; puis Jean-Paul II, qui le maintint à ce poste avant de décider d'un choix définitif. Dix années, donc, à mettre en pratique les décisions du concile Vatican II, à aménager les changements de structure, à coopérer à la politique de l'Eglise.

Coopérer ou diriger ? C'est l'une des questions que ne résoud pas complètement l'ouvrage du Père Antoine Wenger. Religieux de l'Assomption, le Père Wenger fut rédacteur en chef de la *Croix*, conseiller ecclésiastique de l'ambassade de France près le Saint-Siège, en même temps qu'historien et spécialiste de la théologie orthodoxe. De longues années, il recruta les confidences du cardinal Villot, dont, dix ans après la mort, il publie ici de larges extraits.

Dans une préface, René Rémond en fait à la fois un témoignage de l'auteur et « une sorte de journal » du cardinal Villot. Le terme ne convainc pas absolument, car ces pages ne couvrent évidemment qu'une part des préoccupations du cardinal Villot, diffractées par le prisme du Père

Wenger. Comme Jean Guittion avait beaucoup « guittionisé Paul VI », en publiant ses dialogues avec lui, l'auteur, ici, a beaucoup « wengerisé » le cardinal Villot.

C'est la chronique d'un règne pontifical, d'une action de politique ecclésiastique, d'une amitié confiante aussi, et à tous ces titres, elle apporte d'importants matériaux, mais aussi partiels, à l'histoire du pontificat. Le Père Antoine Wenger a été un acteur des événements, dans l'appareil de l'Eglise et dans celui de la diplomatie française. Sur ces chapitres, il garde le secret ou la réserve. On bien, il gomme très fortement les contours et réduit des situations connues ou pressenties à des allusions tout juste décriptables par ceux qui vécut cette période.

Tout le chapitre des pouvoirs réels du cardinal Villot auprès d'un pape qui aménageait, sans les abandonner, les procédés de gouvernement dont il avait souffert sous Pie XII est esquissé au pointillé. Le Père Wenger contourne trop de passages difficiles.

En revanche, il ne dissimule rien de la politique d'information pratiquée par le cardinal Villot, qui, en sa qualité de secrétaire du concile, l'avait autorisé à assister aux séances. Le Père Wenger ne serait pas le seul à attester du soin que portait le secrétaire d'Etat à mettre en œuvre une politique

d'information. Mais il fut le seul chroniqueur à participer totalement à l'événement. Ainsi, la *Croix* put donner du concile des comptes rendus très proches des faits, sans qu'on pût les dire pleinement « autorisés », dans la mesure même où ils restaient attribués à des journalistes. Le Père Wenger donne maints exemples de textes rédigés par le cardinal Villot en personne à l'intention de la *Croix*. L'homme d'Eglise, sans même s'en rendre compte, place le journaliste catholique dans une position intenable : au nom du « bien de l'Eglise », de « la prudence », de « la charité », il lui suggère une autocensure, un habillage, des faits, parfois incompatibles avec ce qu'on nomme « le devoir d'Etat » professionnel, dans la même langue de bois.

« Déromanisation » à la française

La documentation apportée par le Père Wenger présente le grand mérite d'ouvrir le dossier du fonctionnement d'un pontificat que l'évolution ultérieure tend à masquer. Les tâtonnements sur l'accroissement du pouvoir des évêques, l'assomplissement de la tutelle du siège de Rome, l'internationalisation de la Curie, le relâchement des liens entre l'Italie et le Vatican, relèvent de l'action du cardinal Villot. Entre Paul VI et Mgr Benelli, collaborateur intime et omniprésent du pape, les cardinaux Villot et Gar-

rone avaient été choisis pour agir sans égards aux traditions ni aux relations humaines... lorsque les ruptures devenaient nécessaires.

Le cardinal Villot le fit avec une efficacité peu coutumière au Vatican. La « déromanisation », à la française, l'« élargissement du Tibre », pour reprendre une formule de Jean XXIII, furent brutaux. Le cardinal paracheva ainsi la mise en place des accords du Latran, en insistant sur l'indispensable autonomie de la conférence épiscopale italienne. Il prit en charge le dossier de la révision du concordat avec l'Italie. Mais simultanément, assez réservé sur la valeur moyenne des évêques nationaux, il en revint à des conceptions plus centralisatrices dans les relations des évêques et du Saint-Siège, en ce qui concernait le seul domaine ecclésiastique.

Dans sa pratique de gouvernement, par choix et par sa situation d'étranger aux relations anciennes entre Paul VI et ses collaborateurs italiens, le cardinal Villot fut un homme seul. Méconnu, peut-être déjà oublié, mais le Père Wenger a fourni de précieuses orientations de départ pour que ce secrétaire d'Etat et le pontife, dont il couvrit toujours l'autorité, sortent enfin de l'hagiographie et soient donnés aux historiens.

JACQUES NOBÉCOURT.

* LE CARDINAL VILLOT, d'Antoine Wenger, préface de René Rémond, Desclée de Brouwer, 381 p., 148 F.

Robert SABATIER



La célèbre série
“Les allumettes suédoises”
enfin complète dans

Le
LIVRE
de
POCHE

avec

“David et Olivier”



LITTÉRATURE FRANÇAISE

Diane de Marguerite
et l'alphabet de Chartres

Il y a des villes où l'on se perd et d'autres où l'on se trouve. Il y a des œuvres littéraires qui éloignent le lecteur de lui-même et d'autres qui l'amènent à se découvrir. Diane de Marguerite, dont on connaît la passion pour la littérature anglaise, a décidé de lire une ville. Elle lit Chartres. Et pour lire une ville, il faut d'abord y composer un alphabet.

C'est donc sous la forme d'un abécédaire que son essai se présente. Mais ce dictionnaire ordonné d'une ville n'obéit pas à la froide discipline de la raison : on dirait plutôt qu'il s'alarme par l'imensité du charme qu'exerce sur elle Chartres, Diane de Marguerite tente d'y imposer la calme nocturne de l'analyse onirique.

Les thèmes récurrents sont si forts qu'ils ne méritent pas d'être dans cette petite encyclopédie personnelle : l'androgynie, le souvenir, la statue, les démons, le musée imaginaire, ces motifs parcourent l'essai, mais c'est l'ubiquité, mot-clé du livre, l'ambivalence, la transparence, la renaissance qui servent de système pour ouvrir le trésor de la cathédrale de Chartres.

C'est donc une femme en pierre sur laquelle le livre est tout entier construit : symbole des « forces féminines », symbole de durable transparence, symbole surtout de la ville-cathédrale et de l'androgynie. On pense au mot de Walpole sur *M^{me} de Delfand* : sa faiblesse héroïque. Qu'est-ce que l'« androgynie » comme

l'écrit Diane de Marguerite ? « Chacun de nous n'est-il pas, à chaque moment, celui qui veut s'abstraire et celui qui veut savoir ? »

L'éclat d'un vitrail

Les pierres, mais aussi les vitraux, puis le labyrinthe, les croix, et enfin, au-delà des symboles, la pensée du Moyen Âge, l'école de Chartres et les laïcs d'amour : par d'étonnantes raccourcis, l'auteur réorganise l'ensemble des forces qui ont convergé vers la masse architecturale. Dans l'œuvre de Flaubert, c'est le *Trésor*, dialogue sur le ciel, que les savants médiévaux de Chartres privilégiaient. On ne s'en étonnera pas. La cathédrale n'est-elle pas la question que les hommes posent au ciel sur la structure du monde ?

Ruskin, Proust, le « Japon intérieur » dominent ces rêveries qui, sans être anglophobes, ne sont jamais totalement apaisées. Il ne s'agit pas de contemplation, encore qu'un automate, un cygne, un bouton d'or, l'éclat d'un vitrail inspirent des pages envoiées. Il ne s'agit pas non plus de réflexion esthétique : il s'agit d'une promenade intérieure. « *Vivre en nous le jour repêché* » est, selon Diane de Marguerite, le vrai destin des voyages.

RENÉ DE CECCATTY.

★ LA FEMME EN PIERRE, de Diane de Marguerite, Gallimard, collection « L'Un et l'autre », 138 p., 74 F.

La candeur contre la barbarie

Pascal Lainé conte avec pudeur l'histoire d'une fillette de onze ans et d'un homme « cassé » par le nazisme.

AVEC Elena (1), Pascal Lainé retrouve l'authenticité et la force pudique de la *Dentellière*. En adoptant un style laconique qui exclut tout pathétique, il analyse d'abord l'état mental d'un homme qui, rescapé de la terreur nazie, arrive à Genève au printemps 1942. Venu de l'enfer du monde où des hommes « ont poussé le mal jusqu'à l'irréel », Jakob H. flotte dans « un espace trop vaste ». Chaviré par l'afflux d'une liberté à laquelle il ne parvient pas à donner un sens, pris de vertige devant le moindre projet, il se sent coupable d'être encore en vie. Étranger à lui-même, comme en transit dans sa propre existence, il est dépossédé d'un passé qu'il ne cherche pas à reconstituer : à peine nous apprend-il qu'il est juif et a été avocat à Prague.

Partagé entre la peur et l'émerveillement de sa délivrance, il reste un homme qui « retient son souffle ». Le seul droit qu'il réclame, lui qu'on a « chassé trop loin », c'est de demeurer invisible et d'avoir le privilège des morts : ne répondre de rien. Les épreuves qu'il a subies ont aboli en lui les règles et les conventions et l'ont rendu indifférent à la loi commune.

Ce pli de déréalisation, cette irresponsabilité consentie, ce délaçage de toute référence morale ou sociale l'amènent à se



Pascal Lainé.

laisser séduire par une fillette, Elena : la petite ballerine qu'il regarde danser dans l'école de Sonia Alexandrovna, l'une des exilées russes dont il partage la maison-refuge, lui paraît tournée vers la lumière et « innocente de la laideur du monde ». Pascal Lainé montre bien comment l'attention voluptueuse que Jakob H. porte aux mouvements d'Elena, dont il se rapproche en devenant l'amant de sa mère, l'Italienne, se transforme peu à peu en amour. « *J'aimais Elena, dit-il, non pas en dépit de son âge, mais parce qu'elle n'avait que onze ans et qu'elle était aussi neuve que moi, aussi étrangère au monde adulte et réel.* »

Sans complaisance et sans s'égaler dans les méandres de la justification, Pascal Lainé expose des faits bruts. Aussi tout nous paraît naturel lorsque, dans l'eau du ruisseau de montagne où ils se baignent, la fillette ondule contre Jakob. Il s'abandonne à son « vertigineux caprice », succombe à cette « délicate débâcle de la volonté » que la fillette dénonce avec une imprudence éblouissante, les déportant l'un et l'autre vers le « sentiment doucereux de l'irréparable », à l'orée d'un plaisir d'autant plus intense et frais qu'il ne trouve pas de mots pour s'exprimer.

Mais parce que, habitué à tout perdre, il sait qu'il devra rendre

tôt ou tard l'unique bien que l'existence lui apporte, Jakob H. préfère laisser la vie lui reprendre Elena : il sombre dans la maladie qui, en le ramenant vers un état de dépression mentale, une candeur amnésique, lui permet de rester un être sans définition.

Le romancier est là, cependant, pour empêcher le temps d'accomplir son œuvre d'ensevelissement nocturne. Il part à la recherche d'Elena G. et la retrouve dans le salon d'un hôtel de Genève. Il transmet un message de fidélité de Jakob H. à la femme solitaire et sans âge qui garde, intact, le souvenir d'une relation comme « surnaturelle ». L'écrivain a l'humilité de n'être qu'un porte-parole. Grâce à sa rigueur feutrée, à la volonté de s'effacer derrière son propre récit, comme s'il avait voulu devenir à son tour invisible, Pascal Lainé rend avec Elena un très bel hommage à tous ceux qui, en dépit des guerres et de la barbarie, ont réussi, par leur seule pureté, à vaincre fugitivement la tristesse du monde.

JEAN-NOËL PANCRAZI.

★ ELENA, de Pascal Lainé, Le Pré aux clercs, 220 p., 92 F.

(1) Il s'agit d'une nouvelle version du roman paru sous le titre *Le monde est un mensonge*, Elena, que Pascal Lainé avait publié en 1987 aux éditions Le Pré aux clercs, sous le pseudonyme de Milan Reicha (Le Monde du 20 mars 1987).

Le réalisme-fiction
de Bernard Alliot

Dans le deuxième livre de Bernard Alliot, *Délit de fuite*, il y a de la fin du monde dans l'air.

par Alphonse Boudard

QU'ON ne s'y trompe pas, le bouquin de Bernard Alliot n'est pas une fille facile. Ne vous imaginez surtout pas que vous allez vous glisser entre ses pages comme un vacancier sur le sable du Club Med. Reprenez-vous-y à deux fois.

Ce qui me frappe dans ce roman, c'est qu'on a d'abord envie de glousser sur l'imagination de l'auteur... Ouais. Imagination non slip ! C'est lucidité, qu'il faut dire, lucidité folle, réalisme-fiction, avenir intérieur d'une situation bien concrète.

Votre univers quotidien, le nôtre, est devenu une sorte de nuit compacte où chacun se moque du tiers comme du quart-monde, où on bascule d'une catastrophe dans une apocalypse. Et puis, tout d'un coup, on dérape sur une églie. On croit qu'on va se retrouver dans une piscine d'huile de vidange, mais cette hypothèse abominable pêche encore par un calamiteux optimisme.

Dans le monde de Bernard Alliot, le travail est devenu rare. Le chèque provisionné encore bien davantage. En revanche, la calamité est pour rien. C'est pas « l'aventure » qui est « au coin de la rue », comme dans la chanson de naguère. C'est la mort la plus sale, mais on a encore l'impression qu'elle est tout de même moins déguillassée que la vie, la mort ! Délire de fuite.

Je ne dis pas ça pour vous décourager.

Imaginez que les chômeurs ne se comptent plus, que désormais, sauf pour ceux qui peuvent payer, l'ultime ressource est simplement de piller les supermarchés qui restent... Comme l'autre mois en somme en... c'était pas en Argentine par hasard ?

Ca fait des heurts, comme de bien entendu. Des malentendus foireux. Des conflits avec les organisés, les statutaires, les militants, les nantis, les miliciens « antiparasitaires sociaux ». Et tout ça dans le noir, comme j'ai dit. Un trou

plein de nuit, de hurlements et de cadavres en mauvais état. Quand une lueur apparaît comme par hasard, on découvre de la ferraille en vrac, des bagnoles cassées, des gueules *idem* et des cuisses de filles qui gigotent vers la lune, toute idée de culotte mise à part.

D'où vient que la lecture du bouquin de Bernard Alliot semble évoquer une partie importante de l'avenir ? Qu'il faut quelque peu les foies ? Qu'il laisse rêver ? De la lecture préalable des quotidiens peut-être... Allez savoir ! Toujours est-il qu'il y a de la fin du monde dans l'air. Vous en prenez ce que vous voudrez.

« Tous les hommes mentent »

« Tous les hommes mentent », dit un des narrateurs de ce bouquin, Bernard Alliot, j'en ai la conviction, ne ment pas, lui. C'est assez rare pour qu'on le mentionne. Dans son monde où le chômeur est élevé à la hauteur d'une inquiétante institution, les gens n'ont plus rien à perdre. Voilà l'essentiel. Rien... Et dès lors...

Comment il a construit son rêve, Bernard Alliot ? Ça, j'en sais rien. Peut-être qu'il a noté que le monde est devenu tout petit et bien qu'il y ait beaucoup de choses qu'on ignore, qu'on nous filtre, qu'on nous bricole, qu'on nous choisit et qu'on nous désinforme, on finit par savoir que la Chine, Ouagadougou, le Cameroun, le Tibet, le Liban... pour ne citer que ça, et tutti lieux-dits, c'est juste la porte à côté. Que le mur mitoyen va nous couler sur la gueule, écraser nos bibelots, notre pot de chambre, notre épéche-légume... précautionneux, le vibromasseur de madame... la téléchargeuse comme on dit.

Une autre chose, toute apocalypse considérée, c'est que le bouquin d'Alliot est bigrement ambitieux côté langage. Des fois, l'adjectif fourmille, l'argot de la

rue émerge... loupette... gambettes... tout le paqon quoi. N'oubliez pas que là comme au théâtre, c'est le personnage qui parle. Pas l'auteur. D'un chapitre à l'autre, la langue sautille, se cache derrière l'arbre, revient avec une autre gueule. Chacun parle sa partie et bien davantage encore. Et c'est pour ça aussi que ce livre n'est pas facile, pas évident. En plus que contrairement à la réalité, les gens qu'on y rencontre ressemblent furieusement à quelque chose. C'est pas si commun.

Ambitieux. Oui. J'ai piqué dans ce livre une ou deux phrases qui tiennent bien la cimaise. Noté. Je m'en réservais à l'occasion... Cas de le dire... Tout de même, un petit changement à suggérer. Sur la couverture. Au lieu de « roman », aurait-il pas mieux valu mettre autre chose ? Cauchemar ? Marc de café ? Prévision ? Moi je dirais plus simplement poème... Allez-y voir.

★ DÉLIT DE FUITE, de Bernard Alliot, L'Instant, 184 p., 79 F.

Hugo Marsan
ou le sida au quotidien

Dans la *Vie blessée*, Marsan et ceux qu'il a rencontrés témoignent de cette « maladie du corps intime ».

LA *Vie blessée* n'est pas un livre de sur le sida. Romancier, essayiste, témoin aigü de son temps, Hugo Marsan lui a donné comme sous-titre *L'ère du soupçon* : notre époque, où la jeune génération se voit soudain exilée d'un Eden sensuel que les générations précédentes s'étaient pourtant évertuées à lui conquérir. Il s'adresse à Virginie, une jeune fille de quinze ans, qui, habitant une ville de province jusqu'à la préservation par la maladie, exprime devant lui ses interrogations, ses doutes, sa détresse étouffée.

Elle qui grandissait dans « la paix des sens » et s'appropriait à « fuir la vie » ne comprend pas la nature réelle de la menace qui plane sur elle et ses camarades. Hugo Marsan lui répond avec une franchise calme, pour que la maladie cesse, à ses yeux, d'être abstraite et prenne un visage humain. Car Marsan traite du sida au quotidien. Pour lui, une double condamnation pèse sur ceux qui en sont atteints : l'interdiction d'aimer et celle de com-

munique. Le mérite de son livre est d'abattre les frontières d'angoisse et de silence derrière lesquelles les malades se retranchent comme des bannis.

« Parler de la mort est notre ultime dignité », disent ceux dont il recueille les récits bouleversants de lucidité meurtrie ; Jean-Louis, dont le regard se vide, se sent « quitté » par son corps. Muriel atteint le bout de la nuit parce que son mari la rejette, dans une réflexion de peur et de colère.

La réprobation et la peur

Arnaut G., isolé en plein hiver, dans sa péniche, à Carcassonne, réclame la présence de sa mère. Dans un pavillon de banlieue, Marcel M., un homme de cinquante-quatre ans atteint à la suite d'une transfusion sanguine, s'estime victime d'une « malédiction ». Thierry, Sophie et Bruno s'abritent dans le même lit pour se réchauffer.

Les solitudes d'Inès Cagnati

CETTE vieille femme, qui a depuis longtemps oublié son propre nom, certains l'appellent « la folle ». Les enfants se moquent d'elle et la nomment « pipistrelle ». Mais elle, justement, pense que « ce sont des bêtes intelligentes, les pipistrelles, pas du tout folles », ces petites chauves-souris au cri aigu qui, le soir, viennent avec un bruit valouté se percher par les petites aux poutres des maisons abandonnées. Comme les pipistrelles, les personnages de ces sept nouvelles, tous des solitaires, semblent voués à l'ombre et au silence.

Tous ces récits évoquent, généralement à la première personne, un même monde, celui de paysans venus d'Italie, le plus souvent vu à travers le regard de petites filles : la fatigue, l'incompréhension ou la colère des

parents, l'impudence de l'Institution. Les tâches quotidiennes (garder les vaches, nourrir le cochon) ne excluent pas le plaisir de regarder les libellules et les trèfles d'eau des mares, de jouer avec un chien fugueur — l'indigène — ou de rêver soi-même et de partir loin vers les déserts où passent les Caravanes du sel. La grande angoisse, c'est, comme dans la *Petite Dinde*, le jour du certificat d'études.

La seule nouvelle écrite à la troisième personne raconte, dans tous ses détails, une journée particulière. Le nonno et la nonna (le grand-père et la grand-mère) préparent un repas de fête pour le passage de leurs enfants : une heure attendue pendant un an. Tant d'efforts aboutissent à un peu de contentement et à l'inévitable décep-

tion des *Lézards*. — un titre qui renvoie à un poème de Lorca : « Regardez comme ils sont vieux ! » Hélios ! comme ils pleurent, les vieux lézards ! »

Il y a dans les nouvelles d'Inès Cagnati, comme dans ses romans le *Jour de congé*, *Génie la folle* (1), beaucoup de simplicité et de force, peut-être parce qu'elle fait vivre des personnages qui s'expriment peu par la parole. Avec une émotion contenue, parfois teintée d'humour mélancolique, elle fait ressentir l'espoir et l'attente, la souffrance et le regret.

MONIQUE PÉTILLON.

★ LES PIPISTRELLES, d'Inès Cagnati, Julliard, 174 p., 90 F.

(1) Disponibles en poche (Folio).

D'avantage compagne que témoin de leur douleur, Hugo Marsan, en les écoutant avec un tact constant, les délivre de la pression de leur souffrance jusqu'à la vaincre. Il réclame pour chacun le droit de souffrir sans honte, en plein jour, face à la cécité d'une société qui préfère détourner la tête ou s'abandonner à de dangereuses dérives lorsque la réprobation est envenimée par la peur. « *Maladie du corps intime, le sida accuse les malades du corps social* », écrit-il.

Il s'indigne du comportement de ceux qui en profitent pour ressusciter des valeurs périmées et assouvir leur vieux rêve de nationalisme sans fissures et de moralité sans déviances. Il dénonce aussi la tendance actuelle au « sida-spectacle », cette médiatisation excessive qui confine à la désinformation.

Mais Hugo Marsan ne s'attarde pas à la polémique. *La Vie blessée* se veut un livre d'espérance. Au-delà des façades de l'intolérance, se crée une autre ville où s'immultiplient les réseaux d'aides : les associations désormais bien charpentées, soutenues par le dévouement des médecins et des volontaires attachés à chaque malade. Cet élan d'entraide donne à certains malades le courage de ne pas capituler, de vivre « victorieusement » avec la maladie : ainsi Vincent, qui, trop faible au début pour ouvrir les portes dans son studio de Belleville, est devenu le volontaire d'autres malades. Il puise dans les responsabilités qu'il assume encore une force de combattant.

En montrant la nécessité de la solidarité, de la compassion active, la *Vie blessée*, très bien écrit, conservant de bout en bout un ton juste — conciliant l'objectivité de l'enquête et les faiblesses des témoignages — est indispensable pour la compréhension exacte de la maladie tout en offrant un bel exemple d'humanité.

★ LA VIE BLESSÉE, d'Hugo Marsan, Maren Sell, 268 p., 110 F.

L'HISTOIRE, par Jean-Pierre Rioux

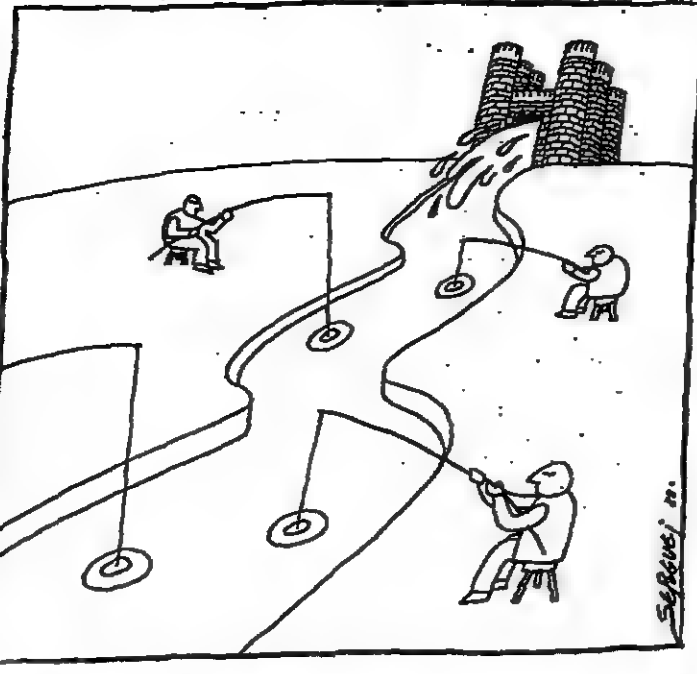
Exportations de 1789

« Le mouvement se propage du centre à la circonférence. Les pères ont vu la révolution de France, les fils verront la révolution d'Europe. » Ainsi prophétisait en 1830 le Victor Hugo des Choses vues. Et avec lui le chœur de tous ces jeunes intellectuels européens que le complot déjoué, la révolution avortée, le messianisme débridé et la violence en herbe avaient jetés sur le pavé parisien, à l'épicentre de l'idée, au cœur du brasier allumé en 1789 et qui devait faire rouger le monde. Car la France, de Waterloo à la Commune, sous deux monarchies constitutionnelles, et un Second Empire, fut aussi cela : la promesse d'une postérité de l'acte fondateur, l'art d'exporter la Révolution. Trois livres de belle sérénité et de juste clarté nous le rappellent, pour que ne s'éteignent pas tout à fait les lampes de la fête du Bicentenaire.

Longtemps, nul n'en douta : le feu reprendrait dans l'Allemagne de l'Aufklärung et de Kant, des bourgeois dynamiques et de l'industrialisation, en un élan jacobin qui cimenterait outre-Rhin la nation et la liberté. Mais la Sainte-Alliance veillait, la Prusse et l'Autriche tenaient la bride bien serrée, et s'évanouit ainsi, au fil des échecs, l'espoir d'une révolution politique en terre germanique. Cette « misère allemande », ces rai-

La révolution esthétique et morale, philosophique et nationale, sera longtemps là-bas la propriété d'un petit nombre, d'une élite intellectuelle, en un élan jacobin qui cimenterait outre-Rhin la nation et la liberté. Mais la Sainte-Alliance veillait, la Prusse et l'Autriche tenaient la bride bien serrée, et s'évanouit ainsi, au fil des échecs, l'espoir d'une révolution politique en terre germanique. Cette « misère allemande », ces rai-

Longtemps, nul n'en douta : le feu reprendrait dans l'Allemagne de l'Aufklärung et de Kant, des bourgeois dynamiques et de l'industrialisation, en un élan jacobin qui cimenterait outre-Rhin la nation et la liberté. Mais la Sainte-Alliance veillait, la Prusse et l'Autriche tenaient la bride bien serrée, et s'évanouit ainsi, au fil des échecs, l'espoir d'une révolution politique en terre germanique. Cette « misère allemande », ces rai-



Hugo, les Michelet et les Quinet, bousculés en 1815 et qui crurent si naïvement que le peuple, souverain depuis la prise de la Bastille, était porteur d'une démocratie « à portée universelle », ils voulaient préserver la Révolution en marche des dérives funestes de la Terreur et de l'Empire, la protéger des agissements des jacobins et des autocrates ; mal leur en prit, car juin 1848 leur révéla que la lutte des classes déjouait tous les projets généreux. Cet argumentaire d'une « défaite » n'est pas le morceau de roi du livre de Catherine Durand, qui se contente de reprendre des analyses bien connues.

Par contre, l'examen du « triomphe » vaut le détour, car l'auteur connaît son monde slave et dambien, ses rives du Pruth et ses confins d'Europe centrale. Le « triomphe », c'est celui des intellectuels russes qui bêtèrent, avec leur populisme, un contre-modèle rural et communautaire qui prit le relais de la liberté en version française. Mieux : c'est un idéalisme révolutionnaire occidental qui fut défilé par le progressisme des steppes lointaines. « Le temps russe est inauguré », dira à peu près Herzen, et le Quinet ? de Tchernychevski, en 1863, ce roman dévoré dans toute l'Europe progressiste, saluait la révolution dans une dramatisation très imaginative du militantisme.

Au passage, Catherine Durand a fort nettement campé les révolutionnaires polonais qui applaudissaient Michelet au Collège de France,

en faisant une place de choix à la petite cohorte étudiante qui rêvait d'une Roumanie émancipée de la Porte. Saviez-vous que Michelet eut des disciples, puis des juges sans tendresse, moldo-valaques, et que les deux plus éminents, les frères Bratianu, répondaient aux deux prénoms de Démètre et Ion ? C'est un peu l'histoire du Peuple et des Légendes démocratiques du Nord que Catherine Durand fait battre au cœur de ces jeunes exilés prometteurs. La thèse de son livre est peut-être un peu forcée, mais quelle furie !

AVEC Tamara Kondratieva, qui enseigne à Paris après avoir soutenu à Moscou une thèse sur Barnave et qui aimerait bien savoir ce que M. Gorbatchev a en tête quand il parle encore de révolution, nous entrons en terrain mieux connu : la comparaison, poussée par les historiens depuis Mathiez, et surtout ruminée par les auteurs russes eux-mêmes, entre bolchevisme et jacobinisme. La référence, pour conventionnelle qu'elle soit, « est absolument légitime », dira Trotski, si obsédé par Thermidor (1). Car les Soviétiques, à la différence des Allemands ou des Polonais, ont bel et bien pris le pouvoir, brisé l'opposition, dissout la Constituante et poussé les feux de leur terreur.

La force du livre de Tamara Kondratieva est de ne pas tomber dans les accusations faciles et de nous faire admettre que l'analogie défilée et la référence explosive à la grande Révolution française furent dès 1917, et tout au long, non seulement un enjeu politique entre les factions du parti mais quasiment un outil de gouvernement. Un excellent chapitre sur la NEP, définie par Lénine comme un processus d'« auto-thermidorisation », nous en convainc tout à fait, avant que le triomphe, après son arrêt, Bonaparte-Staline et que Trotski vaincu ne s'interroge, jusqu'à en mourir, sur les mystères jacobins de l'Etat soviétique « dévoyé ».

Il faut savoir, bien entendu, que l'historiographie stalinisée a nettoyé depuis lors la révolution d'Octobre de ses séqueles « petites-bourgeoises » et l'a posée en événement fondateur « scientifiquement établi ». Et qu'aujourd'hui les historiens de la glasnost ont fort à faire pour recoudre toute cette science. Mais le livre de Tamara Kondratieva aura eu l'immense mérite de rendre visible « la formation constituante de l'imaginaire dans le réel soviétique d'après 1917 ». A nous tous de relire donc 1789 a posteriori. Sans jamais oublier l'avertissement de Quinet en 1845 : « Nous cherchons une cité meilleure, aussitôt une autre Byzance s'élève avec ses sophismes, et nous encoûte de ses murailles de mensonges. »

★ LE RENARD ET LES RAISINS. La Révolution française et les intellectuels allemands (1789-1845), de Lucien Calvié, E.D.I., 190 p., 80 F.

★ RÉVOLUTION A LA FRANÇAISE OU A LA RUSSE. Polonais, Roumains et Russes au dix-neuvième siècle, de Catherine Durand, P.U.F., 346 p., 165 F.

★ BOLCHEVISMES ET JACOBIENNES. Itinéraire des analogies, de Tamara Kondratieva, Payot, 310 p., 160 F.

(1) Jacques Califone consacre à la question de Thermidor dans la pensée politique de Trotski un article très documenté dans les Cahiers Léon Trotski, n° 37, mars 1989.

La provocation du baroque

(Suite de la page 11.)

Si le corps peut être exalté en tant qu'objet d'émotionnement, preuve d'une architecture du monde opposable à l'argumentation athéiste, il est aussi associé à l'immense et à la fange, à ce qui est la cause des tourments. Il provoque l'horreur des entrailles, où est « immergé dans la saleté » le « corps de l'agneau sans tache », au moment de la sainte communion. Il entretient la peur de la cuisine infernale où les damnés sont condamnés à la torture des sens qui se meuvent en bourreaux, à la pourriture et au feu. Une anatomie négative s'impose ainsi à l'autre ; et toutes deux se trouvent dépassées dans l'image d'un Christ devenu l'animalité du pécheur.

Le lait nourricier et le fromage maudit

A l'âge baroque, note Camporesi, anatomie et antipathie sont des « points de référence mentale et culturelle ». Elles engendrent des analogies, des métaphores, des images, des jeux de correspondance multiples. Elles triomphent dans « la symbolique et le réel, dans le figuratif, le poétique et l'érotique ». C'est avec les mêmes effets, où le corps reste fortement impliqué, que l'excursion anthropologique envisage les nourritures et les usages de table. Tout s'y saisit en contrastes, accords et désaccords.

Au commencement, il y a le lait. Un liquide nourricier primordial, moins déconcertant par son association au sperme et au sang que par ses transformations. Le mystérieux caillé devient protéiforme, manifestation d'un travail caché qui produira le fromage, un processus assimilé à la formation de la chair humaine. Mais la fermentation, l'odeur, le ver rougeur, la dégradation putrescente font du fromage un maudit. Il est allié à l'excrément dans une relation d'équivalence, il fait du ventre une pépinière de vers.

Par lui est tracée la frontière entre la civilisation et la barbarie ; il est considéré comme une nourriture malfaisante et grossière dont se satisfont les peuples mimaux et nomades, les grossiers

et les scatophages. Par lui se révèle la « bivalence primordiale » entre l'humanité et la bestialité, entre le pur et l'immondice, entre le haut et le bas. C'est un langage polymorphe en même temps qu'un condensé de l'art rustique. C'est l'un des hiéroglyphes par lesquels s'opposent malfaisance et béatitude.

Ce dernier état que les saints recherchent par le jeûne et l'abstinence, par l'efficacité d'une cuisine à l'envers où le rejet de la nourriture accompagne la punition. Tous les degrés d'une conduite alimentaire qui se veut conduite de vie : depuis les batailles livrées au corps afin d'être un « athlète du Christ » jusqu'aux règles conventuelles conduisant souvent à fuir l'animalité et aux prescriptions des promoteurs de cités idéales, jusqu'à la définition d'une nutrition sage alliant la santé au salut. Tout un monde où l'imaginaire se nourrit de l'ambiguïté, de l'incertitude née du jeu confus de la vie humaine, du passage aux extrêmes. Un monde où les « douces invites des sens » ne sont pas abolies, mais où les sens ouvrent les portes du péché, où la maladie reste l'instrument d'un christianisme héroïque et où l'hostie signifie la transfiguration de la chair.

« Les nourritures macabres »

En contrepoint à l'art des villas et jardins où le baroque introduit une nouvelle discipline, Camporesi montre comment se manifeste une véritable « théologie végétale ». L'arbre et le fruit en sont les prétextes, celui-ci surtout. La pomme devient ainsi un fruit à la fois sacré et profane, un concentré d'ambivalences. Elle évoque l'Eden primitif, les temps où elle symbolisait la sainteté. Mais elle reste aussi associée à la femme, à son corps et à la volupté, au péché. L'imaginaire de la faute et de la mort, ces obsessions de la conscience baroque, efface la succulence par la putrescence ; les fruits se dégradent alors en « funèbres nourritures macabres ». La nature est révélée experte en trompe-l'œil, en leurre et pièges fatals.

L'islam et la Révolution française

Alexandre Jevakhoff raconte Atatürk.

par Maurice Faure

DANS l'immense concert que suscite le Bicentenaire de la Révolution française, un thème est resté trop discret : l'influence de la Révolution française dans les pays musulmans. Je crois que nous ne devrions pas laisser passer 1989 sans nous attarder quelque peu sur le sujet. La récente biographie que consacre Alexandre Jevakhoff à Kemal Atatürk constitue une excellente occasion de le faire.

En France, la vie et l'œuvre du fondateur de la République turque étaient principalement connues par le livre de Benoist-Méchin. Écrit il y a trente-cinq ans dans les conditions que l'on sait, il nous avait tous séduits par son style et par l'inegalable penchant de Benoist-Méchin pour l'épopée, au détriment, le cas échéant, de l'analyse historique rigoureuse. Le livre d'Alexandre Jevakhoff n'encourt pas ce risque. Alimenté aux meilleures sources, il réussit à dépeindre avec un égal bonheur l'homme privé et l'homme public. L'homme privé est un étonnant mélange qu'aurait pu imaginer Hermann Hesse ou Arthur Schnitzler, à condition de le transplanter en Anatolie. Quant à l'homme public, et j'en reviens à mon propos initial, il apparaît comme un digne fils de la Révolution française : admirateur du siècle des Lumières, sauf de Rousseau, qu'il traitait de fou ; amoureux passionné de la République ; partisan acharné de l'Etat-nation. L'admiration que lui vouait Edouard Herriot n'étonnera personne : aux mots près, le créateur de la Turquie moderne consacra à l'éducation et au laïcisme la même conviction que Jules Ferry et ses disciples.

Comme l'explique Alexandre Jevakhoff, l'exemple de Kemal Atatürk suscita de nombreuses vocations. La plus connue est celle du chah de Perse. Mais, d'une manière ou d'une autre, le roi d'Afghanistan Amanullah, les anciens présidents Bourguiba et el Sadate, les premiers nationalistes algériens Messali Hadj et Ferhat Abbas, et tant d'autres encore, utilisèrent la révolution kémaliste comme le levain de leur action.

Cinquante ans après la mort d'Atatürk, les choses ont bien changé. Le modèle kémaliste, c'est-à-dire cette volonté d'imposer à une société économiquement et socialement différente de celle de l'Europe un modèle construit sur la raison, le progrès, l'Etat-nation, bref sur des valeurs qui, à tort ou à raison, sont attribuées communément à la Révolution française, est évidemment en difficulté. Sans s'appesantir sur les situations algébriques ou iraniennes, on constate une contestation de ce modèle, plus ou moins intense mais toujours réelle, dans tous les pays de l'« école kémaliste ». En Turquie même, la lutte est patente entre ses adversaires et ses partisans.

Je n'aurais pas la prétention de chercher à expliquer en quelques lignes les causes de cette évolution. Après avoir constaté que tous ces pays sont en terre musulmane, il est bien sûr tentant de tout expliquer par ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler la résurgence de l'islam. Cela étant dit, qu'a-t-on démontré ? Car s'il y a effectivement « résurgence de l'islam », est-ce une revanche de la religion contre les valeurs séculières chères à la Révolution française, est-ce une contre-attaque de l'Asie contre l'Europe, ou bien est-ce un rejet de cette prétention occidentale à tout organiser et à tout moderniser par la technique et le fait économique ? A l'évidence, la vérité est multiple, et une réponse simpliste aurait toutes les chances de se montrer erronée.

Une seule chose est sûre. Les valeurs que nous a apportées la Révolution française ne suscitent plus le même intérêt qu'à l'époque d'Atatürk. Pour autant, essayons de ne pas oublier que, il y a quelques décennies à peine, elles servaient d'exemple à de grands réformateurs dans les pays musulmans, même si, aujourd'hui, leurs successeurs trouvent ailleurs leur inspiration.

★ KEMAL ATATURK, LES CHEMINS DE L'OCCIDENT, d'Alexandre Jevakhoff, Tallandier, 490 p., 145 F.

MICHEL SERRES ET RENÉ GIRARD
CHEZ GRASSET

Les cinq sens
Prix Médias de l'essai

Feux et signaux de brume. Zola

Genèse

Le Parasite

Rome. La livre des fondations

MICHEL SERRES

La route antique des hommes pervers

Le Bouc émissaire

Des choses cachées depuis la fondation du monde

Mensonge romantique et Vérité romanesque

La Violence et le Sacré

RENÉ GIRARD

A APOSTROPHES LE 21 JUILLET

GRASSET

SCIENCES

Les maîtres du savoir
et l'irrationnel

COMMENT atténuer l'oscillation entre le savoir et la peur qui caractérise la modernité ? Après un certain nombre d'autres auteurs qui ont tenté d'analyser les risques du progrès, voire les démons de la technique et en tout cas ses rapports avec l'éthique, Denis Duclos se lance à son tour sur ce chemin fréquenté. Il apporte un éclairage nouveau dans la mesure où il interroge tous les acteurs de la pièce qui se joue sous nos yeux : les savants et les techniciens, mais aussi les industriels, les administrateurs, les journalistes, les syndicalistes et les écologistes.

Un double danger apparaît d'entrée de jeu aux yeux de notre auteur du fait de l'exploitation de l'irrationnel dans le système de la technoscience, qui pousse à dramatiser ce qui n'a pas lieu de l'être et à ne pas voir d'autres menaces réelles. Combien de fois aussi les problèmes moraux sont-ils rejetés sur un bouc émissaire : nucléaristes se sentant menacés par les écologistes, aviateurs se voyant l'objet d'un complot visant l'incident technique sur un nouvel appareil, constructeurs d'autos se voyant la concurrence derrière le militant pour la voiture propre, etc.

Un pessimisme critique
« envahissant »

Or, l'acteur de la technoscience n'est pas séparable de la société d'échange et de division du travail dans laquelle il vit. C'est donc dans ce contexte culturel global qu'il faut chercher la clé de « la tendance à désunir objectivité et morale, technicité et fiabilité humaine ». D'où le parcours très complet de Denis Duclos. Pour lui, les chercheurs pris dans les enjeux humains soulèvent la question fondamentale : « Jusqu'où la société peut-elle résister au dépassement des distinctions entre nature et humanité vers lequel la science nous pousse toujours plus avant ? »

Les ingénieurs, les techniciens, eux, affrontent directement le risque, d'où la recherche d'une discipline farouche. Mais, estime notre auteur, elle doit à son tour être contrôlée par des cadres sociaux plus amples si l'on veut éviter une dérive vers l'autoritarisme et le secret.

Le risque est une affaire d'État, mais l'internationalisation des nuisances met en difficulté la notion même de régulation étatique et pourrait être un facteur supplémentaire « de passage à des formes d'engagement propre des communautés professionnelles ou civiles transnationales anticipant les contraintes légales insistantes parce qu'elles contraignent le principe de souveraineté ».

Du côté des patrons et des travailleurs, on perçoit le goût

partagé pour placer la production matérielle hors d'atteinte du reste du monde social. La « culture d'entreprise » se transforme en culte de l'entreprise qui ne pourrait nuire à la société que par une sorte de fatalité, échappant par définition à tous les contrôles de sécurité.

Quant aux médias, Denis Duclos leur reproche de trop jouer sur toute la gamme du sentiment public « allant de l'intense effroi à la scientologie extrême ». Souvent, constate-t-il, on se livre au début d'une affaire d'accident technologique à un pessimisme critique envahissant, puis, lorsque des explications sont données par des experts, on se laisse aller à un optimisme gestionnaire démolitiste.

Pour lui, « la média se fait plus incompétent qu'il n'est » et il est dommage qu'il ne joue pas un rôle irremplaçable de « contrepoint aux machines à rassurer que sont par fonction les grands organismes techniques ». Là, Denis Duclos a tort de généraliser, car dans les grandes « affaires » comme celles de Tchernobyl, c'est la presse qui, par ses véhémentes protestations, a forcé des « puissances » comme EDF ou le Commissariat à l'énergie atomique à sortir de leurs ronronnements à l'usage d'enfants qui, évidemment, ne pouvaient rien comprendre à ce qui arrivait et à ce qu'ils risquaient.

Les écologistes nous aident à prendre une conscience plus collective du risque, mais ils sont menacés de l'extérieur par la gestion technocratique autoritaire des organes de production qui peuvent être source de dangers pour l'homme et, de l'intérieur, par la dégradation idéologique ou politicienne du message ou sa dérive « catastrophiste ».

Comment échapper au cycle fascination-répulsion pour l'aventure technologique ? Par une meilleure information et un débat civique, « seul lieu où la relativité des axiomes du savoir et des options éthiques peut pleinement s'apprécier ». Denis Duclos rejoint ici les conclusions de Patrick Lagarde qui l'avait précédé dans l'exploration de ce terrain (1). Si cet ouvrage de grande culture (plus de quatre cents notes de références, hélas en fin de livre, comme c'est la mode) avait mieux échappé au style un peu sec du chercheur, il aurait sûrement eu la chance de connaître une plus grande audience, le sujet étant à la fois passionnant et capital.

PIERRE DROUIN.

★ LA PEUR ET LE SAVOIR. La société face à la science, la technique et leurs dangers, de Denis Duclos, éd. La Découverte, 312 p., 140 F.

(1) Le Risque technologique majeur, Pergamon Press, coll. « Futuribles », Paris, 1981.

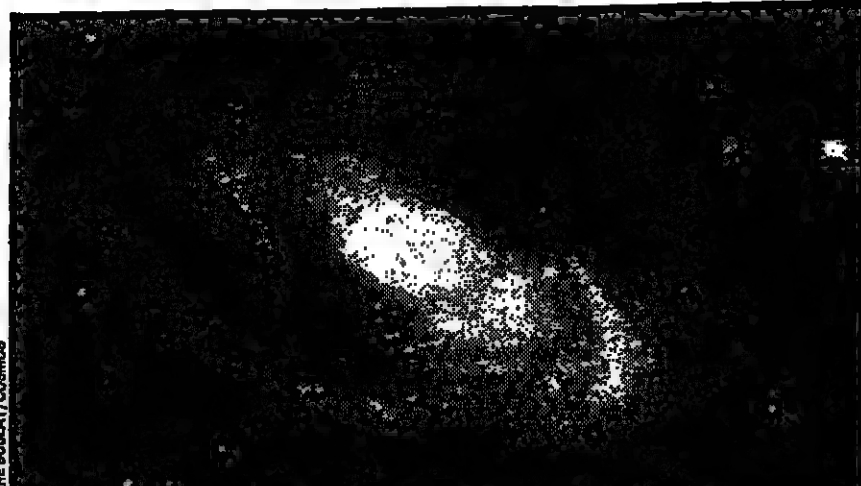
Le poème du cosmos

Les réflexions d'un astrophysicien sur le passé
et l'avenir de l'univers.

LORSQU'ON lui demande pourquoi encore un livre sur la création et l'évolution de l'univers, Trinh Xuan Thuan répond par une piroquette : « Je voulais donner un aperçu des sujets de préoccupation d'un cosmologiste contemporain, afin qu'un public non averti puisse, lui aussi, s'émerveiller devant la beauté de notre univers... ». La cosmologie est à la mode ? Sans doute. La *Mélodie secrète* vient en tout cas à point nommé pour nous rappeler que cette science complexe, en pleine évolution, peut également se rendre accessible aux non-initiés, et les embarquer alors pour le plus beau des voyages.

Originaire d'Hanoï, c'est aux États-Unis que Trinh Xuan Thuan a effectué l'ensemble de ses études universitaires. D'abord au California Institute of Technology, puis à l'université de Princeton, sur la côte est. Docteur en astrophysique, il est, depuis 1976, professeur à l'université de Virginie. C'est là, sur le campus de Charlottesville où se trouve le centre radioastronomique national américain, que Trinh Xuan Thuan poursuit ses recherches. Spécialiste de l'univers « à large échelle », il vient tout juste de terminer, entre deux chapitres de son livre, l'étude de la répartition spatiale d'un échantillon de galaxies.

« La découverte la plus importante de la cosmologie moderne est sans doute la compréhension que l'univers a une histoire, qu'il possède un passé et un futur », confie ce poète du cosmos. Après avoir retracé l'évolution de la vision de l'univers que s'est faite l'homme à travers les âges, après nous avoir présenté les acteurs du scénario du Big Bang (le couple espace-temps, les quatre forces



« La matière lumineuse que l'on voit dans les étoiles et les galaxies ne constitue qu'à peine 1 % de la matière totale qui nous entoure. »

fondamentales, les particules élémentaires et les galaxies), son livre nous emmène dans ce futur dont les astrophysiciens cherchent obstinément à percer les secrets.

Voyage
à destination inconnue

Invitation au voyage à destination inconnue, puisque « la matière lumineuse que l'on voit dans les étoiles et les galaxies ne constitue qu'à peine 1 % de la matière totale qui nous entoure ». Selon la nature et la quantité exacte de cette masse invisible, l'univers se dilatera-t-il indéfiniment pour devenir une immensité froide et noire, ou atteindra-t-il une taille maximale avant de s'effondrer sur lui-même dans une température et une densité infinies ?

Écrit dans un langage dépouillé de jargon scientifique (pour les lecteurs plus familiers avec

l'astrophysique, notes et glossaires sont réunis à la fin de l'ouvrage), la *Mélodie secrète* fourmille d'exemples concrets, d'images de la vie quotidienne.

Du « grand attracteur » de galaxies, dont la masse équivaut à celle de 100 millions de milliards de soleils, aux trous noirs, dont la force d'attraction transformerait un homme en spaghetti, en passant par l'autoroute du Sud pour expliquer la loi de Hubble, les concepts les plus ardues de l'astrophysique deviennent ainsi accessibles et nous entraînent progressivement dans cette odyssée de l'espace.

En fait, Trinh Xuan Thuan écrit le cosmos comme il le parle. Avec la même aisance, la même poésie, il raconte que le Soleil, si on le comprimait jusqu'à un diamètre de quelques kilomètres, deviendrait un trou noir, parce que la gravité serait tellement grande que la lumière ne pourrait plus s'en échapper. Il explique

que, si l'univers est en expansion éternelle, toute l'énergie des étoiles aura disparu dans 1 000 milliards d'années.

Il dit que des feux d'artifice extraordinaires ont dû éclater au tout début de l'univers, lors de la formation de la première génération d'étoiles, mais qu'aucun télescope n'a pu encore remonter suffisamment le temps pour les voir. Il affirme que la vie extraterrestre est très probable (« Je ne vois pas pourquoi nous serions les seuls êtres dans l'univers »), mais que les moyens mis en œuvre pour la révéler sont encore infiniment faibles, comparés à l'immensité de l'espace... Prédiction ? Rêve d'astrophysicien ? Difficile, en tout cas, de résister à l'harmonie de cette mélodie-là.

CATHERINE VINCENT.

★ LA MÉLODIE SECRÈTE, de Trinh Xuan Thuan, Fayard. « Essai de sciences », 390 p., 160 F.

La preuve par la manipulation

Les électrons existent-ils dans la réalité ou ne sont-ils qu'une construction de l'esprit ?
Ian Hacking choisit la thèse du réalisme et la démontre.

DANS *Concevoir et expérimenter*, Ian Hacking dénonce l'emprise traditionnelle qu'exercent les théories sur la philosophie des sciences « orthodoxes » au détriment de l'expérimentation. Si vous voulez comprendre la démarche des sciences « expérimentales », dit en substance Hacking à ses collègues, quittez vos bibliothèques et faites un stage dans un laboratoire. Apprenez, par exemple, à bombarder une goutte de niobium avec des électrons. Un microscopiste, écrit Hacking, a plus de « tours dans son sac » que le plus imaginatif des philosophes qui « réfléchit à la perception dans son fauteuil ».

Grâce à son érudition, l'auteur sait faire apprécier les trésors méconnus d'ingéniosité déployés par les expérimentateurs pour réussir une expérience : pour colorer le noyau d'une cellule sans crever la membrane ou surmonter les aberrations optiques ou chromatiques d'un microscope. Dans la seconde partie du livre (intitulée « Intervenir »), il plaide avec brio pour que soit octroyée à l'expérimentation la dignité intellectuelle qu'elle mérite et que soit reconnue son indépendance vis-à-vis de la démarche théorique.

Mais, lui objectera-t-on, le programme de réhabilitation de l'expérimentation ne présuppose-t-il pas fallacieusement que tous les philosophes des sciences contemporains accordent un privilège rationnaliste aux théories sur l'expérience ? La seule existence de la tradition empiriste, qui a mis en vedette tantôt la vérifiabilité tantôt la réfutabilité des hypothèses scientifiques (par des faits observables), ne suffit-elle pas à discréditer le programme de Hacking ?

Pour deux raisons, la réponse est « non ». Premièrement, un expérimentateur n'a pas pour unique mission de corroborer ou de réfuter une théorie élaborée par

un théoricien. Les muons furent découverts en 1936 par des expérimentalistes. Ils furent d'abord identifiés à tort aux mésons, qui étaient, selon le théoricien Yukawa, le siège des interactions « fortes » qui préservent l'unité de l'atome. Les expérimentalistes ne connaissent pas plus l'hypothèse de Yukawa que les radioastronomes Penzias et Wilson ne cherchaient à corroborer l'hypothèse du Big Bang lorsqu'ils découvrirent en 1965 le rayonnement cosmique.

Le « cynisme
anti-philosophique »

Deuxièmement, expérimenter, ce n'est pas simplement regarder, fût-ce dans un appareil. Outre que l'observation est un don ou un talent, en sciences expérimentales, pour « voir » quelque chose, il faut savoir faire fonctionner l'équipement — télescope ou microscope. Cela ne prouve-t-il pas que l'expérimentation dépend d'une théorie optique ? « Non », répond résolument l'auteur ; pour construire un appareil, on a besoin d'une théorie explicite, mais savoir l'utiliser correctement, c'est posséder une connaissance tacite.

C'est pourquoi Hacking n'a pour la doctrine idéaliste de l'« imprégnation théorique » de l'observation, défendue entre autres par Paul Feyerabend (1), pas plus de sympathie que pour la réduction empiriste de l'expérimentation à l'observation. Il tient à bon droit pour absurde d'assimiler à une théorie scientifique explicite une proposition implicite comme ma croyance ordinaire selon laquelle l'air qui sépare mes yeux de la page sur laquelle j'écris ne déforme pas les lettres que je vois.

La première partie (intitulée « Représenter ») étant consacrée

au réalisme scientifique, il reste à examiner la thèse qui unifie le livre : l'expérimentation est le meilleur argument en faveur du réalisme scientifique. A la question : « Les électrons existent-ils si aucun membre de l'espèce humaine n'a fait l'essai de déterminer leur charge électrique ? », un réaliste répond « oui ». Cette question est-elle sensée ? Hacking la juge « futile » mais non dénuée de sens.

Depuis que la philosophie analytique a accompli un « tournant linguistique », l'« ascension sémantique » (et non l'« ascension sémantique » comme le dit la traduction) est devenue — et Hacking le déplore — le slogan de l'orthodoxie : pour comprendre la formation des concepts et des théories scientifiques, examinez les mots utilisés pour les exprimer. Pour savoir si les électrons existent indépendamment de l'esprit humain, examinez l'usage que font les physiciens du mot *électron*. Le réaliste orthodoxe affirme — et son adversaire le nie — que le mot *électron* a, autant que le mot *table*, une référence dans la réalité physique.

Aux partisans de l'ascension sémantique, Hacking reproche de supposer que « voir, c'est dire ». Pour compréhensible que soit la thèse réaliste, les arguments linguistiques ne pèsent, selon Hacking, pas plus en sa faveur que le fait de répéter « vraie » une théorie n'explique ses succès expérimentaux. Malgré l'ambivalence de l'auteur (qui dénonce le « cynisme anti-philosophique »), la première partie offre une présentation claire et lucide des controverses linguistiques entre partisans et adversaires orthodoxes du réalisme scientifique.

La preuve que les électrons existent, dit Hacking, c'est que le physicien s'en sert pour bombarder une goutte de niobium. Si le réaliste cherche des raisons de croire en l'existence des électrons,

qu'il renonce à édifier une théorie de la référence du mot *électron* et qu'il apprenne à les manipuler !

Un philosophe orthodoxe détectera deux faiblesses dans le pragmatisme de Hacking. D'une part, un physicien a beau affirmer qu'il « voit » des particules microphysiques, cela ne constitue pas, selon Hacking (contrairement à la manipulation expérimentale), un argument en faveur de l'existence des particules. Pourquoi Hacking accorde-t-il au mot *bombarder* dans la bouche du physicien un privilège dont il prive le mot *voir* ? D'autre part, la manipulation expérimentale des électrons milite en faveur de leur existence parce qu'elle révèle leur capacité à entrer dans des interactions chimiques.

Mais, comme Hacking ne relève pas le défi de Hume, qui niait que le mot *cause* ait une référence dans la réalité physique et qui tenait la causalité pour une projection de l'esprit humain, un disciple de Hume ne prendra pas la manipulation expérimentale des électrons pour un argument décisif en faveur de leur existence. En dépit de ces réserves, il faut lire le livre de Hacking, qui est une mine de réflexions sur l'expérimentation scientifique.

PIERRE JACOB.

★ CONCEVOIR ET EXPÉRIMENTER, d'Ian Hacking, traduit de l'anglais (États-Unis) par Bernard Duvet, collection « Épistémologie », Christian Bourgois, 459 p., 150 F.

— A signaler, dans la même collection, *Mathématiques : la fin de la certitude*, de Morris Kline, traduit de l'anglais par Jean-Pierre Chénier-Guy et Christian Lazard, 664 p., 180 F., et dans la collection « Épistémologie », *Optique*, d'Isaac Newton, traduit de l'anglais par Jean-Paul Maza (1787), précédé de *La Lumière aujourd'hui*, par Françoise Balibar, et suivi d'*Études sur l'optique newtonienne*, par Michel Blay, 509 p., 130 F.

(1) Cf. *Contre la méthode*, Souli, 1979.

ART ET CULTURE

RESPONSABLE DES EDITIONS

Il sera responsable du développement des collections dans le cadre d'une politique de prestige (livres d'art, textes classiques et modernes...). De grande culture générale, il communiquera avec des interlocuteurs variés et de haut niveau (auteurs, directeurs de collection...). Excellent gestionnaire, il manœuvrera son service (une dizaine de personnes et une imprimerie d'une cinquantaine d'agents) en veillant aux objectifs économiques de l'entreprise.

Ce poste, basé à Paris, intéresse un diplômé d'études supérieures ayant une expérience de l'édition, motivé par une intégration dans une entreprise de 2000 personnes et dont le C.A. est de deux milliards de francs.

Merci d'adresser C.V. + lettre s/nf. 10001/M à Anne BASSE-DARJEAN. Confidentialité assurée.

CEGOS - Département Recrutement
204, Rond-point du Pont de Sèvres
92100 BOULOGNE Cedex

cegos

Membre de l'Institut de France

مكتبة النسخ

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

Une, deux, trois littératures tchécoslovaques

★ **POÈMES DU SILENCE**, de Jiri Kolar, traduit du tchèque par Erika Abrams, La Différence, 244 p., 120 F.

★ **LE BARBIER**, de Richard Weiner, traduit du tchèque par Erika Abrams, La Différence, 220 p., 128 F.

★ **L'HOMME AU RASOIR**, de Jaroslav Putek, traduit du tchèque par Milena Brand, Laffont, 298 p., 98 F.

DANS le grand bouillonnement de démocratisation des pays communistes, la Tchécoslovaquie — qu'il convient tout de même de distinguer de la Roumanie sinon — reste une île oubliée, une tache blanche dans la carte du nouveau « révisionnisme ». Une « démocratie populaire » où, pourtant, on n'oublie pas que, à l'apogée d'un printemps, fut réclamer un « multipartisme ». Où aujourd'hui, les dirigeants fustigent les « forces hostiles au régime socialiste », qui cherchent à « imposer la conception bourgeoise du pluralisme politique » et voudraient bien qu'on ne célèbre pas trop, dans quelques jours, le vingt et unième anniversaire de l'invasion soviétique.

Nulle part comme dans un tel régime — où les politiques sont musées, où on épêche même un ancien ministre des affaires étrangères d'aller fêter le 14 juillet à la réception de l'ambassade de France (1) —, nulle part, donc, on n'accorde autant de poids, en apparence, aux intellectuels, à leurs déclarations, à leurs pétitions, à leurs écrits. A tel point que la Charte 77 reste le révélateur de la politique tchécoslovaque et qu'aujourd'hui encore ses signataires sont interdits de publication et régulièrement inquiétés : plus de deux cents personnes se pressaient le soir de sa libération chez Václav Havel, le dissident le plus célèbre, condamné à neuf mois de prison pour avoir participé aux manifestations du vingtième anniversaire de l'immolation de Jan Palach et qui est l'auteur d'une pétition circulant dans le pays pour réclamer des libertés individuelles ; Havel, jamais publié en Tchécoslovaquie, lauréat du Prix de la liberté 1989, décerné par les libraires allemands. Mais pour s'en aller chercher son prix à la Foire de Francfort ? D'autres sont enrêlés, menacés ; la plupart se chauffent dans cette société de consommation différente.

Les magazines, en effet, regorgent de marchandises, les plus belles sont évidemment inaccessibles : pour un salaire mensuel de 3 000 couronnes (2 200 francs environ), une bouteille de bon whisky écossais vaut 380 couronnes, et beaucoup moins dans un des Tuzex, ces magasins en devises qui fleurissent. Le plus grand restaurant « fast-food » de Prague, qui appartient à la chaîne Moskva, s'appelle « Arbet », et les amoncellements de viandes et de charcuteries dans les vitrines, qui font rêver les touristes soviétiques, semblent réduire les concitoyens de Svejik à un silence amorphe. Une manière d'être qui devient plus profonde. « Nous sommes un pays qui dort dans les sous-closets », nous disait un des mauvais esprits du lieu.

Les librairies, nombreuses, semblent bien fournies à celui qui ne cherche pas vraiment à lire, car les bons auteurs ne restent que quelques heures : la seule grande quasi-constante, un jeudi, jour de la parution des nouveautés, grouille deux-cents personnes devant la librairie des éditions « L'écrivain tchécoslovaque », pour un livre d'un célèbre chansonnier de l'entre-deux-guerres, Václav, auteur, avec Vokosvec, du Théâtre du Bédouin.

Mais, bien qu'on tourne actuellement dans les rues de Prague, avec des techniciens des studios Barrandov, un film sur le destin de Milena Jesenska — l'Amante, réalisé par Vera Belmont — nous n'avons pu trouver dans la ville un seul titre disponible de Franz Kafka (dont les Lettres à Milena et quelques récits furent publiés il y a vingt ans). Kafka, Pragoise de langue allemande, dont une plaque et une sculpture signalent la maison natale dans le quartier juif de Stará-Mesto. Communistes dédramatisés, assésés, dont il reste à peine un millier à Prague et dont le « nouveau cinématographe », constamment menacé par les constructions neuves, aux milliers de tombes à l'abandon, semble abriter des morts deux fois plus morts qu'ailleurs. Quant à Milena, l'antibouddhiste, revenue du communisme des les procès de Moscou de 1936, on n'a lu ni ses écrits, ni sa biographie, ni le livre de Margareta Buber-Neumann, qui la connaît à Ravensbrück ; on l'ignore, même si les plus âgés osent encore se souvenir d'elle.

L'IGNORANCE entretenue... Il est troublant, en effet, pour le lecteur occidental de considérer que les Tchéques, de même qu'ils doivent tout ignorer de leur histoire récente, ne connaissent pas, ou ne sont pas censés connaître la plupart des auteurs de leur langue traduits en français, émigrés ou non : Kundera, Skvorecky, Havel, Grusa, Ruzickic, Tatarka, Holan, Kolar, Vackulic, auteur depuis près de vingt ans d'un « feuilleton satirique » largement diffusé (2) et dont on annonce le Journal de l'année 1979. Songez que même le grand, le savant Bohumil Hrabal (3), le plus brillant, le plus célèbre romancier tchèque contemporain, qui a attendu son soixante-quinzième anniversaire pour être admis à l'Union des écrivains, n'avait pu jusqu'à publier intégralement dans son pays un de ses grands livres : Une trop bruyante solitude. L'histoire d'un homme chargé depuis trente-cinq ans de pionner des livres... D'autres, qui ont été traduits en français, ou qui ont été publiés dans leur langue à l'étranger — à Londres, à Munich ou chez les Skvorecky à Toronto, — restent sans éditeur à Prague.



Prague.

Dans le flot des livres « traduits du tchèque » qui nous arrivent en désordre, nous ne faisons pas forcément la différence entre les admis et les exclus de cette littérature déchirée — officielle, non officielle samizdat, émigrée — qui coexistent actuellement en langue tchèque et slovaque. « Comment réunir les trois littératures ? »... C'est ce débat-là qui préoccupe aujourd'hui des écrivains qui supportent de plus en plus mal l'isolement.

Pourtant, nulle part comme à Prague on ne sent l'importance de la culture occidentale, française surtout. C'est la France qui s'est sentie honorée quand l'Union des écrivains a remis à Jiri Pecher, également traducteur de Freud, le Prix du Fonds littéraire tchèque pour sa traduction de la Recherche du temps perdu... Dans le préambule au catalogue sur les écrivains de langue tchèque et slovaque (4), Václav Janek insiste sur l'arrière-fond historique d'une littérature née avec le mouvement patriotique du dix-neuvième siècle, qui conjuguait « la nécessité de repartir de zéro » et « les mythes, largement ignorés, d'une langue jeune, mouvante, en perpétuelle évolution au cours du vingtième siècle ». « Ainsi, ce sont les conditions spécifiques de la culture tchèque, note-t-il, qui en font, à notre époque, le terrain d'accueil idéal des avant-gardes ; et qui ont fait de la langue tchèque, au cours des guerres et d'après-guerres, une langue de choc et de révolte ». Ce que nous avait fait découvrir le poète Petr Kral dans son ouvrage Le Surréalisme en Tchécoslovaquie (Gallimard, 1983) et qui nous est donné à découvrir dans l'ouvrage de Richard Weiner, Le Barbier, que publient les éditions La Différence.

Paru en 1923, jamais réédité, Le Barbier tient du récit, de l'essai, du rêve, de l'exposé poétique, de l'autoparodie et de

l'autodestruction (« Le Barbier est le dynamiseur de la maison que je suis », dit l'auteur). Exercice de langage surréaliste marqué du désespoir et des fantasmes tchèques d'un homme qui fut très proche de la France. Richard Weiner (1884-1937), poète maudit, né dans une famille juive bilingue, « ni tchèque, ni allemand, ni français », expatrié dès 1909 en Allemagne après des études de chimie, vient à Paris en 1912, décidé à se consacrer à l'écriture ; dans les années 20, il va se lier avec les membres du Grand Jeu, René Daumal et Roger Vailland, et va suivre, un temps, la même voie avant de se réfugier, brisé par l'échec de ses écrits, dans la silence. Silence que laissait pressager ce Barbier tout entier qui jette des brins de herbe dans tous les sens pour ne trouver, finalement, que la voie du « désespoir corrélatif » dans cette errance touffue qui ne se veut surtout pas manifeste littéraire. « L'auteur ne veut pas et n'a jamais eu l'idée de faire la mère poule gloussante pour rassembler ses poussins sous le prétexte d'un danger commun », écrit l'auteur à son éditeur. Il n'y a pas de dangers communs, il n'y a que des épouvantails collectifs... »

Héritage littéraire de Weiner unissant, cette fois, poésie et arts plastiques repris par un Jiri Kolar dont les « Lettres à Poèmes du silence », choix de l'œuvre poétique de l'artiste-poète de collages Jiri Kolar des années 1959 à 1964, imprimé à Prague en 1970, mais pionné avant sa diffusion. Une langue désintégrée, qui semble se méfier de tout, même des mots...

AUTRE barbière, bien tchèque celui-là, profondément ancré dans sa terre de Bohême, accessible à tous les lecteurs, oncle Jan, le coiffeur d'une petite ville au bord de l'Elbe, dont Jaroslav Putek nous conte la vie aventureuse dans l'Homme au rasoir. Une épopée directement issue de la famille du Brave Soldat Svejik qui vous fait sourire à chaque page, en évitant à travers une vie de coiffeur, somme toute pas banale, cinquante années de l'histoire de la Tchécoslovaquie. Avec ce roman — qui a obtenu en 1988 le prix Hostovsky de la meilleure œuvre tchèque non publiée en Tchécoslovaquie — nous découvrons la venue truciante et ironique de Jaroslav Putek. Né en 1923, résistant déporté à Dachau, militant de la jeunesse communiste après la libération, journaliste dans les années 50 et 60 à la Gazette littéraire, puis écrivain toléré, il a pris sa retraite après 1970 et, depuis la « normalisation », se consacre à l'écriture.

Son Homme au rasoir ressemble à un vaudeville provincial dans lequel le narrateur, modestes Eckermann, consigne les exploits de son oncle, le fils du garde-barrière, un original au masque d'ingénieur, dont l'œuvre multiple et farfelue risque de ne pas passer à la postérité et qui, pourtant, aura expérimenté les domaines les plus variés du savoir de son siècle. Homme aimant les parfums, la bière et les femmes, Jan a fait, dans les débuts du nazisme, un

mariage blanc avec Hilda — une juive allemande qui a besoin d'un passeport pour partir en Amérique et dont il n'aura plus jamais de nouvelles, tout en séduisant Rozina, son premier amour, la reine du stand de tir, tris au nom de préservatif, la femme du coiffeur concurrent, Jitka, Emma et autres, sans oublier Tante Marie, avec qui il ne se marie jamais et qui consacre sa vie à cet homme dont la grandeur ne fut comprise que par de rares personnes.

Quichotte tchèque ne voyageant que très rarement loin de chez lui et de la brasserie du Lion de Bohême, expérimentateur infatigable cherchant, comme Faust, le secret des parfums et de la vie, auteur d'un manuscrit portant le titre étrange de Réflexions sur les pintades et notre belle patrie (pourquoi les pintades ? pourquoi les coiffeurs ?...), Jan traverse les yeux couverts et le sourire à la bouche les grands événements de son époque. « De quelle patrie parle-t-il ? se demande le lecteur. De la Première République — celle de Masaryk — de la Deuxième, mutilée par les accords de Munich, du protectorat Bohême-Moravie pendant l'Occupation, de la patrie après la Libération, ou bien de celle après février 1948 ? Et quelles dimensions donne-t-il à ce pays ? S'agit-il de l'ensemble des provinces tchèques de l'ancienne monarchie austro-hongroise, ou bien de la seule Bohême, de l'arrondissement au milieu de la plaine fertile de l'Elbe supérieur, de la petite ville où se trouve sa maison surmontée d'une tour crénelée, ou simplement du poste de garde-barrière n° 10 ?... »

A sa manière, ce barbière-là est, lui aussi, un désespéré, qui verra se briser tous ses idéaux, mais qui a pressenti depuis longtemps la bouffonnerie et la perfidie du destin. Pour finir au cinéaste, tandis que l'harmonie municipale joue Ma Bohême, mon beau pays... et qu'un fonctionnaire calamiteux, « délégué départemental du syndicat de la coiffure masculine et féminine » n'en finit pas de pérorer... Un roman construit au rythme de la mémoire, qui n'a que faire de l'ordre chronologique et qui vous laisse, au-delà du sourire narquois et de la cocasserie réaliste, l'impression d'avoir rencontré en Jan un grand homme dans un roman construit au rythme de la semaine, qui, sans jamais parler de politique, vous fait mieux sentir l'âme de la Bohême.

- (1) Voir Le Monde daté 16-17 juillet.
- (2) Des extraits du feuilleton de Ludvik Vackulic ont été publiés dans la Lettre internationale n° 17, 668 1988. A paraître à la rentrée chez Actes Sud : La Clé des songes.
- (3) Chez Gallimard. Trois écrivains tchèques (1989), la Chèvre sacrifiée (1987) ; chez Laffont : Moi qui ai servi la reine d'Angleterre (1981), Un trop bruyante solitude (1983), La petite ville où le temps s'arrête (1985), Vende maison où je ne veux plus vivre (1989) ; chez Marne Sol : Tendresse Barbare (1989).
- (4) Les écrivains de langue tchèque et slovaque, catalogue offert par les libraires de l'CEI de la lettre, 1989.

Nicolas Guillén ou la force du malentendu

Le poète cubain est mort dimanche 16 juillet à La Havane, où il était hospitalisé depuis plusieurs semaines. Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

DANS le Larousse sélection en trois volumes (1968), au milieu de la notice consacrée au poète espagnol Jorge Guillén, apparaît la photo d'un mulâtre... Le poète cubain Nicolas Guillén. La confusion est d'autant plus piquante que la poésie de Jorge Guillén est définie ainsi : « L'influence de Góngora s'harmonise dans son œuvre avec l'intellectualisme moderne. » Rien de plus contraire à Nicolas Guillén que la démarche de son homonyme espagnol, familier de Valéry et traducteur du Cimetière marin. Cette anecdote pourrait résumer le destin du poète cubain : une somme de malentendus.

« Dans un costume de couill blanc, nègre lippu. Et des soulèvements de deux couleurs... », lit-on dans Motivos de son (Motifs de rumba, 1930), le premier recueil de Nicolas Guillén, qui condense tout son univers : la critique de la discrimination raciale, la problématique du sang-mêlé, l'impossible patrie, la révolte par le rythme et l'exaltation de la sensualité. Trente-cinq ans plus tard, comme le clamait la très castriste Casa de las Americas dans un volume d'hommage (1), Guillén était devenu le « poète national » de Cuba, et ses litinies rebelles décalées - textes officiels pour le programme d'agrégation d'espagnol dans toutes les universités de France - Un tel renversement mérite un petit détour biographique.

Nicolas Guillén naît à Camagüey en 1902, l'année où l'île de Cuba est proclamée république indépendante. Le pays n'est plus administré directement par les Etats-Unis (vainqueurs de la guerre de 1898 contre l'Espagne), mais « l'amendement Platt » leur cède la base navale de Guantanamo et leur garantit un droit de regard sur la politique menée par La Havane. En fait, les présidents cubains de cette époque sont à la solde de Washington. Le père de Guillén, figure importante du Parti libéral national, sénateur et directeur d'un quotidien, est assassiné un peu plus tard par les troupes gouvernementales. Il laisse à son fils un double héritage : l'amour des livres (il était typographe de métier) et la haine du « Yankee » et de tout colonialisme.

Le chant du gouvernement révolutionnaire

Les années 30 sont décisives dans l'itinéraire du poète. D'une part, ses premiers livres remportent un vif succès, notamment Songoro cosongo, salué avec ferveur par Unamuno. Celui-ci a tout de suite percé le secret de la séduction exercée par les vers du Cubain : « Le rythme, c'est l'esprit de la chair, le sentiment de la vie directe, immédiate, terrestre. » Par ailleurs, deux événements historiques seront déterminants dans l'évolution politique de Guillén : la Grande Dépression de

1929 et la guerre d'Espagne. Il assiste au Congrès de Valence en 1937 et publie une de ses plus belles œuvres : Espagne. Poème en quatre angloises et une espérance, contemporaine de l'Espagne au cœur, de Neruda, et de Espagne éloigne de moi ce calice, du Péruvien Vallejo. C'est alors qu'il entre au Parti communiste.

Les autres jalons de sa vie, nous les avons encore en mémoire : le soutien à la révolution et l'appui inconditionnel au régime de Fidel Castro, depuis la fuite de Batista jusqu'à la transformation de Cuba en satellite de l'Union soviétique. Depuis un tiers de siècle, Guillén s'est montré sourd aux critiques et aux témoignages accablants des dissidents de l'intérieur comme des écrivains exilés. Et il n'est pas seulement devenu le chantre du gouvernement révolutionnaire : il y a occupé des postes importants. Le régime l'a confiné dans les honneurs et les distinctions. En même temps, il était traduit dans de nombreuses langues (2), recevait le prix Lénine et se muait en porte-parole d'une virtuosité internationale prolétarienne.

Dans sa jeunesse, Guillén aurait pu faire sienne la distinction de Camus : « L'écrivain n'est pas du côté de ceux qui font l'histoire, mais de ceux qui la subissent » ; à présent, il est l'emblème d'un système virtuellement colonisé et, jusqu'à un certain point, colonialiste, d'une dictature qui ne s'embarrasse pas outre mesure des droits de

l'homme — au-delà, du moins, de ses besoins essentiels.

Ce malentendu du poète rebelle transformé en thuriféraire se double d'une méprise d'ordre littéraire. S'il est vrai que Guillén reste une figure de proue de la négritude américaine, aux côtés de Jacques Roumain, d'Alimé Césaire ou de Langston Hughes, il n'est pas le fondateur d'un style — contrairement à ce que répètent, en se copiant, les manuels scolaires de Cuba, de France et autres lieux. L'utilisation du parler afro-cubain et l'incantation fondée sur l'onomatopée ne sont pas une innovation de Guillén. Elles viennent d'un autre poète cubain, Mariano Brull (1891-1956), l'auteur des Jitanjifloras...

Pourtant, la confusion la plus grave est ailleurs. C'est l'assimilation d'une poésie « populaire » à la poésie « engagée ». La confusion de la littérature avec la propagande et la révolution en bouts rimés. Dans ce domaine, Guillén a tellement dépassé les bornes qu'il a été renié par certains de ses pairs. Ainsi, dans les Mémoires du communiste chilien Pablo Neruda, J'avoue que j'ai vécu, un seul Guillén est cité : non pas le Cubain Nicolas, mais Jorge, « le bon, l'Espagnol ». Un coup de patte qui, dira-t-on, est injuste, lui aussi.

JEAN-CLAUDE MASSON.

- (1) Nicolas Guillén, textes choisis par Nancy Marjón, La Havane, 1974.
- (2) En français, voir Nicolas Guillén, textes choisis et présentés par Claude Couffon, Seghers, collection « Poètes d'aujourd'hui ».

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus seront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire. Adressez manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tel. 48.87.08.21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS

Olivier Bétourné et Aglaia I. Hartig

Penser l'histoire de la Révolution

A l'heure où l'interprétation de la Révolution par François Furet occupe le devant de la scène, où l'histoire contre-révolutionnaire assiege la Sorbonne, un bilan s'impose. Que reste-t-il des travaux accumulés depuis bientôt deux siècles ? Quelle est la valeur des critiques radicales qui leur sont adressées ?

Dans ce livre documenté et décapant, les auteurs retracent l'histoire de l'histoire, invitent à redécouvrir la tradition jauresienne et rappellent la fécondité des voies ouvertes par les philosophes de la politique, d'Edgar Quinet à Hannah Arendt. Une lecture critique de l'œuvre de François Furet, ainsi qu'une étude détaillée, vivante et sans concessions des travaux marquants sur la Révolution. 125 F.

LA DECOUVERTE

Admissions aux grandes écoles

Ecole normale supérieure (ENS Cachan)

(Par ordre de mérite.)

SECTION A 1
Serge Vaudan (1^{er}), Philippe Douch (2^e), David Spitzer (3^e), Philippe Rivière (4^e), Gilles Carles (5^e), Hervé Giannelli (6^e), Vincent Maillet (7^e), Nicolas Delmas Yannis (8^e), Sandrine Bernard (9^e), Gilles Timonier (10^e), Eric Bazin (11^e), Adrien de Puyfort (12^e), Thibault Mélanche (13^e), David Renard (14^e), Jean-Stéphane Dheris (15^e), François Gelineau (16^e), Florence Ducasse (17^e), Nicolas Depoux (18^e), Thierry de la Rue (19^e), Paul Brasseur (20^e), Pascale Nguyen Dinh An (21^e), Cyrille Sada (22^e), Philippe Zamora (23^e), Thierry Migon (24^e), Marc Pothouin (25^e), Farid Hamouhadi (26^e), Marie Gialibre (26^e).

SECTION A 2
Lydie Bocquet (1^{er}), Vincent Moreaux (2^e), Amoury Mouchet (3^e), Pierre Desbordes (4^e), Stéphane Guy (5^e), Frédéric Simon (6^e), Michel Desautels (7^e), Stéphane Devaux (8^e), Laurent Lepetit (9^e), Agnès Maurel (10^e), Christophe Soudant (11^e), Alix Foucault (12^e), Marie-Laure Citerne (13^e), Jean-François Allémand (14^e), Véronique Peyre (15^e), Jean-Michel Tualle (16^e), Franck Bess (17^e), Sébastien Shérif (18^e), Xavier Chavanne (19^e), Eric Charron (20^e), Philippe Gryta (21^e), Vincent Humeau (22^e), Stéphane Verax (23^e), Marc Robert (24^e), Laurent Balzano (25^e), Marial Mazars (26^e), Antoine Vergneux (27^e), Laurent Poirier (28^e), Romain Attal (29^e), Anne Jousset (30^e), David Cany (31^e), Gilles André (32^e), Marielle Colomb (33^e), Vincent Fialat (34^e).

SECTION A 3
Sébastien Thomine (1^{er}), Anne Luzzi (2^e), Christel Normand (3^e), Johanne Bancel (4^e), Lucie Perrot (5^e), Claire Lacombe (6^e), Sébastien Comman (7^e), Patrick Molien (8^e), Claire Hualat (9^e), Christine Monnet (10^e), Ayako Mizobe (11^e), Isabelle Toumoulin (12^e), Pierre Pouchet (13^e), Ivan Huc (14^e), Emmanuel Lagarde (14^e), Pascale Gilis (15^e).

SECTION B 1
Jean-Marc Mizzi (1^{er}), Benoît Marty (2^e), Alain Landeau (3^e), Gilles Rousseau (4^e), David Ryckelynck (5^e), Benoît Granger (6^e), David Vincent (7^e), Luc Lafont (8^e), Emmanuel Anguier (9^e), Laurent Torrouche (10^e), Stéphane Brette (11^e), Marc Salomon (12^e), François Vautier (13^e), Jérôme Pailhes (14^e), Philippe Monney (15^e), Yves Lecourt (16^e), Bruno Florio (17^e), Christian Marchal (18^e), Suzanne Lescot (19^e), Marc Berninotti (20^e), André Angéles (21^e), François Mastrull (22^e), Clément (23^e), Sylvain Dagnat (24^e), Myriam Chéplain (25^e), Laurent Jannux (26^e), Guillaume Rocquelin (27^e), Jean-Michel Nappa (28^e), Dominique Eyraud (29^e), Yves Herve (30^e), Frédéric Roy (31^e), Philippe Julia-Labryère (32^e), Nicolas Cuenot (33^e), Yves Delandion (34^e), Olivier Benaviz (35^e), Didier Baccro (36^e), Sébastien Carion (37^e), Olivier Kinnouss (38^e), Fabrice Salard (39^e), Bernard Dechoux (40^e), Jean-Christophe Sangebeur (41^e), Joachim Rasser (42^e), Lisa Le (43^e), Emmanuel Mariz (43^e), Frédéric Dupenloup (44^e), Franck Schoefs (45^e), Christophe Salodon (46^e), Frédéric

Portet (47^e), Marc Lucas-Fiat (48^e), Géraldine Marquis (49^e), François Wemhold (50^e), Patrick Lamy (51^e), François Draperi (52^e), Michel Maripand (53^e), Christophe Varrier (54^e), Hervé Lamiot (55^e), Christophe Daut (56^e), Emmanuel Bolla (57^e), David Mingot (58^e), Eric Dubreuil (59^e), Didier Lemaire (60^e), Marc Simon-Jean (61^e), Cyril Rameau (62^e), Fabrice Leteroux (63^e), Frédéric Pouch (64^e), Christophe Ayale (65^e), Michel Zapata (66^e), Philippe Bruns (67^e).

SECTION B 2
Philippe Courdin (1^{er}).

SECTION B 4
François Camus (1^{er}), Vincent Moreaux (2^e), Riadh Hamdi (3^e), Frédéric Richard (4^e), Yvon Bessanger (4^e), François Baizeman (5^e), Patrick Desbordes (6^e), Gaston Nott (7^e), Guillaume Gesteau (8^e), Patrick Chambon (9^e), Marc Barbuti (10^e), Laurent Ferrier (11^e), Bruno Favry (12^e).

SECTION C
Alain Garcia (1^{er}), Emmanuel Rivière (2^e), Béatrice Adedini (3^e), Christophe Sarteur (4^e), Jérôme Aubert (5^e), Gaëlle Laine (6^e), Grégoire Rot (7^e), Sébastien Dufour (8^e), Philippe Jouary (9^e), Christophe Ghisbi (10^e), Nelly Souchal (11^e), Martine Schaar (12^e), Véronique Roy (13^e), Marie-Josée Rayner (14^e), Alain Nasser (15^e).

SECTION D 1
Isabelle Rouillard (1^{er}), Frédéric Grange (2^e), Nicolas Cuzacq (3^e), Christophe Sarteur (4^e), Jérôme Aubert (5^e), Gaëlle Laine (6^e), Grégoire Rot (7^e), Sébastien Dufour (8^e), Philippe Jouary (9^e), Christophe Ghisbi (10^e), Nelly Souchal (11^e), Martine Schaar (12^e), Véronique Roy (13^e), Marie-Josée Rayner (14^e), Alain Nasser (15^e).

SECTION D 2
Philippe Chavanne (1^{er}), Julien Vercaut (2^e), Hélène Williams (3^e), Jean-Luc Gagnel (4^e), Pierre-Yves Lagrange (5^e), Jérôme Piquet (6^e), Véronique Trancha (7^e), Nicolas Berland (8^e), Michel (1444), Dominique Mercier (10^e), Laurent Simon (11^e), Jean-Marc Montand (12^e), Hervé Thomas (13^e), Anne Maruenda (14^e), Marc Moulène (15^e), Claire Monnot (16^e), Pierre-Emmanuel Jaquez (17^e), Pierre Sigalas (18^e), Laurent Desplais (19^e), Marielle Toms (20^e), Eric Guilicieux (21^e), Sylvie Pasty (22^e), Sylvie Machado (23^e), Dominique Lamy (24^e), Xavier Rousseau (25^e), Astrid Leroy (26^e), Benoît Journe (27^e), Isabelle Chéroux (28^e), Catherine Chevassus (29^e), Christine Monneret (30^e), Frédéric Dubouché (31^e), Nicolas Brion (32^e), Hélène Michel (33^e), Christelle Aniel (34^e), Yves Arriemont (35^e), Samuel Mercier (36^e).

SECTION D 3
Premier concours
Xavier Ducreux (1^{er}), Sandrine Vayer (2^e), Marc Lelot (3^e), Guilhem Mestre (4^e), Bruno Buisson (5^e).

Second concours
Sophie Laval (1^{er}), Emmanuelle Sada (2^e), Hélène Furet (3^e), Emmanuelle Brun (4^e), Laurence Duchesne (5^e), Frédéric Labaron (6^e), Pascal Armand (7^e), Clém Levy (8^e), Laurent Favard (9^e), Sébastien Gendot (10^e).

(Par ordre de mérite.)

Admissions à l'INRA Paris-Grignon, ex ENSA de Montpellier, Rennes, Toulouse, à l'ENSAT de Nancy.

Option générale - Olivier Lequin (1^{er}), Agathe Sauti (2^e), Jérôme Bachel (3^e), Sophie Rambaud (4^e), Patrick Daut (5^e), Emmanuel Bolla (6^e), Franck Jann (7^e), Ivan Huc (8^e), Agnès Dolige (9^e), François Engel (10^e), Marie-Laure Parnache (11^e), Jean-Jacques (12^e), Ludovic Mélanche (13^e), Roland Cavillon (14^e), Philippe Lang (15^e), Nathalie Mouvaux (16^e), Richard Lange (17^e), Céleste Payen (18^e), Philippe (19^e), Philippe (20^e), Pierre Pouchet (21^e), Pierre Bourcier (22^e), Céline Madaux (23^e), Nicolas Rogier (24^e), Anne Spon (25^e), Jean-Marc Devaux (26^e), Fabrice Deschamps (27^e), Caroline Mass (28^e), Patrick Wagon (29^e), Vincent Michard (30^e), Céline Pouchet (31^e), Jean-Pierre (32^e), Lucie Pouch (33^e), Lucie Pouch (34^e), Céline Carron (35^e), Valérie Dumoulin (36^e), Jeanne Benussan (37^e), Sophie Cuenot (38^e), Bruno Nott (39^e), Anne Beland (40^e), Frédéric Dagnat (41^e), Laurence Sagot (42^e), Valérie Mercier (43^e), Franck Lami (44^e), Alexandre Bonard (45^e), Philippe Desautels (46^e), Philippe Piron (47^e), Dominique Pouch (48^e), Marianne Fougère (49^e), Nathalie Ferrand (50^e), Anne Joly (51^e), Mathias Benard (52^e), Jean-Marc Devaux (53^e), Aah Le (54^e), Xavier Dossaint (55^e), Florence Berthelmy (56^e), Christel Normand (57^e), Marjolaine (58^e), Benoît Bregal (59^e), Eric Bonard (60^e), Guillaume Thiriaux (61^e), Sylvie Saffray (62^e), Véronique Bancel (63^e), Jean-Pierre Morel (64^e), Valérie Pouch (65^e), Emmanuelle Michel (66^e), Rémy Vercellotti (67^e), Nathalie George (68^e), Franck Bouillet (69^e), Anne Corbel (70^e), Benoît Motte (71^e), Anne Deschamps (72^e), Frédéric Lami (73^e), Laurent Dierich (74^e), Claude Herman (75^e), Cyril Fontaine (76^e), Valérie Fontaine (77^e), Claire Monnot (78^e), Vincent (79^e), Benoît Bregal (80^e), Eric Bonard (81^e), Odile Marjot (82^e), Viviane Nérus de Surgi (83^e), Cécile Jory (84^e), Catherine Dagon (85^e), Pierre Bouillet (86^e), Dominique Billard (87^e), Jean-Luc Gagnel (88^e), Sylvie Lauzon (89^e), Sébastien Thiriaux (90^e), Saline Gauthier (91^e), Olivier Colson (92^e), Laurent Garcia Sanchez (93^e), Pascale Klet (94^e), Edouard Perrot (95^e), Jean-Luc Pich (96^e), Sophie Ver Rochet (97^e), Christine Monnet (98^e), Laurent Delot (99^e), Jean-François Le Coq (100^e).

Christophe de Montpellier (101^e), Cécile Vidal (102^e), Agnès Chevassus (103^e), Laure Rousseau (104^e), Annabelle Sory (105^e), Marc Laval (106^e), Valérie Joyet (107^e), Hélène Le (108^e), Marianne Benussan (109^e), Michel Rott (110^e), Hervé Bredil (111^e), Marina Vozni (112^e), Caroline Bertho (113^e), Marjorie Gane (114^e), Laurent Lamiot (115^e), Frédéric Carion (116^e), Sylvie (117^e), Raphaël Brigitte Stouvenel (118^e), Pascale Gilis (119^e), Chantal Gaudin (120^e), Stéphane Halgand (121^e), Sophie Desnos (122^e), Jean-Emmanuel Hurvez (123^e), Anne (124^e), Emmanuel Bouj (125^e), Chantal Schmitz (126^e), Diane Tercat (127^e), Laurent Dulon (128^e), Dominique Rign (129^e), Michel Serro (130^e), Luc (131^e), Florent Vercellotti (132^e), Gilles Bourguignon (133^e), Pierre-André Crochet (134^e), Luc-Robert Chénier (135^e), Stéphane Comman (136^e), Anne Schneider (137^e), Vincent (138^e), Clément Gendot (139^e), Frédéric Furet (140^e), Clément Gendot (141^e), Cécile Chevassus (142^e), Anne-Christine Houdin (143^e), Andréanne de Thomassin de Montfort (144^e), Jean-Christophe (145^e), Marianne Thomas (146^e), Patrick Molien (147^e), Florence Tualle (148^e), Sylvie Bousset (149^e), Valérie Lamiot (150^e), Marianne Benussan (151^e), Michel Rott (152^e), Clément Gendot (153^e), Olga Malinowski (154^e), Fabrice Furet (155^e), Odile Sady (156^e), Marianne Benussan (157^e), Hélène Furet (158^e), Valérie Lamiot (159^e), Frédéric Lamiot (160^e), Arnaud Barbazanges (161^e), Christine Pouch (162^e), Pascal Barbat (163^e), Catherine Ferrière (164^e), Sabine Delot (165^e), Christel

Ge (166^e), Cécile Boudreau (167^e), Bruno Despres (168^e), Amel Thomas (169^e), Christophe Fédou (170^e), Christian Hall (171^e), Guillaume Dock (172^e), Pierre Bess (173^e), Luc Scott de Martville (174^e), Béatrice Humbert (175^e), Pierre-Yves Anjoulat (176^e), Gilles Talpied (177^e), Bruno Aha (178^e), Laurent Vidal (179^e), Jean-Paul (180^e), Gilles Cotten (181^e), Claire Furet (182^e), Isabelle Dubien (183^e), Christophe Suchet (184^e), Marjolaine (185^e), Marnel Bégier (186^e), Xavier Andrieu (187^e), Anthony Farde (188^e), Valérie David (189^e), Florence Foudrier (190^e), Benoît Fortin (191^e), Céline Devaux (192^e), Vincent Lang (193^e), Anne Gavay (194^e), Olivier Acel (195^e), Emmanuelle Bouquet (196^e), Eric Pich (197^e), Christophe Burtin (198^e), Françoise Amarillo (199^e), Arnaud Masson (200^e), Anne-Adam (201^e), Thierry Paillet (202^e), Philippe Leclerc (203^e), Marie-Arlette Dodi (204^e), Marc Raynaud (205^e), Sophie Maréchal (206^e), Vincent Druet (207^e), Elise Rihan (208^e), Benoît Chavet (209^e), Yves Jousset (210^e), Christine Chéan (211^e), Claire Humeau (212^e), Dominique Daut (213^e), Stéphane Chénier (214^e), François Mévior (215^e), Christophe Fette (216^e), Bertrand Mazure (217^e), Nicolas Gendot (218^e), Benoît Aniel (219^e), Lionel Dubois (220^e), Pierre Gendot (221^e), Jean-Marc Perrand (222^e), Jean-Christophe Navarre (223^e), Nathalie Aubert (224^e), Agnès Leclerc (225^e), Emmanuel Sauti (226^e), Patrick Adam (227^e), Denis Lamiot (228^e), Sabine Verc (229^e), Marie-Béatrice Thiriaux (230^e), Sophie Bancel (231^e), Arie Bonnegros (232^e), Eric Lamiot (233^e), Valérie Lamiot (234^e), Valérie Lamiot (235^e), Valérie Lamiot (236^e), Jérôme Collas (237^e), Marie-Claire Fichet (238^e), Franck Vercellotti (239^e), Laurent King (240^e), Christophe Cx (241^e), Pierre Agnely (242^e), Mathilde Echallier (243^e), Cécile Lamiot (244^e), Anne-Marie Marjot (245^e), Frédéric Dolon (246^e), Simon Rott (247^e), Laurent Pouch (248^e), Sophie Piquet (249^e), Marjolaine Sabatier (250^e), Hélène Manach (251^e), Catherine Besson (252^e), Dominique Pouch (253^e), Jean-Luc Gagnel (254^e), Lucie Pouch (255^e), Laurent Molard (256^e), Nicole Gervois (257^e), Thomas Despière (258^e), Sophie Pouch (259^e), Emmanuel Zinner (260^e), Jean-Christophe Monneret (261^e), Marianne Benussan (262^e), Vincent Vercellotti (263^e), Vincent Lamiot (264^e), Laurent Vandome (265^e), Pierre-André Cotten (266^e), Pascal Henry (267^e), Olivier Marquet (268^e), Yves Lamiot (269^e), Anne-Adam (270^e), Raphaël (271^e), René Monnet (272^e), Gilles Cotten (273^e), Anne-Isabelle Durville (274^e), Sabine Lamiot (275^e), Laurent Monnet (276^e), Antoine Fichet (277^e), Raphaël (278^e), Raphaël (279^e), Guillaume Andrieu (280^e), Philippe Dossaint (281^e), Carole Remy (282^e), Franck Desautels (283^e), Jean-Marc Lamiot (284^e), Hélène Furet (285^e), Emmanuel Meyers (286^e), Annabel Anfoff (287^e), Michel Stouvenel (288^e), Sophie Gaudin (289^e), Nicolas Nguyen-De (290^e), Olivier Daligault (291^e), Yves Lamiot (292^e), Patrick Bourgeois (293^e), Nathalie Pinaut (294^e), Benoît Soria (295^e), Laure Guérard (296^e), Nathalie Bernest (297^e), Paul Humeau (298^e), Catherine Desautels (299^e), Christine Belaynes (300^e).

(227^e), Fabrice Lamiot (301^e), Sophie Maréchal (302^e), Christine Pouch (303^e), Vincent Lamiot (304^e), Laurent Clément (305^e), Jean-Christophe Le Ber (306^e), Laurent Vergot (307^e), Ariane Rogier (308^e), Laurent Gouillier (309^e), Nathalie Durand (310^e), Vincent Gaudin (311^e), Lolo Edine (312^e), Fabienne Gouban (313^e), Delphine Briand (314^e), Stéphanie Mandel (315^e), Marie-Hélène Sorn (316^e), Marie-Laure Gibaud (317^e), Olivier Yvancet (318^e), Stéphanie Roussel (319^e), Thierry Dedien (320^e), Fabienne Capelle (321^e), Frank Rimek (322^e), Isabelle Nott (323^e), Olivier Furet (324^e), Noël Lamiot (325^e), Christophe Gendot (326^e), Cécile Amard (327^e), Jean-Christophe Bess (328^e), Agnès Pouch (329^e), Françoise Cornillon (330^e), Cécile Lamiot (331^e), Noël Lamiot (332^e), Christophe Gendot (333^e), Olivier Humeau (334^e), Thierry Piquet (335^e), Hervé Gorus (336^e), Guy Chollat (337^e), Anne Rodriguez (338^e), Hervé Lamiot (339^e), Marie-Christine Furet (340^e), Philippe Vincent (341^e), Catherine Marzin (342^e), Olivier Lamiot (343^e), Christel Simon (344^e), Jean-Benoît Benussan (345^e), Bruno Polace (346^e), Benoît Mouy (347^e), Dominique Mor (348^e), Patrick Furet (349^e), Laurent Lamiot (350^e), Pierre Chavanne (351^e), Anne Lamiot (352^e), Sylvie Lamiot (353^e), Bruno Polace (354^e), Benoît Mouy (355^e), Dominique Mor (356^e), Patrick Furet (357^e), Laurent Lamiot (358^e), Pierre Chavanne (359^e), Anne Lamiot (360^e), Sylvie Lamiot (361^e), Bruno Polace (362^e), Benoît Mouy (363^e), Dominique Mor (364^e), Patrick Furet (365^e), Laurent Lamiot (366^e), Pierre Chavanne (367^e), Anne Lamiot (368^e), Sylvie Lamiot (369^e), Bruno Polace (370^e), Benoît Mouy (371^e), Dominique Mor (372^e), Patrick Furet (373^e), Laurent Lamiot (374^e), Pierre Chavanne (375^e), Anne Lamiot (376^e), Sylvie Lamiot (377^e), Bruno Polace (378^e), Benoît Mouy (379^e), Dominique Mor (380^e), Patrick Furet (381^e), Laurent Lamiot (382^e), Pierre Chavanne (383^e), Anne Lamiot (384^e), Sylvie Lamiot (385^e), Bruno Polace (386^e), Benoît Mouy (387^e), Dominique Mor (388^e), Patrick Furet (389^e), Laurent Lamiot (390^e), Pierre Chavanne (391^e), Anne Lamiot (392^e), Sylvie Lamiot (393^e), Bruno Polace (394^e), Benoît Mouy (395^e), Dominique Mor (396^e), Patrick Furet (397^e), Laurent Lamiot (398^e), Pierre Chavanne (399^e), Anne Lamiot (400^e), Sylvie Lamiot (401^e), Bruno Polace (402^e), Benoît Mouy (403^e), Dominique Mor (404^e), Patrick Furet (405^e), Laurent Lamiot (406^e), Pierre Chavanne (407^e), Anne Lamiot (408^e), Sylvie Lamiot (409^e), Bruno Polace (410^e), Benoît Mouy (411^e), Dominique Mor (412^e), Patrick Furet (413^e), Laurent Lamiot (414^e), Pierre Chavanne (415^e), Anne Lamiot (416^e), Sylvie Lamiot (417^e), Bruno Polace (418^e), Benoît Mouy (419^e), Dominique Mor (420^e), Patrick Furet (421^e), Laurent Lamiot (422^e), Pierre Chavanne (423^e), Anne Lamiot (424^e), Sylvie Lamiot (425^e), Bruno Polace (426^e), Benoît Mouy (427^e), Dominique Mor (428^e), Patrick Furet (429^e), Laurent Lamiot (430^e), Pierre Chavanne (431^e), Anne Lamiot (432^e), Sylvie Lamiot (433^e), Bruno Polace (434^e), Benoît Mouy (435^e), Dominique Mor (436^e), Patrick Furet (437^e), Laurent Lamiot (438^e), Pierre Chavanne (439^e), Anne Lamiot (440^e), Sylvie Lamiot (441^e), Bruno Polace (442^e), Benoît Mouy (443^e), Dominique Mor (444^e), Patrick Furet (445^e), Laurent Lamiot (446^e), Pierre Chavanne (447^e), Anne Lamiot (448^e), Sylvie Lamiot (449^e), Bruno Polace (450^e), Benoît Mouy (451^e), Dominique Mor (452^e), Patrick Furet (453^e), Laurent Lamiot (454^e), Pierre Chavanne (455^e), Anne Lamiot (456^e), Sylvie Lamiot (457^e), Bruno Polace (458^e), Benoît Mouy (459^e), Dominique Mor (460^e), Patrick Furet (461^e), Laurent Lamiot (462^e), Pierre Chavanne (463^e), Anne Lamiot (464^e), Sylvie Lamiot (465^e), Bruno Polace (466^e), Benoît Mouy (467^e), Dominique Mor (468^e), Patrick Furet (469^e), Laurent Lamiot (470^e), Pierre Chavanne (471^e), Anne Lamiot (472^e), Sylvie Lamiot (473^e), Bruno Polace (474^e), Benoît Mouy (475^e), Dominique Mor (476^e), Patrick Furet (477^e), Laurent Lamiot (478^e), Pierre Chavanne (479^e), Anne Lamiot (480^e), Sylvie Lamiot (481^e), Bruno Polace (482^e), Benoît Mouy (483^e), Dominique Mor (484^e), Patrick Furet (485^e), Laurent Lamiot (486^e), Pierre Chavanne (487^e), Anne Lamiot (488^e), Sylvie Lamiot (489^e), Bruno Polace (490^e), Benoît Mouy (491^e), Dominique Mor (492^e), Patrick Furet (493^e), Laurent Lamiot (494^e), Pierre Chavanne (495^e), Anne Lamiot (496^e), Sylvie Lamiot (497^e), Bruno Polace (498^e), Benoît Mouy (499^e), Dominique Mor (500^e), Patrick Furet (501^e).

Jean-Michel Hametel (443^e), Pascale Auger (444^e), Anne Bory (445^e), Jean-François Meulhert (446^e), Jean-François Bonnard (447^e), Laurent Somendrycker (448^e), Eric Lamiot (449^e), Christian Blaquart (450^e), Sylvain Gaudin (451^e), Frédéric Chavallier (452^e), Arnette Bion (453^e), Valérie Le Picher (454^e), Rodolphe Pouch (455^e), Christophe Bouchier (456^e), Delphine (457^e), Jean-Karim Hariche (458^e), Emmanuelle Torrazzoni (459^e), Samuel Carron (460^e), Sandrine Thery (461^e), Vincent Bova (462^e), Lolo Edine (463^e), Anne de Charpentier (464^e), Fabienne Remond (465^e), Laurent Morin (466^e), Frédéric Durand (467^e), Vincent Dagnat (468^e), Isabelle Michel (469^e), Alain Pouch (470^e), Sophie Rose (471^e), Cécile Beauvillat (472^e), Bruno Cessac (473^e), Myriam Jaurat (474^e), Alain Dumestre (475^e), Jean Gobin (476^e), France Nublat (477^e), Philippe Boudet (478^e), Cyrille Haaser (479^e), Jean-Louis Drouot (480^e), Christophe Furet (481^e), Jean-Benoît Benussan (482^e), Emmanuel Provost (483^e), Benoît Lamiot (484^e), Frédéric Ruffinot (485^e), Remy Portier (486^e), Anne Lamiot (487^e), Sylvain Lamiot (488^e), Lionel Serrate (489^e), Sophie Sautier (490^e), Nadine Jousset (491^e), Francis Lezin (492^e), Albert Galy (493^e), Jérôme Sautier (494^e), Laurent Lamiot (49

FESTIVAL D'AVIGNON

Certaines années, le « in » et le « off » se croisent. Michael Lonsdale joue Claudel dans le « off », tandis que le Festival accueille officiellement un jeune auteur Pascal Rambert, qui a d'ailleurs choisi de jouer dans un lieu excentré. La différence quand même tient au nombre de spectacles présentés à la suite au même endroit. Entre le « in » et le « off », on trouve les troupes permanentes, dont la plus ancienne, celle d'André Benedetto, fidèle à une certaine pauvreté. Et pendant ce temps Lluis Pasqual réfléchit au confort de l'installation.



Lluis Pasqual est catalan, et un peu insouciant. Il voudrait que le théâtre provoque une fièvre semblable à celle du sport.

Lluis Pasqual en attendant la foudre

Lluis Pasqual est catalan. « Wonder boy » de la scène espagnole, il vient de quitter la direction du Centre dramatique de Madrid où il est resté six ans. On parle de lui pour prendre la succession de Giorgio Strehler, son maître, à l'Odéon-Théâtre de l'Europe. Il y avait présenté deux spectacles *Lumière de Bohème* de Valle Inclán et *le Public* de Garcia Lorca. Il a également donné à Avignon l'*Edouard II* de Marlowe. Il y est revenu pour diriger des stages de mise en scène organisés par l'UNESCO. Mais le Festival, il connaît depuis longtemps.

Dans les années 70, j'étais hippy comme tout le monde et j'habitais un camping, dit Lluis Pasqual. Avignon représentait le théâtre, comme Perpignan le cinéma. Il n'y avait pas beaucoup d'activités à Barcelone, et si on voulait jouer en catalan, ça ne pouvait pas être plus de trois jours. Le catalan n'est pas un dialecte de famille, comme en Italie, c'est une langue, c'est-à-dire l'expression d'une culture singulière. J'ai fait mes études universitaires en catalan, je peux parler sur n'importe quel sujet. Il est vrai qu'à Bilbao, par exemple, on peut donner un spectacle en castillan, ou même en anglais, mais pas en catalan, je ne comprends pas pourquoi.

« Les Parisiens », à la Barthelasse

Un jardin d'images

C'est une réunion de famille : une vingtaine d'enfants grands qui reviennent leur jeunesse dans un paysage de rêve. Pascal Rambert, l'auteur, a choisi l'enchantement.

Devant vous, assez loin, une maison. Les fenêtres peu éclairées, rouges, dans le noir de la nuit. Maison de fantômes, mais aussi celle du Chaperon rouge.

En avant de la maison, des arbres, sur un rang, qui forment comme une arche vivante entre cette demeure et vous. Arbres géants, les troncs filent vers le ciel, tout droit, nus. C'est très haut, là-haut, que les feuilles claquent dans le mistral. Dans le ciel.

Et encore, là-dessus, une grande pelouse rase sur quoi les enfants jouaient au croquet, à chat perché, aux barres, et encore une piscine, mais pas neuve, plutôt un ancien bassin pour des nageurs peut-être, et encore une pelouse, et enfin c'est nous, le public, assis là sur quelques bancs.

Tout autour, les vignes, les champs de maïs, de blé, les bois, les alignements de peupliers qui coupent si peu le vent. Tout au-dessus, les étoiles. C'est très beau. Pascal Rambert, l'auteur et metteur en scène des *Parisiens*, a carrément choisi l'enchantement. Il écrit : « Le jardin au bord de la mer, la voûte du ciel, ce parc, ce jardin, ce cinéma ignoré, cette caverne sans idées, mais pleine d'images, ce cinéma moderne ».

L'abîme, vertigineux, infranchissable, c'est entre le vieux Camille Caron et tous ces êtres bien plus jeunes. Ils ont des paroles, des réflexes, d'un autre monde. Vue par Camille, cette fantasia dans le parc est une fantasmagorie, qui lui échappe, qui l'irrite un peu. Mais qui l'endort dans un charme, comme s'il était un fantôme déjà, si bien qu'il ne se fâche vraiment que lorsque réapparaissent, au-dessus du chambré et des larmes noies, telle ou telle misère d'autrefois, querelle d'époux, jalousie.

Cette soirée à la belle étoile, les *Parisiens*, ne méritent pas. Elle ne peut se raconter, vous voyez bien. Elle est d'un charme infini. Les comédiens sont des merveilleux, Jean-Paul Roussillon d'abord (le vieux Camille), et tout les autres, Claire Nebout, Dominique Frot, Patrice-Pierre Guillemin, Geoffrey Carey, Philippe Fauré, Jean-Louis Lods (je sais ce que cette énumération peut avoir de non figuratif pour le lecteur, mais ce serait une injustice de ne pas nommer tout le monde, alors continuons). Olivier Torres, Nilou Kavesh, Eric Doye, Lucas Belvaux, Fabien Duval, Mireille Perrier, Miloud Khétib, Isabelle Weingarten, Alexandre Régis.

Il y a juste un défaut : la pièce dure de 22 heures à plus de 2 heures du matin. C'est beaucoup trop long, parce que le mistral souffle, il fait froid, vous n'êtes pas bien assis, et ce qui a lieu devant vous est beau, féérique, intelligent, émouvant, très drôle par moments, mais n'est quand même pas soutenu par une imagination créatrice telle que l'écoute du public reste en éveil longtemps.

Mode d'emploi : ne rater pas les *Parisiens*, de Pascal Rambert, il nous semble que c'est l'un des meilleurs spectacles de ce Festival, depuis le début, mais n'y restez que deux heures environ. Partez à l'entracte, vers minuit et demi, ou même un peu plus tôt si vous avez trop froid. Ou bien, comme c'est dommage de rater la fin (il y a là des monologues très beaux), allez voir cette pièce en deux fois.

M. C.

La Desprelle, 16 de la Barthelasse, 22 heures, jusqu'au 30 juillet.

Le Big Band, nouveau lieu chaud

La Cour d'honneur du « off »

Le Festival « off », a son journal, son livre, ses stars, ses inconditionnels et sa nouvelle « multisalle », le Big Band.

A 14 heures, des boulevards russes en provenance des stocks Stein frémissent au-dessus d'un épais tapis de feuilles mortes. A 16 h 30, des chandeliers circulent sur le plateau nu, en attendant qu'on étende des draps comme les alme Planchon sur les deux cordes bricolées discrètement tendues.

A 18 h 30, le blanc des lessives est remplacé par la pourpre latine. A 21 heures, le rouge pompéien vire à l'ocre djebel. A 0 h 30, le réalisme stylisé des maisons berbères cède la place aux contours flous d'un paysage ourique où évoluent d'étranges oiseaux-marionnettes.

Indifférents à ces changements de décor, les deux ventilateurs ronronnent au plafond, diffusant un semblant de fraîcheur aux spectateurs successifs de Salle n° 6, la *Dispute*, l'*Art d'aimer*, *Une enquête au pays* et *Noëk*. On est au Big Band Théâtre, dernier né des lieux « off » avignonnais. La partie supérieure d'un ancien cinéma de quartier, le Roxy, coupé à hauteur du balcon, a été réaménagée par une équipe de régisseurs de scène qui veut en faire une salle permanente.

A l'affiche de son premier festival, une des cinquante-huit créations (sur deux cent soixante-quinze spectacles) recensées à ce jour dans le « off » : le « polar magique » de la compagnie Nedjima. Une enquête au pays, d'après le roman de Dries Chraïbi, est un spectacle francophone surtout attachant par son sujet : les problèmes des villageois berbères malmenés par l'administration marocaine.

Les compagnies de l'EGF et de l'Esquif (respectivement de Belfort et de Gray), qui se sont unies pour

produire Salle n° 6, ont un peu de mal à surmonter le handicap d'une heure vouée à la sieste dans les pays de canicule. Néanmoins leur spectacle, très professionnel dans le jeu et la mise en scène, fait entendre un texte éclairant sur les inquiétudes de Tchekhov.

Jean-Daniel Laval, du Théâtre de poche de Bruxelles, communique plus facilement sa découverte complot de l'*Art d'aimer* d'Ovide, et les élèves-comédiens du cours Véronique Nordey, de Paris, obtiennent un franc succès dans une *Dispute* aux tonalités parfois complaisamment boulevardières.

La providence des compagnies

Le public n'a donc pas mis longtemps à trouver le chemin du Big Band en dépit de la concurrence des soixante-cinq autres lieux comptabilisés par la Maison du Festival. Cette structure, mise en place voici quelques années par Alain Léonard, est devenue un Etat dans l'Etat, providence des compagnies comme des spectateurs du « off ».

Elle aide les gens de théâtre à trouver des lieux d'accueil, rassemble les informations dans un journal attrayant et procure des cartes qui permettent aux « bonhommes » de consommer à moindre coût.

Un Livre du Festival « off » est même sorti cette année, qui plaide pour la fonction de festival du phénomène et fait état de son étonnante progression : de trente-huit à trois cent quatre-vingt spectacles entre 1971 et 1988 (1).

Ses auteurs démontrent que l'esprit de Jean Vilar souffre sur les lieux « off » et que plus d'un de ses héros est devenu personnalité marquante du théâtre français. Lucien Attoun, observateur privilégié au temps du Théâtre ouvert avignonnais, évoque les années « off » de Daniel Mesguich, Serge Valletti, Robert Girones ou Gildas Bourdet.

en rappelant que dès l'origine le « hors-festival » eut ses stars, Antoine Boursseiller, Bernard Sobel, comme aujourd'hui Michael Lonsdale, Gilles Carle... ou Daniel Buren, qui collabore à un spectacle Handike.

Des Californiens demandent conseil

Grâce à eux, mais aussi à des achetés de la base, comme l'infatigable Pierrette Dupuyet, avec son déjà vieux succès *Madame Guillotin*, le « off » avignonnais a fait parler de lui. Si bien que des Californiens sont venus demander des recettes à Alain Léonard pour implanter l'équivalent à Los Angeles, comme s'il s'agissait d'exporter une institution.

Et plusieurs troupes sont venues de loin, cette année encore, pour prendre part à la fête : de Pologne, du Japon, du Brésil, de Turquie, en attendant des Coréens du Sud et des Hongrois.

Les derniers arrivés, pour un court séjour au Centre culturel américain, sont les New-Yorkais de la troupe universitaire « Phiff » avec *Under America* — trois jeunes gens très convenables qui utilisent la danse et le mime pour « physiquer les conflits humains en exposant dangereusement les instincts de l'acteur » (sic).

Comme dans beaucoup de spectacles « off », le propos universel sonne et produit qu'un divertissement de bonne compagnie, mais quelques-uns des très jeunes spectateurs présents auront en envie, peut-être, de faire à leur tour des cabrioles sur un tapis. Dans deux ans, ils hurleront du Marivaux au Big Bang, et dans quinze ans ils prendront d'assaut quelque cloître, sinon la Cour d'honneur.

BERNADETTE BOST.

(1) Festival « off » Avignon, d'Alain Léonard et Gérard Vantaggioli, Illustrations de Cabu, éd. des Quatre-Vents.

« L'Echange » de Claudel

L'arrachage de l'arbre

La Cour et les lieux « off » c'est pays riche et pays pauvre. Mais il y a toujours eu dans le « in » des choses faibles ou manquées et dans le « off » des choses superbes, c'est inévitable.

Claudel était remonté à bloc, quand il a écrit *L'Echange*. L'Amérique, où il travaillait, ne le touchait pas, pas encore. Il a été sûrement vert de voir que les églises, dans les villes, étaient bien plus petites que les maisons. Tant qu'à faire, il imagina une basilique souterraine, à Chicago. Pour ne pas craquer, lorsqu'il rongea son frein dans les bureaux d'un consulat, il se raccrochait à deux choses : les Indiens, les Peaux-Rouges, leurs poèmes, leurs légendes, et d'autre part l'argent, le froir, cette chose immatérielle qui est l'outil de l'échange, de tous les échanges, les plus beaux et les plus laids. Et Claudel songeait au théâtre, aussi, et à son village natal, aussi. Et ce fut *L'Echange*.

Des années plus tard, Paul Claudel n'était plus un jeune homme ne regardant pas les femmes, il s'était laissé emporter dans des orages, des folies, des ruptures, et le mot « échange » avait changé de visage. L'échange pouvait être quelque chose d'affreux, décidément. Un homme, le matin, vient s'asseoir près de sa femme. C'est pour lui dire : « Je m'en vais ».

Cette scène, il en fut écrite des infinités, pour la scène. Mais une seule est à la fois de la taille juste, et immense : celle de la seconde version de *L'Echange*. Sans doute Paul Claudel, ce jour-là, a revu ce qu'est l'arrachage d'un grand arbre, les cordes passées autour du tronc, qui l'écorchent, le danger de tuer quelqu'un si l'arbre tombe de travers, et la splendeur encore de la vie de l'arbre debout, quelques instants encore, les fruits, les oiseaux, les hivers, les tempêtes, et les écoulements, et les prémonitions tracées à la lame de couteau, et tout simplement la fraîcheur de l'ombre, comme une vie, vit comme un ours, sous les arbres, dans un coin du parc.

Et les cordes sont accrochées aux bœufs, et la scie déchire la chair blanche de l'arbre, mais la tristesse et l'angoisse de l'attente ne sont rien en comparaison du craquement, de

la déflagration, tonitruante et pourtant sourde, sans rien de comparable, et de ce gros monstre de terre et de racines qui a surgi comme un diable et qui à présent s'écroule le terrain. Dans sa scène de rupture de *L'Echange*, très lente, très longue, Claudel a transposé toutes ces constances, et c'est un cœur, une femme, une vie, qui là sont abattus. C'est d'un art unique.

Un ancien de chez Vilar, Jean Nagron, a orienté les acteurs, dans ce jardin, sous ce platane géant. Jeu simple : intériorité, partage, réinvention, irradiation. Virginie Lacroix est la jeune femme du pays de Claudel, que son brigand de beau brun, au sang indien, abandonne. Michael Lonsdale est le plus formidable Thomas Nagroire que j'aie vu, le plus redoutable et le plus attachant, et Mala Simon maîtrise avec un tact, un charme, rare, le rôle de l'actrice, l'un des plus difficiles de l'art dramatique. L'homme qui quitte sa femme est joué par un acteur qui s'appelle David Negroni. Son père, ou son oncle, je ne sais, ne le quitte pas des yeux. Il joue au doigts et à l'oeil.

MICHEL COURNOT.

Jardin du cours Saint-Michel, 10, rue Pézanne, 21 h 30 jusqu'au 3 août.

« Thermidor-Terminus », de Benedetto

Le blues de Robespierre

Le fantôme de Robespierre est de retour au Théâtre des Carmes après huit mois de tournée : André Benedetto célèbre chez lui, avec cinq ans d'avance, le bicentenaire du 9-Thermidor.

Il pleurerait aux meilleurs de Paul et Virginie, s'attendrissait comme son maître Rousseau à la vue d'un paysage champêtre, se consolait d'être si mal compris des hommes en échangeant des confidences humanistes avec son chien Broust. Tel est le Robespierre d'André Benedetto : un révolutionnaire, certes, dans le flamboiement de son utopie, mais pas le maître de la Terreur, pas le sanguinaire qu'on a dit.

Pour évoquer cet autre Robespierre, le vrai peut-être, au risque de froter l'hagiographie, le

poète libertaire avignonnais a imaginé la rencontre en prison, au lendemain du 9 thermidor, de deux fervents robespierristes. L'un, dont il s'est réservé le rôle, est le menuisier Maurice Duplay, qui héberge son héros. Le plus jeune (joué par Alain Vergne) est le futur auteur de la *Conspiration de l'égalité*, Philippe Buonarroti.

Le premier porte la veste rayée de Robespierre sur ses habits bleus d'homme ordinaire ; le second est déguisé en femme, avec robe blanche et perruque bouclée. Pourquoi un tel travestissement ? Moins pour éclairer psychanalytiquement la relation des deux hommes, semble-t-il, que pour accentuer la théâtralité de leur rencontre. Pour créer une « distance », en quelque sorte, entre le jeu et l'histoire. Rappeler aux spectateurs que la pièce *Thermidor-Terminus* n'est pas un document mais la parole — lyrique, réveuse, provocatrice, nostalgique — d'André Benedetto.

Ce drôle de couple a un autre intérêt dramatique : il permet à l'auteur de se laisser aller à son goût de la maieutique. Tel Socrate, Benedetto croit aux vertus du questionnement pour « accoucher les esprits » de la vérité. Buonarroti interroge donc, sans relâche, et Duplay lui répond, jusqu'à prendre à la lettre la métaphore de l'enfantement et mettre au monde, dans le douleur mimée, le chant de mort des utopies. En sollicitant les seuls pouvoirs primitifs du corps de l'acteur, Benedetto a réalisé délibérément la plus « pauvre » de ses mises en scène. La plateau nu où Duplay et Buonarroti jouent *Thermidor* aide à parler d'un dénouement plus actuel. Au-delà du drame de l'an II, il fustige toutes les trahisons contemporaines de l'idéal égalitaire.

B. B.

Théâtre des Carmes, à 21 h 30, sauf les dimanches, jusqu'au 3 août.

Culture

OPÉRA

Le Festival de Montpellier ressuscite « Henry VIII »

Saint-Saëns chez les Tudor

René Kœring a le goût des œuvres rares jamais jouées. Il prenait un risque en exhumant l'« Henry VIII », de Saint-Saëns. Disparu de l'affiche depuis trente-dix ans, ce drame historique intimiste a remporté un immense succès.

Avant de découvrir *Henry VIII*, de Saint-Saëns, créé à l'Opéra de Paris en 1883 et disparu de l'affiche depuis 1919, on imaginait un grand opéra historique, brillant et solennel. La résurrection qui vient d'être tentée, en version de concert, au Festival de Radio-France et de Montpellier, que dirige René Kœring, a montré qu'on se trompait. Exception faite du troisième acte (le Synode) qui, par un heureux contraste, offre un tableau grandiose, le style de l'ensemble est plutôt intimiste. Ce n'est pas pour autant une intimité chahuteuse. C'est le style dicté par l'équilibre d'une œuvre où le savoir-vivre exige que chacun garde en s'exprimant une parfaite maîtrise de soi.

Ainsi, la musique n'est-elle pas tant celle qui suggérerait le sens des mots que celle du ton sur lequel ils sont dits. À entendre, par exemple, *Henry VIII* s'adresser à Catherine d'Aragon, au premier acte, on pourrait croire, si l'on ne comprenait le texte, que le plus tendre des soupis répond galamment à sa bien-aimée. Or ses paroles sont d'une rare cruauté quoique enrobées d'une exquise politesse. Le drame, en quelque sorte, se joue en contrepoint de

la musique. Celle-ci souligne l'action plus souvent par antiphrases qu'avec les moyens dramatiques habituels. D'où le reproche un peu injuste qu'on lui adresse d'être « à l'opéra pas théâtral ». Mais personne, heureusement, ne songerait à nier que la partition contient de l'excellente musique, presque de bout en bout : « Je suis allé l'entendre de nouveau la semaine dernière », écrivait Gabriel Fauré à André Messager, et chaque fois j'y prends plus de plaisir.

Le plaisir est bien le sentiment qui domine. Il faudra revenir à cet *Henry VIII* pour en découvrir toutes les ressources. Stylistiquement — et c'est ce qui peut déconcerter d'abord — l'ouvrage se situe dans la descendance du meilleur Gounod : la mélodie coule à flots, sans platitude ni vulgarité, et laisse pressentir le *Messager de la Benoîte* et de *Fortunio*. L'orchestre, sobre, coloré de l'intérieur, ne couvre jamais les voix ; celles-ci sont traitées avec une générosité et une habileté qui mettent en valeur toutes leurs facettes. Délaissant la grisaille du récitatif, Saint-Saëns a joué en effet de cette distance volontaire entre la cruauté du drame et la dignité aristocratique du ton pour remonter avec la vocalité mozartienne, pour appeler les choses par leur nom et la répandre jusque dans les conversations anodines.

Henry VIII aurait autant de droit que *Samson et Dalila* de se maintenir au répertoire car il offre deux rôles en or : soprano et baryton — et une action dramatique solidement charpentée. L'œuvre sera d'ailleurs certainement reprise sur scène à Compiègne, où Pierre Jourdan pré-

sidera aux destinées du Théâtre français de musique dans cet étonnant opéra impérial laissé inachevé en 1870 et récemment achevé. En attendant, la version de concert, soigneusement dirigée par John Pritchard, a obtenu un succès si vif qu'après trois heures et demie pendant lesquelles les interprètes et le public causaient doucement à l'écoute, les applaudissements et les rappels ne semblaient devoir finir qu'avec la fonte des parties métalliques du théâtre.

La plus large part de ces applaudissements revenait à Françoise Pollet (Catherine d'Aragon), dont la voix, aussi à l'aise dans la puissance que dans l'extrême-douceur, réunit toutes les qualités qu'on attend d'un véritable soprano dramatique ; la prestation d'Alain Fondary (*Henry VIII*) confirmait le prestige dont ce baryton jouit à présent. Le rôle d'Anne Boleyn est peut-être un peu lourd pour Magali Chalmeau-Damonte, qui doit forcer dans le grave, mais le timbre est beau. Quant au ténor Christian Lara, il présente sur deux ou trois notes aiguës qu'il n'attaque jamais franchement, des défauts de justesse et de saillance qu'il dévalorisent une voix dont la matière est pourtant riche mais stylistiquement brute et sans souplesse.

Les autres rôles étaient bien distribués, et dans l'ensemble on comprenait presque tous les chanteurs ainsi que les chœurs de l'Opéra de Lyon qui s'étaient joints à l'Orchestre national lyonnais.

★ Diffusion sur France-Musique : samedi 22 juillet, 21 h 30 (à l'issue d'une journée consacrée au répertoire de la fin du dix-neuvième siècle).

JAZZ

Archie Shepp et Chris McGregor à Oloron-Sainte-Marie

Deux pionniers remontent le courant

Le maître de la free music, Archie Shepp, et le *Brotherhood of Breath* de Chris McGregor (quinze musiciens dirigés par le pianiste sud-africain) sont en tournée.

Pas dans les « grands » festivals. Pas encore.

Le timbre d'Archie Shepp au ténor, sa façon de prendre très peu de bec en bouche et de faire jouer le bas des lèvres et du menton (par gonflement, malaxage et rumination) est unique. Cette façon raconte l'histoire de plusieurs lieux. Shepp vient de Floride (Fort Lauderdale, 1937), mais c'est à Philadelphie qu'il s'est installé et qu'il a appris. Le bruit de Philadelphie, le son des rues de New York, mais c'est à New York que Shepp a eu le choc décisif, en 1960 quand il a entendu John Coltrane.

Shepp est étonné. Il reste le musicien le plus lucide de sa génération. Il a gardé ces attitudes rangées, cette sauvagerie mesurée. Il mord dans la musique. Et quand il chante, c'est à la façon des *shouters* : avec violence et négatif, toujours en force, toujours pour donner plus, plus de colère, plus d'amour, plus de musique. Simplement, aujourd'hui, celui qui a pu passer pour le leader du jazz d'avant-garde, offensif, libertaire et sans compromis, paraît plus seul. Infiniment plus seul.

De bric et de broc, en rassemblant les fragments et les copeaux de l'histoire du jazz, Shepp s'est fait une étrange syntaxe. Singulière et émouvante. Il la glisse dans les arrangements de Chris McGregor. Quinze musiciens sont dirigés par le Sud-Africain, la douceur même, facétieux, décidé, coiffé d'interminables cheveux blancs comme les copieurs, ceux qui ont abandonné le monde de la mécanique pour rester dans la forêt et s'y perdre.

Chris McGregor est un pionnier. Il joue avec des Noirs depuis qu'il joue en Afrique du Sud, autant dire depuis l'enfance. On ne joue pas du piano à Somerset-West (Afrique du Sud) comme on joue à Philadelphie. Chris McGregor a dû quitter ce pays à cause de cette mixité inadmissible. Il a fait connaître au monde entier une légion d'extrême aventure. Une musique d'une extrême invention. Des mélodies africaines revues et corrigées par l'art des cuivres (les grandes villes du jazz), des percussions vives, des musiciens gaï.

C'était trop tôt. L'apartheid n'était pas encore à la mode. Le monde entier s'est lassé. Le monde entier se lasse vite. On avait trop vu Chris McGregor, trop vu et entendu Archie Shepp. Ils se sont mis à végéter. Chris McGregor s'est installé dans le Lot-et-Garonne. Shepp partout où on lui donnait 3,50 F pour mâcher son bec de saxophone. Et de gros malins ont dégoté des Zoulous d'occasion pour se rapprocher du rock. Chacun son combat.

Shepp et McGregor sont en tournée. Ils ont démarré dans les festivals à contre-courant : Marseille, Sorgues... A Oloron-Sainte-Marie, capitale (modeste) du Haut-Béarnais, une des villes les plus touchées que l'on connaisse, ils ont joué comme s'ils se remontraient pour la première fois. Avec l'idée tranquille de sortir la musique de ses gonds, juste par jeu, pour raconter des histoires. Des histoires d'amour, de ghetto, de Noirs et de Blancs, d'Afrique et de musique... Le jazz accablait le cœur et la pensée. C'est son charme.

A Oloron-Sainte-Marie, le public vient des vallées et des villes, est sérieux, attentif, connaisseur. Pas très nombreux. En quelques riffs, comme McGregor sait les lancer tous cuivres au vent — dommage que le batteur n'ait pas l'ampleur d'un batteur de big band — il a mis Shepp sur orbite. Et le public dans le rêve du jazz. La musique s'est alors installée, imposée, changeant la perception et le monde immédiat. Ça n'arrive pas tous les jours. Cela aurait pu se passer aussi bien, sans rien empêcher, dans un gymnase moche, torride, aussi « gonflable » qu'une station-service équipée de chaises en plastique orange particulièrement inconfortables, et vêtue de ciment et de tôle ondulée. C'était ailleurs le cas.

FRANCIS MARMANDE.

★ Archie Shepp et Chris McGregor sont au New Morning ce jeudi 20, à 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

VARIÉTÉS

Après le dépôt de bilan du Printemps de Bourges

Pendant le redressement le spectacle continue

Un administrateur judiciaire doit être nommé, vendredi 21 juillet, à la suite du dépôt de bilan de la SARL Printemps de Bourges.

Jacques Rimbault, le député et maire (FC), a renouvelé sa confiance aux administrateurs du Printemps et a affirmé qu'il était prêt à augmenter l'aide municipale tout en demandant aux autres collectivités locales et surtout au ministère de la culture un accroissement de leurs subventions.

L'édition 89 du Printemps avait enregistré une baisse de fréquentation de vingt mille spectateurs par rapport aux précédentes. Cette baisse, qui venait s'ajouter au désistement d'un sponsor, a porté le déficit de la SARL Printemps de Bourges, accumulé en trois ans, à plus de huit millions de francs (*Le Monde* du 14 juillet). C'est ce qui a rendu inévitable le dépôt de bilan et la nomination d'un administrateur judiciaire. Mais Daniel Collin, le directeur du Printemps, soutenu par le maire, a voulu marquer qu'il s'agissait d'une mesure de redressement et non pas d'un enterrement : il a annoncé que les dates de l'édition 1990 de la manifestation étaient déjà fixées (du 11 au 16 avril), ce qui ramènera la durée du festival à six jours au lieu de neuf en 1989. Le coût total des concerts passerait

ainsi de 25 à 21 millions de francs. Mais le remède aux maux financiers dont souffre chroniquement le Printemps réside plus dans l'accroissement des recettes que dans la réduction des dépenses. Echantonné par leur optimisme excessif en matière de billetterie, les organisateurs tablent désormais sur un accroissement des subventions et des recettes apportées par les sponsors.

Le maire de Bourges a publié un communiqué intitulé, *Vive le Printemps de Bourges 1990*. M. Jacques Rimbault, qui sait que le festival est un élément essentiel de la vie de sa cité, compte sur l'autoroute (qui relie depuis peu directement Paris à Bourges) et sur Jack Lang (il a adressé un SOS au ministre) pour faire repartir le Printemps d'un bon pied. Du côté de la SARL, on estime que la part des subventions de l'Etat et des collectivités locales dans le budget devrait passer de 22 % à 30 % « au minimum ». En attendant la réponse du ministère et des sponsors (les organisations professionnelles, SACEM, ADAMI, Fonds de soutien...), sont à priori déjà d'accord pour doubler leur participation), les organisateurs affirment que, de toute façon, le Printemps ne changera pas d'identité : mélange de musiques du monde et de chanson française, de stars et d'inconnus. Reste à savoir si les créanciers permettront au Printemps de passer l'hiver.

THOMAS SOTRIEL.

EN BREF

Les défenseurs du Théâtre de la Rose déboutés

Les défenseurs du Théâtre de la Rose dont les vestiges ont été découverts lors de travaux sur la Tamise il y a quelques mois, ont été déboutés, lundi 17 juillet à Londres, de leur action menée contre le ministre de l'environnement, Nicholas Ridley. Ils lui reprochaient de ne pas avoir pris les mesures nécessaires pour classer ce site où Shakespeare aurait fait ses débuts d'acteur. Cette décision est un échec pour le Rose Theater Trust, qui a le soutien de nombreux artistes. Récemment, leur mobilisation avait sauvé le théâtre de la démolition (*Le Monde* des 4 et 5 juin). Aujourd'hui, ils demandent que le site soit visible du public au lieu d'être enseveli.

Le ministre a reconnu que les vestiges du Théâtre de la Rose étaient importants pour le patrimoine national, mais il a estimé qu'il n'était pas nécessaire de les classer.

Un cinéaste italien lauréat du 16^e Festival de Moscou


Le Voleur de savonnettes, du réalisateur italien Maurizio Nichetti, a remporté, mardi 18 juillet, le Saint-Georges d'or, grand prix du 16^e Festival international de cinéma de Moscou, présidé par le cinéaste polonais Andrzej Wajda. Le Saint-Georges d'argent a été décerné au *Voleur de musée*, un pamphlet sur la situation politique actuelle de l'URSS, réalisé par le Soviétique Constantin Lopouchansky. La Sud-Coréenne Kan Soo Yong a reçu le prix de la meilleure actrice pour son interprétation dans *Viens, viens plus haut*, de Quon Teck. Celui du meilleur acteur est allé au Finlandais Turo Pajala pour son rôle dans *Ariel*, d'Aki Kaurismäki.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

HERBERT VON KARAJAN
5 AVRIL 1908 - 16 JUILLET 1989



HERBERT VON KARAJAN, A TOUJOURS DÉROULE POUR NOUS, ARTISTES, UN TAPIS MAGIQUE. IL NOUS SUFFISAIT DE NOUS INSTALLER ET, AVEC LUI, NOTRE TRAVAIL PRENAIT UNE AUTRE DIMENSION.

JESSYE NORMAN

Deutsche Grammophon

كتاب النحل

Spectacles

expositions

Centre Georges Pompidou
Place Georges-Pompidou (42-77-12-33)
T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.
RICHARD ARTSCHWAGER, Galerie contemporaine, rue du Château-Lafayette, jusqu'au 17 septembre.
CLAUDE LORAIN, Galerie de la Cité, Entrée : 15 F (gratuit pour les moins de 13 ans). Jusqu'au 28 août.
DE MATTEO A L'OUVERTURE, 3 et 4 étages, Entrée : 22 F, jusqu'au 31 décembre.

Musée d'Orsay
Quai d'Orléans (45-49-49-14), T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.
1889, LA TOUR EIFFEL ET L'EXPOSITION UNIVERSELLE, Entrée : 30 F, jusqu'au 15 août.
CHARLES LAMOREL, PEINTURES, Exposition-déclat, Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 août.
OR ET COULEUR : LE CADRE DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE, Exposition-déclat, Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 24 septembre.

Palais du Louvre
Entrée par la pyramide (40-20-51-51), T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.
LES DONATEURS DU LOUVRE, Exposition-déclat, Entrée : 23 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 août.
L'INSPIRATION DU POÈTE, Pavillon de Flore, Entrée : 25 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 21 août.
MICHEL-ANGE, DESSINATEUR, Galerie Médicis, Entrée : 25 F + 7 F (pour la location du droit d'entrée au musée). Jusqu'au 31 juillet.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris
11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27), T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.
JEAN FAUTRIER, Exposition rétrospective, Entrée : 15 F, jusqu'au 24 septembre.
NAM JUNE PAIK, La 1^{re} Biennale, jusqu'au 30 octobre.

Grand Palais
Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. G. Eisenhower.
LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE, Cinq photographes en noir et blanc de 1904 à 1944. Galerie nationale, T.L.J. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.
Cité des sciences et de l'industrie
30, av. Corentin-Lise (46-42-13-13), Mer, jeu, ven. de 10 h à 18 h, mer, dim. et jours fériés de 10 h à 18 h.
MILLE MILLIARDS DE MICROBES, Salle scientifique, Entrée : 30 F (Cité pass). Jusqu'au 30 décembre.

Musées
1789 - 1815 L'ÉTOFFE DES HÉROS, Costumes et textiles français de la Révolution à l'Empire. Musée des Arts et Métiers, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
1789 - LE PATRIMOINE LIBRE, Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
BOGARTCHEV - POUYNY, Musée de l'Homme, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
MARGARET BOURKE-WHITE, Rétrospective, Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, Entrée : 25 F, jusqu'au 10 août.
CHEZ LES ESKIMO, Musée de l'Homme, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
CHRONIQUES SICILIENNES, Photographes de Lektia Battaglia et Franco Zecchi, Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, Entrée : 25 F, jusqu'au 10 août.

DEMACHEY, PUYO ET LES AUTRES - LE FACTORIALISME DANS LES COLLECTIONS, De la Société française de photographie, Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, Entrée : 25 F, jusqu'au 10 août.
ROLAND DOREL, SCULPTEUR, BRETTON DU XIX^e SIÈCLE, Musée national des Monuments français, palais de Chaillot, Entrée : 25 F, jusqu'au 10 août.
SYLVAIN DUBISSON, Musée des Arts et Métiers, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

EXTENSION DE LA GALERIE CONTEMPORAINE, Musée des Arts et Métiers, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
TONI GRANIT, Musée Rodin, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
IMAGES DE LA RÉVOLUTION 1789 - 1889, Musée d'histoire contemporaine, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

MÉTAL, HOMMES ET DIEUX, Jardins des Fontaines, galerie de minéralogie, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
LES MURS DE LA RÉVOLUTION, Musée de la Ville de Paris, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

PARCS ET PROMENADES DE PARIS, Pavillon de Flore, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
PRIX NIEPCE 1989, Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, Entrée : 25 F, jusqu'au 10 août.

QUAND PARIS DANSAIT AVEC MARIANNE, Musée du Petit Palais, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
QUAND RODIN EXPOSAIT, Musée Rodin, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LES HOPITAUX PARISIENS, Musée de l'Homme, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
REVOLUTION FRANÇAISE ET ARTS DU SPECTACLE 1789-1889, Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

TRINTE ARTISTES SOVIÉTIQUES A PARIS, Musée de Luxembourg, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
1789 - LE PATRIMOINE LIBRE, Bibliothèque de l'Assemblée, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

ALLIAGES ET ALLIANCES, Des Muses et des Muses, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
EGYPTE - EGYPT, Institut du monde arabe, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

ESTAMPES ET RÉVOLUTION, 200 ans après, Centre national des Arts plastiques, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

LA TOUR EIFFEL - UN TOUR DE FORCE, La Tour Eiffel à 100 ans, Fondation Moma, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

LE VOYAGE EN ITALIE, Les photographes français en Italie 1849-1929, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

VALERIO ADAMI, Galerie Lelong, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
JAMES HOPKIN, Sculptures et peintures, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

DEITER ROTH, Galerie Claudine Papi, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
NICOLAS SCHOFFER, Sculptures, Galerie Denise René, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

CINDY SHEPHERD, Chryseum, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.
TAI COAT, Galerie Chryseum, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

JEAN TINGUERY, Des années soixante aux années quatre-vingt, Galerie Beaubourg, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

LA BAILLÉE DES DALTON, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

LA COMPAGNIE DES LOUPS, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

LES DÉSIRS, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

BRÉIGNY-SUR-ORGE, Dédicace de la Propagande 7, Espace Jules Verne, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

NEUILLY-SUR-MAINE, Les Dédicaces de la Propagande 7, Espace Jules Verne, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

PARIS-LA DÉFENSE, Espace de la Défense Art 4, Patrimoine du monde, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

PONTAÏSE, Espace de la Défense Art 4, Patrimoine du monde, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

RETOUR, Espace de la Défense Art 4, Patrimoine du monde, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

SAGA INGMAR BERGMAN, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

Mr. Smith au Sénat, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

RETOUR, Espace de la Défense Art 4, Patrimoine du monde, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

VIVA JAMES BOND, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

WOODY ALLEN, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

LES GRANDES REPRIS, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

ACCATTONE, Entrée : 15 F, jusqu'au 10 août.

FESTIVAL D'AVIGNON

Les cinq cents premières commandes recevront en prime l'affiche du Festival (affiche de 40 x 59 cm destinée par Jean-Paul Chambas, reproduite ici en noir et blanc avec son aimable autorisation).

LE MONDE ACTES SUD-PAPIERS OFFRE SPÉCIALE

jusqu'au 3 août 1989

SOUSCRIPTION

Le Monde, le festival d'Avignon et Actes Sud-Papiers publieront dès septembre prochain l'album du Festival d'Avignon 1989. Un livre de 160 pages très largement illustré (plus de 100 photos) vous fera vivre ou revivre les grands moments du Festival 1989. Rédigé par les journalistes, écrivains et personnalités présentes à Avignon du 12 juillet au 3 août, cet album sera le témoignage sur le vif des passions suscitées par les spectacles. Vous pouvez commander cet ouvrage en bénéficiant dès aujourd'hui d'un prix de souscription de 85 FF au lieu de 95 FF (port et emballage compris).

Livre disponible dès septembre 1989

| | |
|-------------------------------------|---------------|
| à renvoyer avec votre règlement à : | NOM : |
| ACTES SUD-PAPIERS | PRÉNOM : |
| 18, rue de Savoie, 75006 Paris | ADRESSE : |
| | CODE POSTAL : |

Économie

SOMMAIRE

■ La création d'un plan d'épargne populaire (PEP) laisse entier le problème du financement des retraites dans les années à venir (lire p. 25).

■ L'emploi en Europe dépend essentiellement du développement des petites et moyennes entreprises, estime la Commission de Bruxelles (lire p. 25).

■ La sécheresse qui sévit en France amène les pouvoirs publics à préconiser des mesures de restriction en eau. Le président de la FNSEA se prononce pour une suppression momentanée des charges des agriculteurs victimes de la sécheresse (lire ci-dessous).

■ En 1988, l'industrie française a connu une vive reprise. Les meilleurs résultats depuis douze ans (lire ci-dessous).

■ Ralentissement de l'inflation aux États-Unis (lire ci-dessous).

Les pouvoirs publics s'inquiètent des répercussions de la sécheresse en France

S'il est encore trop tôt pour dresser un bilan de la sécheresse qui frappe le sud de la France, on sait déjà que le manque d'eau aura des conséquences catastrophiques sur certaines récoltes. Dans les régions Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Aquitaine, en Corse et dans l'arrière-pays méditerranéen, on constate pour l'ensemble des producteurs des pertes de rendement allant de 30 à 40 % sur le colza et le tournesol, à 50 % sur le blé dur, les orbes de printemps, le maïs et le sorgho en terre légère.

Inquiètes de la persistance de la canicule et de l'insuffisance des moyens d'irrigation, les organisations agricoles mettent en œuvre la solidarité professionnelle entre les régions touchées par la sécheresse et celles du Nord et du Centre, qui disposent de réserves en fourrage. Le président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), M. Raymond Lacombe, estime, dans l'entretien qu'il nous a accordé, que les agriculteurs victimes de ce coup de chaleur

devraient bénéficier d'un allègement substantiel de leurs charges. Le président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), M. Henri Jouve, a précisé de son côté, le 19 juillet, que les agriculteurs « ne demandent pas d'impôt sécheresse ». Le secrétaire d'État français à l'environnement, M. Brice Lalonde, a déclaré le même jour que le gouvernement pourrait prendre des mesures plus contraignantes de rationnement de l'eau dans certaines régions en cas d'aggravation de la sécheresse.

« Il faut une année zéro des charges pour les victimes »

nous déclare le président de la FNSEA

« Quel est aujourd'hui le degré de gravité de la sécheresse ?

— Il faut être prudent car la situation évolue chaque jour. Elle est très grave dans le Grand Sud et le Sud-Ouest où les céréales d'automne sont médiocres. La baisse des rendements atteint par endroits 50 %. Quant aux récoltes d'été, elles seront souvent incertaines faute d'eau pour l'irrigation. Dans l'Ouest, la question est de savoir comment va évoluer le maïs. S'il ne pleut pas, nous connaissons une crise profonde.

— Avez-vous appelé à des mesures d'urgence ?

— Nous avons demandé à toutes nos fédérations départementales d'encourager les « mariages » entre les régions d'élevage du Sud et les régions céréalières du reste de la France pour que ces dernières échangent des réserves de fourrage au lieu de les enfouir ou de les brûler. Cependant, cette solidarité professionnelle ne suffit pas.

— Nous aimerions que les régions d'élevage puissent recevoir à des prix réduits et sans frais de transport des céréales européennes actuellement stockées. Les réserves de maïs pourraient ainsi alimenter le cheptel mixte que le foin. Cette opération

avait bien fonctionné en 1985 et 1986.

— Mais si l'été reste chaud et sec...

— Il faudrait profiter de ces difficultés climatiques pour poser le problème de la gestion des réserves en eau. Il existe des barrages d'EDF qui ne servent pas dans les Pyrénées, le Massif Central ou les Cévennes. S'ils étaient pour une courte période quelques millions de mètres cubes, on pourrait assurer l'épandage des maïs sans mettre en cause l'alimentation électrique des centrales. Mais EDF, en vertu de ses contrats avec l'État, accepte de céder l'eau seulement pour les besoins humains lorsque se posent des problèmes d'eau potable. EDF accepte, sinon, de vendre de l'eau, mais les prix sont trop élevés.

Manque de mesures

— Quelles sont les conséquences financières pour les agriculteurs touchés par la sécheresse ?

— Ils n'ont plus de trésorerie. Jusqu'à un passé récent, l'agriculteur avait toujours inscrit dans ses



comptes une partie des calamités. Les orages, le gel, la sécheresse ; ils supportaient ces difficultés car ils avaient toujours des réserves en fourrage ou en foin. Mon grand-père répétait qu'il fallait toujours garder un coin de portefeuille ou de

grange pour les années difficiles. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. On a trop tiré sur la corde des prix agricoles. L'opinion publique devrait comprendre que ces réserves doivent être incluses dans nos prix de revient.

— Que préconisez-vous pour limiter la casse financière ?

— Il faut prendre des mesures d'urgence d'allègement des charges financières : décider, d'une certaine manière, une année zéro des charges en reportant les annuités d'emprunt en fin de période d'amortissement. Pour les plus touchés, il faudra penser à la compensation d'une partie des cotisations sociales qu'ils ne pourront pas payer. L'ensemble du système des « prêts calamités » doit être revu. Le plafonnement à 100 000 F est insuffisant et devrait passer au moins à 150 000 F. Le taux de 8 % sur ces prêts est trop élevé. On devrait le ramener au niveau de l'inflation pour les agriculteurs les plus touchés et à 5 % pour les autres.

— Le fonds de calamité, alimenté pour moitié par les agriculteurs et pour l'autre moitié par le budget de l'État, atteint en principe 700 millions de francs. Mais il reste seulement 300 millions de francs et les

calamités de 1988 des régions du Sud n'ont pas encore été indemnisées. La procédure administrative est trop longue.

— Pensez-vous qu'un effort de solidarité sera demandé aux contribuables ?

— Nous pouvons faire face avec les budgets affectés à l'agriculture sans puiser dans d'autres réserves. La France dispose selon nous de 7,3 milliards de francs dans le cadre des retours du budget communautaire en 1988-1989 et d'économies de dépenses pour le budget agricole de 1990. Aucune sécheresse n'a jamais coûté de telles sommes. Il ne faut pas oublier qu'en cas de difficultés supplémentaires, la mutualisation de la Caisse nationale du crédit agricole nous laisse un droit de retour de 5 milliards de francs. Sur la somme de 7 milliards de francs versée par les caisses régionales au moment de cette opération, 2 milliards nous sont revenus lors de la conférence annuelle de février 1988 pour alléger la dette agricole. Il reste donc 5 milliards à recevoir. Je ne sais pas si les pouvoirs publics l'ont bien compris comme ça.

Propos recueillis par ÉRIC FORTINORIO

Vive reprise de l'industrie française en 1988

Bénéficiant d'un contexte économique national et international favorable, l'industrie française a connu en 1988 ses meilleurs résultats depuis douze ans, constate l'INSEE dans les comptes de l'industrie publiés le 19 juillet.

Amorcé en 1985, le redémarrage de la production manufacturière s'est véritablement concrétisé en 1988 avec une progression de 5,1 % en volume par rapport à 1987 (à prix 1980), permettant à l'industrie de contribuer pour près d'un point à la croissance de 3,7 % du PIB (produit intérieur brut) marchand.

Toutes les branches sont concernées, des biens intermédiaires (avec une hausse supérieure à 5 %) aux biens de consommation (+ 4 %) en passant par les transports terrestres (+ 4,5 %), avec l'exploit particulier de quatre grandes activités qui représentent, ensemble, un peu plus du quart de la production industrielle totale : + 7 %

pour la mécanique et la parachimie-pharmacie, + 9,1 % pour la sidérurgie et + 9,6 % pour l'imprimerie-presse-édition. Exceptionnelles pour la France, ces performances se sont beaucoup moins bien reflétées d'un point de vue européen : le taux de croissance moyen de la CEE est de 5,1 % (identique au taux français) et la Grande-Bretagne ou l'Italie font mieux avec respectivement 7,1 et 6,2 %.

L'investissement poursuit son redressement engagé en 1985. Avec une hausse de 12,5 % en 1988 à prix 1980 (contre 6 % en 1987), la progression aura atteint 43 % en quatre ans, plus nettement marquée dans l'automobile (+ 60 %) et les biens intermédiaires (+ 50 %), que dans les biens d'équipement et de consommation (entre + 31 % et + 37 %).

La réduction de l'emploi industriel, caractéristique majeure de l'économie française depuis 1974 — avec 1,4 million d'emplois supprimés en quatorze ans, soit le quart de l'effectif initial — s'est pour la première fois ralentie en 1988. Le repli n'a été que de 1,8 % (soit 73 000 personnes), le taux le plus faible enregistré depuis 1982, pour atteindre des effectifs totaux de 3 852 millions en 1988. L'aspect le plus positif, note l'INSEE, concerne la productivité dont le rythme a effectué un véritable bond : + 5,7 % contre + 1,4 % l'année précédente. Les performances de toutes les branches tran-

chent avec les résultats médiocres de 1987, si l'on excepte l'automobile, qui, depuis trois ans, caracole à un rythme moyen annuel de 9 %.

Seule véritable ombre au tableau mais de taille : l'aggravation du déficit extérieur industriel : - 42,6 milliards de francs contre - 10,8 en 1987, à comparer au solde positif de 32,5 milliards en 1986, déjà très en retrait sur les années précédentes (+ 83 milliards en 1985, + 97,1 en 1984). « Il est vrai, constate l'INSEE, que ce déficit s'explique pour partie par l'effort d'investissement dont on peut attendre à terme un redressement des échanges (...). Mais il reste que, pour la première fois en vingt ans, nos échanges industriels ont produit par des déficits qui, étant donné leur ampleur et leur contenu, ne sont pas seulement conjoncturels et ne seront comblés qu'au prix d'efforts patients et obstinés ». Toutes les branches sont en recul. Le plus inquiétant, précise l'INSEE, concerne les biens d'équipement professionnels dont les échanges extérieurs ne cessent de se dégrader depuis quatre ans : ils dépassaient 68 milliards de francs d'excédent en 1984, le chiffre est tombé à 1,1 milliard en 1988. Pas question donc pour les industriels français de s'endoroir sur les derniers succès de 1988, à la veille de l'ouverture du grand marché européen.

C.B.

Net ralentissement de la hausse des prix en juin aux États-Unis

Les prix à la consommation aux États-Unis ont augmenté de 0,2 % en juin contre 0,6 % en mai et 0,7 % en avril, a annoncé mercredi 19 juillet le Département du travail américain. C'est la plus faible progression des prix enregistrée en seize mois.

Le bon chiffre de juin a rassuré les experts économiques de la Maison-Blanche qui, mardi, avaient révisé à la hausse leurs estimations de l'inflation pour cette année, tablant sur une augmentation des prix à la consommation de 4,9 % contre les 4,2 % prévus en février dernier. Le ralentissement des prix en juin ramène la hausse des prix de détail à 5,9 % en rythme normal au cours du premier semestre contre 6,7 % de janvier à mai, progression qui n'est toutefois supérieure aux 4,4 % enregistrés en 1987 comme en 1988.

Cette décelération de l'inflation s'explique d'abord par la dérive des prix de l'énergie (en recul de 1 % sur un mois) et la bonne tenue des prix alimentaires. En excluant ces deux secteurs où les prix sont souvent très volatils, la progression des prix à la consommation en juin est cependant limitée à 0,2 % contre 0,6 % en mai.

Des régions à feu et à sec

(Suite de la première page.)

Les pluies ont donné un répit de quinze jours aux régions du Centre. Les quelques orages, parfois dévastateurs, comme ceux qui se sont abattus en Gironde, n'ont pas amélioré durablement l'état des sols, des cultures et des ressources en eau dans le Midi. Au contraire, l'été torride et l'évaporation accélérée qui en résulte accroissent la sécheresse.

A Toulouse, par exemple, il n'est tombé, au cours de la première quinzaine de juillet, que 3 millimètres d'eau au lieu des 47 millimètres en temps normal. Résultat : sous le célèbre Pont de Pierre d'ici, contemplant une crue catastrophique, le président Mac Mahon s'écrit, à la fin du siècle dernier : « Que d'eau ! Que d'eau ! ». Il ne passe plus, dans le lit de la Garonne, qu'un mince filet de 25 mètres cubes par seconde. En Aquitaine, les nappes souterraines baissent actuellement de 5 centimètres par semaine. On n'avait pas vu cela depuis vingt ans.

Les conséquences sont de trois ordres : en Haute-Garonne, dans l'Aude et la Tarn notamment, les cultures ont subi des dégâts jugés irréversibles. Les rendements en blé tendre seront de 20 % à 25 % inférieurs à la moyenne. Ceux de blé dur encore plus médiocres.

Le fourrage, lui aussi, sera très déficitaire. Aussi les organisations agricoles conseillent-elles aux cultivateurs de garder précieusement la paille et de la traiter pour que l'âne d'autre chose, le bétail puisse la consommer cet hiver.

Une aide de la Communauté

Le ministère de l'Agriculture compte demander aux communautés européennes une aide, sous forme de céréales à prix réduits, qui compléterait les rations données aux animaux.

Deuxième conséquence : les forêts méridionales sont en péril. Les incendies se multiplient et, selon les pompiers, le tableau

général est déjà celui d'un mauvais mois d'août. La végétation est sèche comme de l'amadou au point que des chammes et même des récoltes sur pied flambent.

Enfin, les rivières elles-mêmes ou tout au moins leurs populations piscicoles, arrivent à un point critique dans la moitié des cours d'eau de Midi-Pyrénées il n'y a même plus le dixième du débit moyen. Certains, comme ceux du Plateau de Lannemezan, sont aussi secs que des caudés africains. Les poissons vont donc mourir en masse. Pour prévenir cette catastrophe naturelle, le secrétariat d'État à l'environnement a demandé aux préfets de maintenir à tout prix un débit minimum dans les rivières, quitte à stopper les pompages des usines et des exploitations agricoles. Déjà, dans vingt-six départements, les autorités ont pris des mesures de restriction à l'utilisation de l'eau. Dans certaines communes situées au pied des Pyrénées, on n'irrigue plus qu'un jour sur sept.

Avoir des idées

La France manque d'eau ; il faut donc qu'elle ait des idées. Partant de ce principe, M. Brice Lalonde lance, à partir du 24 juillet, une campagne d'affichage et de messages radio sur le thème : « Cette année nous vivons sur nos réserves. Économisons l'eau ».

A raison de trois cents messages de trente secondes chacun le ministre veut, sur un mode plaisant, donner aux Méridionaux des conseils antiépandage : nettoyer sa voiture à sec, arroser intelligemment, se doucher avec discrètement, mieux utiliser sa machine à laver, stopper les fuites, etc. « Inclure les Français à faire preuve de civisme, dit-on à l'environnement, est la seule façon de prévenir un rationnement de l'eau potable qui, la canicule continuée, deviendrait inévitable ».

MARC AMBROISE-RENDU

LOYERS

Les haux du premier trimestre pourront augmenter de 2,3 %

Les loyers des logements indents aux indices du coût de la construction du premier trimestre pourront augmenter de 2,3 % à l'échéance universelle du bail, à la suite de la publication de l'indice INSEE de la construction au Journal officiel du 20 juillet.

Cet indice, qui sert de référence aux révisions annuelles des loyers du secteur privé, s'est en effet établi à 929 au premier trimestre 1989, contre 908 au premier trimestre 1988, soit une hausse de 2,3 %.

Le gouvernement envisage de publier en août un décret limitant en région parisienne les augmentations de loyers au moment du renouvellement des baux ou lors des nouvelles locations si les logements ne font pas l'objet de travaux importants.

SOCIAL

Réactions syndicales après la réunion des patrons des entreprises publiques

En réaction à la réunion des dirigeants d'entreprises du secteur public, le 18 juillet à l'hôtel Matignon, la plupart des organisations syndicales s'étonnent de la méthode employée par M. Michel Rocard.

« Nous ne partageons pas cette conception de rapports sociaux qui

consiste à « encadrer » les relations sociales », déclare la commission exécutive de la CFDT. « Le caractère solennel donné aux recommandations », estime M. Paul Marchelli, président de la CGC, montre l'état de dépendance que le premier ministre veut continuer à imposer aux responsables d'une grande partie de l'économie. » Le premier

ministre « a-t-il voulu substituer à la traditionnelle lettre de cadrage une nouvelle procédure qui écarte les organisations syndicales ? », s'interroge M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, qui a annoncé l'envoi d'une lettre à M. Rocard pour lui demander à être reçu.

Les orientations proposées sont également contestées, notamment la place faite à l'intéressement. La CFDT réclame en « préalable » une révision des salaires, FO se préoccupe du « revenu direct et matériel ». Avec la CFDT et la CGC, chacun redoute de voir l'intéressement servir de « camouflage » à la politique

Enfin, FO et la CFDT s'alarment de la présence à cette réunion des directeurs généraux des postes et des télécommunications. « Le gouvernement aurait-il fait son choix d'un changement du statut juridique des PTT, écrit la fédération unitaire des PTT-CFDT, qui assure qu'un passage « en force » pourrait conduire à un conflit social majeur. » « Jusqu'à preuve du contraire, les PTT ont un statut d'administration d'État et non d'entreprise publique ou nationale », relève la fédération FO des PTT, alors que M. Blondel rappelle : « Nous ne pouvons pas que les PTT soient d'ores et déjà considérés comme un EPIC ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Francis

La Sicav France des années 90

Comptes de l'exercice clos le 31.03.1989
Actif net au 31.03.1989 : F 3,736 milliards
Valeur liquidative au 11.07.1989 : F 469,80
Performance du 31.03.1988 au 31.03.1989 : + 41,15 %
Performance entre le 31.12.1988 et le 11.07.1989 : + 14,01 %
Dividende 1988-1989 : F 12,50 + F 3,15 d'avoir fiscal (soit une progression de 11,50 % du montant global) mis en paiement le 12 juillet 1989.
Remplir le dividende global sans frais du 12 juillet au 12 octobre 1989.

Le Président Jacques Guenet a déclaré :
Francis a pleinement profité de l'excellente année 1988 et du début 1989 : votre Sicav se classe 6^e Sicav Monory au palmarès Paribas et est en tête des Sicav des grands réseaux au 30 juin 1989.
Le marché français recèle encore d'importants potentiels de hausse ainsi qu'en témoignent la croissance de notre économie et les perspectives de résultats des entreprises. Par ailleurs, il est l'un des mieux placés pour profiter des progrès de l'ouverture européenne.
De ce fait, un placement en actions françaises nous paraît être un excellent investissement à court comme à moyen terme.
(AGO du 12 juillet 1989)

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav et FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

Banques CIC. En intelligence avec vous.

GROUPE CIC

مكتبة الأمل

Économie

Les épargnants entre deux plans

(Suite de la première page.)

Cette formule, comme au Japon, donnerait au pays des masses de manoeuvres considérables pour des placements mobiliers et immobiliers, à l'étranger notamment (1).

L'idée de départ était de traiter au fond le grave problème des retraites qui se posera au pays à partir de 2005, lorsque les très nombreux Français nés entre 1944 et 1964 atteindront la soixantaine. Ce souci était si présent qu'un groupe de travail constitué pour réfléchir à la fiscalité de l'épargne avait, en juin 1988, insisté pour que soit encouragée l'épargne retraite. Présidé par M. Daniel Lebègue, directeur général de la BNP, ancien directeur du Trésor au ministère de l'économie et des finances, ce groupe s'était prononcé pour des formes d'épargne contraignantes, notamment l'« allocation » du capital constitué, ce qui signifiait l'impossibilité de récupérer ses fonds autrement que sous forme de rentes.

De même le groupe recommandait-il, pour encourager ce genre d'efforts difficiles — que M. Lebègue décrit maintenant comme un plongeon de quinze à vingt ans dans un tunnel (2) — une déduction fiscale des sommes épargnées, précisée même le plafond de ces déductions. La récompense était bien là, donnée dès le début de l'effort.

An fil des mois, l'objectif initial, qui était économique, fut oublié, ou plus exactement passa au second plan. Préoccupé par l'image que donnait son gouvernement en multipliant les mesures libérales qui imposent la préparation du Marché unique, M. Mitterrand fit savoir qu'un réajustement « à gauche » était nécessaire. C'est alors qu'un droit le ton en parlant du Plan et de la justice sociale, qu'on évoqua la possibilité de relever le taux supérieur de l'impôt de solidarité sur la fortune et qu'on réajusta la hausse des loyers.

Préoccupé par les concessions importantes qu'il avait dû faire en avril à la grosse épargne en permettant notamment la création de SICAV de capitalisation (dont les plus-values sont

faiblement imposées ou même exonérées) M. Bérégovoy a manifestement choisi de donner au plan d'épargne une coloration populaire.

On comprend les contradictions du ministre, coincé entre la perspective du congrès du Parti socialiste de mars 1990 auquel il faudra bien rendre quelques comptes, et l'échéance européenne de 1990, qui verra les capitaux circuler librement à l'intérieur de la CEE. Circuler librement, c'est-à-dire quitter éventuellement la France pour d'autres lieux offrant rémunérations et avantages fiscaux plus élevés.

Le souci des inégalités

C'est ainsi qu'un plan pour la retraite est devenu un plan d'épargne populaire.

On aurait tort d'ironiser car les besoins sont, là aussi, immenses. Les inégalités de revenus en France sont souvent décrites comme injustes ou excessives. On sait moins que les inégalités de patrimoine sont beaucoup plus grandes encore et carrément choquantes : 1 % de la population la plus riche possède, selon les calculs, 5 à 4 % des revenus, mais entre 18 et 25 % du patrimoine français total ; les 10 % de la population la plus riche possèdent 17 % des revenus, mais 50 à 60 % du patrimoine total (3).

De tels chiffres suffisent à convaincre que des mesures doivent être prises, comme elles le sont dans les pays riches (la RFA avec son Vermögens-Bildung) ou même dans les pays pauvres. Il semble bien en effet que, dans la mesure où l'Etat apporte son aide en ajoutant aux sommes économisées, une certaine épargne peut naître, même dans les milieux les plus démunis.

L'aide que va fournir le gouvernement sous forme de primes représentant 25 % des versements sera-t-elle suffisante ? C'est bien là qu'on

peut se poser la question, malgré l'énormité apparente du pourcentage et les rendements élevés qu'il procure. Cette prime ne sera en effet versée qu'aux personnes non assujetties à l'impôt sur le revenu, disposant donc de très faibles revenus : au maximum 4 000 francs par mois pour un célibataire, 6 300 francs pour un couple marié sans enfant, 7 370 francs pour un ménage avec un enfant, 8 450 francs pour un ménage avec deux enfants.

Quand on connaît le prix des loyers dans les grandes villes, on peut se demander ce qu'un ménage peut économiser sur de tels revenus. Admettons même qu'une faible épargne soit possible (les 2 400 francs par an de dépôt minimum imposé par le plan ne sont pas hors de portée), quel ménage ira s'engager pour dix ans dans le but de toucher, en fin de compte, une prime de 15 000 francs ? Quinze mille francs au bout d'un temps si long, alors que la moindre automobile coûte quatre ou cinq fois plus. Là est probablement l'ambiguïté : une intention louable de réduction des inégalités insuffisamment traduite dans les moyens mis en œuvre pour débloquer une situation. Et si succès populaire du PEP il y avait eu cours des prochaines années, celui-ci risquerait de se traduire par des retraites massives sur les livrets de caisse d'épargne.

L'intention d'une grande politique

Reste l'intention initiale, celle d'une grande politique de l'assurance-retraite.

Là encore on aurait tort de dire que rien n'est proposé de nouveau avec le PEP. Les fonds épargnés pendant dix ans et les intérêts produits pourront être récupérés, sans être imposés, à la fin du plan soit sous forme d'un capital — ce qui n'apporterait rien de nouveau par rapport à d'autres formes du genre bons de capitalisation — soit sous forme de rente, ce qui est nouveau. Les formules existantes, notamment celle de l'assurance-vie, ne prévoient pas directement d'exonération fiscale dans ce cas. Voilà donc la rente un peu encouragée et, par là-même, la seule formule qui réponde véritablement aux besoins de l'assurance-retraite.

M. Bérégovoy a fixé très haut le plafond des sommes qui peuvent être accumulées en dix ans : 600 000 francs pour une personne, 1,2 million pour les deux plans que pourra ouvrir un couple. Cela représente une rente mensuelle d'un peu plus de 4 200 francs par personne, exonérée d'impôts (8 400 francs pour un couple).

Encore faut-il voir que le plafond de 600 000 francs fixé par le projet gouvernemental prévoit pas les intérêts capitalisés. C'est un total d'environ 800 000 francs qu'un épargnant pourra tirer de son plan, récupérant à terme une rente qui pourra atteindre 6 000 francs par mois.

Ces chiffres étonnants donnent l'impression de garantir le succès de la formule auprès des gens très aisés. Il faudra en effet disposer de très gros revenus pour assurer son plan d'épargne en dix ans : des versements mensuels de 5 000 F ne

sont pas, on l'admettra, à la portée de tout le monde.

Mais, outre que l'exonération fiscale ne porte en réalité que sur les intérêts capitalisés — les sommes épargnées ont, elles, été imposées à l'entrée (4) — les épargnants fortunés disposent de toute une gamme de produits aussi intéressants que le PEP, sinon plus : bons de capitalisation qui prévoient l'exonération totale au bout de dix ans, assurance-vie et, surtout, SICAV de capitalisation dont les plus-values sont, on l'a dit, faiblement imposées (17 %) ou même pas du tout en dessous de certaines limites.

Pour s'engager dans un contrat de longue durée sur des sommes importantes, il faudra enfin croire très fort que le pays a durablement maîtrisé son inflation : un pari raisonnable mais tout de même encore difficile à faire.

Une nouvelle fois le gouvernement, tenté par deux formules différentes — l'épargne, même de sécurité, — n'aura pas vraiment choisi. En sens ne un nouveau produit, probablement trop peu doté et ambigu dont le sort dépendra beaucoup des efforts que feront banques et assurances pour le placer. Daniel Lebègue, déjà cité, se déclare certain de son succès ; d'autres en doutent.

Dans l'attente du résultat des courses, bornons-nous à deux remarques : la première est que plus l'épargne en France s'immobilisera sur de longues périodes à l'intérieur de véritables contrats d'assurance-retraite — avec sortie en rentes — et moins l'épargne risquera de quitter le pays pour aller financer les besoins des économies voisines. C'est ce qui fait la force du Japon, de la RFA et de la Grande-Bretagne.

La deuxième remarque est qu'il est dangereux de multiplier les déductions et avantages de toutes sortes au profit des seuls contribuables non imposables. Ceux-ci sont actuellement 13 millions en France, séparés du reste de la population par une frontière invisible mais bien réelle qui tend de plus en plus à s'épaissir. Quel contribuable non imposable aura bientôt la folie de vouloir gagner plus d'argent s'il lui faut pour cela regagner les rangs des contribuables imposables et perdre du même coup tous les avantages dont il bénéficie ?

Il y a tout de même là sujet à réflexion, même pour un gouvernement très préoccupé de justice sociale.

ALAIN VERHOLDES.

(1) Le système de retraite par répartition sur lequel est basée la Sécurité sociale ne dégage, lui, aucune épargne.

● ERATUM. — C'est par erreur que nous avons écrit dans nos dernières éditions datées du 20 juillet qu'aucun PER ne pourra plus être ouvert à partir du jeudi 20 juillet. Ces PER pourront être ouverts jusqu'à la fin de l'année et bénéficieront des avantages fiscaux qui leur sont attachés (pour l'imposition des revenus de 1989). En revanche seuls les PER ouverts avant le 20 juillet de cette année pourront être transformés en PEP.

Europe 93

L'emploi se développera par l'expansion des petites et moyennes entreprises estime la Commission européenne

M^{re} Vasso Papandréou, responsable des affaires sociales, devait présenter, jeudi 20 juillet, le premier rapport annuel de la Commission européenne sur l'emploi dans la CEE. Elaboré à la demande du Conseil européen de Rhodes (décembre 1988), le document de l'Exécutive communautaire se veut une pièce importante à verser au dossier de la dimension sociale du marché unique de 1993.

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Pour sa première production, la Commission n'a pas hésité sur la quantité : seize chapitres et cent soixante-dix pages composent son ouvrage. Souvent classiques, les analyses et conclusions du rapport se distinguent parfois par leur volonté de sortir des sentiers battus. S'il est rappelé que l'époque où des économies ou des régions entières pouvaient dépendre de l'industrie lourde « est bel et bien révolue », l'accent est mis sur les risques qu'il y aurait à drainer à tout prix les investissements des pays tiers.

Ainsi peut-on lire : « Les Etats membres ont rivalisé pour attirer les capitaux internationaux, par exemple les usines de production automobile, en offrant des limites de subventions autorisées par les règles de concurrence de la Communauté. Il ne faudrait cependant pas se faire d'illusions quant à la capacité d'une telle stratégie à compenser les pertes d'emplois et à jouer son rôle central dans la reprise ». Pour la Commission, l'emploi augmentera davantage à l'avenir par une expansion des petites et moyennes entreprises.

Déséquilibres régionaux

Malgré le regain de confiance et d'optimisme dû à plusieurs années de croissance économique, les responsables communautaires restent prudents, en raison des menaces de reprise de l'inflation et des déficits budgétaires et extérieurs de plusieurs pays européens. Mais, visiblement, ce sont les déséquilibres régionaux qui inquiètent le plus Bruxelles : les avantages tirés de la richesse accrue de la CEE « ne filtreront pas automatiquement jusqu'aux pays et régions les plus déshérités ».

Le « boom » des postes de travail dans le secteur des services (60 %

des emplois contre 40 % il y a vingt ans) est bien sûr relevé, mais il est assorti d'un commentaire négatif de taille : « La plupart des emplois créés sont, à temps partiel ou temporaire, majoritairement occupés par des femmes. » Et la Commission d'ajouter : « S'il est vrai que cela a contribué à faciliter l'accès des femmes au marché du travail, la qualité de nombre de ces emplois — de surcroît relativement mal rémunérés — doit être mise en doute. » Bruxelles met en outre en cause la multiplication « des formes alternatives de contrats, qui font que de larges couches de main-d'œuvre sont protégées de manière inadéquate par la législation existante. »

Allant au-delà du nombre de chômeurs dans les douze pays (quinze millions aujourd'hui), la Commission soulève la question de la proportion de la population en âge de travailler qui exerce un emploi. Selon son chiffrage, le pourcentage est nettement inférieur dans l'économie communautaire (60 %) à celui du Japon, des Etats-Unis et même des autres pays de l'Europe de l'Ouest (70 %). Cette situation explique en partie, dit le document, que le revenu par habitant aux Etats-Unis est de l'ordre de 50 % plus élevé que celui de la CEE. C'est un aspect qui a été largement négligé dans le passé pour analyser les mauvaises performances économiques, estime Bruxelles.

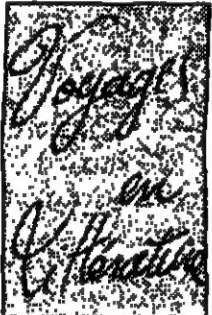
Le vieillissement « bombe à retardement »

Mais c'est à propos du vieillissement de la population européenne que la Commission lance un véritable cri d'alarme. Elle considère que, vers le milieu des années 90, les travailleurs prenant leur retraite seront plus nombreux que les jeunes accédant au marché du travail. Cette évolution, que Bruxelles n'hésite pas à qualifier de « bombe à retardement », pourrait avoir pour effet de limiter la croissance, en raison de la pénurie de main-d'œuvre et de personnel qualifié.

Les instances communautaires sont d'autant plus inquiètes qu'elles ne croient pas à de nouvelles vagues migratoires. « Les vastes mouvements de main-d'œuvre à travers la Communauté appartiennent au passé », le rapport note que les pays du sud de l'Europe ont stabilisé leur taux de croissance démographique : « Dès lors, il est peu probable que ces pays veuillent, ou puissent, pourvoir aux pénuries de main-d'œuvre du nord. »

MARCEL SCOTTO.

Concours



les réponses

Question 1 :

Il arrive que les romans débutent par une date. A quel début de roman appartient la date que vous ?
« Le 13 septembre 1840, vers 6 heures du matin ».

→ « L'éducation sentimentale »

Question 2 :

Le mot de la fin éclaire souvent toute la pièce. A quelle œuvre dramatique appartient cette réplique finale ?
« Allons-y »

→ « En attendant Godot »

Question 3 :

Les œuvres de fiction (roman, théâtre...) font souvent une large place à des personnes qui ont réellement existé. Parfois même le titre de l'œuvre est tout simplement le nom d'une personnalité historique ou d'un homme célèbre. C'est le cas des trois œuvres dont les indications ci-dessous doivent vous permettre de retrouver les titres. A vous de jouer.

a — Bien qu'un peu fou et fort cruel, il a intéressé conjointement Dumas et Nerval, mais aussi Romain Rolland et Albert Camus.

→ Caligula

b — Il est mort bien jeune mais connaît une gloire posthume en 1835.

→ Chatterton

c — Richelieu élimine ce complot, mais l'amoureux d'Eva lui a donné, bien plus tard, une résurrection.

→ Cinq-Mars

Question 4 :

● Prosper le voit en noir.
● Le père d'Uhu le promène.
● Une agréable guérison, pour un malade qui ne fut pas imaginaire. Les titres des trois œuvres évoquées par ces indications ont un mot en commun. Lequel ?

→ L'amour

Question 5 :

La Comédie humaine fait place à bien des personnes qui ont réellement existé. Parmi ces personnages réels, on trouve des écrivains. Nous vous invitons à en retrouver deux, à l'aide de ces indications : a — Dans le roman qui lui est dédié, Balzac le nomme « l'enfant sublime ».

→ Victor Hugo

b — Aux yeux de Balzac, c'est « l'illustre écrivain » qui a « le goût oriental » de fumer le narguilé.

→ George Sand

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UAP

SICAV DE L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

| SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT A CAPITAL VARIABLE | AL.T.O. | UAP MOYEN TERME | ALTEFI | ACTIONS FRANCE | ACTIONS SELECTIONNEES | AEDIFICANDI | L'U.A.P. INVESTISSEMENTS |
|--|------------------------|--|--------------------------------------|---|-------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|
| Orientation | Obligations françaises | Obligations françaises et titres de créances négociables | Obligations françaises et étrangères | 60% minimum actions françaises (CEA & Monory) | Valeurs françaises dominantes | Placements à caractère immobilier | Valeurs étrangères dominantes |
| SITUATION AU 30 JUIN 1989 | | | | | | | |
| — Nombre d'actions en circulation | 11.479.551 | 3.936.948 | 4.481.591 | 1.041.629 | 1.675.096 | 6.250.496 | 3.248.049 |
| — Actif net total (en millions de F) réparti comme suit : | 1.773,78 | 408,00 | 897,84 | 541,29 | 1.039,58 | 3.712,21 | 1.457,19 |
| a) France : | | | | | | | |
| — obligations classiques et indexées | 78,0 % | 40,6 % | 32,4 % | 19,7 % | 15,8 % | 24,5 % | 19,8 % |
| — obligations convertibles | 2,0 % | néant | néant | 3,2 % | 1,7 % | 1,2 % | néant |
| — actions | néant | néant | néant | 62,2 % | 40,1 % | 57,7 % | 24,4 % |
| — titres de créances négociables | 19,3 % | 43,2 % | 22,9 % | 6,6 % | 13,2 % | 4,2 % | 5,9 % |
| b) Étranger : actions et obligations | 1,2 % | néant | 33,5 % | néant | 20,7 % | 9,8 % | 45,8 % |
| c) Disponibilités + SICAV trésorerie | 2,5 % | 16,2 % | 11,2 % | 8,3 % | — 0,5 % | 2,6 % | 7,1 % |
| — Valeur liquidative de l'action (en F) : | 168,25 | 103,79 | 200,34 | 518,66 | 620,61 | 593,05 | 448,91 |
| PERFORMANCES AU 30 JUIN 1989 (dividende net réinvesti lors du détachement) | | | | | | | |
| Gain total : | | | | | | | |
| — sur une période de 5 ans (depuis le 30.06.84) | + 81,6 % | néant | + 58,6 % | + 155,4 % | + 150,0 % | + 135,8 % | + 83,0 % |
| — sur une période de 10 ans (depuis le 30.06.79) | + 230,3 % | néant | + 280,2 % | + 519,2 % | + 522,9 % | + 415,6 % | + 354,3 % |

Souscriptions et rachats reçus aux guichets de la BANQUE WORMS
Tour Voltaire 1 Place des Degrés Cedex 58 92059 PARIS LA DEFENSE (Tél. 49.07.50.50)
et dans ses diverses agences

Marchés financiers

Cinq ans de prison pour Refaat El Sayed l'ex-PDG du groupe suédois Fermenta

STOCKHOLM
de notre correspondant

Le jugement a surpris par sa sévérité, mais la loi, dans le domaine de la délinquance économique, est appliquée en Suède avec une rigueur exemplaire. Refaat El Sayed, inculpé en mai dernier, après deux ans d'incarcération, pour abus de confiance, fraudes graves à l'encontre de créanciers, faux témoignages, mais surtout délit d'initié, avait peut-être espéré, durant les deux mois passés derrière les barreaux, une condamnation assortie d'un sursis. Cinq ans de prison ferme. Tel a été le verdict rendu mercredi par le tribunal de première instance de Stockholm.

Ainsi se termine la « saga El Sayed », l'histoire de cet immigré égyptien arrivé en Suède au début des années 60, à l'âge de dix-huit ans, pour y faire des études de microbiologie, et qui allait devenir l'industriel le plus riche du pays, jusqu'à être élu « Suédois de l'année 85 » par la deuxième chaîne de télévision. Fermenta, la société de biotechnologie qu'il avait rachetée en 1981 au groupe pharmaceutique ASTRA en empruntant les 35 millions de couronnes nécessaires, avait, trois ans plus tard, après plusieurs acquisitions, plus qu'quadruplé son chiffre d'affaires et été son entrée en Bourse avec le patronage de plusieurs grands groupes suédois, Electrolux en particulier.

En décembre 1985, l'action Fermenta était cotée 325 couronnes. Du jamais vu. Porté par ses succès, épaulé par la presse éblouie, acclamé par ses actionnaires, Refaat El Sayed, « capitaliste, socialiste et altruiste », allait même séduire le très puissant M. Pehr G. Gyllenhammar, le grand patron de Volvo, et cocher avec lui en janvier 1986 un accord qui devait faire de Fermenta un empire de la biotechnologie.

Quelques jours plus tard cependant, un chercheur suédois, traqueur de la pollution, M. Björn Gillberg, tirait une salve contre Fermenta et révélait au passage que M. El Sayed avait en fait usuré son titre de « docteur en microbiologie ». C'était le début de la fin. Volvo se retirait. L'action Fermenta chutait et le PDG de la société était contraint de démissionner. A son tour, l'inspection des banques, flairant le délit d'initié, ouvrait une enquête. Et, en décembre 1986, l'abus de confiance, portant sur des millions de couronnes, était constaté. La ruine de M. El Sayed, dont la propre dette totalisait un milliard et demi de couronnes, était consommée. Brûlé par ceux qui l'avaient adoré, l'ex-PDG a bien tenté de minimiser ses erreurs. Ses juges, qui ne lui ont accordé aucune circonstance atténuante, ont fait de lui le premier Suédois à être condamné pour délit d'initié. L'affaire n'est pas close pour autant. D'autres procès sont à attendre.

FRANÇOISE NÉTO.

Nette hausse des bénéfices pour la Banque mondiale en 1989

L'exercice 1989 (clos le 30 juin dernier) a été une « année de forte performance financière » pour la Banque mondiale, qui a annoncé le 19 juillet une hausse de 9 % de son bénéfice net de 1,09 milliard de dollars (environ 7 milliards de francs), ce qui a représenté 1,09 % du montant moyen des actifs (au lieu de 0,98 % l'année précédente). La Banque a pu renforcer ses provisions, qui ont atteint 10,2 % de ses prêts contre 9,3 % en 1988.

Ces résultats placent la Banque « en bonne position pour soutenir un programme d'augmentation de ses prêts aux pays en développement, qui devraient dépasser 20 milliards de dollars dans les années 90 ». En 1989, ceux-ci ont atteint 16,4 milliards de dollars (contre 14,8 milliards en 1988), tandis que les emprunts représentaient 9,3 milliards de dollars à un coût moyen de 7,73 % et dans dix-sept monnaies différentes. La portion de ses liquidités (19,4 milliards de dollars au 30 juin 1989) a permis à la Banque de dégager un rendement moyen de 8,20 %, soit 1,6 milliard de dollars.

Le capital souscrit de la Banque s'élevait à 115,7 milliards (contre 91,4 milliards il y a un an), grâce à

la souscription, à hauteur de 29 %, des pays membres à l'augmentation de capital de 74,8 milliards approuvée en avril 1988. « Conséquence de cette souscription, les prêts de la Banque se montent à 62 % de sa réserve légale de prêts contre 81 % à la fin de l'exercice 1988 », a précisé l'organisme d'aide au développement. — (AFP.)

TRANSPORTS

UTA assigne ses pilotes en grève devant le tribunal de Bobigny

La compagnie UTA a assigné le 19 juillet le SNPL (Syndicat national des pilotes de lignes) devant le tribunal de grande instance de Bobigny, pour abus dans les modalités d'exercice du droit de grève. UTA indique que « depuis le 24 juin le SNPL a lancé, puis renouvelé, à chaque fois sans préavis, des arrêtés de travail concernant les commandants de bord et les pilotes d'UTA ». (Le Monde du 20 juillet).

La compagnie rappelle notamment « qu'il était parfaitement abusif de laisser croire à la direction et aux passagers que le travail allait reprendre le 29 juin pour mieux annoncer le 30 juin que c'était, en fait, la grève qui reprenait, le samedi 1^{er} juillet, à l'ordre du week-end le plus chargé de l'année ». UTA demande la réparation des préjudices directs et indirects, tant financiers que commerciaux, qu'elle subit, et qu'elle a chiffrés à 496 millions de francs. La grève doit durer jusqu'au lundi 24 juillet.

● La Compagnie américaine Continental Airlines a annoncé Boeing 737-300 dont cinquante en option. Avec ce nouveau contrat d'une valeur de 2,8 milliards de dollars (18,8 milliards de francs), Boeing a fait état d'un total de deux mille six cent dix commandes fermes de bi-réacteurs 737 à ce jour. — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Lors de sa réunion du 4 juillet 1989, le conseil d'administration, sur proposition de M. Jacques Maillet son président, a nommé M. Edmond Marchegay directeur général, chargé du développement externe du groupe Inter Technique; M. Marchegay est administrateur d'Inter Technique depuis 1982.

Après cette nomination, la structure de la direction du groupe Inter Technique est la suivante :

- Président-directeur général : M. Jacques Maillet ;
- Vice-président-directeur général : M. Daniel Blondé ;
- Directeur général adjoint, directeur du siège : M. R. Vanroyen ;
- Directeur général adjoint, directeur des activités aéronautiques : M. B. Hamada ;
- Directeur général adjoint, directeur des activités systèmes militaires et transmissions : M. J. Boutes ;
- Directeur des affaires internationales et de la communication : M. Mazens.

Par ailleurs, M. Edmond Marchegay a été nommé président de la SOFIECE, dans laquelle Inter Technique détient une participation de 10 %, ECE est la filiale industrielle à 100 % de la SOFIECE.

NEW-YORK, 19 juillet ↑

Flambée de hausse

L'annonce d'un ralentissement de l'inflation aux États-Unis a provoqué, mercredi, une véritable flambée de hausse à Wall Street. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de reprise s'est ensuite rapidement propagé en s'accroissant. A la clôture, l'indice des bourses industrielles enregistrait une avance de 39,63 points, à 2.384,41, son niveau le plus élevé depuis deux ans, élargissant de 5,3 % seulement de la cote historique de 2.222,42 atteinte le 25 août 1987.

Autour du Big Board, les professionnels étaient formels : « Le sursaut de l'indice des prix suggère une prochaine baisse des taux d'intérêt ». Et d'ajouter : « La Réserve fédérale a décliné les comptes ». M. Nicholas Brady, secrétaire américain au Trésor, écarta, lui, toute idée de réduction. Même si son discours est politique, il est écorché. Reste à savoir ce que l'administration Bush fera de la hausse des taux d'intérêt. Le marché a été ébranlé par la publication du rapport de la Fed sur l'inflation, qui a été dynamisé à la suite de la publication du chiffre de l'inflation, meilleur que prévu.

Durant la matinée 280 millions de titres ont été échangés sur le marché. Les investisseurs ont été attirés par la baisse des taux d'intérêt, ainsi que celle du bâtiment, signalant ainsi la baisse des taux d'intérêt. Les investisseurs ont été attirés par la baisse des taux d'intérêt, ainsi que celle du bâtiment, signalant ainsi la baisse des taux d'intérêt.

LONDRES, 19 juillet ↑

Dopé par les OPA

La forte activité spéculative ainsi que la performance de Wall Street ont entraîné une couverture du marché à son meilleur niveau depuis la crise boursière d'octobre 1987. L'indice Footsie a clôturé en progrès de 19,4 points (+ 0,85 %) à 2.292,5. L'activité a été particulièrement soutenue avec 601 millions de titres échangés. La plupart des secteurs ont gagné de terrain, notamment les assurances (Royal Indemnity, les titres liés à la construction (Tarmac) et les pétroliers (Esso). Les actions immobilières Arlington Securities s'appréciaient après le lancement d'une OPA amicale de 278 millions de livres (2,8 milliards de francs) par le constructeur aéronautique British Aerospace. Anglo Group, la société de Jimmy Goldsmith, était recherchée après le soutien officiel de ses investisseurs dans le bidon de GEC à son OPA sur BAT. Le groupe automobile Jaguar se distinguait, ses titres étant rattrapés par les Américains à la suite de rumeurs évoquant une prise de participation par une firme non précisée. La compagnie électronique STC était également convoitée, certains affirmant qu'elle serait rachetée par la filiale ICL. Les fonds d'Etat ont été cotés en baisse, alors que les titres d'or ont terminé en légère hausse.

FAITS ET RÉSULTATS

● Échange de participations entre Renault et Elf. Le groupe Elf et FONA, société holding marocaine, ont procédé à un échange de participations respectivement dans les sociétés Elf et FONA. Le groupe Renault a acquis 51 % de FONA, tandis que le groupe Elf a acquis 51 % de Renault. Les deux sociétés ont été renommées Elf FONA et Renault FONA.

● L'annonce de la vente de la société de produits chimiques Elf. Le groupe Elf a annoncé la vente de la société de produits chimiques Elf à un groupe américain. La vente est prévue pour le début de l'année 1990.

● L'annonce de la vente de la société de produits chimiques Elf. Le groupe Elf a annoncé la vente de la société de produits chimiques Elf à un groupe américain. La vente est prévue pour le début de l'année 1990.

● L'annonce de la vente de la société de produits chimiques Elf. Le groupe Elf a annoncé la vente de la société de produits chimiques Elf à un groupe américain. La vente est prévue pour le début de l'année 1990.

PARIS, 20 juillet ↑

Bien tenu

Pour la troisième journée consécutive, la Bourse de Paris a manifesté jeudi d'excellentes dispositions. Toutefois, le marché, qui s'était un peu embourbé la veille en fin de parcours (+ 0,69 %) et encore dans la méfiance (+ 0,48 %), a progressivement mis une sourdine à son optimisme. Dans l'après-midi, l'indicateur instantané enregistrerait une avance limitée à 0,26 %.

Une fois de plus l'encouragement à monter est venu des États-Unis, où, après l'annonce d'un ralentissement de l'inflation, Wall Street a brisé les chaînes de la crainte.

Mais les investisseurs n'ont manifestement pas voulu bousculer le calendrier, ni prendre de risques inutile. La liquidation générale de juillet a en effet lieu vendredi prochain. Elle est d'ores et déjà gégnante (environ 2,6 % dans l'immédiat) pour les détenteurs de titres. Un lien vaert mieux que deux tués, dit-on. Les investisseurs ont été attirés par la baisse des taux d'intérêt, ainsi que celle du bâtiment, signalant ainsi la baisse des taux d'intérêt.

TOKYO, 20 juillet ↑

Poursuite de la reprise

Le mouvement de reprise observé mercredi, après deux semaines consécutives de baisse s'est poursuivi le 20 juillet. L'indice Nikkei a gagné 107,70 points (0,32 %), clôturant à 33.664,57, après une hausse de 213,44 points la veille. Ce mouvement a été encouragé par la performance de Wall Street, qui a été dynamisée à la suite de la publication du chiffre de l'inflation, meilleur que prévu.

Durant la matinée 280 millions de titres ont été échangés sur le marché. Les investisseurs ont été attirés par la baisse des taux d'intérêt, ainsi que celle du bâtiment, signalant ainsi la baisse des taux d'intérêt.

INDICES

● Changement de président de la société de produits chimiques Elf. Le groupe Elf a annoncé la vente de la société de produits chimiques Elf à un groupe américain. La vente est prévue pour le début de l'année 1990.

● L'annonce de la vente de la société de produits chimiques Elf. Le groupe Elf a annoncé la vente de la société de produits chimiques Elf à un groupe américain. La vente est prévue pour le début de l'année 1990.

● L'annonce de la vente de la société de produits chimiques Elf. Le groupe Elf a annoncé la vente de la société de produits chimiques Elf à un groupe américain. La vente est prévue pour le début de l'année 1990.

● L'annonce de la vente de la société de produits chimiques Elf. Le groupe Elf a annoncé la vente de la société de produits chimiques Elf à un groupe américain. La vente est prévue pour le début de l'année 1990.

PARIS :

Second marché (sélection)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---------------------|-------------|---------------|---------------------|-------------|---------------|
| Amal & Associés | 418 | 418 | La Générale du bois | 376 | 376 |
| Amal | 255 | 255 | La Générale du bois | 278 | 278 |
| A.S.E. | 250 | 250 | La Générale du bois | 140 | 140 |
| A. Denon & Associés | 600 | 600 | La Générale du bois | 248 | 248 |
| A.I.C.M. | 351 | 351 | La Générale du bois | 179 60 | 179 60 |
| Alcatel | 427 | 427 | La Générale du bois | 21 30 | 21 30 |
| Alcatel Télécom | 800 | 800 | La Générale du bois | 210 | 210 |
| Alcatel Télécom | 270 | 270 | La Générale du bois | 1100 | 1100 |
| Alcatel Télécom | 2215 | 2215 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 800 | 800 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 780 | 780 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 182 | 182 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 139 | 139 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 1600 | 1600 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 280 | 280 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 415 | 415 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 630 | 630 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 822 | 822 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 290 | 290 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 341 | 341 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 882 | 882 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 160 | 160 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 1488 | 1488 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 1211 | 1211 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 352 | 352 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 200 | 200 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 122 50 | 122 50 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 18 | 18 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 122 | 122 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 425 | 425 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 280 | 280 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 232 | 232 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 233 | 233 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 234 | 234 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 150 | 150 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 300 | 300 | La Générale du bois | 184 | 184 |
| Alcatel Télécom | 230 60 | 230 60 | La Générale du bois | 184 | 184 |

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 19 juillet 1989

Nombre de contrats : 3 449.

| VALEURS | PRIX | Sept. | Déc. | Sept. | Déc. |
|------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Options | Options | Options | Options | Options | Options |
| Accor | 760 | 15 | — | — | 16 |
| CEC | 440 | 19 | — | 10 | 18 |
| EX-Ambroise | 480 | 34 | 43 | — | 3,50 |
| Exatim SA-PLC | 100 | 16 | 17 | 2 | — |
| Lafarge-Capex | 1700 | 44 | 16,30 | 7,65 | — |
| Michelin | 180 | 12 | 34 | — | — |
| Midi | 1530 | 9 | 5 | — | — |
| Paribas | 400 | 32 | 130 | — | 80 |
| Pengot | 1830 | 66 | — | 2 | — |
| Saint-Gobain | 600 | 70 | — | 3,50 | — |
| Secteur générale | 400 | 43 | 28 | — | — |
| Thomson-CSF | 200 | 23 | 140 | — | — |
| Suez Paribas | 1600 | 80 | 20,50 | — | — |
| Suez Paribas | 560 | 10,10 | 20,50 | — | — |

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 19 juillet 1989

Nombre de contrats : 42 166.

| COURS | Sept. 89 | Déc. 89 | Man 90 |
|-----------|----------|---------|--------|
| Dernier | 108,54 | 108,30 | 107,80 |
| Précédent | 108,22 | 108 | 107,84 |

Options sur notionnel

| PRIX D'EXERCICE | Options d'achat | Options de vente |
|-----------------|-----------------|------------------|
| Options | Options | Options |
| 100 | 0,29 | 0,95 |
| 100 | 0,79 | 1,21 |

CHANGES

Dollar : 6,4910 F ↑
Depuis l'annonce de la baisse de l'inflation aux États-Unis, le dollar a continué de monter, jeudi 20 juillet, sur toutes les places financières internationales. Il a ainsi coté 6,4910 F à Paris (contre 6,4515 F la veille). Par ailleurs, l'aspect d'une baisse des taux d'intérêt, favorisé par la baisse des taux d'intérêt, a encouragé les investisseurs à acheter du dollar. Les investisseurs ont été attirés par la baisse des taux d'intérêt, ainsi que celle du bâtiment, signalant ainsi la baisse des taux d'intérêt.

● L'annonce de la vente de la société de produits chimiques Elf. Le groupe Elf a annoncé la vente de la société de produits chimiques Elf à un groupe américain. La vente est prévue pour le début de l'année 1990.

● L'annonce de la vente de la société de produits chimiques Elf. Le groupe Elf a annoncé la vente de la société de produits chimiques Elf à un groupe américain. La vente est prévue pour le début de l'année 1990.

● L'annonce de la vente de la société de produits chimiques Elf. Le groupe Elf a annoncé la vente de la société de produits chimiques Elf à un groupe américain. La vente est prévue pour le début de l'année 1990.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | ROIS MOIS |
|---------------|---------|-----------|-----------|
| COURS | COURS | COURS | COURS |
| SE-UL | 6,4908 | 6,4908 | 6,4908 |
| SE-UL | 5,4584 | 5,4572 | 5,4572 |
| SE-UL | 4,5024 | 4,5011 | 4,5011 |
| SE-UL | 3,3905 | 3,3905 | 3,3905 |
| SE-UL | 3,0060 | 3,0060 | 3,0060 |
| SE-UL | 16,1967 | 16,1972 | 16,1972 |
| SE-UL | 3,9191 | 3,9245 | 3,9245 |
| SE-UL | 4,9944 | 4,9914 | 4,9914 |
| SE-UL | 10,4354 | 10,4359 | 10,4359 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| SE-UL | 6 | 3 | 1/4 | 3/16 | 1/2 | 3/4 | 1 | 1 1/4 | 1 1/2 | 1 3/4 | 2 | 2 1/4 | 2 1/2 | 2 3/4 | 3 | 3 1/4 | 3 1/2 | 3 3/4 | 4 | 4 1/4 | 4 1/2 | 4 3/4 | 5 | 5 1/4 | 5 1/2 | 5 3/4 | 6 | 6 1/4 | 6 1/2 | 6 3/4 | 7 | 7 1/4 | 7 1/2 | 7 3/4 | 8 | 8 1/4 | 8 1/2 | 8 3/4 | 9 | 9 1/4 | 9 1/2 | 9 3/4 | 10 | 10 1/4 | 10 1/2 | 10 3/4 | 11 | 11 1/4 | 11 1/2 | 11 3/4 | 12 | 12 1/4 | 12 1/2 | 12 3/4 | 13 | 13 1/4 | 13 1/2 | 13 3/4 | 14 | 14 1/4 | 14 1/2 | 14 3/4 | 15 | 15 1/4 | 15 1/2 | 15 3/4 | 16 | 16 1/4 | 16 1/2 | 16 3/4 | 17 | 17 1/4 | 17 1/2 | 17 3/4 | 18 | 18 1/4 | 18 1/2 | 18 3/4 | 19 | 19 1/4 | 19 1/2 | 19 3/4 | 20 | 20 1/4 | 20 1/2 | 20 3/4 | 21 | 21 1/4 | 21 1/2 | 21 3/4 | 22 | 22 1/4 | 22 1/2 | 22 3/4 | 23 | 23 1/4 | 23 1/2 | 23 3/4 | 24 | 24 1/4 | 24 1/2 | 24 3/4 | 25 | 25 1/4 | 25 1/2 | 25 3/4 | 26 | 26 1/4 | 26 1/2 | 26 3/4 | 27 | 27 1/4 | 27 1/2 | 27 3/4 | 28 | 28 1/4 | 28 1/2 | 28 3/4 | 29 | 29 1/4 | 29 1/2 | 29 3/4 | 30 | 30 1/4 | 30 1/2 | 30 3/4 | 31 | 31 1/4 | 31 1/2 | 31 3/4 | 32 | 32 1/4 | 32 1/2 | 32 3/4 | 33 | 33 1/4 | 33 1/2 | 33 3/4 | 34 | 34 1/4 | 34 1/2 | 34 3/4 | 35 | 35 1/4 | 35 1/2 | 35 3/4 | 36 | 36 1/4 | 36 1/2 | 36 3/4 | 37 | 37 1/4 | 37 1/2 | 37 3/4 | 38 | 38 1/4 | 38 1/2 | 38 3/4 | 39 | 39 1/4 | 39 1/2 | 39 3/4 | 40 | 40 1/4 | 40 1/2 | 40 3/4 | 41 | 41 1/4 | 41 1/2 | 41 3/4 | 42 | 42 1/4 | 42 1/2 | 42 3/4 | 43 | 43 1/4 | 43 1/2 | 43 3/4 | 44 | 44 1/4 | 44 1/2 | 44 3/4 | 45 | 45 1/4 | 45 1/2 | 45 3/4 | 46 | 46 1/4 | 46 1/2 | 46 3/4 | 47 | 47 1/4 | 47 1/2 | 47 3/4 | 48 | 48 1/4 | 48 1/2 | 48 3/4 | 49 | 49 1/4 | 49 1/2 | 49 3/4 | 50 | 50 1/4 | 50 1/2 | 50 3/4 | 51 | 51 1/4 | 51 1/2 | 51 3/4 | 52 | 52 1/4 | 52 1/2 | 52 3/4 | 53 | 53 1/4 | 53 1/2 | 53 3/4 | 54 | 54 1/4 | 54 1/2 | 54 3/4 | 55 | 55 1/4 | 55 1/2 | 55 3/4 | 56 |
|-------|---|---|-----|------|-----|-----|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|
|-------|---|---|-----|------|-----|-----|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|---|-------|-------|-------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|--------|--------|--------|----|

Marchés financiers

BOURSE DU 20 JUILLET

[illegible]**Comptant** (sélection)

SICAV (reflection)

19/7

[illegible]

Cote des changes

Marché libre de l'or

[illegible]

e: coupon détaché - o: offert - * : droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

